

## Prospectus provisoire daté du 29 décembre 1999

Les titres décrits dans le présent prospectus ne sont offerts que là où l'autorité compétente a accordé son visa. Ils ne peuvent être proposés que par des personnes dûment inscrites. Aucune commission des valeurs mobilières ni aucune autorité similaire au Canada ne s'est prononcée sur la qualité des titres offerts aux présentes; toute personne qui donne à entendre le contraire commet une infraction. Les titres visés par le présent prospectus n'ont pas été ni ne seront enregistrés en vertu de la loi des États-Unis intitulée Securities Act of 1933, en sa version modifiée, et, sous réserve de certaines exceptions, ne peuvent être offerts, vendus ou livrés, directement ou indirectement, aux États-Unis, ni sur ses territoires ou possessions. Voir la rubrique intitulée « Mode de placement ».

### Premier appel public à l'épargne

# maxxcom

an MDC Company

## ● \$ ● actions à droit de vote subalterne

Les ● actions à droit de vote subalterne dans le capital de Maxxcom Inc. (la « Société » ou « Maxxcom ») offertes dans les présentes (le « placement ») sont émises et vendues par Maxxcom. La Société est principalement composée de sociétés qui faisaient auparavant partie de la division des services de communications et de mise en marché de MDC Corporation Inc. (l'« actionnaire principal ») et qui lui ont été transférées le 30 novembre 1999 aux termes d'une réorganisation générale de l'actionnaire principal (la « réorganisation ») en échange de titres convertibles en actions à droit de vote multiple de la Société et d'autres contreparties. Immédiatement avant la clôture du placement, la Société émettra des actions à droit de vote subalterne à certains des actionnaires de ses filiales (les « actionnaires des sociétés d'exploitation ») en échange d'actions de celles-ci (l'« échange »). Voir les rubriques intitulées « Réorganisation » et « Membres de la direction et autres personnes intéressées dans des opérations importantes ». Les actions à droit de vote multiple pouvant être émises sans contrepartie additionnelle lors de la conversion des titres convertibles émis auparavant aux termes de la réorganisation ainsi que les actions à droit de vote subalterne pouvant être émises aux termes de l'échange sont également visées par les présentes. Immédiatement après la clôture du placement, l'actionnaire principal sera le propriétaire véritable de ● actions à droit de vote multiple, lesquelles actions représenteront un total de ● % des actions de participation en circulation (telle que cette expression est définie ci-après) ( ● % si l'option pour attributions excédentaires est levée en totalité) et ● % des droits de vote rattachés à la totalité des actions de participation ( ● % si l'option pour attributions excédentaires est levée en totalité). Immédiatement après la clôture du placement, les actionnaires des sociétés d'exploitation seront les propriétaires véritables de ● actions à droit de vote subalterne, lesquelles actions représenteront un total de ● % des actions de participation émises et en circulation ( ● % si l'option pour attributions excédentaires est levée en totalité) et ● % des droits de vote rattachés à la totalité des actions de participation ( ● % si l'option pour attributions excédentaires est levée en totalité).

À la clôture du placement, la Société aura deux catégories autorisées d'actions de participation : les actions à droit de vote subalterne et les actions à droit de vote multiple (collectivement, les « actions de participation »). Les actions de participation sont identiques à tous égards, sauf que les actions à droit de vote subalterne conféreront un droit de vote par action alors que les actions à droit de vote multiple conféreront 20 de droits de vote par action et seront convertibles en tout temps en actions à droit de vote subalterne sur la base d'une pour une au gré de leur porteur et automatiquement dans certaines autres circonstances. Voir la rubrique intitulée « Description du capital-actions ».

Il n'existe aucun marché par l'entremise duquel les actions à droit de vote subalterne peuvent être vendues et les acheteurs peuvent ne pas être en mesure de revendre les titres achetés en vertu du présent prospectus. Le prix d'offre des actions à droit de vote subalterne a été déterminé par voie de négociations entre la Société et Marchés mondiaux CIBC Inc. et RBC Dominion valeurs mobilières Inc. (collectivement, les « preneurs fermes »). Une fois la réorganisation, l'échange et le placement complétés, le prix d'offre de chaque action à droit de vote subalterne dépassera de ● \$, en date du 30 septembre 1999, l'actif corporel net combiné pro forma par action à droit de vote subalterne, ce qui représente un facteur de dilution de ● % ( ● % si l'option pour attributions excédentaires est levée en totalité). Voir les rubriques intitulées « Dilution pro forma » et « Facteurs de risque ». Les acheteurs éventuels devraient examiner soigneusement les risques décrits sous la rubrique intitulée « Facteurs de risque » avant d'acheter des actions à droit de vote subalterne. De l'avis des conseillers juridiques, à la clôture, rien n'empêchera les actions à droit de vote subalterne offertes par les présentes d'être considérées comme des placements en vertu de certaines lois, comme décrit sous la rubrique intitulée « Admissibilité à des fins de placement ».

## Prix : ● \$ par action à droit de vote subalterne

	Prix offert au public	Rémunération des preneurs fermes	Produit net revenant à la Société (1)
Par action à droit de vote subalterne.....	● \$	● \$	● \$
<b>Total (2) (3) .....</b>	<b>● \$</b>	<b>● \$</b>	<b>● \$</b>

### Notes :

- (1) Avant déduction des dépenses liées au placement estimées à environ ● \$, lesquelles seront payées par Maxxcom à même ses fonds généraux.
- (2) Maxxcom a octroyé aux preneurs fermes une option (l'« option pour attributions excédentaires ») pour couvrir les attributions excédentaires, le cas échéant, laquelle peut être levée pendant une période de ● jours à partir de la clôture du placement, leur donnant droit d'acheter jusqu'à un maximum de ● actions à droit de vote subalterne additionnelles au prix d'offre. Si l'option pour attributions excédentaires est levée en totalité, le prix total offert au public, la rémunération des preneurs fermes et le produit net revenant à la Société seront de ● \$, ● \$ et ● \$ respectivement. Voir la rubrique intitulée « Mode de placement ». Le présent prospectus vise également le placement d'actions à droit de vote subalterne pouvant être émises lors de la levée de l'option pour attributions excédentaires.
- (3) Le présent prospectus vise également le placement de ● actions à droit de vote subalterne qui seront émises aux actionnaires des sociétés d'exploitation en échange d'actions des filiales de la Société aux termes de l'échange et des actions à droit de vote multiple pouvant être émises à l'actionnaire principal sans le paiement d'une contrepartie additionnelle lors de la conversion des titres convertibles émis auparavant aux termes de la réorganisation et dans le cadre de la conversion de toute dette les concernant. Voir les rubriques intitulées « Membres de la direction et autres personnes intéressées dans des opérations importantes » et « Réorganisation ».

Les preneurs fermes, à titres de contrepartistes, offrent conditionnellement les actions à droit de vote subalterne décrites dans les présentes, sous les réserves d'usage concernant leur souscription ainsi que leur émission, leur vente et leur livraison par Maxxcom et leur acceptation par les preneurs fermes, conformément aux modalités et conditions contenues dans la convention de prise ferme dont il est question sous la rubrique intitulée « Mode de placement » et sous réserve de l'approbation de certaines questions d'ordre juridique pour le compte de Maxxcom par Fogler, Rubinoff, conseillers juridiques de la Société, et pour le compte des preneurs fermes par Tory Tory, conseillers juridiques des preneurs fermes. Chacun des preneurs fermes est une filiale en propriété exclusive d'une banque à charte canadienne qui a accordé des facilités de crédit à durée prolongée à l'actionnaire principal. Par conséquent, Maxxcom peut être considérée comme étant un émetteur associé des preneurs fermes au sens où l'entendent les lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables. Voir la rubrique intitulée « Mode de placement ».

Les souscriptions pour les actions à droit de vote subalterne seront reçues sous réserve de leur rejet ou attribution, en totalité ou en partie, et du droit de clore les registres de souscription en tout temps sans préavis. Il est prévu que les certificats d'actions définitifs représentant les actions à droit de vote subalterne seront disponibles aux fins de livraison à la clôture de l'offre qui devrait avoir lieu le ou vers le ● 2000 ou à toute autre date dont Maxxcom et les preneurs fermes pourront convenir, mais dans tous les cas au plus tard le ● 2000.

Le présent prospectus provisoire, dont une copie a été déposée auprès des commissions des valeurs mobilières ou autorités similaires dans chacune des provinces du Canada, n'est pas dans sa forme définitive aux fins d'un placement dans le public. Les renseignements qu'il contient sont susceptibles d'être modifiés ou complétés. Les titres qui y sont décrits ne peuvent être vendus ni des offres d'achat acceptées dans ces provinces avant que la commission des valeurs mobilières ou l'autre autorité de réglementation appropriée n'ait visé le prospectus définitif.

## NOTE SPÉCIALE CONCERNANT LES ÉTATS FINANCIERS PROSPECTIFS

Le présent prospectus contient des états financiers prospectifs qui reflètent les attentes de la direction concernant la croissance future, les résultats d'exploitation, la performance et les perspectives et opportunités commerciales de la Société. Lorsque cela est possible, les mots tels que « prévoit », « croit », « projette », « s'attend à », « est censé » et d'autres expressions similaires ont été utilisées pour identifier ces états financiers prospectifs. Ces déclarations reflètent les croyances actuelles de la direction et sont basées sur les renseignements dont la direction dispose à ce jour. Les états financiers prospectifs impliquent des risques et des incertitudes importants. Un certain nombre de facteurs pourraient faire en sorte que les résultats actuels diffèrent de façon importante des résultats dont il est question dans les états financiers prospectifs, notamment ceux qui sont énoncés sous la rubrique intitulée « *Facteurs de risque* » du présent prospectus. Même si les états financiers prospectifs contenus dans le présent prospectus sont basés sur ce que la direction considère comme des hypothèses raisonnables, la Société ne peut assurer aux acheteurs éventuels que les résultats actuels seront conformes à ces états financiers prospectifs. Ces états financiers prospectifs sont faits en date du présent prospectus et la Société n'assume aucune obligation de les mettre à jour ou de les réviser pour refléter de nouveaux événements ou circonstances.

## NOTE EXPLICATIVE

Toutes les mentions des termes « Société » ou « Maxxcom » après la réorganisation font référence à Maxxcom Inc., une société de l'Ontario constituée le 2 novembre 1998, et, à moins que le contexte ne l'exige autrement, ses filiales après avoir donné effet à la réorganisation. Toutes les mentions des termes « Société » ou « Maxxcom » avant la réorganisation font référence au groupe de sociétés de communications commerciales contrôlées auparavant par l'actionnaire principal (lesquelles, depuis 1994, faisaient partie de la division des services de communications et de mise en marché de l'actionnaire principal) qui ont été transférées à Maxxcom dans le cadre de la réorganisation.

Toutes les références à l'expression « facturation brute » désignent les montants totaux facturés aux clients pour les placements médias, la production d'annonces publicitaires ainsi que les commissions et les frais reçus par la Société. Toutes les références à l'expression « revenu brut » désignent la facturation brute moins la facturation concernant les placements médias.

À moins d'indication contraire expresse, toutes les références à l'expression « pro forma » désignent pro forma une fois la réorganisation et les acquisitions de Accent Marketing Services, LLC, Colle & McVoy Inc., Margeotes/Fertitta + Partners, LLC, Source Marketing, LLC, Allard et Associés Inc. et Fletcher Martin Associates, LLC, complétés, comme si chacun était survenu au début de la période pour laquelle les résultats pro forma sont présentés.

Aux termes des conventions entre actionnaires et des autres conventions conclues entre Maxxcom et ses sociétés d'exploitation, les sociétés d'exploitation sont généralement obligées de distribuer leurs bénéfices sur une base courante. Les références à la « part des revenus d'exploitation de Maxxcom » désignent le revenu d'exploitation de la Société moins les intérêts minoritaires et les références aux « intérêts minoritaires » désignent la totalité des distributions payées ou payables aux actionnaires minoritaires de la société d'exploitation.

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>		<u>Page</u>
SOMMAIRE DU PROSPECTUS .....	5	Rémunération des administrateurs .....	34
LA SOCIÉTÉ .....	11	DESCRIPTION DU CAPITAL-ACTIONS ..	34
Aperçu .....	11	Actions à droit de vote multiple et actions	
Structure de l'entreprise .....	11	à droit de vote subalterne .....	35
L'INDUSTRIE DES COMMUNICATIONS		Actions privilégiées .....	37
COMMERCIALES .....	13	ACTIONNAIRE PRINCIPAL .....	37
Aperçu de l'industrie .....	13	RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT	
Tendances de l'industrie .....	14	D' ACTIONS .....	38
Réponse de Maxxcom aux tendances de		TITRES ENTIÈRES .....	38
l'industrie .....	15	RELEVÉ DES DIVIDENDES VERSÉS ET	
ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ .....	16	POLITIQUE .....	39
Aperçu .....	16	DILUTION PRO FORMA .....	39
Stratégie .....	17	ENDETTEMENT DES	
Organisation et services fournis aux clients ..	18	ADMINISTRATEURS ET DES HAUTS	
Modèle Perpetual Partnership™ .....	21	DIRIGEANTS .....	40
Valeur ajoutée aux sociétés d'exploitation par		MEMBRES DE LA DIRECTION ET	
Maxxcom .....	22	AUTRES PERSONNES INTÉRESSÉES	
Gestion entrepreneuriale réussie .....	23	DANS DES OPÉRATIONS	
Clients de longue date .....	23	IMPORTANTES .....	40
Concurrence .....	23	FACTEURS DE RISQUE .....	41
Locaux .....	24	MODE DE PLACEMENT .....	43
Milieu de la réglementation .....	24	CONTRATS IMPORTANTS .....	45
Litiges .....	25	PLACEMENTS ANTÉRIEURS	
RÉORGANISATION .....	25	DE TITRES .....	45
STRUCTURE DU CAPITAL .....	25	PROMOTEUR .....	45
RENSEIGNEMENTS FINANCIERS		QUESTIONS D'ORDRE JURIDIQUE .....	45
COMBINÉS PRO FORMA ET RÉELS		VÉRIFICATEURS, AGENT DES	
CHOISIS .....	26	TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE	
ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA		LA TENUE DES REGISTRES .....	46
SITUATION FINANCIÈRE ET DES		DROITS DE RÉOLUTION ET	
RÉSULTATS D'EXPLOITATION .....	28	SANCTIONS CIVILES .....	46
EMPLOI DU PRODUIT .....	30	ÉTATS FINANCIERS .....	47
ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS ..	31	ATTESTATION DE LA SOCIÉTÉ ET DU	
RÉMUNÉRATION DES MEMBRES DE		PROMOTEUR .....	167
LA DIRECTION .....	33	ATTESTATION DES PRENEURS	
Convention de gestion .....	33	FERMES .....	168
Conventions d'emploi .....	33		

## ADMISSIBILITÉ À DES FINS PLACEMENT

De l'avis de Fogler, Rubinoff, conseillers juridiques de Maxxcom, et de Tory Tory, conseillers juridiques des preneurs fermes, à la date de la clôture du placement, sous réserve du respect des dispositions et restrictions générales en matière de placement ainsi que des normes de placement prudent des lois mentionnées ci-dessous et sous réserve du respect d'exigences additionnelles concernant les politiques, normes, procédures ou objectifs en matière de placement ou de prêt, rien n'empêchera les actions à droit de vote subalterne d'être considérées comme des placements en vertu des lois suivantes :

- |  |  |
|--|--|
| (a) <i>Loi sur les sociétés d'assurances</i> (Canada);   | (f) <i>Loi sur les régimes complémentaires de retraite</i> (Québec); |
| (b) <i>Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension</i> (Canada);   | (g) <i>Loi sur les sociétés de prêt et de fiducie</i> (Ontario);     |
| (c) <i>Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt</i> (Canada);  | (h) <i>Loi sur les régimes de retraite</i> (Ontario);                |
| (d) <i>Loi sur les assurances</i> (Québec), pour une compagnie d'assurance, comme cette expression y est définie, constituée en vertu des lois de la province de Québec, autre qu'une corporation de fonds de garantie;  | (i) <i>Loan and Trust Corporations Act</i> (Alberta);                |
| (e) <i>Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne</i> (Québec), pour une société de fiducie ou une société d'épargne, comme ces expressions y sont définies, qui investit ses propres fonds ainsi que les fonds qu'elle reçoit sous forme de dépôt; | (j) <i>Financial Institutions Act</i> (Colombie-Britannique);        |
|  | (k) <i>Loi sur les prestations de pension</i> (Manitoba); et         |
|  | (l) <i>Loi sur les fiduciaires</i> (Manitoba).                       |

De l'avis des conseillers juridiques, les actions à droit de vote subalterne offertes dans les présentes, à supposer qu'elles soient inscrites à une bourse prescrite au Canada, seraient des placements admissibles en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) (la « Loi de l'impôt ») et des règlements d'application de celle-ci pour les fiducies régies par des régimes enregistrés d'épargne-retraite, des fonds enregistrés de revenu de retraite, des régimes de participation différée aux bénéficiaires et des régimes enregistrés d'épargne-étude (collectivement, les « régimes à impôt différé »). Les actions à droit de vote subalterne offertes dans les présentes ne sont pas, en date du présent prospectus, des biens étrangers aux fins des dispositions fiscales imposées en vertu de la partie XI de la Loi de l'impôt aux régimes à impôt différé, aux placements enregistrés et à d'autres entités exonérées d'impôt, y compris la plupart des fonds ou régimes de retraite.

## DEVISE

Dans le présent prospectus, sauf indication contraire, tous les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens, les références au « \$ CA » ou au « \$ » sont des références au dollar canadien et les références au « \$ US » sont des références au dollar américain.

En date du 24 décembre 1999, le taux de change du midi, tel qu'il a été rapporté par la Banque du Canada, était de 1 \$ US pour 1,4682 \$ ou 1 \$ pour 0,6811 \$ US.

## SOMMAIRE DU PROSPECTUS

Le texte qui suit n'est qu'un sommaire et il est assujéti dans sa totalité aux renseignements plus détaillés apparaissant ailleurs dans le présent prospectus. Les termes utilisés dans le présent sommaire mais qui ne sont pas définis sont définis ailleurs dans le présent prospectus. Les renseignements financiers concernant la Société contenus dans les présentes, à moins d'indication contraire, proviennent et sont visés par les dispositions des états financiers combinés et des notes y afférentes de la Société, inclus ailleurs dans le présent prospectus.

### Le placement

#### Actions à droit de vote subalterne offertes :

● actions à droit de vote subalterne (à l'exclusion de ● \$ actions à droit de vote subalterne qui peuvent être émises par la Société aux termes de la levée par les preneurs de l'option pour attributions excédentaires).

#### Prix :

● \$ par action à droit de vote subalterne.

#### Montant :

● \$ ( ● \$ si l'option pour attributions excédentaires est levée en totalité).

#### Droits de vote :

Chaque action à droit de vote subalterne confère un droit de vote par action à son porteur et chaque action à droit de vote multiple confère 20 droits de vote par action à son porteur. Sauf si la loi l'exige autrement, les droits de vote rattachés aux actions à droit de vote subalterne et aux actions à droit de vote multiple seront exercés ensemble comme une unique catégorie à l'égard de toutes les questions soumises à un vote aux actionnaires, y compris l'élection des administrateurs. Une fois le placement complété, le nombre de votes rattachés aux actions à droit de vote subalterne en circulation constituera, dans l'ensemble, ● % du nombre de votes rattachés à la totalité des actions de participation. Voir la rubrique intitulée « *Description du capital-actions* ».

#### Conversion :

Les actions à droit de vote multiple sont convertibles en actions à droit de vote subalterne sur la base d'une action pour une action, et ce, en tout temps au gré du porteur. Les actions à droit de vote multiple seront automatiquement converties en actions à droit de vote subalterne sur la base d'une action pour une action, selon la première éventualité à survenir parmi les circonstances ou dates suivantes : a) lors de tout transfert de celles-ci, à l'exception d'un transfert à l'actionnaire principal et à certaines personnes reliées à ou contrôlées par lui, ou un transfert de 100 % des actions à droit de vote multiple en circulation à un acquéreur qui a également offert d'acheter la totalité des actions à droit de vote subalterne en circulation pour une contrepartie par action identique à, et autrement selon les mêmes modalités que, celles offertes pour les actions à droit de vote multiple; b) si à un moment donné i) le nombre d'actions à droit de vote multiple détenues en propriété véritable par l'actionnaire principal ne représente pas plus de 50 % du nombre total des actions à droit de vote multiple détenues en propriété véritable par l'actionnaire principal à la clôture de l'offre ou ii) l'actionnaire principal et certaines personnes reliées à lui ou contrôlées par lui ne détiennent pas en propriété véritable un nombre d'actions de participation représentant plus de 50 % des votes rattachés à la totalité des actions de participation émises et en circulation; c) si en tout temps après le transfert d'actions à droit de vote multiple à certains cessionnaires autorisés, ceux-ci ne détiennent pas en propriété véritable au moins 66 ⅔ % des actions à droit de vote multiple ainsi transférées et d) le ● 2015, à moins que les situations dont il est question en b) et c) ci-dessus ne soient corrigées dans les 30 jours suivant leur survenance.

**Engagements en faveur des porteurs d'actions à droit de vote subalterne :**

Les porteurs d'actions à droit de vote subalterne bénéficieront de dispositions protectrices qui leur donneront certains droits dans l'éventualité d'une offre publique d'achat à l'endroit des actions à droit de vote multiple. Voir la rubrique intitulée « *Description du capital-actions* ».

**Dividendes :**

La Société ne prévoit actuellement pas verser de dividendes dans un avenir rapproché. L'intention actuelle de la Société est de réinvestir ses gains pour financer sa croissance à long terme. Voir la rubrique intitulée « *Relevé des dividendes versés et politique* ».

**Emploi du produit :**

Le produit net du placement qui reviendra à la Société est estimé à ● \$ après déduction de la rémunération des preneurs fermes et des dépenses estimées liées au placement payables par la Société. Du produit net revenant à la Société : i) la presque totalité du montant, soit environ ● millions \$, sera utilisée pour rembourser les dettes de la Société envers l'actionnaire principal engagées dans le cadre de la réorganisation; et ii) le solde, soit environ ● \$, sera utilisé pour le fonds de roulement et les besoins généraux. Voir la rubrique intitulée « *Emploi du produit* ».

**Actionnaire principal :**

Une fois le placement complété, MDC Corporation Inc. (l'« actionnaire principal ») sera le propriétaire véritable de ● actions à droit de vote multiple, lesquelles actions devraient représenter un total de ● % des actions de participation émises et en circulation ( ● % si l'option pour attributions excédentaires est levée en totalité) et ● % des droits de vote rattachés à la totalité des titres de participation ( ● % si l'option pour attributions excédentaires est levée en totalité). Voir les rubriques intitulées « *Actionnaire principal* » et « *Membres de la direction et autres personnes intéressées dans des opérations importantes* ».

**Facteurs de risque :**

Un placement dans les actions à droit de vote subalterne est assujéti à certains facteurs de risque que les acheteurs éventuels devraient examiner attentivement. Ces risques incluent ce qui suit : i) la concurrence d'autres sociétés offrant des produits similaires; ii) la capacité à attirer et à retenir du personnel clé; iii) la disponibilité et l'intégration de cibles d'acquisition; iv) les incertitudes économiques; v) la consolidation des comptes; vi) les défauts de paiement à l'égard des comptes média; vii) les risques découlant des relations de la Société avec l'actionnaire principal; viii) les fluctuations des taux de change; ix) l'absence de dividendes; x) l'absence potentielle de marché liquide; xi) la dilution immédiate subie par les investisseurs; et xii) les problèmes liés à l'an 2000. Voir la rubrique intitulée « *Facteurs de risque* ».

## L'industrie

L'industrie des communications commerciales aide les clients à identifier leurs consommateurs cibles, à communiquer avec eux et à construire la notoriété de leurs produits et services afin d'augmenter leurs ventes. L'industrie vise à établir des relations à long terme avec ses clients en leur fournissant une variété de services. Les sources de l'industrie estiment que la taille de l'industrie des communications commerciales américaines était d'environ 400 milliards \$ US en 1998, ayant expérimenté un taux de croissance annuel composé de plus de 7 % entre 1994 et 1998. Même si les organismes de communications commerciales mondiaux importants continuent à consolider l'industrie, cette dernière demeure hautement fragmentée et il existe plusieurs opportunités d'acquisition. Les clients demandent une gamme de services plus étendue, notamment des services spécialisés (tels que les promotions des ventes, le marketing direct, la gestion de banques de données et le marketing interactif), qui leur permettent de cibler leurs consommateurs plus directement et de mesurer plus exactement l'efficacité de leurs frais de commercialisation. Dans un environnement où la concurrence augmente sans cesse, où des nouvelles technologies de communications commerciales apparaissent et où la demande des clients pour une gamme de services plus étendue est de plus en plus élevée, les clients veulent également une plus grande cohérence dans la communication des valeurs liées à leur image et à leurs marques.

## La Société

Maxxcom est l'organisme le plus important de communications commerciales à services complets situé au Canada et il fournit une vaste gamme de services à des clients canadiens et américains. Ces services incluent la publicité, le marketing direct, la gestion de banques de données, les promotions des ventes, les communications pour les entreprises (y compris les relations avec le public et les investisseurs), les dénominations et l'image de marque, la recherche et la consultation et le domaine des communications commerciales interactives en plein essor. La Société exerce ses activités par l'entremise de sociétés d'exploitation dans deux divisions : les communications intégrées et les communications spécialisées. Constituée en 1980, Maxxcom a connu une croissance rapide dans les années 1990 grâce à la combinaison d'une croissance organique et d'acquisitions stratégiques. Cette croissance est due en grande partie au modèle d'entreprise Perpetual Partnership™ de Maxxcom.

Les facturations brutes de la Société pour les exercices terminés les 31 décembre 1996 et 1998 étaient respectivement de 51 672 000 \$ et 161 264 000 \$, ce qui représente un taux de croissance annuel composé de 76,6 %. Pour la même période, le revenu brut de la Société est passé de 28 492 000 \$ à 69 015 000 \$, son revenu d'exploitation de 4 401 000 \$ à 13 467 000 \$ et son bénéfice net de 1 225 000 \$ à 3 308 000 \$, ce qui représente des taux de croissance annuels composés de 55,6 %, 74,9 % et 64,3 % respectivement. Pour la même période, la part des revenus d'exploitation de Maxxcom est passée de 3 407 000 \$ à 9 053 000 \$, ce qui représente un taux de croissance annuel composé de 63 %.

La facturation brute de la Société pour les périodes de neuf mois pro forma terminées les 30 septembre 1998 et 1999 était respectivement de 291 936 000 \$ et 381 286 000 \$, ce qui représente une augmentation de 30,6 %. Pour les mêmes périodes de neuf mois, le revenu brut de la Société est passé de 116 548 000 \$ à 155 907 000 \$, son revenu d'exploitation de 20 962 000 \$ à 29 014 000 \$ et son bénéfice net de 5 968 000 \$ à 8 279 000 \$, ce qui représente des augmentations de 33,8 %, 38,4 % et 38,7 % respectivement. Pour la même période de neuf mois, la part des revenus d'exploitation de Maxxcom est passée de 15 284 000 \$ à 20 769 000 \$, ce qui représente une augmentation de 35,9 %.

Depuis la fin de 1996, Maxxcom a acquis 12 sociétés avec un revenu brut et un revenu d'exploitation globaux approximatifs pour la période de neuf mois pro forma terminée le 30 septembre 1999 de 116 111 000 \$ et 24 543 000 \$, ce qui représente respectivement 74,5 % et 84,6 % du revenu brut et du revenu d'exploitation pro forma totaux de Maxxcom pour la même période.

**Stratégie.** La stratégie centrée sur le client de Maxxcom est de répondre à la demande croissante pour une gamme de services de communications commerciales plus étendue qui permettrait à ses clients de cibler leurs consommateurs plus directement et de mesurer avec plus d'exactitude l'efficacité de leurs frais de commercialisation. Maxxcom fournit une gamme complète de services par l'entremise de deux divisions, chacune centrée sur un genre distinct de client. Pour les clients qui préfèrent un « service tout en un », les sociétés dans la division des communications intégrées de Maxxcom apportent des solutions intégrées et gèrent la cohérence des marques par l'entremise d'une vaste gamme de services de communications. Les sociétés dans la division des communications spécialisées de Maxxcom sont centrées sur une discipline de communications individuelle et sont

choisies par les clients qui recherchent une expertise approfondie dans cette discipline et qui ont choisi de gérer la cohérence de leurs marques à l'interne entre les services offerts par divers fournisseurs.

Maxxcom a l'intention de continuer sa croissance rapide en i) étendant ses activités existantes par l'entremise d'initiatives de développement commercial centralisées, deancements d'activités, d'acquisitions groupées (acquisitions qui impliquent généralement l'achat d'une participation de 100 % dans des firmes plus petites par les sociétés d'exploitation existantes de Maxxcom) et ii) en faisant des acquisitions de plate-forme (acquisitions importantes qui donnent à Maxxcom une « plate-forme » pour une croissance future dans une région ou dans une discipline de communications spécialisée) pour s'étendre géographiquement (principalement aux États-Unis) et élargir sa gamme de services. Les initiatives de croissance de Maxxcom seront principalement focalisées sur les services de communications intégrées et les services de communications spécialisées dans les secteurs à croissance élevée tels que le marketing interactif, le marketing direct, la gestion de banques de données, les promotions des ventes et les relations publiques.

**Organisation et services fournis aux clients.** Maxxcom exerce ses activités par l'entremise de ses divisions de communications intégrées et de communications spécialisées. Les sociétés dans la division des communications intégrées apportent des solutions aux clients en utilisant une variété de services de communications commerciales. En analysant attentivement les exigences de chaque client, elles sélectionnent et combinent les services pertinents pour assurer une cohérence dans la livraison de l'image et des marques du client. En comparaison, les sociétés dans la division des communications spécialisées sont centrées sur la discipline des communications commerciales individuelles. Il existe des recommandations bilatérales et des services de vente croisée entre et à l'intérieur des divisions de Maxxcom en fonction de l'expertise, de la complexité et de l'étendue des services selon les exigences du client.

**Division des communications intégrées**

Allard Johnson Communications Inc.  
Ambrose Carr Linton Carroll Inc.  
Colle & McVoy, Inc.  
Cormark Communications Inc.  
Fletcher Martin Associates, LLC  
Margeotes/Fertitta + Partners, LLC

**Division des communications spécialisées**

Accent Marketing Services, LLC (marketing direct/gestion de banques de données)  
Accumark Promotions Group Inc. (promotions)  
Bryan Mills Group Inc. (relations avec le public et les investisseurs/communications pour les entreprises)  
Campbell & Partners Communications Inc. (publicité)  
CyberSight, LLC (interactivité)  
Integrated Healthcare Communications Inc. (recherche et consultation)  
McManus Elliott Communications Inc. (relations avec le public et les investisseurs/communications pour les entreprises)  
News Canada Inc. (relations avec le public et les investisseurs/communications pour les entreprises)  
Northstar Research Partners Inc. (recherche et consultation)  
Source Marketing, LLC (promotions)  
Strategies International (dénominations et image de marque)  
Veritas Communications Inc. (relations avec le public et les investisseurs/communications pour les entreprises)

**Modèle Perpetual Partnership™.** L'élément clé de l'industrie des communications commerciales, c'est les gens. Le modèle Perpetual Partnership™ de Maxxcom permet à la Société d'attirer de nouvelles firmes et de retenir le talent entrepreneurial qui a fait le succès de ces firmes. La combinaison de la stratégie de compétition de la Société et du modèle Perpetual Partnership™ a permis de réaliser une croissance exceptionnelle et rentable.

Contrairement à plusieurs des groupeurs mondiaux importants, qui acquièrent généralement 100 % d'une cible d'acquisition, Maxxcom acquiert seulement 50,1 % à 80 % de firmes de communications commerciales en plein essor. Les gestionnaires entrepreneuriaux de Maxxcom demeurent les propriétaires ou les « associés » avec un intérêt acquis à continuer leur succès. En vertu du modèle Perpetual Partnership™, seuls les participants actifs aux activités sont des actionnaires et il y a une transition ordonnée de participation de ceux qui cessent d'être actifs dans les

activités en faveur des nouveaux membres de la direction, ce qui permet ainsi de retenir les générations futures de dirigeants des sociétés d'exploitation. La philosophie d'exploitation associée au modèle Perpetual Partnership™ en est une en vertu de laquelle Maxxcom fournit des services à valeur ajoutée à ses sociétés partenaires, les supporte, sert de modèle à leurs cultures uniques et leur offre une indépendance d'exploitation, des responsabilités et une licence créative. En échange, Maxxcom leur demande d'atteindre des objectifs de croissance et de rentabilité et d'exercer leurs activités dans un environnement concurrentiel contre des capitaux.

Dans le cadre du placement, certains actionnaires des sociétés d'exploitation actuels auront l'opportunité de devenir propriétaire d'actions à droit de vote subalterne de la Société. Voir la rubrique intitulée « *Membres de la direction et autres personnes intéressées dans des opérations importantes* ». Maxxcom a également l'intention d'utiliser des actions à droit de vote subalterne en tant que monnaie pour des acquisitions futures, s'assurant ainsi que les membres de la direction de ces acquisitions auront une opportunité de participer à la croissance de Maxxcom. Maxxcom octroiera également des options d'achat d'actions à droit de vote subalterne aux hauts dirigeants des sociétés d'exploitation. Voir la rubrique intitulée « *Régime d'options d'achat d'actions* ». La Société croit que la propriété des options et des actions de Maxxcom mettra en parallèle les intérêts de la direction et ceux de Maxxcom et encouragera les gestionnaires à travailler dans l'intérêt de toutes les filiales d'exploitation de la Société, et que la combinaison de la propriété des options et des actions de Maxxcom et de la propriété des actions des sociétés d'exploitation en vertu du modèle de Perpetual Partnership™ apportera une structure de compensation adéquatement équilibrée pour optimiser la croissance et la rentabilité de Maxxcom.

**Valeur ajoutée aux sociétés d'exploitation par Maxxcom.** Le soutien apporté par le groupe de sociétés de Maxxcom à ses sociétés d'exploitation est un différentiateur clé entre Maxxcom et les réseaux d'agences indépendantes ou les agences autonomes. Les ressources générales de Maxxcom ajoutent de la valeur et supportent la croissance en fournissant les services suivants à ses sociétés d'exploitation :

- services de planification commerciale et stratégique;
- gestion des ressources humaines, incluant la facilitation de la succession des membres de la direction et des associés;
- services de conseil en fusion et en acquisition;
- capitaux pour supporter la croissance; et
- facilitation de l'intégration et des alliances de vente croisée entre les sociétés de Maxxcom.

**Gestion entrepreneuriale réussie.** Les membres de la direction des sociétés d'exploitation de Maxxcom sont des entrepreneurs soucieux de croissance qui ont des antécédents non négligeables dans la mise sur pied d'entreprises réussies. La haute direction des sociétés d'exploitation de Maxxcom travaille dans l'industrie des communications commerciales depuis en moyenne 19 ans et ses membres ont en moyenne huit ans de service au sein de leurs sociétés respectives.

**Clients de longue date.** Maxxcom a cultivé ses relations avec des clients de longue date en identifiant et en développant des secteurs ou des créneaux qui ont été historiquement mal desservis par d'autres firmes de services de communications commerciales. Ces créneaux incluent les demandes de services régionaux et spécialisés des sociétés les plus importantes et les plus réputées d'Amérique du Nord, dont Kraft, Honda, Pfizer, Visa et Sprint. La Société fournit des services à une variété d'industries différentes. Sur une base pro forma pour les neuf premiers mois de 1999, les produits de consommation, les soins de santé et les télécommunications ont été les industries qui ont le plus contribué au revenu brut de Maxxcom à 45 %, 14 % et 10 % respectivement. Environ 66 % du revenu brut pro forma de la Société pour les neuf premiers de 1999 était dérivé des États-Unis et le reste provenait du Canada. La durée moyenne des relations avec les clients pour les cinq clients les plus importants de Maxxcom en fonction du revenu brut pro forma pour les neuf premiers mois de 1999 est de huit ans. Aucun client unique ne constitue plus de 10 % du revenu brut de la Société.

#### **Renseignements financiers combinés pro forma et réels choisis**

Les renseignements financiers combinés pro forma et réels choisis suivants ont été tirés des états financiers combinés non vérifiés de la Société pour les périodes de neuf mois terminées les 30 septembre 1999 et 1998, du bilan combiné pro forma de la Société au 30 septembre 1999, des états combinés pro forma des résultats de la Société pour les périodes de neuf mois terminées les 30 septembre 1999 et 1998, de l'état combiné pro forma des résultats de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 1998 et des états financiers combinés vérifiés de la Société pour les exercices terminés les 31 décembre 1998, 1997 et 1996 et des notes y afférentes incluses dans le présent prospectus, et ils doivent être lus en parallèle avec ceux-ci. Les données tirées du bilan et de l'état des résultats pro forma pour l'exercice terminé le 31 décembre 1998 et pour les périodes de neuf mois terminées les 30 septembre 1999 et 1998 tiennent compte de la réorganisation, de l'échange et de l'acquisition de Accent Marketing Services, L.L.C., de Colle & McVoy, Inc., de Margeotes/Fertitta + Partners, LLC, de Source Marketing, LLC, de Allard &

Associés Inc. et de Fletcher Martin Associates LLC comme si chacune de ces opérations avait été réalisée au début de cette période. Les renseignements présentés ci-après doivent être lus en parallèle avec ces états financiers et les notes y afférentes, ainsi qu'avec l'« Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation ».

### Information sur l'état des résultats

	Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre		Pour la période pro forma terminée le 30 septembre (1)		Pour l'exercice pro forma terminé le 30 septembre (1)	Pour l'exercice terminé le 31 décembre		
	1999	1998	1999	1998	1999	1998	1997	1996
	(Non vérifiés)		(Non vérifiés)		(Non vérifiés)	(Vérifiés)		
	(en milliers de dollars)							
Facturation brute .....	245 896	113 346	381 286	291 096	405 326	161 264	71 814	51 672
Coûts directs .....	138 473	59 713	225 379	174 091	249 313	92 249	35 298	23 180
Marge brute .....	107 423	53 633	155 907	117 005	156 013	69 015	36 516	28 492
Charges d'opérations .....	87 149	43 089	126 893	95 248	127 975	55 548	29 216	24 091
Bénéfice d'opérations .....	20 274	10 544	29 014	21 757	28 038	13 467	7 300	4 401
Part des actionnaires sans contrôle (2) ..	5 712	3 292	8 245	5 838	7 650	4 414	2 060	994
Amortissement .....	3 621	1 547	5 926	4 097	6 400	2 537	1 053	823
Intérêts, net. ....	28	346	458	651	762	281	155	52
Bénéfice avant impôts .....	10 913	5 359	14 385	11 171	13 226	6 235	4 032	2 532
Impôts .....	4 676	2 407	6 106	4 840	5 803	2 927	2 008	1 307
Bénéfice net .....	6 237	2 952	8 279	6 331	7 423	3 308	2 024	1 225
Part de Maxxcom dans le bénéfice d'opérations (3) .....	14 562	7 252	20 769	15 919	20 388	9 053	5 240	3 407

### Information sur le bilan

	Au 30 septembre		Au 31 décembre	
	1999 Réel	1999 Pro forma (1)	1998	1997
	(Non vérifiés)		(Vérifiés)	
Actif à court terme .....	83 978	108 769	50 284	25 074
Actif total .....	155 989	209 981	102 774	45 771
Dette bancaire à court terme .....	5 321	7 636	1 017	860
Passif à court terme .....	55 102	79 200	37 274	16 126
Passif à long terme .....	3 424	6 514	1 808	875
Actionnaires sans contrôle .....	3 327	4 740	2 179	1 190
Capitaux propres .....	67 174	98 090	42 278	19 051
	88 815	111 891 (4)	60 496	26 720
	155 989	209 981	102 774	45 771

#### Notes

- (1) L'information pro forma ne se veut pas une indication des résultats d'exploitation de la Société qui auraient été réalisés si les acquisitions avaient été effectuées à la date des présents états financiers ou pour l'exercice présenté, ou qui pourraient être obtenus dans le futur.
- (2) Ces montants représentent la rémunération versée aux actionnaires-dirigeants des filiales opérantes en vertu des ententes entre actionnaires et les ajustements à la position des actionnaires sans contrôle.
- (3) Représente le bénéfice d'opérations diminué de la part des actionnaires sans contrôles.
- (4) Effectif depuis la réorganisation, 90 000 \$ a été converti en dette de l'actionnaire principal. Voir « Réorganisation et capitalisation ».

## LA SOCIÉTÉ

### Aperçu

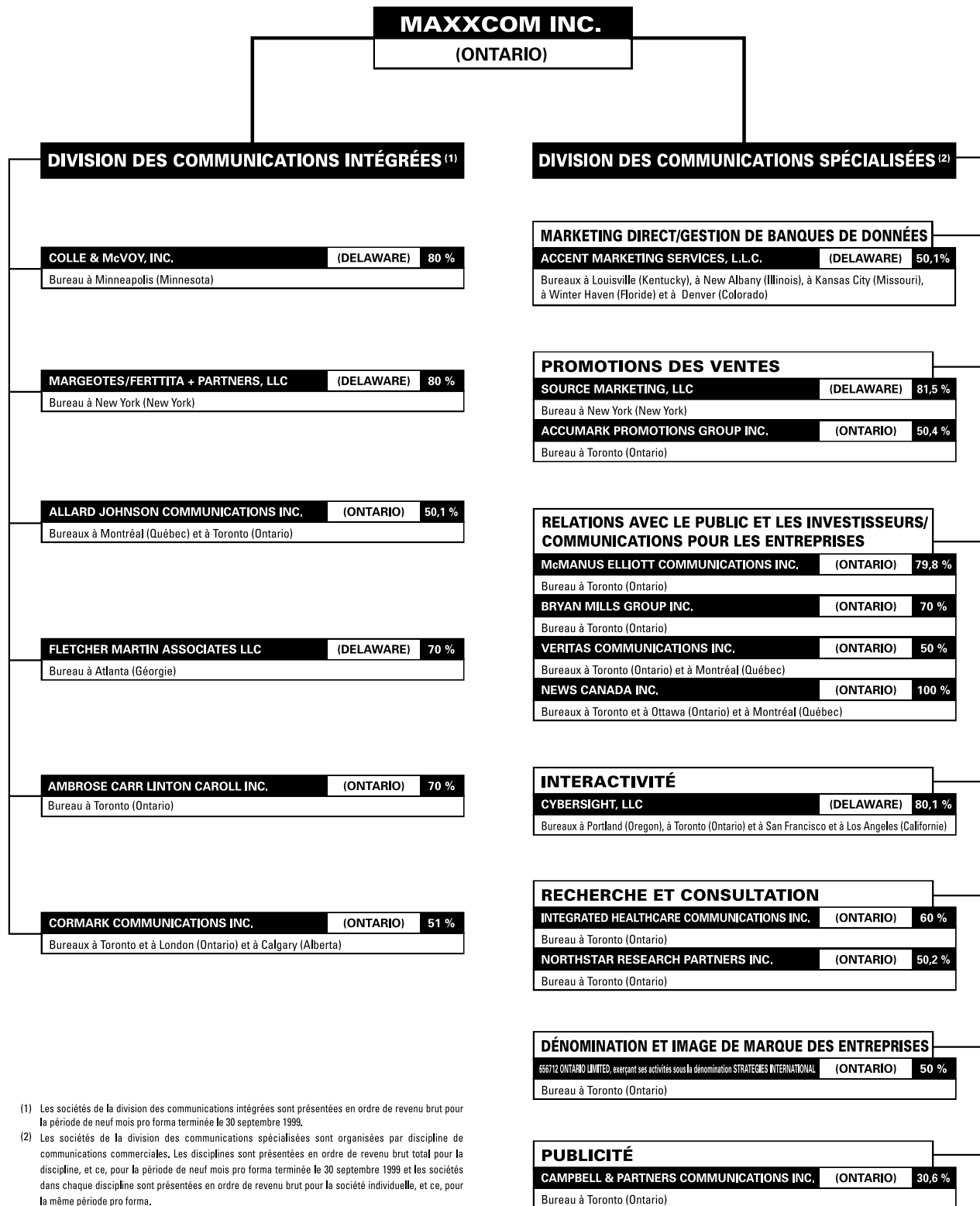
Maxxcom est l'organisme le plus important de communications commerciales à services complets situé au Canada et il fournit une vaste gamme de services à des clients canadiens et américains. Ces services incluent la publicité, le marketing direct, la gestion de banques de données, les promotions des ventes, les communications pour les entreprises (y compris les relations avec le public et les investisseurs), les dénominations et l'image de marque, la recherche et la consultation et le domaine des communications commerciales interactives en plein essor. La Société exerce ses activités par l'entremise de sociétés d'exploitation dans deux divisions : les communications intégrées et les communications spécialisées. Constituée en 1980, Maxxcom a connu une croissance rapide dans les années 1990 grâce à la combinaison d'une croissance organique et d'acquisitions stratégiques. Cette croissance est due en grande partie au modèle d'entreprise Perpetual Partnership™ de Maxxcom.

Maxxcom a été constituée en vertu des lois de l'Ontario le 2 novembre 1998 et n'a exercé aucune activité jusqu'à la réorganisation qui a eu lieu le 30 novembre 1999. Avant la fin du placement et aux termes de la réorganisation, la Société a acquis la presque totalité des sociétés qui composaient auparavant la division des services de communications et de mise en marché de l'actionnaire principal. Voir la rubrique intitulée « *Réorganisation* ».

L'établissement principal et le siège social de la Société sont situés au 35A, avenue Hazelton, Toronto (Ontario) M5R 2E3, téléphone (416) 960-6090.

### Structure de l'entreprise

L'organigramme suivant présente la structure générale de la Société et de ses filiales d'exploitation après la réorganisation mais avant que l'échange soit complété, incluant la division, la discipline de communications commerciales (si applicable), la juridiction de constitution, le pourcentage de participation détenue par la Société et la localisation des bureaux de chaque filiale.



## L'INDUSTRIE DES COMMUNICATIONS COMMERCIALES

### **Aperçu de l'industrie**

L'industrie des communications commerciales aide les clients à identifier leurs consommateurs cibles, à communiquer avec eux et à construire la notoriété de leurs produits et services afin d'augmenter leurs ventes. L'industrie vise à établir des relations à long terme avec ses clients en leur fournissant une variété de services. Selon les sources de l'industrie, le revenu brut attribuable à l'industrie des communications commerciales américaines était estimé à environ 400 milliards \$ US en 1998, ce qui correspond à un taux de croissance annuel composé de plus de 7 % entre 1994 et 1998, et ce revenu devrait croître à un taux de croissance annuel composé de plus de 7 % entre 1999 et 2001.

Historiquement, la publicité a été le principal service fourni par l'industrie. Cependant, comme les clients cherchent à établir des relations directes avec les consommateurs et à mesurer plus exactement l'efficacité de leurs frais de commercialisation, les services de communications spécialisés consomment une partie croissante des dollars destinés à la commercialisation. Selon les sources de l'industrie, le produit brut attribuable à la publicité représente maintenant seulement un tiers du revenu brut total de l'industrie, alors que les services spécialisés tels que le marketing direct, la gestion de banques de données, les promotions des ventes, les communications pour les entreprises (y compris les relations avec le public et les investisseurs), les dénominations et l'image de marque, la recherche et la consultation et les communications commerciales interactives absorbent la balance. Ces services spécialisés ont été désignés dans les journaux de l'industrie comme des services « hors média » ou « non traditionnels ». Même si les sources de l'industrie rapportent que le taux de croissance annuel composé de la publicité de 1994 à 1998 a dépassé celui des services spécialisés (environ 7,6 % comparativement à 6,9 % respectivement), les mêmes sources prévoient que le taux de croissance annuel composé de 1999 à 2001 sera d'environ 6,3 % pour la publicité comparativement à environ 7,1 % pour les services spécialisés.

Les services de communications commerciales offrent les types de services décrits ci-dessous.

### ***Marketing direct et gestion de banques de données***

Ce segment de l'industrie intègre une vaste gamme de services, incluant la planification stratégique, la conception, l'exécution, la mise en oeuvre et la gestion de programmes d'intervention. Les programmes d'intervention consistent en encouragements et en primes, en publipostage direct, en marchandisage, en présentoirs aux points de vente, en marketing de banques de données et en programmes de télémarketing, de même qu'en campagnes interactives ciblées. Ils cherchent généralement à augmenter la fréquence d'achat à court terme et la fidélité aux marques à long terme. Les services de marketing direct sont souvent utilisés de concert avec les activités de promotion des ventes. Les services de gestion de banques de données incluent la gestion et l'analyse des réponses des clients à diverses campagnes de marketing clients. L'analyse a généralement pour résultats de personnaliser les campagnes futures pour maximiser les ventes.

### ***Promotion des ventes***

Ce segment de l'industrie incite le consommateur à prendre des décisions d'achat immédiates en concevant des présentoirs aux points de vente, concours, coupons, annonces coop, programmes de commandite, marketing ponctuel et d'autres programmes spécialisés.

### ***Marketing interactif***

Le développement de l'Internet a fait naître un nouveau secteur dans l'industrie des communications commerciales. Les sociétés interactives fournissent des services de communications commerciales en ligne, tels que la publicité en ligne et la conception et le développement de sites Web, de même que des services hors ligne à des entreprises nouvelles et existantes qui cherchent à tirer profit des nouvelles opportunités de commerce électronique présentées par Internet. Internet est un intermédiaire de communications commerciales efficace en raison de ses capacités multimédias et de sa faculté à cibler et à obtenir des réponses de groupes d'intérêt spécifique et à interagir avec eux.

### ***Communications pour les entreprises***

Ces services abordent les exigences d'organismes visant à maintenir des relations et des communications positives avec leur clientèle et leurs intervenants, dont les consommateurs, les employés, les investisseurs, d'autres

partenaires financiers et de l'industrie, les communautés, les gouvernements, le public général, les médias et les groupes d'intérêt spécifique. Les relations publiques et le parrainage peuvent être utilisés pour augmenter la notoriété, supporter les ventes, construire, protéger et préserver l'image de marque, gérer la réputation et obtenir du soutien. Les services de relations publiques clés incluent la planification et la consultation stratégiques, la consultation sur les relations avec les médias, la formation des porte-parole et la préparation ou la gestion d'une variété d'outils et d'activités de communications (par exemple, les conférences de presse, les communiqués de presse, les brochures, les rapports annuels, les assemblées annuelles et les discours).

### ***Publicité***

La fonction principale de ce service est de mettre en marché des produits et des services auprès d'acheteurs potentiels en augmentant la notoriété des marques, la fidélité aux marques et la fréquence d'achat. Il est également utilisé pour construire une image de marque distinctive pour un annonceur. En général, les services de publicité incluent le développement et la planification stratégique de campagnes de communications de masse, le développement et la production créative de publicité, la planification et l'achat de temps ou d'espace dans une variété de médias, dont la télévision, la radio, les journaux, les magazines d'intérêt général et spécialisé, les babillards et Internet; et la préparation d'études de marché et de recherches auprès des consommateurs pour des clients sur une base courante.

### ***Recherche et consultation***

Ces services incluent des techniques de mesure qualitative et quantitative qui peuvent aider à améliorer la performance des efforts de communications par l'entremise d'une meilleure évaluation des auditoires, des perceptions et opinions des consommateurs, des stratégies et des outils de communications et des mesures des résultats obtenus. Les principales techniques qualitatives utilisées sont des entrevues individuelles et des groupes de discussion alors que la principale technique quantitative est le sondage.

### ***Dénomination et image de marque***

Les services de dénomination et d'image de marque cherchent à créer, revitaliser, gérer et mettre en oeuvre l'image de marque et les systèmes de nomenclature des clients, de même qu'à concevoir et à préparer tous les outils de communications exigés par les organismes pour soutenir leur image de marque et communiquer leur message, outils qui vont de la papeterie jusqu'aux rapports annuels. Une discipline croissante découle de l'augmentation de la concentration des clients sur la cohérence des marques, la dénomination et l'image de marque.

### ***Tendances de l'industrie***

Les tendances importantes qui façonnent la dynamique de l'industrie des communications commerciales sont résumées ci-dessous.

### ***Marché important et en expansion***

Selon les sources de l'industrie, le revenu brut attribuable à l'industrie des communications commerciales américaine était estimé à environ 400 milliards \$ US en 1998, ce qui correspond à un taux de croissance annuel composé de plus de 7 % en 1994 et 1998, et un taux de croissance annuel composé de plus de 7 % est prévu entre 1999 et 2001. L'expansion de l'industrie est due principalement à l'émergence de nouveaux médias, à l'augmentation de la demande des clients pour une gamme de services plus étendue, à une concentration continue sur la construction des marques en réponse à l'augmentation de la concurrence causée par la mondialisation, la déréglementation et un relâchement des règlements concernant la publicité directe aux consommateurs pour les produits pharmaceutiques vendus sous ordonnance.

Alors que les sociétés de marchandises emballées ont déjà été la source principale des dollars destinés à la commercialisation, les services de communications commerciales sont maintenant utilisés dans pratiquement toutes les industries, avec en tout premier lieu les organismes de santé et de services médicaux ainsi que les télécommunications et les services financiers. La prolifération des médias traditionnels (télévision, radio et journaux), combinée aux nouvelles méthodes et technologies de communications, telles que le marketing direct et Internet, a provoqué une augmentation des frais de commercialisation.

### ***Consolidation continue dans une industrie hautement fragmentée***

L'industrie des communications commerciales continue à être consolidée, menée par des organismes mondiaux tels que Omnicom Group Inc., Interpublic Group of Companies, Inc., WPP Group plc, Young & Rubicam Inc., Snyder Communications, Inc. et True North Communications Inc., qui sont en train d'acquérir des sociétés plus petites pour compléter leurs services offerts et pour étendre leur couverture géographique. Cependant, selon des sources de l'industrie, ces sociétés de communications commerciales mondiales chefs de file contrôlent, selon les estimations, moins de 15 % du revenu brut généré par la vente de services de communications commerciales en Amérique du Nord. Le reste de l'industrie demeure hautement fragmenté et comme de nouveaux médias tels qu'Internet émerge, il existe des opportunités importantes d'acquérir et d'intégrer de nouvelles sociétés.

### ***Augmentation de l'emphase sur une gamme de services plus étendue***

Les clients demandent une gamme de services plus étendue incluant en particulier des services qui leur permettraient de cibler les consommateurs plus directement et de mesurer avec plus d'exactitude l'efficacité de leurs frais de commercialisation. Ces services, tels que le marketing direct, la gestion de banques de données, les promotions des ventes, le marketing interactif et les communications pour les entreprises, sont appelés services spécialisés, « hors média » ou « non traditionnels ». Certains clients cherchent à satisfaire cette demande pour une gamme de services plus étendue en retenant des firmes de communications intégrées qui offrent tous les services requis en plus des exigences du client concernant la publicité. D'autres clients préfèrent retenir des fournisseurs de services de communications hautement spécialisées avec une expertise dans des disciplines de marketing spécifiques.

### ***Émergence de médias interactifs***

L'un des secteurs qui subit la croissance la plus élevée dans le marketing direct est le média interactif par l'entremise d'Internet. Selon le Internet Advertising Bureau, les dépenses en publicité sur Internet seulement sont passées de 906,5 millions \$ US en 1997 à 1,92 milliard \$ US en 1998, soit une augmentation de plus de 100 %. L'utilisation d'Internet augmente rapidement, ce qui fait en sorte que les sociétés allouent une partie de leurs dollars destinés à la commercialisation à ce nouveau média afin de capter l'attention et les dépenses du consommateur.

Initialement caractérisé comme une opportunité de site Web et une opportunité de bannière publicitaire par l'industrie des communications commerciales, Internet est maintenant perçu comme le véhicule par lequel les clients peuvent établir des relations en ciblant leurs consommateurs avec plus d'exactitude, en personnalisant leurs communications avec ces derniers, en suivant leurs comportements et en facilitant les achats. Les sociétés de communications commerciales ajoutent des capacités stratégiques, créatives et techniques à leurs services liés aux Web interactif et aux bannières publicitaires en lançant ou en acquérant des capacités intégrées ou en créant des alliances stratégiques avec des joueurs interactifs existants. En plus de toutes les nouvelles activités en ligne générées par les clients traditionnels et les clients .com, les clients retiennent les services de sociétés de communications commerciales pour développer du marketing « hors ligne » visant à inciter des gens à visiter leur site. Alors que par le passé certains ont cru que l'Internet remplacerait les médias traditionnels, les médias traditionnels sont maintenant utilisés pour augmenter l'activité sur Internet.

### ***Demande pour une cohérence dans la communication des marques***

Dans un environnement où la compétition augmente sans arrêt, où il existe de nouvelles technologies de communications commerciales et où la demande des clients pour une gamme de services plus étendue est de plus en plus élevée, les clients demandent également une plus grande cohérence dans la communication de leurs marques et de leur image par l'entremise d'une variété de disciplines de communications. Les clients satisfont à cette demande en retenant les services de firmes de communications intégrées et en demandant à ces firmes de gérer la cohérence des marques entre services ou en retenant plusieurs fournisseurs de services hautement spécialisés et en gérant la cohérence de leurs marques à l'interne.

### ***Réponse de Maxxcom aux tendances de l'industrie***

La stratégie de Maxxcom est de répondre à ces tendances de l'industrie en fournissant une gamme complète de services de communications commerciales par l'entremise de deux divisions, chacune visant un genre de client distinct. Pour les clients qui préfèrent un « service tout en un », les sociétés dans la division des communications intégrées de Maxxcom apportent des solutions intégrées et gèrent la cohérence des marques par l'entremise d'une

vaste gamme de services de communications. Les sociétés dans la division des communications spécialisées de Maxxcom sont centrées sur une discipline de communications individuelles et sont choisies par les clients qui recherchent une expertise approfondie dans cette discipline et qui ont choisi de gérer la cohérence de leurs marques à l'interne entre les services offerts par plusieurs fournisseurs. Voir les rubriques intitulées « *Activités de la Société — Stratégie* », « *Activités de la Société — Organisation et services fournis aux clients — Division des communications intégrées* » et « *Activités de la Société — Organisation et services fournis aux clients — Division des communications spécialisées* ».

## ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ

### Aperçu

Maxxcom est l'organisme le plus important de communications commerciales à services complets situé au Canada et il fournit une vaste gamme de services à des clients canadiens et américains. Ces services incluent la publicité, le marketing direct, la gestion de banques de données, les promotions des ventes, les communications pour les entreprises (y compris les relations avec le public et les investisseurs), les dénominations et l'image de marque, la recherche et la consultation et le domaine des communications commerciales interactives en plein essor. La Société exerce ses activités par l'entremise de sociétés d'exploitation dans deux divisions : les communications intégrées et les communications spécialisées. Constituée en 1980, Maxxcom a connu une croissance rapide dans les années 1990 grâce à la combinaison d'une croissance organique et d'acquisitions stratégiques. Cette croissance est due en grande partie au modèle d'entreprise Perpetual Partnership™ de Maxxcom.

Maxxcom est composée de plusieurs sociétés contenues dans l'ancienne division des services de communications et de mise en marché de l'actionnaire principal (l'actionnaire principal a été fondé par Miles S. Nadal en 1980). Jusqu'en 1997, les sociétés de Maxxcom ont fourni des services à leurs clients au Canada seulement. En 1998 et 1999, Maxxcom s'est étendue géographiquement aux États-Unis. Les filiales d'exploitation qui composent le groupe Maxxcom sont impliquées dans des activités de communications commerciales depuis en moyenne 15 ans.

La Société fournit des services à une variété d'industries. Sur une base pro forma pour les neuf premiers mois de 1999, les produits de consommation, les soins de santé et les télécommunications ont été les industries qui ont le plus contribué au revenu brut de Maxxcom à 45 %, 14 % et 10 % respectivement. Environ 66 % du revenu brut de la Société pour les neuf premiers mois de 1999 était dérivé des États-Unis et le reste provenait du Canada.

Les facturations brutes de la Société pour les exercices terminés le 31 décembre 1996 et 1998 étaient respectivement de 51 672 000 \$ et 161 264 000 \$, ce qui représente un taux de croissance annuel composé de 76,6 %. Pour la même période, le revenu brut de la Société est passé de 28 492 000 \$ à 69 015 000 \$, son revenu d'exploitation de 4 401 000 \$ à 13 467 000 \$ et son bénéfice net de 1 225 000 \$ à 3 308 000 \$, ce qui représente des taux de croissance annuels composés de 55,6 %, 74,9 % et 64,3 % respectivement. Pour la même période, la part des revenus d'exploitation de Maxxcom est passée de 3 407 000 \$ à 9 053 000 \$, ce qui représente un taux de croissance annuel composé de 63 %.

La facturation brute de la Société pour les périodes de neuf mois pro forma terminées les 30 septembre 1998 et 1999 était respectivement de 291 936 000 \$ et 381 286 000 \$, ce qui représente une augmentation de 30,6 %. Pour les mêmes périodes de neuf mois, le revenu brut de la Société est passé de 116 548 000 \$ à 155 907 000 \$, son revenu d'exploitation de 20 962 000 \$ à 29 014 000 \$ et son bénéfice net de 5 968 000 \$ à 8 279 000 \$, ce qui représente des augmentations de 33,8 %, 38,4 % et 38,7 % respectivement. Pour la même période de neuf mois, la part des revenus d'exploitation de Maxxcom est passée de 15 284 000 \$ à 20 769 000 \$, ce qui représente une augmentation de 35,9 %.

Depuis la fin de 1996, Maxxcom a acquis 12 sociétés avec un revenu brut et un revenu d'exploitation globaux approximatifs pour la période de neuf mois pro forma terminée le 30 septembre 1999 de 116 111 000 \$ et 24 543 000 \$ ce qui représente respectivement 74,5 % et 84,6 % du revenu brut et du revenu d'exploitation pro forma totaux pour la même période.

## Stratégie

### *Stratégie de compétition*

La stratégie centrée sur le client de Maxxcom est de répondre à la demande croissante pour une gamme de services de communications commerciales plus étendue qui permettrait à ses clients de cibler leurs consommateurs plus directement et de mesurer avec plus d'exactitude l'efficacité de leurs frais de commercialisation. Maxxcom fournit une gamme complète de services par l'entremise de deux divisions, chacune centrée sur un genre distinct de client. Pour les clients qui préfèrent un « service tout en un », les sociétés dans la division des communications intégrées de Maxxcom apportent des solutions intégrées et gèrent la cohérence des marques par l'entremise d'une vaste gamme de services de communications. Les sociétés dans la division des communications spécialisées de Maxxcom sont centrées sur une discipline de communications individuelle et sont choisies par les clients qui recherchent une expertise approfondie dans cette discipline et qui ont choisi de gérer la cohérence de leurs marques à l'interne entre les services offerts par divers fournisseurs.

### *Stratégie de croissance*

Maxxcom a l'intention de continuer sa croissance rapide en i) étendant ses activités existantes par l'entremise d'initiatives de développement commercial centralisées, deancements d'activités et d'acquisitions groupées et ii) en faisant des acquisitions de plate-forme pour s'étendre géographiquement (principalement aux États-Unis) et élargir sa gamme de services. Les initiatives de croissance de Maxxcom seront principalement focalisées sur les services de communications intégrées et les services de communications spécialisées dans les secteurs à croissance élevée tels que le marketing interactif, le marketing direct, la gestion de banques de données, les promotions des ventes et les relations publiques.

La stratégie de croissance de Maxxcom est d'accélérer la croissance de ses sociétés d'exploitation au-delà de ce qu'elles avaient envisagé sans son implication. Les ressources générales de Maxxcom supportent cette stratégie en fournissant des services de planification commerciale et stratégique, de la gestion de ressources humaines, des services de conseils en fusion et en acquisition et des capitaux et en facilitant l'intégration et les alliances de vente croisée entre les sociétés Maxxcom. Voir la rubrique intitulée « *Activités de l'entreprise — Valeur ajoutée aux sociétés d'exploitation par Maxxcom* ». La croissance de Maxxcom est en plus facilitée par le modèle Perpetual Partnership™. Voir la rubrique intitulée « *Activités de la Société — Modèle Perpetual Partnership™* ».

L'un des principes clés de la stratégie de croissance de Maxxcom est le marketing interactif. En 1998, Maxxcom a acheté CyberSight, LLC (« CyberSight »), sa société dédiée à la consultation interactive. De plus, Maxxcom a investi dans le lancement de capacités interactives dans trois de ses autres sociétés d'exploitation, Colle & McVoy, Inc. (« CMI »), Margeotes/Fertitta + Partners, LLC (« MF+P ») et Source Marketing LLC (« Source »). Selon les activités combinées pro forma de la Société pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 1999, 15 % du revenu brut de la Société était dérivé de la fourniture de services « en ligne » et « hors ligne » à des clients « en ligne ». Maxxcom a l'intention de continuer à agrandir CyberSight, à rechercher d'autres acquisitions interactives et à supporter CMI, MF+P, Source et d'autres sociétés d'exploitation au fur et à mesure qu'elles développent leurs propres capacités interactives en réponse aux demandes des clients.

En plus d'investir dans la croissance de ses activités existantes, Maxxcom continuera également à compter sur des acquisitions pour donner suite à sa stratégie de croissance. Maxxcom divise ses acquisitions en deux genres : les acquisitions groupées et les acquisitions de plates-formes. Les acquisitions groupées impliquent généralement l'achat d'une participation de 100 % dans des firmes plus petites par des sociétés d'exploitation existantes de Maxxcom. Les acquisitions groupées répondent aux besoins des sociétés d'exploitation de Maxxcom d'élargir ou de compléter leurs offres de services ou leur couverture géographique. Par exemple, CMI a récemment finalisé l'acquisition groupée d'une firme spécialisée dans la publicité destinée aux fabricants originaux par le biais de services commerciaux (la publicité co-op) afin de répondre aux demandes de publicité co-op existantes de ses clients. Maxxcom est actuellement en train d'effectuer des acquisitions groupées par l'entremise de ses sociétés d'exploitation dans les domaines des services interactifs multimédia, des promotions des ventes, de la recherche et de la consultation, des dénominations et de l'image de marque et du marketing de fidélisation.

Les acquisitions récentes de Fletcher Martin Associates, LLC (« Fletcher Martin ») et Accent Marketing Services, LLC (« Accent ») sont des exemples d'acquisitions de plates-formes. Fletcher Martin est une firme de communications intégrées basée à Atlanta qui fournit à Maxxcom une plate-forme non négligeable pour des initiatives de croissance dans le sud-est des États-Unis. Accent offre à Maxxcom une expertise importante dans le

marketing direct et la gestion de banques de données, accélérant l'expansion de Maxxcom dans ce secteur à croissance élevée de l'industrie. La Société a l'intention de poursuivre ses acquisitions de plates-formes en acquérant des firmes intégrées qui ont un revenu brut annuel cible de 15 000 000 \$ CA et des sociétés spécialisées qui ont un revenu brut annuel minimal cible de 7 500 000 \$ CA.

Maxxcom a 19 ans d'antécédents prouvés dans l'acquisition d'entreprises en croissance par des dirigeants entrepreneuriaux qui ont des relations à long terme avec leurs clients. Pour évaluer ces acquisitions potentielles, la Société recherche des entreprises qui ont une direction expérimentée, une base de clients de haute qualité en croissance, une réputation d'excellence créative, un taux de croissance attirant et un historique de rentabilité. Le prix d'achat des acquisitions par la Société consiste généralement en un paiement initial en espèces de jusqu'à 50 % du prix d'achat pour une partie de l'entreprise acquise (généralement une participation de 50,1 % à 80 %) et des paiements en fonction des bénéfices futurs (conditionnels à l'atteinte d'objectifs de bénéfices convenus) pour le solde du prix d'achat. Les membres clés de la direction sont généralement assujettis à des conventions d'emploi dont la durée initiale est égale à la période conditionnelle ou plus longue que celle-ci et qui comportent des dispositions de non-concurrence et de non-sollicitation. Après le placement, la Société a également l'intention d'utiliser les actions à droit de vote subalterne à titre de monnaie pour une partie ou la totalité du prix d'achat d'acquisitions.

### **Organisation et services fournis aux clients**

Maxxcom exerce ses activités par l'entremise des divisions des communications intégrées et des communications spécialisées.

#### ***Division des communications intégrées***

Les sociétés qui font partie de la division des communications intégrées de Maxxcom livrent des solutions aux clients en utilisant une variété de services de communications commerciales. En analysant attentivement les exigences de chaque client, elles choisissent et combinent les services pertinents pour assurer une cohérence dans la livraison de l'image et des marques du client. Comme les sociétés intégrées offrent une gamme complète de services, les solutions qu'elles apportent sont en fonction du client, non en fonction du service. Par conséquent, la rentabilité est mesurée en tenant compte du client et non du service. Pour la période de neuf mois pro forma terminée le 30 septembre 1999, la division des communications intégrées comptait pour environ 49,4 % du revenu brut de Maxxcom et environ 60,4 % de son revenu d'exploitation.

Les sociétés de communications intégrées de Maxxcom sont présentées ci-dessous en ordre de revenu brut total pour la période de neuf mois pro forma terminée le 30 septembre 1999. Les références aux cinq clients les plus importants d'une société sont basées sur le revenu brut pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 1999.

*Colle & McVoy, Inc.* CMI a été fondée à Minneapolis en 1935 en tant qu'agence de publicité. Il y environ 15 ans, CMI a anticipé le besoin de fournir à des clients des solutions de communications intégrées. Depuis ce moment, CMI a ajouté la recherche et la consultation, le marketing direct, la gestion de banques de données, les relations publiques, les promotions des ventes et plus récemment des capacités interactives pour servir ses clients. CMI était détenue par ses employés jusqu'à son achat par Maxxcom en mars 1999. Les cinq clients les plus importants de CMI sont Pfizer, Dekalb, Swagelok, Cenex et Novartis.

*Margeotes/Fertitta + Partners, LLC* MF+P est l'une des agences de publicité new-yorkaises les plus connues qui s'occupe depuis longtemps de marques de consommation aussi connues que Godiva Chocolatier et National Football League. MF+P a été fondée en 1973 et acquise par Maxxcom en 1998. Elle offre une gamme complète de services de communications intégrées à ses nombreux clients. MF+P a mis sur pied une division interactive en 1995 et, en 1999, cette division a connu une croissance pour représenter environ 30 % du revenu brut total. En 1999, MF+P a acquis une firme de relations publiques new-yorkaise pour compléter la gamme exhaustive des services intégrés qu'elle offre à ses divers clients. Les cinq clients les plus importants de MF+P sont Benckiser USA, Triton PCS, ABOUT.COM, McGraw Hill Companies et Godiva Chocolatier.

*Allard Johnson Communications Inc.* En octobre 1999, LBJ.FRB Communications Inc., une société d'exploitation de Maxxcom de 1992, a fusionné avec l'une des plus anciennes agences de communications intégrées québécoises, Allard & Associés Inc., pour former Allard Johnson Communications Inc. (« Allard Johnson »). Allard Johnson fournit des services de publicité, de promotion des ventes, de marketing direct et de relations publiques ainsi que des services interactifs dans les domaines du bien-être, du marketing social, des services financiers et des

produits de consommation. Ses cinq clients les plus importants sont Dairy Farmers of Canada, Développement des ressources humaines Canada, Glaxo-Wellcome, Purdue Frederick Inc. et une banque à charte canadienne.

*Fletcher Martin Associates, LLC* Fletcher Martin est une société de communications intégrées qui exerce ses activités à Atlanta, en Georgie, et qui a été fondée en 1979 et acquise par Maxxcom en 1999. Pour des clients tels que RTM Restaurants Group (incluant Arby's), l'Atlanta Journal Constitution, Best Manufacturer et Cellular South, Fletcher Martin fournit des services de consultation stratégique, de publicité, de promotion des ventes et de relations publiques.

*Ambrose Carr Linton Carroll Inc.* Ambrose Carr Linton Carroll Inc. (« ACLC ») développe des programmes de communications intégrées impliquant la publicité, les promotions des ventes et le marketing collatéral aux points de vente et direct pour plusieurs clients de prestige. Les cinq clients les plus importants sont Honda/Acura, Swiss Chalet, Harvey's, Paramount Canada's Wonderland et les barres de chocolat Hershey's. Maxxcom a acquis ACLC en 1992.

*Cormark Communications Inc.* Cormark Communications Inc., (« Cormark ») a été mise sur pied en février 1978 et a été acquise par Maxxcom en 1994. Cormark a établi sa réputation dans le domaine du marketing de l'agriculture au Canada en offrant des programmes de publicité, de marketing direct et de promotion des ventes à des clients tels que Zeneca, Pfizer, Growmark, Canada Trust et Secan.

### ***Division des communications spécialisées***

Les sociétés de la division des communications spécialisées de Maxxcom sont centrées sur une discipline de communications commerciales individuelles. Ces sociétés sont choisies par les clients pour l'étendue de leur expertise dans leurs disciplines respectives. Les communications spécialisées ont été traditionnellement appelées les composantes « hors média » de l'industrie des services de communications commerciales. Les sources de l'industrie estiment que les communications spécialisées représentent les deux tiers des revenus de l'industrie des services de marketing, qu'elles ont connu un taux de croissance annuel composé sur une période de cinq ans d'environ 6,9 % et qu'elles vont s'accroître à un taux d'augmentation d'environ 7,1 % de 1999 à 2001. Pour la période de neuf mois pro forma terminée le 30 septembre 1999, la division des communications spécialisées comptait pour environ 50,6 % du revenu brut de Maxxcom et environ 39,6 % de son revenu d'exploitation.

Les sociétés d'exploitation des communications spécialisées de Maxxcom se retrouvent ci-dessous sous leurs disciplines de communications commerciales respectives. Les disciplines sont présentées en ordre de revenu brut total des sociétés dans la discipline en question pour la période de neuf mois pro forma terminée le 30 septembre 1999 et les sociétés dans chaque discipline sont présentées selon l'ordre de leur revenu brut individuel pour cette période pro forma. Les références aux cinq clients les plus importants d'une société sont basées sur le revenu brut pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 1999.

### ***Marketing direct et gestion de banques de données***

Pour la période de neuf mois pro forma terminée le 30 septembre 1999, les services de marketing et de gestion de banques de données fournis par la division des communications spécialisées comptaient pour 16,9 % du revenu brut de Maxxcom et 16,2 % du revenu d'exploitation de Maxxcom. La société d'exploitation dans la division des communications spécialisées qui offre ces services est :

*Accent Marketing Services, LLC* Accent a été fondée en 1992 par deux anciens membres de la direction de General Electric spécialisés en marketing direct. Accent fournit du marketing direct, de la gestion de banques de données et du service à la clientèle (télémarketing d'arrivée) pour des clients tels que Sprint, Sears, Humana, Amana et Murray. Maxxcom a acquis Accent en 1999. Les activités de marketing direct d'Accent fournissent aux clients des services de recherche d'idées, de développement de stratégies, de conception créative, de banques de données, de gestion de listes et de services informatiques, d'exécution média (télémarketing par la poste, Internet), d'exécution de services, d'analyses secondaires, de traitement de données et de préparation de rapports. Dans le domaine du service à la clientèle, Accent devient le département du service à la clientèle et du télémarketing de son client.

### ***Promotion des ventes***

Pour la période de neuf mois pro forma terminée le 30 septembre 1999, les services de promotion des ventes fournis par la division des communications spécialisées représentaient 14,7 % du revenu brut de Maxxcom et 13,2 %

du revenu d'exploitation de Maxxcom. Les sociétés d'exploitation de la division des communications spécialisées qui offrent ces services sont :

*Source Marketing, LLC* Source est une ressource de marketing stratégique et promotionnel complète fournissant une vaste gamme de services intégrés à quelques-unes des entreprises et des marques de classe mondiale. Les cinq clients les plus importants de Source sont Beiersdorf, Kellogg's, Telepictures, Home Box Office (HBO) et Reckitt + Coleman. Maxxcom a acquis Source en 1998.

*Accumark Promotions Group Inc.* Accumark Promotions Group Inc. (« Accumark ») exerce ses activités dans le domaine des communications spécialisées dans le cadre des promotions des ventes. Accumark a été acquise par Maxxcom en 1993. Ses principaux services incluent les programmes de consultation stratégique, de négociation, de force des ventes et de promotion auprès du consommateur, le merchandising en magasin, le matériel aux points de vente et le marketing des services d'alimentation et des événements. Les cinq clients les plus importants d'Accumark sont Kraft, Warner Lambert, Borden Catelli, Pillsbury et Bayer.

#### *Communications pour les entreprises*

Pour la période de neuf mois pro forma terminée le 30 septembre 1999, les services de communications pour les entreprises fournis par la division des communications spécialisées comptaient pour 6,7 % du revenu brut de Maxxcom et 4,4 % de son revenu d'exploitation. Les sociétés qui offrent ces services sont :

*McManus Elliott Communications Inc.* McManus Elliott Communications Inc. (« McManus ») a été acquise par Maxxcom en 1988. Depuis 1981, elle développe des programmes de communications avec des intervenants au Canada et c'est ce qui fait d'elle une des meneuses dans l'industrie des services financiers. McManus est située à Toronto et sa liste de clients en date du 30 septembre 1999 incluait E\*Trade Canada, Financière Banque Nationale, Scotia Capitaux, Rhone Poulenc et Financière Mackenzie.

*Bryan Mills Group Inc.* Bryan Mills Group Inc. (« Bryan Mills ») a été la gagnante du 1988 Gold ARC Award à New York pour son travail de conception. Bryan Mills s'enorgueillit de fournir à ses clients les outils de communications adéquats pour que ceux-ci s'adressent à leurs actionnaires, employés et au marché. Depuis sa création en 1978, Bryan Mills a été une créatrice de rapports annuels. Ce service s'est maintenant étendu pour inclure des présentations multimédias aux intervenants des clients. Les clients les plus importants de Bryan Mills comptent Regal Greetings & Gifts, Franco Nevada, Cooperators Insurance, MDS et Sun Life. Maxxcom a acquis Bryan Mills en 1989.

*Veritas Communications Inc.* Lancée en 1993 et dédiée exclusivement à l'industrie des soins de santé, Veritas Communications Inc. (« Veritas ») est la plus importante société de relations publiques canadienne qui dessert ce domaine. Les cinq clients les plus importants de Veritas sont Hoffman La-Roche, Société canadienne du sang, DuPont Pharma, Bristol Myers Squibb et Développement des ressources humaines Canada.

*News Canada Inc.* News Canada Inc. (« News Canada ») a débuté ses activités en 1981 et a été acquise par Maxxcom en 1997. News Canada fournit un support de relations publiques à une liste croissante d'importants organismes canadiens dont Ressources naturelles Canada, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, Industrie Canada (an 2000) et deux banques à charte canadiennes. Les services offerts par News Canada proposent une méthode unique et efficace aux gouvernements, aux sociétés et aux organismes sans but lucratif pour distribuer des messages éditoriaux sur mesure avec une couverture de distribution de plus de 2 200 publications à travers le Canada.

#### *Marketing interactif*

Pour la période de neuf mois pro forma terminée le 30 septembre 1999, les services de marketing interactif fournis par la division des communications spécialisées comptaient pour 5 % du revenu brut de Maxxcom et 0,6 % de son revenu d'exploitation. La principale société d'exploitation offrant ces services est :

*CyberSight, LLC* CyberSight se spécialise dans le domaine du marketing interactif. Ayant d'abord débuté comme société de conception de sites Web en 1994, CyberSight est maintenant devenue l'une des 50 sociétés interactives les plus importantes d'Amérique (voir *Adweek*, le 19 juillet 1999, version révisée). Maxxcom a acquis CyberSight en 1999. CyberSight offre à ses clients des capacités stratégiques, créatives, technologiques, de production média et de gestion de projet pour les aider à cibler leurs consommateurs sur Internet et à établir des

relations avec eux. Les cinq clients les plus importants de CyberSight sont Visa, Quaker, Molson, Founders et Dreyfus.

Les services de marketing interactif sont également fournis par les firmes de communications spécialisées Bryan Mills, McManus et NorthStar Research Partners Inc. (« Northstar ») et les sociétés de la division des communications intégrées.

#### *Recherche et consultation*

Pour la période de neuf mois pro forma terminée le 30 septembre 1999, les services de recherche et de consultation fournis par la division des communications spécialisées comptaient pour 4,2 % du revenu brut de Maxxcom et 2,4 % de son revenu d'exploitation. Les principales sociétés d'exploitation qui offrent ces services sont :

*Integrated Healthcare Communications Inc.* Integrated Healthcare Communications Inc. (« IHC ») se spécialise dans la consultation stratégique destinée à des clients dans le domaine des soins de santé; elle les aide à communiquer efficacement avec des médecins, d'autres fournisseurs de services de soins de santé et des consommateurs de services de soins de santé. IHC s'est jointe à Maxxcom en 1997. Les clients les plus importants de IHC sont Janssen Ortho, Parke-Davis, Astra, Glaxo Wellcome et Pfizer.

*Northstar Research Partners Inc.* Northstar a été fondée en 1998 par trois hauts dirigeants d'une firme de recherche mondiale et a été acquise par Maxxcom en 1998. Le travail de Northstar est basé sur l'idée que des analyses supérieures doivent être fondées sur une compréhension exceptionnelle des stratégies de marketing afin d'aider les clients à atteindre leurs objectifs.

#### *Dénominations et image de marque*

Pour la période de neuf mois pro forma terminée le 30 septembre 1999, les services de dénominations et d'image de marque fournis par la division des communications spécialisées comptaient pour 1,7 % du revenu brut de Maxxcom et 1,8 % de son revenu d'exploitation. La principale société d'exploitation qui offre ces services est :

*Strategies International* Fondée en 1986 et acquise par Maxxcom en 1992, Strategies International (« Strategies ») crée des images de marque (p. ex. des logos) et conçoit des emballages et des systèmes de support qui permettent à des clients tels que Atlas Wines, Davis + Henderson, Tim Horton's, Moosehead Breweries et McNeil Consumer Products de créer et d'améliorer leur capital de marque auprès de leurs consommateurs.

#### *Publicité*

Pour la période de neuf mois pro forma terminée le 30 septembre 1999, les services de publicité fournis par la division des communications spécialisées comptaient pour 4,2 % du revenu brut de Maxxcom et 1,0 % de son revenu d'exploitation. La principale société d'exploitation qui offre ces services publicitaires spécialisés est :

*Campbell & Partners Communications Inc.* Acquis par Cormark en 1999, Campbell & Partners Communications Inc. (« Campbell ») a été créée en 1995 pour fournir des services publicitaires personnalisés à des clients. Les cinq clients les plus importants de Campbell sont Novartis, Canada Bread, Keg Restaurants, Sobey's et Vogue Bra.

#### **Modèle Perpetual Partnership™**

L'élément clé de l'industrie des communications commerciales, c'est les gens. Le modèle Perpetual Partnership™ de Maxxcom permet à la Société d'attirer de nouvelles firmes et de retenir le talent entrepreneurial qui a fait le succès de ces firmes. La combinaison de la stratégie de compétition de la Société et du modèle Perpetual Partnership™ a permis de réaliser une croissance exceptionnelle et rentable.

Contrairement à plusieurs des groupeurs mondiaux globaux importants, qui acquièrent généralement 100 % d'une cible d'acquisition, Maxxcom acquiert seulement 50,1 % à 80 % de firmes de communications commerciales en croissance rapide. Les gestionnaires entrepreneuriaux de Maxxcom demeurent les propriétaires ou les « associés » avec un intérêt acquis à continuer leur succès. En vertu du modèle Perpetual Partnership™, seuls les participants actifs aux activités sont des actionnaires et il y a une transition ordonnée de participation de ceux qui cessent d'être actifs dans les activités en faveur des nouveaux membres de la direction, ce qui permet ainsi de retenir les générations futures de dirigeants des sociétés d'exploitation. La philosophie d'exploitation associée au modèle Perpetual Partnership™ en est une en vertu de laquelle Maxxcom fournit des services à valeur ajoutée à ses sociétés partenaires, les supporte, sert de modèle à leurs cultures uniques et leur offre une indépendance d'exploitation, des

responsabilités et la licence créative. En échange, Maxxcom demande à ses sociétés partenaires d'atteindre des objectifs de croissance et de rentabilité et d'exercer leurs activités dans un environnement de compétition contre des capitaux.

Dans le cadre du placement, certains actionnaires des sociétés d'exploitation actuels auront l'opportunité de devenir propriétaires d'actions à droit de vote subalterne de la Société. Voir la rubrique intitulée « *Membres de la direction et autres personnes intéressées dans des opérations importantes* ». Maxxcom a également l'intention d'utiliser des actions à droit de vote subalterne en tant que monnaie pour des acquisitions futures, assurant ainsi que les membres de la direction de ces acquisitions auront une opportunité de participer à la croissance de Maxxcom. Maxxcom octroiera également des options d'achat d'actions à droit de vote subalterne aux hauts dirigeants des sociétés d'exploitation. Voir la rubrique intitulée « *Régime d'options d'achat d'actions* ». La Société croit que la propriété des options et des actions de Maxxcom mettra en parallèle les intérêts de la direction et ceux de Maxxcom et encouragera les gestionnaires à travailler dans l'intérêt de toutes les filiales d'exploitation de la Société, et que la combinaison de la propriété des options et des actions de Maxxcom et de la propriété des actions des sociétés d'exploitation en vertu du modèle de Perpetual Partnership™ apportera une structure de compensation adéquatement équilibrée pour optimiser la croissance et la rentabilité de Maxxcom.

### **Valeur ajoutée aux sociétés d'exploitation par Maxxcom**

Le soutien apporté par Maxxcom à ses sociétés d'exploitation est un différentiateur clé entre Maxxcom et les réseaux d'agences indépendantes ou les agences autonomes. Les ressources générales de Maxxcom ajoutent de la valeur et supportent la croissance en fournissant les services suivants à ses sociétés d'exploitation :

#### ***Services de planification commerciale et stratégique***

Chaque année, en fonction de l'analyse stratégique par la Société des ressources des entreprises, la Société établit le format pour la préparation des travaux et des plans d'activités annuels avec les sociétés d'exploitation pour ajuster ou améliorer leur capacité à répondre aux besoins des clients et aux tendances du marché. Avant de présenter le plan, la Société donne accès à un consultant en planification stratégique pour améliorer le dialogue de planification des activités au niveau des sociétés d'exploitation.

#### ***Gestion des ressources humaines***

Dans un environnement entrepreneurial, l'un des plus grands défis est de gérer la succession des membres de la direction et la propriété de la firme. Les ressources générales de Maxxcom aident les directions des sociétés d'exploitation existantes à identifier leur besoin de successeurs des membres de la direction, les sources de candidats potentiels si ces candidats ne sont pas disponibles à l'interne et les structures des arrangements de transition d'une façon qui répond aux demandes d'esprit d'initiative des directions existantes tout en permettant à la direction qui succède d'obtenir une participation dans la firme. Dans plusieurs cas, Maxxcom prête à la direction qui succède les fonds nécessaires pour effectuer l'acquisition de la direction existante.

#### ***Services de conseil en fusion et en acquisition***

Les sociétés d'exploitation de Maxxcom ont accès à une expérience en matière de fusions et d'acquisitions considérable de la part des ressources générales de Maxxcom et de celles de l'actionnaire principal. Voir la rubrique intitulée « *Membres de la direction et autres personnes intéressées dans des opérations importantes* ». Ces ressources aident les sociétés d'exploitation à identifier leurs besoins en fusions stratégiques ou en acquisitions groupées, les sources de candidats pour ces transactions, la valeur des candidats et la structure des modalités de la transaction ainsi qu'à faire preuve de diligence et à préparer et à négocier la documentation formelle.

#### ***Capitaux pour supporter la croissance***

Comme le lancement de nouveaux services est envisagé par les sociétés d'exploitation, les ressources générales de la Société aident à la préparation d'un plan d'affaires pour les services qui doivent être lancés, dont notamment le calcul du capital requis pour financer le lancement, et fournissent alors le capital pour accélérer le lancement avec succès du nouveau service. Dans le cas d'acquisitions, la Société peut fournir les capitaux requis pour compléter la transaction.

### ***Facilitation de l'intégration et des alliances de vente croisée entre les sociétés de Maxxcom***

Il existe des recommandations bilatérales et des services de vente croisée entre et à l'intérieur des divisions de Maxxcom en fonction de l'expertise et de la complexité de l'étendue des services à fournir selon les exigences du client. Les sociétés d'exploitation de Maxxcom sont capables d'utiliser avec efficacité leur affiliation avec d'autres firmes Maxxcom pour fournir aux clients une gamme complète de services de marketing. Tous les six mois, la Société convoque une assemblée de tous les présidents des sociétés d'exploitation. Le but de cette assemblée est d'échanger de l'information sur les tendances du marketing, fournir des renseignements sur de nouvelles questions et, de façon plus importante, faciliter le développement des activités entre les sociétés d'exploitation. Sur une base de permanence, lorsqu'il existe des opportunités de vente croisée, les ressources générales de la Société lient les présidents des sociétés d'exploitation.

### **Gestion entrepreneuriale réussie**

Les membres de la direction des sociétés d'exploitation de Maxxcom sont des entrepreneurs soucieux de croissance qui ont des antécédents non négligeables dans la mise sur pied d'entreprises réussies. La haute direction des sociétés d'exploitation de Maxxcom travaille dans l'industrie des communications commerciales depuis en moyenne 19 ans et ses membres ont en moyenne huit ans de service au sein de leurs sociétés respectives. Les sociétés de Maxxcom exercent leurs activités sous leurs propres marques à long terme. Il n'y a aucun effort pour homogénéiser les sociétés qui ont été acquises. À la place, Maxxcom cherche à améliorer les capacités des directions d'exploitation.

En date du 30 septembre 1999, sur une base pro forma, la Société avait 1 735 employés, parmi lesquels 441 étaient situés au Canada et 1 294 aux États-Unis.

La capacité à attirer et à retenir des gens expérimentés et créatifs donne aux sociétés de Maxxcom la possibilité de se battre pour, de gagner et de retenir des clients. L'environnement qui existe dans les sociétés de Maxxcom est perçu par les membres de la direction comme étant une alternative attirante pour les professionnels de l'industrie qui veulent travailler dans un milieu entrepreneurial et détenir une participation dans leurs activités. Le programme Perpetual Partnership™ permet à Maxxcom de retenir des propriétaires antérieurs et également d'offrir du capital aux générations qui succéderont à la direction. Les propriétaires des sociétés d'exploitation de Maxxcom sont généralement sujets à des conventions d'emploi, de non-concurrence et de non-sollicitation.

### **Clients de longue date**

Maxxcom a cultivé ses relations avec ses clients de longue date en identifiant et en développant des secteurs ou des créneaux qui ont été historiquement mal desservis par d'autres firmes de services de communications commerciales. Ces créneaux incluent les demandes de services régionaux et spécialisés des sociétés les plus importantes et les plus réputées d'Amérique du Nord, dont Kraft, Honda, Pfizer, Visa et Sprint. La Société fournit des services à une variété d'industries différentes. Sur une base pro forma pour les neuf premiers mois de 1999, les produits de consommation, les soins de santé et les télécommunications ont été les industries qui ont le plus contribué au revenu brut de Maxxcom à 45 %, 14 % et 10 % respectivement. Environ 66 % du revenu brut pro forma de la Société pour les neuf premiers de 1999 était dérivé des États-Unis et le reste provenait du Canada. La durée moyenne des relations avec les clients pour les cinq clients les plus importants de Maxxcom en fonction du revenu brut pro forma pour les neuf premiers mois de 1999 est de huit ans. Aucun client unique ne constitue plus de 10 % du revenu brut de la Société.

### **Concurrence**

L'industrie des communications commerciales est hautement compétitive. Maxxcom croit que son modèle Perpetual Partnership™, notamment les capacités de création de valeur de ses ressources générales et la structure de ses deux divisions, lui donnent un avantage concurrentiel dans l'industrie.

Maxxcom entre en concurrence pour des acquisitions dans l'industrie des communications et du marketing hautement fragmentée avec des groupeurs mondiaux et importants tels que Omnicom Group Inc., Interpublic Group of Companies, Inc., WPP Group plc, Young & Rubicam Cos. Inc., Snyder Communications, Inc. et True North Communications Inc. Maxxcom compte sur les caractéristiques de son modèle d'affaires Perpetual Partnership™, dont l'opportunité pour les propriétaires de conserver une participation dans les activités et une

indépendance opérationnelle pour compétitionner pour et obtenir de nouvelles acquisitions, et pour attirer et retenir du personnel professionnel expérimenté et de valeur.

Chacune des sociétés d'exploitation de Maxxcom doit faire face à des sociétés de communications commerciales multinationales importantes oeuvrant au Canada et aux États-Unis, de même que plusieurs petites agences qui exercent des activités dans seulement un ou plusieurs pays ou marchés locaux. La Société doit compétitionner avec ces autres sociétés pour maintenir les relations existantes avec ses clients et pour obtenir de nouveaux clients et de contrats.

Maxxcom compétitionne à ce niveau en identifiant et en développant des secteurs ou des créneaux qui ont été historiquement mal desservis par d'autres firmes de services de communications commerciales. Ces créneaux incluent les activités régionales de sociétés nationales et multinationales avec des budgets de marketing de taille moyenne.

Les sociétés de la division des communications intégrées de Maxxcom apportent des solutions intégrées et gèrent la cohérence des marques grâce à une vaste gamme de services de communications, incluant à la fois la publicité et les services non traditionnels. Les sociétés de la division des communications spécialisées compétitionnent principalement en offrant à leurs clients une expertise approfondie dans la discipline des communications commerciales spécialisées. Maxxcom tire également avantage des références bilatérales et des services de vente croisée entre et à l'intérieur de ses divisions en fonction de l'expertise, de la complexité et de l'étendue des services qui doivent être fournis selon les exigences des clients.

La capacité à compétitionner pour des nouveaux clients d'une société est affectée dans quelques cas par la politique que suivent plusieurs publicitaires et spécialistes en marketing de ne pas permettre à leurs agences de représenter des comptes qui entrent en concurrence dans le même marché. Par conséquent, l'augmentation de la taille d'une société peut limiter sa capacité à obtenir certains nouveaux clients. Dans la plupart des cas, cependant, le maintien cohérent par Maxxcom de sociétés d'exploitation indépendantes et séparées a permis à la Société de représenter des clients compétiteurs.

## **Locaux**

La Société et ses filiales louent un total de 30 bureaux à travers les États-Unis et le Canada pour un total de 361 895 pieds carrés d'espace de bureau. L'une des filiales de la Société détient un local de 4 000 pieds carrés à Toronto, en Ontario.

## **Milieu de la réglementation**

Au Canada, l'industrie des communications commerciales est réglementée par les gouvernements fédéral et provinciaux et des organismes d'autoréglementation. Le régime réglementaire est conçu principalement pour assurer la véracité et l'impartialité dans la publicité, mais il existe également des lois et des règlements concernant la publicité de produits spécifiques tels que la nourriture, les médicaments, les boissons alcoolisées et le tabac ainsi que la publicité destinée aux enfants.

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) et Industrie Canada sont impliqués dans la réglementation de la publicité. Les lois fédérales pertinentes incluent la *Loi sur la concurrence* qui interdit la publicité fautive ou trompeuse et les sollicitations de télémarketing déloyales, qui réglemente les concours, les loteries, les jeux et certaines offres de produits et qui couvre la responsabilité des sociétés, de leurs administrateurs et de leurs dirigeants. Le *Code canadien des normes de la publicité*, qui est la base du système d'autoréglementation de l'industrie de la publicité est complété par les normes énoncées par les associations de média et de publicité. De plus, les réseaux de télévision et les autres médias ont adopté des normes régissant les publicités qu'ils diffusent ou publient.

Aux États-Unis, la Société est assujettie aux articles 5 et 12 de la loi des États-Unis intitulée *Federal Trade Commission Act* (la « Loi FTC ») qui réglemente la publicité dans tous les médias et interdit la diffusion de publicité déloyale, trompeuse, fautive et prêtant à confusion. La Loi FTC accorde à la Federal Trade Commission le pouvoir de rechercher des publicitaires et des agences qui diffusent des publicités interdites et de leur imposer des amendes administratives, des réparations pour les consommateurs, des redressements par injonction et d'autres actions.

## Litiges

La Société n'est pas impliquée dans une action en justice qui pourrait avoir un effet important sur elle. À la connaissance de la direction, aucune action en justice d'une nature importante impliquant la Société n'est envisagée.

## RÉORGANISATION

La Société a été constituée en vertu des lois de l'Ontario le 2 novembre 1998 et n'a exercé aucune activité jusqu'à la réorganisation qui a eu lieu le 30 novembre 1999.

Avant la réorganisation, les activités maintenant exercées par la Société l'étaient par la division des services de communications et de mise en marché de l'actionnaire principal. Le but de la réorganisation était de transférer à Maxxcom la plus grande partie des sociétés qui composaient antérieurement cette division.

Le 30 novembre 1999, l'actionnaire principal de la Société a complété une réorganisation impliquant la série de transactions suivantes. La Société a conclu des conventions avec l'actionnaire principal pour l'achat de la totalité des actions de l'actionnaire principal dans la plus grande partie des sociétés qui composaient antérieurement la division des services de communications et de mise en marché de l'actionnaire principal et d'un total de 3 800 000 \$ de capital de prêts aux actionnaires et de titres connexes dus par les actionnaires des sociétés d'exploitation. L'actionnaire principal a également cédé à la Société la totalité de sa participation dans, et la Société a assumé la totalité des obligations de l'actionnaire principal en vertu, des conventions entre actionnaires affectant chacune des sociétés d'exploitation de Maxxcom. La contrepartie reçue par l'actionnaire principal était composée :

- de billets à ordre de Maxxcom pour un montant total de 90 000 000 \$ payable sur demande et ne portant aucun intérêt; et
- de titres convertibles en ● actions à droit de vote multiple (les « titres convertibles »).

Le présent prospectus vise les actions à droit de vote multiple pouvant être émises à l'actionnaire principal sans paiement additionnel lors de la conversion des titres convertibles, de même que toute action à droit de vote subalterne pouvant être émise lors de la conversion de ces actions à droit de vote multiple.

## STRUCTURE DU CAPITAL

Le tableau suivant présente la structure du capital de la Société au 30 septembre 1999, compte non tenu de la réorganisation et de l'échange, la structure du capital pro forma de la Société au 30 septembre 1999, compte tenu de la réorganisation et de l'échange, la structure du capital pro forma de la Société au 30 novembre 1999, compte tenu de la réorganisation et de l'échange, et la structure du capital pro forma de la Société au 30 novembre 1999, compte tenu de la réorganisation, de l'échange et de l'offre. Il faut lire ce tableau en parallèle avec les états financiers combinés de la Société et les notes y afférentes figurant dans le présent prospectus.

	En circulation au 30 septembre 1999	Pro forma au 30 septembre 1999, compte tenu de la réorganisation et de l'échange	Pro forma au 30 novembre 1999, compte tenu de la réorganisation et de l'échange (1)(2)	Pro forma au 30 novembre 1999, compte tenu de la réorganisation, de l'échange et de l'offre (1)(2)(3)
	(en milliers de dollars, sauf les montants par action)			
Dette bancaire . . . . .	5 321	5 321	●	●
Endettement de l'actionnaire principal . . . . .	Nil	90 000	90 000	Nil
Dette à long terme . . . . .	3 599	3 599	●	●
Capitaux propres				
Actions à droit de vote subalterne . . . . .	Nil	Nil	Nil	●
(autorisées : n <sup>brc</sup> illimité) . . . . .	(0 action)	(0 action)	(0 action)	(0 action)
Actions à droit de vote multiple . . . . .	77 029	21 891	●	●
(autorisées : n <sup>brc</sup> illimité) . . . . .	(100 actions) (3)	(100 actions) (3)	(100 actions) (3)	(0 action)
Actions privilégiées . . . . .	Néant	Néant	Néant	Néant
(autorisées : n <sup>brc</sup> illimité) . . . . .	(0 action)	(0 action)	(0 action)	(0 action)
Gain ou perte de change cumulatif . . . . .	(2 550)	Nil	Nil	Nil
Bénéfices non répartis . . . . .	14 336	Nil	Nil	Nil
Total des capitaux propres . . . . .	88 815	21 891	●	●
<b>TOTAL DE LA STRUCTURE DU CAPITAL . . . . .</b>	<b>97 735</b>	<b>120 811</b>	<b>●</b>	<b>●</b>

**Notes :**

- (1) Sans tenir compte de l'émission possible d'actions à droit de vote subalterne aux termes du régime d'options d'achat d'actions de la Société. Voir « Régime d'options d'achat d'actions ».
- (2) Après déduction des honoraires des preneurs fermes et des frais estimatifs de l'offre et application du produit net estimatif, tel qu'il est décrit à la rubrique « Emploi du produit ». Ne tient pas compte de l'option de répartition excédentaire.
- (3) Les actions à droit de vote multiple et les actions à droit de vote subalterne sont représentées par 100 actions ordinaires convertibles. Au plus tard à la date de clôture, les actions ordinaires convertibles en circulation seront convertis en actions à droit de vote subalterne et en actions à droit de vote multiple, et les statuts de Maxxcom seront modifiés afin que les actions ordinaires et les titres convertibles soient supprimés du capital autorisé de Maxxcom.

**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS COMBINÉS PRO FORMA ET RÉELS CHOISIS**

Les renseignements financiers combinés pro forma et réels choisis suivants ont été tirés des états financiers combinés non vérifiés de la Société pour les périodes de neuf mois terminées les 30 septembre 1999 et 1998, du bilan combiné pro forma de la Société au 30 septembre 1999, des états combinés pro forma des résultats de la Société pour les périodes de neuf mois terminées les 30 septembre 1999 et 1998, de l'état combiné pro forma des résultats de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 1998 et des états financiers combinés vérifiés de la Société pour les exercices terminés les 31 décembre 1998, 1997 et 1996 et des notes y afférentes incluses dans le présent prospectus, et ils doivent être lus en parallèle avec ceux-ci. Les données tirées du bilan et de l'état des résultats pro forma pour l'exercice terminé le 31 décembre 1998 et pour les périodes de neuf mois terminées les 30 septembre 1999 et 1998 tiennent compte de la réorganisation, de l'échange et de l'acquisition de Accent, CMI, MF+P, Source, Allard et Associés Inc. et de Fletcher Martin Associates LLC comme si chacune de ces opérations avait été réalisée au début de cette période. Les renseignements présentés ci-après doivent être lus en parallèle avec ces états financiers et les notes y afférentes, ainsi qu'avec l'« *Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation* ».

**Information sur l'état des résultats**

	Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre		Pour la période pro forma terminée le 30 septembre (1)		Pour l'exercice pro forma terminé le 30 septembre (1)	Pour l'exercice terminé le 31 décembre		
	1999	1998	1999	1998	1998	1998	1997	1996
	(Non vérifiés)		(Non vérifiés)		(Non vérifiés)	(Vérifiés)		
	(en milliers de dollars)							
Facturation brute .....	245 896	113 346	381 286	291 936	405 326	161 264	71 814	51 672
Coûts directs .....	<u>138 473</u>	<u>59 713</u>	<u>225 379</u>	<u>175 388</u>	<u>249 313</u>	<u>92 249</u>	<u>35 298</u>	<u>23 180</u>
Marge brute .....	107 423	53 633	155 907	116 548	156 013	69 015	36 516	28 492
Charges d'opérations .....	<u>87 149</u>	<u>43 089</u>	<u>126 893</u>	<u>95 586</u>	<u>127 975</u>	<u>55 548</u>	<u>29 216</u>	<u>24 091</u>
Bénéfice d'opérations .....	20 274	10 544	29 014	20 962	28 038	13 467	7 300	4 401
Part des actionnaires sans contrôle (2) .....	5 712	3 292	8 245	5 678	7 650	4 414	2 060	994
Amortissement .....	3 621	1 547	5 926	4 079	6 400	2 537	1 053	823
Intérêts, net .....	<u>28</u>	<u>346</u>	<u>458</u>	<u>654</u>	<u>762</u>	<u>281</u>	<u>155</u>	<u>52</u>
Bénéfice avant impôts .....	10 913	5 359	14 385	10 551	13 226	6 235	4 032	2 532
Impôts .....	<u>4 676</u>	<u>2 407</u>	<u>6 106</u>	<u>4 583</u>	<u>5 803</u>	<u>2 927</u>	<u>2 008</u>	<u>1 307</u>
Bénéfice net .....	<u>6 237</u>	<u>2 952</u>	<u>8 279</u>	<u>5 968</u>	<u>7 423</u>	<u>3 308</u>	<u>2 024</u>	<u>1 225</u>
Part de Maxxcom dans le bénéfice d'opérations (3) .....	<u>14 562</u>	<u>7 252</u>	<u>20 769</u>	<u>15 284</u>	<u>20 388</u>	<u>9 053</u>	<u>5 240</u>	<u>3 407</u>

## Information sur le bilan

	Au 30 septembre		Au 31 décembre	
	1999	1999	1998	1997
	Réal	Pro forma (1)		
	(Non vérifiés)		(Vérifiés)	
Actif à court terme .....	83 978	108 769	50 284	25 074
Actif total .....	155 989	209 981	102 774	45 771
Dette bancaire à court terme .....	5 321	7 636	1 017	860
Passif à court terme .....	55 102	79 200	37 274	16 126
Passif à long terme .....	3 424	6 514	1 808	875
Actionnaires sans contrôle .....	3 327	4 740	2 179	1 190
	67 174	98 090	42 278	19 051
Capitaux propres .....	88 815	111 891 (4)	60 496	26 720
	155 989	209 981	102 774	45 771

### Notes

- (1) L'information pro forma ne se veut pas une indication des résultats d'exploitation de la Société qui auraient été réalisés si les acquisitions avaient été effectuées à la date des présents financiers ou pour l'exercice présenté, ou qui pourraient être obtenus dans le futur.
- (2) Ces montants représentent la rémunération versée aux actionnaires-dirigeants des filiales opérantes en vertu des ententes entre actionnaires et les ajustements à la position des actionnaires sans contrôle.
- (3) Représente le bénéfice d'opérations diminué de la part des actionnaires sans contrôles.
- (4) Effectif depuis la réorganisation, 90 000 \$ a été converti en dette de l'actionnaire principal. Voir « réorganisation et capitalisation ».

## ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

L'exposé suivant doit être lu en parallèle avec les renseignements figurant dans le présent prospectus, en particulier à la rubrique « Activités de la Société », et avec les états financiers combinés et les notes y afférentes figurant dans le présent prospectus.

### Vue d'ensemble

De 1996 à 1998, la Société a enregistré, aux postes de la marge brute, du bénéfice d'opérations et du BAIIA, un taux de croissance composé biennal s'établissant respectivement à 55,6 %, à 74,9 % et à 63,0 %. La croissance de cette période a résulté à la fois des activités internes et d'acquisitions. En 1996 et 1997, la Société a réalisé la totalité de sa facturation brute au Canada. Après les acquisitions, aux États-Unis, de MF+P, de Source et de CyberSight en 1998, 27,1 % de la marge brute provenait des États-Unis.

*Facturation brute.* La facturation brute se compose généralement de montants totaux facturés aux clients pour des placements dans le secteur des médias, la production de publicités et les commissions et les honoraires gagnés par la Société.

*Marge brute.* La marge brute est égale à la facturation brute, moins la facturation relative aux placements dans le secteur des médias.

*Charges.* Les charges comprennent les coûts de production des publicités, les salaires et les avantages sociaux, ainsi que les frais généraux et administratifs.

### Période de neuf mois terminée le 30 septembre 1999 comparativement à la période de neuf mois terminée le 30 septembre 1998

*Marge brute.* La marge brute a totalisé 107,4 M\$ en 1999, en hausse de 53,8 M\$ ou de 100 % par rapport à 53,6 M\$ en 1998. L'acquisition, aux États-Unis, de MF+P, de CMI, de Source et de CyberSight (les « acquisitions aux États-Unis ») a compté pour 48,0 M\$ ou 89 % de la hausse de la marge brute en 1999 par rapport à 1998. Le reste, soit 5,8 M\$, a résulté d'une croissance interne de 13,7 % par rapport à 1998. La marge brute provenant des activités de communication intégrées de Maxxcom s'est accru de 18,5 % par rapport à 1998, tandis que le bénéfice d'opérations provenant des activités de communication spécialisées s'est accru de 10,0 %.

*Charges d'opérations.* Les charges d'opérations se sont chiffrées à 87,2 M\$ en 1999, en hausse de 44,1 M\$ ou de 102 % par rapport à 43,1 M\$ en 1998. Les acquisitions aux États-Unis ont compté pour 37,2 M\$ ou 84 % de cette hausse en 1999. Les charges du siège social ont compté pour 1,6 M\$ ou 4 % de cette hausse en 1999. Le siège social a vu ses charges augmenter en raison de la diversification de ses fonctions (p. ex., les finances, l'expansion des affaires et les ressources humaines) rendue nécessaire pour soutenir la croissance des activités de Maxxcom. Le reste de la hausse des charges d'opérations, soit 5,3 M\$, résulte de la croissance des activités déjà existantes.

*Bénéfice d'opérations.* Le bénéfice d'opérations a totalisé 20,2 M\$ en 1999, en hausse de 9,7 M\$ ou de 92 % par rapport à 10,5 M\$ en 1998. Cette hausse de 1999 résulte du bénéfice d'opérations provenant des acquisitions aux États-Unis, à raison de 10,6 M\$, et de la croissance des activités existantes, à raison de 0,7 M\$, ces augmentations étant quelque peu réduites par un accroissement de 1,6 M\$ des charges du siège social.

*Actionnaires sans contrôle.* Le chiffre inscrit au poste des actionnaires sans contrôle s'est accru de 2,4 M\$ pour passer à 5,7 M\$ en 1999, en hausse de 73 % par rapport à 3,3 M\$ en 1998. Les acquisitions aux États-Unis ont compté pour 2,0 M\$ ou 83 % de la hausse de 1999. Le reste, soit 0,4 M\$ ou 17 % a été affecté à l'ensemble des autres filiales en exploitation et est directement attribuable à la hausse du bénéfice d'opérations et au fait que la croissance du bénéfice d'opérations a été plus forte dans les filiales en exploitation dont l'avoir proportionnel des actionnaires sans contrôle est plus élevé.

*Amortissement.* L'amortissement s'est élevé à 3,6 M\$ en 1999, en hausse de 2,1 M\$ ou de 140 % par rapport à 1,5 M\$ en 1998. Cette hausse a été principalement attribuable à l'actif de base accru de la Société à la suite des acquisitions réalisées en 1999.

*Impôts sur le revenu.* Les impôts sur le revenu ont atteint 4,7 M\$ en 1999, comparativement à 2,4 M\$ en 1998, une hausse directement imputable au bénéfice accru de la Société en 1999. Les impôts sur le revenu ont baissé en proportion du bénéfice avant impôts sur le revenu, passant de 44,9 % en 1998 à 42,8 %.

*Bénéfice net.* Le bénéfice net s'est établi à 6,2 M\$ en 1999, en hausse de 3,3 M\$ ou de 107 % par rapport à 2,9 M\$ en 1998. Cette hausse du bénéfice net s'explique par les éléments précités.

#### **Exercice terminé le 31 décembre 1998 comparativement à l'exercice terminé le 31 décembre 1997**

*Marge brute.* Le marge brute a totalisé 69,0 M\$ en 1998, en hausse de 32,5 M\$ ou de 89 % par rapport à 36,5 M\$ en 1997. L'acquisition de MF+P, de CyberSight et de IHC (les « acquisitions de 1998 ») et la consolidation intégrale de Accumark, de Strategies et de Veritas (la « consolidation intégrale ») ont compté pour 29,2 M\$ ou 90 % de la hausse de 32,5 M\$ du bénéfice brut en 1998 par rapport à 1997. Le reste, soit 3,3 M\$, a résulté d'une croissance interne de 12 % par rapport à 1997.

*Charges d'opérations.* Les charges d'opérations se sont chiffrées à 55,5 M\$ en 1998, en hausse de 26,3 M\$ ou de 90 % par rapport à 29,2 M\$ en 1997. Les acquisitions de 1998 et la consolidation intégrale ont compté pour 23,1 M\$ ou 88 % de cette hausse en 1998. Le reste, soit 3,2 M\$, a été engagé dans l'ensemble des filiales en exploitation pour soutenir la croissance interne.

*Bénéfice d'opérations.* Le bénéfice d'opérations a totalisé 13,5 M\$ en 1998, en hausse de 6,2 M\$ ou de 85 % par rapport à 7,3 M\$ en 1997. Les acquisitions de 1998 et la consolidation intégrale ont compté pour la quasi-totalité de cette hausse en 1998.

*Actionnaires sans contrôle.* Le chiffre inscrit au poste des actionnaires sans contrôle s'est accru de 2,4 M\$ pour passer à 4,4 M\$ en 1998, en hausse de 110 % par rapport à 2,1 M\$ en 1997. Les acquisitions de 1998 et la consolidation intégrale ont compté pour 2,1 M\$ ou 90 % de la hausse de 1998.

*Amortissement.* L'amortissement s'est élevé à 2,5 M\$ en 1998, en hausse de 1,4 M\$ ou de 127 % par rapport à 1,1 M\$ en 1997. Cette hausse a été principalement attribuable à l'actif de base accru de la Société à la suite des acquisitions de 1998.

*Impôts sur le revenu.* Les impôts sur le revenu ont atteint 2,9 M\$ en 1998, comparativement à 2,0 M\$ en 1997, une hausse directement imputable au bénéfice accru de la Société en 1998. Les impôts sur le revenu ont baissé en proportion du bénéfice avant impôts sur le revenu, passant de 49,8 % en 1997 à 46,9 %.

*Bénéfice net.* Le bénéfice net s'est établi à 3,3 M\$ en 1998, en hausse de 1,3 M\$ ou de 65 % par rapport à 2,0 M\$ en 1997. Cette hausse du bénéfice net s'explique par les éléments précités.

#### **Exercice terminé le 31 décembre 1997 comparativement à l'exercice terminé le 31 décembre 1996**

*Marge brute.* La marge brute a totalisé 36,5 M\$ en 1997, en hausse de 8,0 M\$ ou de 28 % par rapport à 28,5 M\$ en 1996. L'acquisition de News Canada et de Freeman Rodgers Battaglia Inc. (« FRB ») (les « acquisitions de 1997 ») ont compté pour 2,6 M\$ ou 33 % de la hausse de 8,0 M\$ de la marge brute en 1997 par rapport à 1996. Le reste, soit 5,4 M\$, a résulté d'une croissance interne de 19 % par rapport à 1996. En 1997, FRB et LBJ Advertising Limited ont fusionné pour former LBJ.FBR Communications Inc. (maintenant Allard Johnson).

*Charges d'opérations.* Les charges d'opérations se sont chiffrées à 29,2 M\$ en 1997, en hausse de 5,1 M\$ ou de 21 % par rapport à 24,1 M\$ en 1996. Les acquisitions de 1997 ont compté pour 1,8 M\$ ou 35 % de cette hausse en 1997. Pour le reste, soit 3,3 M\$, une tranche d'environ 1,0 M\$ a été consacrée à l'amélioration de l'infrastructure du siège social et une tranche de 2,3 M\$ a été engagée dans l'ensemble des filiales en exploitation pour soutenir la croissance interne.

*Bénéfice d'opérations.* Le bénéfice d'opérations a totalisé 7,3 M\$ en 1997, en hausse de 2,9 M\$ ou de 66 % par rapport à 4,4 M\$ en 1996. Les acquisitions de 1997 ont compté pour 0,7 M\$ de la hausse de 1997, le reste, soit 2,2 M\$, provenant d'une croissance interne de 50 %.

*Actionnaires sans contrôle.* Le chiffre inscrit au poste des actionnaires sans contrôle s'est accru de 1,1 M\$ pour passer à 2,1 M\$ en 1997, soit une hausse de 107 % par rapport à 1,0 M\$ en 1996. Les acquisitions de 1997 ont compté pour 0,4 M\$ ou 33 % de la hausse de 1997. Le reste, soit 0,7 M\$, a été engagé dans l'ensemble des filiales en exploitation restantes.

*Amortissement.* L'amortissement s'est élevé à 1,0 M\$ en 1997, en hausse de 0,2 M\$ ou de 28 % par rapport à 0,8 M\$ en 1996. Cette hausse a été principalement attribuable à l'actif de base accru de la Société à la suite des acquisitions de 1997.

*Impôts sur le revenu.* Les impôts sur le revenu ont atteint 2,0 M\$ en 1997, comparativement à 1,3 M\$ en 1996, une hausse directement imputable au bénéfice accru de la Société en 1997. Les impôts sur le revenu ont baissé en proportion du bénéfice avant impôts sur le revenu, passant de 51,6 % en 1996 à 49,8 %.

*Bénéfice net.* Le bénéfice net s'est établi à 2,0 M\$ en 1997, en hausse de 0,8 M\$ ou de 65 % par rapport à 1,2 M\$ en 1996. Cette hausse du bénéfice net s'explique par les éléments précités.

### **Liquidités et ressources en capital**

Jusqu'à maintenant, la Société a financé ses acquisitions à l'aide d'avances consenties par l'actionnaire principal. Le produit net de l'offre à recevoir de la Société est évalué à ● \$, après déduction des honoraires des preneurs fermes et les frais estimatifs de l'offre payables par la Société. Du produit net à recevoir de la Société, (i) environ ● M\$ serviront à soutenir la stratégie de croissance de la Société et à financer des acquisitions, et (ii) le solde, soit environ ● M\$, servira à rembourser la dette de la Société envers le principal actionnaire. *Voir « Emploi du produit ».*

Jusqu'à maintenant, la Société a financé ses activités principalement au moyen des fonds autogénérés. De par leur nature, les activités de la Société ne nécessitent pas un apport intensif de capital et, par conséquent, la Société s'attend à continuer à financer sa croissance interne à l'aide des flux de trésorerie provenant de l'exploitation.

La Société a des lignes de crédit dont le montant total autorisé atteint 12 290 000 \$, soit des montants respectifs de 6 000 000 \$ pour Accent, de 2 933 000 \$ pour CMI, de 1 467 000 \$ pour CyberSight, de 750 000 \$ pour McManus, de 700 000 \$ pour Cormark et de 440 000 \$ pour Bryan Mills. L'encours total au 30 septembre 1999 était de 4 820 000 \$.

La Société a l'intention de négocier et d'obtenir avant la clôture de l'offre une facilité de crédit consentie par une institution financière tierce partie afin de financer ses acquisitions futures et sa stratégie de croissance.

### **Passage à l'an 2000**

La venue de l'an 2000 peut nuire à l'exactitude du traitement et au maintien de l'information par les systèmes sensibles aux dates. Ces difficultés liées au passage à l'an 2000 pourraient avoir une incidence sur la Société parce que cette dernière emploie des systèmes informatiques, y compris des systèmes de comptabilité internes. *Voir « Facteurs de risques — Passage à l'an 2000 ».* Étant donné ce problème potentiel, la Société a formé un groupe de travail et établi une méthodologie rigide pour assurer sa compatibilité avec l'an 2000. Ce groupe de travail est composé d'un membre du conseil d'administration et de membres du personnel de direction du siège social et des divisions. En outre, la Société a retenu les services d'un conseiller externe qui coordonnera les efforts déployés par la Société en vue du passage à l'an 2000 et qui lui fournira des conseils à ce sujet.

La Société a essentiellement terminé toutes les phases de son plan relatif au passage à l'an 2000, y compris une revue et une évaluation de l'inventaire, un essai des procédés de reprise et de conformité. Pour parer aux pannes de systèmes imputables au passage à l'an 2000, la Société a élaboré des plans d'urgence afin d'assurer la continuité de ses activités. Ce plan a été achevé pour l'essentiel.

La Société continue la mise à niveau de son matériel et de ses logiciels, tant dans le cours normal de ses affaires que pour assurer sa compatibilité avec l'an 2000. Compte tenu des évaluations actuelles, la direction estime que le passage à l'an 2000 n'aura pas de répercussion négative importante sur ses résultats d'exploitation, ses liquidités et sa situation financière. Les coûts liés à la compatibilité à l'an 2000 sont jugés minimes et seront passés en charges lorsqu'ils seront engagés.

## **EMPLOI DU PRODUIT**

Le produit net du placement qui reviendra à la Société est estimé à ● \$ après déduction de la rémunération des preneurs fermes et des dépenses estimées liées au placement payables par la Société. Du produit net revenant à la Société : i) la presque totalité du montant, soit environ ● millions \$, sera utilisée pour rembourser les dettes de la Société envers l'actionnaire principal engagées dans le cadre de la réorganisation; et ii) le solde, soit environ ● \$, sera utilisé pour le fonds de roulement et les besoins généraux. Voir la rubrique intitulée « Réorganisation ». Toutes les dettes restantes de la Société envers l'actionnaire principal seront converties en titres convertibles additionnels à la clôture du placement.

Chacun des preneurs fermes est une filiale en propriété exclusive d'une banque à charte canadienne qui a accordé des facilités de crédit à l'actionnaire principal. Par conséquent, Maxxcom peut être considérée comme un émetteur associé des preneurs fermes en vertu de lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables. Voir la rubrique intitulée « *Mode de placement* ».

## ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS

Le tableau suivant présente le nom, la municipalité de résidence, le poste au sein de la Société et l'occupation principale de chacun des administrateurs et hauts dirigeants de la Société.

<u>Nom et municipalité de résidence</u>	<u>Poste au sein de la Société</u>	<u>Occupation principale</u>
MILES S. NADAL (2) . . . . . Toronto (Ontario)	Président du conseil et administrateur	Président du conseil de Maxxcom et président du conseil, président et chef de la direction de MDC Corporation Inc.
BEVERLEY MORDEN . . . . . Toronto (Ontario)	Présidente, chef de la direction et administrateur	Présidente et chef de la direction de Maxxcom
JOHN MADURI . . . . . Newmarket (Ontario)	Premier vice-président et chef des finances	Premier vice-président et chef des finances de Maxxcom
STEPHEN O. MARSHALL . . . . . Toronto (Ontario)	Premier vice-président, développement	Premier vice-président, développement de MDC Corporation Inc.
RODNEY S. DAVIS . . . . . Pickering (Ontario)	Vice-président, développement	Vice-président, développement de Maxxcom
JOHN P. CURTIN, JR. (2)(3) . . . . . New York (New York)	Administrateur	Directeur général, Goldman Sachs Group Inc. (une société de services financiers)
LLOYD S.D. FOGLER, C.R. . . . . Toronto (Ontario)	Administrateur	Associé, Fogler, Rubinoff (avocats)
ALBERT GNAT, C.R. . . . . Caledon (Ontario)	Administrateur	Associé, Lang Michener (avocats)
SÉNATEUR MICHAEL KIRBY (1)(3) . . . Ottawa (Ontario)	Administrateur	Membre du Sénat du Canada
STEPHEN M. PUSTIL (1)(3) . . . . . Toronto (Ontario)	Administrateur	Président, Penwest Development Corporation Limited (une société d'aménagement de terrains)
DAVID R. SHAW (1)(3) . . . . . Toronto (Ontario)	Administrateur	Dirigeant
DAVID M. VEIT (2)(3) . . . . . Chappaqua (New York)	Administrateur	Consultant indépendant

**Notes :**

- (1) Membre du comité de vérification.
- (2) Membre du comité de rémunération.
- (3) Membre du comité de régie d'entreprise.

Le texte suivant est une brève biographie de chacun des administrateurs et hauts dirigeants de la Société :

*Miles S. Nadal* a fondé la Société en 1980 et il occupe les postes de président du conseil, président et chef de la direction de l'actionnaire principal depuis 1986. La Société est composée principalement de sociétés qui faisaient anciennement partie de la division des services de communications et de mise en marché de l'actionnaire principal. M. Nadal est également un administrateur de Imax Corporation, l'hôpital Mount Sinai de Toronto, Jeunes entreprises du Canada et Cercle canadien.

*Beverley Morden* s'est jointe à la Société à titre de présidente et chef de l'exploitation en 1998 et a été nommée à titre de chef de la direction en novembre 1999. Avant de rejoindre les rangs de la Société, M<sup>me</sup> Morden était présidente et chef de la direction de Southex Exhibitions Inc. (l'une des plus importantes sociétés de salons professionnels et de consommation en Amérique du Nord) pendant cinq ans. L'expérience antérieure de M<sup>me</sup> Morden inclut des rôles dans les ressources humaines et dans le développement des activités de sociétés canadiennes multinationales et privées. M<sup>me</sup> Morden a un baccalauréat ès arts de la York University.

*John Maduri* a récemment joint les rangs de la Société à titre de premier vice-président et chef des finances. Avant de se joindre à la Société, M. Maduri était premier vice-président, finances et planification, et chef des finances chez Rogers Cantel Inc. où il a occupé un certain nombre de postes au sein de la direction depuis 1990. M. Maduri est un comptable agréé et il détient un baccalauréat en administration des affaires de la York University.

*Stephen O. Marshall* est le premier vice-président, développement de l'actionnaire principal et de la Société et il est entré dans les rangs de l'actionnaire principal en juillet 1999. Avant de se joindre à l'actionnaire principal, M. Marshall était un associé principal chez Tory Tory, spécialisée dans les fusions et acquisitions et dans les finances des entreprises. M. Marshall possède un baccalauréat en droit de l'University of Western Ontario et une maîtrise en sciences de la gestion de la MIT Sloan School of Management.

*Rodney S. Davis* a joint la Société en 1999 à titre de vice-président, développement. Avant de se joindre à la Société, il a été vice-président et contrôleur général chez Southam Inc. pendant quatre ans. M. Davis est un comptable agréé et il a passé les deux premières années de sa carrière chez KPMG où il était initialement un vérificateur et où il est par la suite devenu un gestionnaire dans la pratique du financement des entreprises.

*John P. Curtin, Jr.* est un directeur général de Goldman Sachs Group Inc. de New York, New York, et il a été le président du conseil de Goldman Sachs Canada de 1995 à 1999. Il est également un administrateur de Cadillac Fairview Corporation, un ancien gouverneur de la Bourse de Toronto et un fiduciaire de la fondation du Musée des beaux-arts de l'Ontario.

*Lloyd S.D. Fogler, C.R.* est un associé principal du cabinet d'avocats Fogler, Rubinoff. De plus, il occupe le poste d'administrateur au sein de l'actionnaire principal, Brampton Brick Limited, First International Asset Management Inc. et First Mercantile Currency Fund, et il est le président du conseil émérite à l'hôpital Mount Sinai de Toronto et le président du conseil de la fondation de l'hôpital Mount Sinai de Toronto, un administrateur de la Compagnie d'opéra canadienne et un conseiller honoraire de la Holy Blossom Temple Foundation.

*Albert Gnat, C.R.* est un associé principal du cabinet d'avocats Lang Michener. Il occupe le poste d'administrateur au sein de, entre autres sociétés, l'actionnaire principal, Leitch Technology Limited, IKEA Limited et Rogers Communications Inc. M. Gnat possède un baccalauréat spécialisé et un baccalauréat en droit de l'University of Toronto.

*Sénateur Michael Kirby* est un membre du Sénat du Canada et il a eu une carrière éminente en éducation, dans la fonction publique et en affaires. Il est actuellement un administrateur de Extencare Inc. et de The Goldfarb Corporation et il a été un administrateur de Quaker Oats (Canada) et de RJR Macdonald Inc. Il détient un baccalauréat et une maîtrise en mathématiques ainsi qu'un doctorat en mathématiques appliquées de la Northwestern University et un doctorat honorifique en droit de la Dalhousie University.

*Stephen M. Pustil* est le président de Penwest Development Corporation Limited depuis 1972. Il est également vice-président du conseil et administrateur de l'actionnaire principal, First International Asset Management Inc. et Equivest Capital Corporation et il est vice-président du conseil et administrateur de l'hôpital Mount Sinai de Toronto.

*David R. Shaw* était anciennement le président et chef de la direction de Breuvages Pepsi Cola (Canada) de 1996 à 1999. Il a occupé le poste de président du conseil de la campagne de financement de 150 000 000 \$ du North York General Hospital, celui de vice-président du conseil de la North York General Hospital Foundation et celui d'administrateur du North York General Hospital. Il est également un membre du International Advisory Board de la Schulich School of Business. Il détient un baccalauréat en communications de Queen's University.

*David M. Veit* a été chef de la direction de Jostens Learning Corporation de mai 1998 à juillet 1999. Avant cela, il était président de Pearson Inc. et directeur général de Pearson plc, une société de média internationale, où il était le directeur de la division des divertissements. Il est également membre du Financial Times International

Advisory Board et administrateur chez Simmons & Company International. Il détient un baccalauréat de la Oxford University et un baccalauréat en administration des affaires de la Stanford University.

### **Comités du conseil**

Le conseil d'administration de la Société a mis sur pied un comité de régie d'entreprise parmi lequel une majorité des membres sont indépendants et non reliés à la Société et à l'actionnaire principal (tel que défini dans les lignes directrices sur la régie d'entreprise de la Bourse de Toronto). Le mandat du comité de régie d'entreprise inclut l'approbation et la surveillance de toutes les opérations avec une personne reliée de la Société, incluant tout arrangement entre Maxxcom et l'actionnaire principal.

Le comité de rémunération mis sur pied par le conseil d'administration est responsable de l'évaluation, de l'examen et de la supervision des procédures de la Société concernant les ressources humaines, de l'évaluation de la performance des dirigeants de la Société, de l'examen annuel de la rémunération des administrateurs et de la recommandation du conseil d'administration et des politiques de rémunération générales concernant les salaires, les primes et les autres formes de rémunération pour les administrateurs et hauts dirigeants de la Société. Le comité de rémunération est composé de trois administrateurs, parmi lesquels la majorité sont des administrateurs non reliés.

Le conseil d'administration a également mis sur pied un comité de vérification. Le comité de vérification est responsable de la recommandation de la firme qui doit être nommée à titre de vérificateurs pour vérifier les états financiers et exercer les services reliés à la vérification, de l'examen de l'étendue et des résultats de la vérification avec les vérificateurs, de l'analyse avec la direction et les vérificateurs des résultats d'exploitation annuels de la Société et de l'examen du caractère adéquat des procédures comptables internes et de l'effet de ces procédures sur l'indépendance des vérificateurs. Le comité de vérification est composé de trois administrateurs, parmi lesquels la majorité sont des administrateurs non reliés.

## **RÉMUNÉRATION DES MEMBRES DE LA DIRECTION**

### **Convention de gestion**

Avant la clôture du placement, Maxxcom conclura une convention de services de gestion avec Nadal Financial Corporation, une société de gestion détenue en propriété exclusive par Miles S. Nadal, ou une autre société contrôlée par M. Nadal (« NFC ») en vertu de laquelle NFC fournira certains services de conseils en gestion et en finances de même que des conseils généraux de nature stratégique, incluant les services personnels de M. Nadal raisonnablement nécessaires pour exercer les fonctions de président du conseil de la Société. En contrepartie de ces services, Maxxcom versera à NFC une provision annuelle de 300 000 \$, sous réserve d'ajustements chaque année par le conseil d'administration, remboursera NFC pour toutes les dépenses qu'elle a engagées pour les services dispensés et octroiera à NFC ou à M. Nadal des options pour acheter des actions à droit de vote subalterne au prix d'offre. La convention de services de gestion aura une durée de trois ans et sera automatiquement renouvelable pour des périodes successives d'un an, à moins qu'une des parties donne à l'autre un avis écrit à l'encontre d'un tel renouvellement ou, tel qu'autrement prévu dans la convention. La convention de services de gestion inclura également des dispositions en cas de séparation et de changement de contrôle qui doivent être agréées par le comité de rémunération.

Avant la clôture du placement, l'actionnaire principal octroiera à M. Nadal des options pour acheter ● actions à droit de vote subalterne pouvant être émises à la conversion des actions à droit de vote multiple détenues par l'actionnaire principal à un prix d'exercice égal au prix d'offre. Voir la rubrique intitulée « *Membres de la direction et autres personnes intéressées dans des opérations importantes* ».

### **Conventions d'emploi**

Avant la clôture du placement, Maxxcom conclura une convention d'emploi avec Beverley Morden, la présidente et chef de la direction de la Société. La convention d'emploi autorisera le versement d'un salaire de base annuel de 300 000 \$ ainsi que le droit de gagner une prime en espèces en fonction de l'atteinte des objectifs de performance qui doivent être établis par le conseil d'administration de la Société. La prime peut représenter jusqu'à 100 % du salaire de base. De plus, M<sup>m</sup>c Morden se verra octroyer des options pour acheter des actions à droit de vote subalterne au prix d'offre. M<sup>m</sup>c Morden aura également le droit d'emprunter de la Société jusqu'à une fois sa rémunération totale pour l'achat d'actions à droit de vote subalterne au prix d'offre. Le prêt sera sans intérêt à moins que M<sup>m</sup>c Morden ne vende les actions à droit de vote subalterne dans les trois ans suivant leur acquisition, auquel cas

un taux d'intérêt de 10 % sera imputé à partir de la date de prise d'effet du prêt, ou à moins que M<sup>me</sup> Morden ne démissionne et ne vende les actions à droit de vote subalterne dans les trois ans suivant leur acquisition, auquel cas un taux d'intérêt de 15 % sera imputé à partir de la date de prise d'effet du prêt (dans tous les cas, l'intérêt exigé ne sera pas plus élevé que le gain en capital). Le prêt est remboursable dans les 12 mois suivant la fin de l'emploi. La convention d'emploi inclura également des dispositions en cas de séparation et de changement de contrôle qui doivent être agréées par le comité de rémunération.

Avant la clôture du placement, l'actionnaire principal octroiera à M<sup>me</sup> Morden des options pour acheter ● actions à droit de vote subalterne pouvant être émises à la conversion des actions à droit de vote multiple détenues par l'actionnaire principal à un prix d'exercice de ● \$ par action. Voir la rubrique intitulée « *Membres de la direction et autres personnes intéressées dans des opérations importantes* ».

La Société a conclu une convention d'emploi avec John Maduri, le premier vice-président et chef des finances de la Société. La convention d'emploi autorise le versement d'un salaire de base annuel de 275 000 \$, une prime garantie de 250 000 \$ pour la première année de la convention ainsi que le droit de gagner une prime en espèces en fonction de l'atteinte des objectifs de performance qui doivent être établis par le conseil d'administration de la Société. La prime peut représenter jusqu'à 60 % du salaire de base. De plus, M. Maduri se verra octroyer des options pour acheter des actions à droit de vote subalterne au prix d'offre. M. Maduri a également le droit d'emprunter de la Société jusqu'à une fois sa rémunération totale pour l'achat d'actions à droit de vote subalterne au prix d'offre selon les mêmes modalités et conditions que celles qui ont été offertes à M<sup>me</sup> Morden. Aux termes des modalités de sa convention d'emploi, la Société peut mettre fin à l'emploi de M. Maduri en tout temps, sans motif, sur paiement d'un minimum de 12 mois de salaire annuel et de la prime versée à l'égard du dernier exercice complété de la Société.

Avant la clôture du placement, l'actionnaire principal octroiera à M. Maduri des options pour acheter ● actions à droit de vote subalterne pouvant être émises à la conversion des actions à droit de vote multiple détenues par l'actionnaire principal à un prix d'exercice de ● \$ par action. Voir la rubrique intitulée « *Membres de la direction et autres personnes intéressées dans des opérations importantes* ».

La Société a conclu une convention d'emploi avec Rodney S. Davis, le vice-président, développement de la Société. La convention d'emploi autorise le versement d'un salaire de base annuel de 160 000 \$ ainsi que le droit de gagner une prime en espèces en fonction de l'atteinte des objectifs de performance qui doivent être établis par le conseil d'administration de la Société. La prime peut représenter jusqu'à 40 % du salaire de base. De plus, M. Davis se verra octroyer des options pour acheter des actions à droit de vote subalterne au prix d'offre. M. Davis également le droit d'emprunter de la Société jusqu'à une fois sa rémunération totale pour l'achat d'actions à droit de vote subalterne au prix d'offre selon les mêmes modalités et conditions que celles qui ont été offertes à M<sup>me</sup> Morden.

Avant la clôture du placement, l'actionnaire principal octroiera à M. Davis des options pour acheter ● actions à droit de vote subalterne pouvant être émises à la conversion des actions à droit de vote multiple détenues par l'actionnaire principal à un prix d'exercice de ● \$ par action. Voir la rubrique intitulée « *Membres de la direction et autres personnes intéressées dans des opérations importantes* ».

### **Rémunération des administrateurs**

Les administrateurs de la Société qui ne sont pas des employés de la Société ont le droit de recevoir une rémunération de 5 000 \$ par année plus 1 000 \$ pour chaque assemblée du conseil ou de tout comité de celui-ci (500 \$ s'ils y assistent par téléphone). Les administrateurs qui siègent à un comité du conseil d'administration ont également le droit de recevoir une rémunération annuelle de 2 500 \$ par comité. Les administrateurs sont également admissibles à participer au régime d'options d'achat d'actions de la Société. Avant la clôture du placement, les administrateurs de la Société qui ne sont pas également employés de la Société se verront octroyer des options d'achat d'actions pour acheter un total de ● actions pour acheter des actions à droit de vote subalterne à un prix de levée égal au prix d'offre.

### **DESCRIPTION DU CAPITAL-ACTIONS**

À la clôture du placement, le capital-actions autorisé de la Société consistera en un nombre illimité d'actions à droit de vote subalterne et en un nombre illimité d'actions à droit de vote multiple (collectivement, les « actions de participation ») et en un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en série (les « actions

privilégiées ») parmi lesquelles ● actions à droit de vote multiple, ● actions à droit de vote subalterne et aucune action privilégiée seront en circulation.

Le texte suivant est une brève description des caractéristiques des actions de participation et des actions privilégiées. Cette description ne prétend pas être complète et est assujettie et qualifiée dans sa totalité par des références aux statuts de la Société.

### **Actions à droit de vote multiple et actions à droit de vote subalterne**

À l'exception de ce qui est décrit dans les présentes, les actions à droit de vote multiple et les actions à droit de vote subalterne confèrent les mêmes droits, sont égales à tous égards et sont traitées comme si elles étaient des actions d'une seule et même catégorie.

#### ***Rang***

Les titres des actions de participation sont d'un rang moins élevé que les actions privilégiées en ce qui concerne le paiement des dividendes, le remboursement du capital et la distribution des éléments d'actif dans l'éventualité d'une liquidation, d'une dissolution ou de toute distribution des éléments d'actif si la Société cesse d'exercer ses activités.

#### ***Dividendes***

Les porteurs des actions de participation en circulation ont le droit de recevoir des dividendes sur la base d'actions à même les éléments d'actif légalement disponibles pour ce faire à ce moment, en un montant que le conseil d'administration peut déterminer, mais sans préférence ou distinction entre les actions à droit de vote multiple et les actions à droit de vote subalterne.

#### ***Droits de vote***

Les actions à droit de vote subalterne confèrent un vote par action et les actions à droit de vote multiple confèrent 20 votes par action. Les porteurs d'actions à droit de vote subalterne et les porteurs d'actions à droit de vote multiple ont le droit de recevoir un avis de convocation à toutes les assemblées des actionnaires de la Société, d'y assister et d'y voter en tant que catégorie unique à l'égard de toute question qui doit être votée par les actionnaires de la Société, à l'exception des assemblées où seuls les porteurs d'actions d'une catégorie ou d'une série particulière d'actions ont droit de voter séparément.

#### ***Modifications***

Les droits, privilèges, conditions et restrictions rattachés aux actions à droit de vote subalterne et aux actions à droit de vote multiple peuvent être respectivement modifiés si la modification est autorisée par au moins deux tiers des votes exercés lors d'une assemblée des porteurs d'actions à droit de vote subalterne et des porteurs d'actions à droit de vote multiple dûment convoquée à cette fin. Cependant, si les porteurs d'actions à droit de vote subalterne, en tant que catégorie, ou les porteurs d'actions à droit de vote multiple, en tant que catégorie, doivent être affectés d'une façon différente de ceux des autres catégories d'actions, cette modification doit, de plus, être autorisée par au moins deux tiers des votes exercés lors d'une assemblée des porteurs de la catégorie d'actions qui est affectée différemment.

#### ***Émission additionnelle d'actions à droit de vote multiple***

La Société ne peut émettre des actions à droit de vote multiple sans l'approbation d'au moins deux tiers des votes exercés lors d'une assemblée des porteurs d'actions à droit de vote subalterne dûment convoquée à cette fin. Cependant, l'approbation n'est pas requise dans le cadre d'une subdivision au pro rata entre les actions à droit de vote subalterne et les actions à droit de vote multiple.

#### ***Conversion***

Chaque action à droit de vote multiple en circulation est convertible en tout temps au gré du porteur en une action à droit de vote subalterne.

Les actions à droit de vote multiple seront converties automatiquement en actions à droit de vote subalterne, selon la première circonstance ou date à survenir parmi les suivantes : a) lors de leur transfert, sauf un transfert à un cessionnaire autorisé (telle que cette expression est définie ci-après) ou un transfert de 100 % des actions à droit de

vote multiple en circulation à un acquéreur qui a également offert d'acheter la totalité des actions à droit de vote subalterne en circulation pour une contrepartie par action identique à, et autrement selon les mêmes modalités que, celles offertes pour les actions à droit de vote multiple et les actions à droit de vote multiple détenues par cet acquéreur par la suite seront assujetties aux dispositions concernant la conversion, comme si toutes les références à l'actionnaire principal étaient des références à cet acquéreur; b) si à un moment donné, i) le nombre d'actions à droit de vote multiple détenues en propriété véritable par l'actionnaire principal ne représente pas plus de 50 % du nombre total des actions à droit de vote multiple détenues en propriété véritable par l'actionnaire principal à la clôture de l'offre; ou ii) l'actionnaire principal et les cessionnaires autorisés ne détiennent pas en propriété véritable un nombre d'actions de participation représentant plus de 50 % des votes rattachés à la totalité des actions de participation émises et en circulation; c) si en tout temps après le transfert d'actions à droit de vote multiple à un membre du groupe Nadal (telle que cette expression est définie ci-après), le groupe Nadal ne détient pas en propriété véritable au moins 66⅔ % des actions à droit de vote multiple ainsi transférées; et d) le ● 2015, à moins que les situations dont il est question en b) et c) ci-dessus ne soient corrigées dans les 30 jours suivant leur survenance.

Un « cessionnaire autorisé » est généralement défini dans les statuts comme désignant l'une ou plusieurs des entités suivantes : a) i) Miles S. Nadal; ii) la succession de Miles S. Nadal; iii) toute fiducie établie pour le seul bénéficiaire de Miles S. Nadal; et vi) toute société qui est contrôlée directement ou indirectement par Miles S. Nadal (une ou plusieurs des entités mentionnées en i), ii), iii) et iv) constituent le groupe Nadal) à condition que le groupe Nadal détienne en propriété véritable au moins 66⅔ % des actions de participation de l'actionnaire principal détenues en propriété véritable par le groupe Nadal à la clôture du placement; et b) l'actionnaire principal ou un des membres du même groupe, à condition que dans l'éventualité où : i) ce membre du même groupe cesse d'être un membre du même groupe que l'actionnaire principal; ou ii) un cessionnaire autorisé cesse d'avoir le droit, dans tous les cas, d'exercer les droits de votes rattachés, ou de donner des directives à l'égard des droits de vote rattachés aux actions à droit de vote multiple, les actions à droit de vote multiple détenues par cette personne soient converties automatiquement en actions à droit de vote subalterne et à condition également que cette personne convienne d'être liée par les modalités de la convention de fiducie (telle que cette expression est définie ci-après).

Aux fins des statuts, a) l'« actionnaire principal » inclut toute société remplaçante résultant d'une fusion, d'un arrangement, d'une vente de la totalité ou de la presque totalité de ses éléments d'actif ou tout autre regroupement d'activités ou réorganisation impliquant l'actionnaire principal, à condition que cette société remplaçante détienne en propriété véritable, directement ou indirectement, la totalité des actions à droit de vote multiple détenues en propriété véritable, directement ou indirectement, par l'actionnaire principal immédiatement avant cette transaction et qu'elle soit contrôlée par la ou les mêmes personnes qui contrôlaient l'actionnaire principal avant l'exécution de cette transaction; b) une société sera réputée être une filiale d'une autre société si, et seulement si i) elle est contrôlée par cette autre société ou par cette autre société et une ou plusieurs sociétés, chacune contrôlée par cette autre société ou par deux ou plusieurs sociétés contrôlées par cette autre société; ou ii) si c'est une filiale d'une société qui est une filiale de cette autre société; c) « membre du même groupe » désigne une filiale de l'actionnaire principal ou une société contrôlée par la même personne ou société qui contrôle l'actionnaire principal; et d) « contrôle » désigne propriété véritable, ou contrôle ou mainmise sur, des titres comportant plus de 50 % des votes qui peuvent être calculés pour élire les administrateurs si ces votes, une fois exercés, pouvaient élire plus de 50 % des administrateurs. À cette fin, une personne est réputée détenir en propriété véritable un titre qui est détenu en propriété véritable par une société qu'elle contrôle et l'actionnaire principal est réputé détenir en propriété véritable tout titre sur lequel il a octroyé une option d'achat, et ce, jusqu'à ce que cette option soit exercée.

Un porteur d'actions à droit de vote multiple peut accorder une sûreté à l'égard de ces actions à une institution financière avec laquelle il négocie à distance dans le cadre d'un emprunt ou d'une garantie de bonne foi.

Les actions à droit de vote subalterne ne sont pas convertibles en toute autre catégorie d'actions.

### ***Subdivision ou regroupement***

Aucune subdivision ni aucun regroupement des actions à droit de vote multiple ou des actions à droit de vote subalterne ne peut être effectué sans qu'il y ait concurremment des actions à droit de vote multiple et des actions à droit de vote subalterne, selon le cas, subdivisées ou regroupées en vertu des mêmes conditions.

### **Droits de liquidation et autres questions**

Les actions de participation ne sont pas rachetables ni rétractables. Lors de la liquidation, dissolution ou de toute distribution des éléments d'actif de la Société, aux fins de la cessation de ses activités, les porteurs d'actions de participation auront le droit de participer également, sur une base d'actions, aux biens et éléments d'actif restants de la Société disponibles pour distribution à ces porteurs.

### **Engagements en faveur des porteurs d'actions à droit de vote subalterne**

En vertu des lois canadiennes applicables, une offre d'achat d'actions à droit de vote multiple n'exigerait pas nécessairement qu'une offre soit effectuée pour acheter des actions à droit de vote subalterne. Conformément aux règles de la Bourse de Toronto, l'actionnaire principal, à titre de propriétaire véritable de la totalité des actions à droit de vote multiple en circulation, conclura une convention de fiducie (la « convention de fiducie ») avant la clôture avec Compagnie Trust CIBC Mellon, à titre de fiduciaire pour le bénéfice des porteurs d'actions à droit de vote subalterne, et la Société. La convention de fiducie aura pour effet d'empêcher des transactions qui pourraient porter préjudice aux droits des porteurs d'actions à droit de vote subalterne en vertu des lois provinciales concernant les offres publiques d'achat applicables auxquelles ils auraient droit dans l'éventualité d'une offre publique d'achat à l'égard des actions à droit de vote multiple si les actions à droit de vote multiple étaient des actions à droit de vote subalterne.

Aucune disposition de la convention de fiducie ne limite les droits de tout porteur d'actions à droit de vote subalterne en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables.

### **Actions privilégiées**

Les actions privilégiées peuvent être émises, de temps à autre, en une ou plusieurs séries, selon ce qui peut être déterminé par le conseil d'administration de la Société. Les actions privilégiées, si elles sont émises, ont un rang supérieur aux actions de participation en ce qui concerne le paiement de tout dividende et de toute distribution des éléments d'actif. Dans l'éventualité d'une dissolution de la Société, la distribution de ses éléments d'actif lors de sa liquidation ou la distribution de la totalité ou d'une partie de ses éléments d'actif entre les actionnaires, les porteurs d'actions privilégiées ont le droit de recevoir, en espèces ou en biens, un montant égal à la valeur de la contrepartie payée à l'égard de ces actions en circulation, tel que crédité au compte de capital-actions versé et émis, plus le montant égal aux dividendes courus et non payés ou déclarés et non payés et, le cas échéant, tout montant précisé dans les statuts de la Société. Sous réserve des dispositions de la *Loi sur les sociétés par actions* (Ontario), les actions privilégiées ne confèrent aucun droit de vote.

## **ACTIONNAIRE PRINCIPAL**

La seule personne détenant selon les registres, ou à la connaissance de la Société qui détient en propriété véritable, directement ou indirectement, plus de 10 % des actions de participation émises et en circulation après avoir donné effet à la réorganisation et à l'échange, est la suivante :

<u>Nom et municipalité de résidence du propriétaire véritable</u>	<u>Nombre et catégorie d'actions de participation</u>	<u>Droits de vote rattachés à la totalité des actions de participation</u>	<u>Pourcentage des actions de participation après avoir donné effet au placement (1)</u>
MDC Corporation Inc. . . . . . Toronto (Ontario)	● actions à droit de vote multiple (2)	● %	● %

#### **Notes :**

- (1) Ne donne pas effet à l'exercice de l'option pour attributions excédentaires.
- (2) Les actions à droit de vote multiple sont représentées par 100 titres convertibles. Au plus tard à la clôture du placement, les actions ordinaires convertibles en circulation seront nouvellement désignés en actions à droit de vote multiple.

Les administrateurs et dirigeants de la Société, en tant que groupe, détiennent en propriété véritable, directement ou indirectement, ● actions à droit de vote multiple et ● actions à droit de vote subalterne, ce qui représente ● % des actions à droit de vote multiple émises et en circulation et ● % des actions à droit de vote subalternes émises et en circulation respectivement avant de donner effet au placement. Une fois le placement complété, les administrateurs et dirigeants de la Société, en tant que groupe, détiendront en propriété véritable, directement ou indirectement, ● actions à droit de vote multiple et ● actions

à droit de vote subalterne, ce qui représente environ ● % des actions à droit de vote multiple émises et en circulation et ● % des actions à droit de vote subalterne émises et en circulation respectivement.

### RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

La Société a mis sur pied un régime d'options d'achat d'actions pour les administrateurs, hauts dirigeants, employés et consultants de la Société et de ses filiales (le « régime ») afin d'attirer et de retenir les administrateurs, hauts dirigeants, employés et consultants compétents, motivés à travailler afin d'assurer le succès de la Société et afin d'encourager ces personnes à acquérir des actions de la Société. Les personnes qui sont admissibles à recevoir des options pour acheter des actions à droit de vote subalterne en vertu du régime sont les administrateurs, hauts dirigeants, employés et consultants de la Société et de ses filiales, de la façon déterminée par le conseil d'administration de Maxxcom. Le conseil d'administration administre le régime et a le pouvoir d'amender, de modifier, de suspendre ou de résilier le régime, sous réserve de toutes les approbations réglementaires nécessaires.

Toutes les options qui seront octroyées en vertu du régime pourront être levées pendant une période maximale de 10 ans à la suite de la date de leur octroi. Le conseil d'administration désignera les bénéficiaires des options et déterminera le nombre d'actions à droit de vote subalterne couvertes par chacune de ces options, la date d'acquisition de chaque option, leur prix de levée, leur date d'expiration et toute autre question les concernant, dans chaque cas conformément aux lois applicables des autorités de réglementation en matière de valeurs mobilières. Advenant l'inscription des actions à droit de vote subalterne à la cote d'une bourse, le prix auquel les actions à droit de vote subalterne peuvent être achetées aux termes du régime ne sera pas moins élevé que le cours de clôture des actions à droit de vote subalterne à cette bourse où les actions sont inscrites, le jour de négociation avant la date d'octroi.

Le nombre maximal d'actions à droit de vote subalterne qui peuvent être émises en vertu du régime ne dépassera pas ● actions. Le nombre maximal d'actions à droit de vote subalterne qui peuvent être octroyées à toute personne ne dépassera pas 5 % des actions à droit de vote subalterne en circulation.

En date des présentes, il y a des options d'achat d'actions en vigueur en vertu du régime en circulation donnant droit à leur porteur d'acquérir jusqu'à ● actions à droit de vote subalterne. Les options d'achat d'actions en vigueur détenues par les hauts dirigeants et les administrateurs, employés de la Société et d'autres personnes en date des présentes sont les suivantes :

<u>Nom ou description du porteur de l'option</u>	<u>Date de l'octroi</u>	<u>Nombre d'actions à droit de vote subalterne visées par l'option</u>	<u>Prix de levée par action à droit de vote subalterne (\$)</u>	<u>Valeur marchande des titres visés par l'option à la date de l'octroi (en \$ par action)</u>	<u>Valeur marchande des titres visés par l'option en date du ● 2000 (en \$ par action)</u>	<u>Date d'expiration</u>
Hauts dirigeants en tant que groupe ( ● personnes) . . .	● 2000	●	●	●	●	● 2005
Administrateurs autres que des hauts dirigeants en tant que groupe ( ● personnes) . . .	● 2000	●	●	●	●	● 2005
Employés autres que des hauts dirigeants en tant que groupe ( ● personnes) . . .	● 2000	●	●	●	●	● 2005
Autres personnes ( ● personnes) . . . . .	● 2000	●	●	●	●	● 2005
Total . . . . .		●				

### TITRES ENTIERCÉS

Avant la clôture du placement, l'actionnaire principal conclura une convention (la « convention d'entiercement ») avec la Société, Marchés mondiaux CIBC Inc., pour le compte des preneurs fermes, et Compagnie Trust CIBC Mellon (le « fiduciaire d'entiercement ») aux termes de laquelle, à la clôture du placement, un total de ● actions à droit de vote multiple (les « actions entiercées »), ce qui représente ● % des titres de participation détenus par l'actionnaire principal, seront entiercées auprès du fiduciaire d'entiercement. La convention d'entiercement stipule que les actions entiercées seront libérées de la façon suivante : ●

des actions entières seront libérées à l'expiration des 12 mois suivant la clôture du placement (la « libération initiale ») et ● actions entières seront libérées à chacun des premier et second anniversaires de la libération initiale.

Aux termes de la convention d'entiercement, les actions entières demeureront entières et la propriété véritable ou toute participation à leur égard ne peuvent être vendues, cédées, hypothéquées, aliénées, libérées d'entiercement, transférées à un autre fiduciaire d'entiercement ou négociées de quelque façon que ce soit sans le consentement préalable, l'ordre ou l'instruction par écrit des autorités de réglementation en matière de valeurs mobilières applicables, sauf conformément aux dispositions de la convention d'entiercement.

Les actions à droit de vote subalternes émises par la Société lors de l'échange aux actionnaires des sociétés d'exploitation au Canada seront déposées auprès du fiduciaire d'entiercement et ne pourront être vendues jusqu'à ce qu'elles aient été libérées de l'entiercement. La moitié des actions à droit de vote subalterne seront libérées de l'entiercement annuellement à partir du premier anniversaire de la clôture du placement. Les actions à droit de vote subalterne émises par la Société lors de l'échange aux actionnaires des sociétés d'exploitation aux États-Unis seront assujetties à des restrictions de revente contractuelles au même effet. Voir la rubrique intitulée « *Membres de la direction et autres personnes intéressées dans des opérations importantes* ».

### **RELEVÉ DES DIVIDENDES VERSÉS ET POLITIQUE**

Maxxcom n'a déclaré ni versé aucun dividende sur les actions à droit de vote subalterne depuis sa constitution. Maxxcom a actuellement pour politique de retenir tous les bénéfices pour soutenir la croissance de ses diverses activités. Par conséquent, il est prévu qu'aucun dividende ne sera versé par Maxxcom sur les actions à droit de vote subalterne dans un avenir rapproché. Tout paiement de dividende futur sera déterminé par le conseil d'administration de Maxxcom en fonction des bénéfices de la Société, des exigences financières et d'autres facteurs pertinents.

Les filiales d'exploitation de Maxxcom distribuent généralement à Maxxcom et aux autres actionnaires sur une base trimestrielle, annuelle ou autre tous les flux de trésorerie disponibles.

### **DILUTION PRO FORMA**

Une fois la réorganisation complétée, le prix d'offre par action à droit de vote subalterne, soit ● \$, dépassera de ● \$ l'actif corporel net combiné pro forma par action à droit de vote subalterne en date du 30 septembre 1999, après avoir donné effet à la vente des actions à droit de vote subalterne offertes en vertu des présentes, ce qui représente un facteur de dilution de ● %, comme indiqué ci-dessous.

L'actif corporel net combiné pro forma de la Société en date du 30 septembre 1999 était de 90 857 000 \$ ou ● \$ par action à droit de vote subalterne. L'actif corporel net combiné pro forma par action à droit de vote subalterne représente le montant de l'actif corporel total de la Société déduit du montant des dettes, divisé par le nombre d'actions à droit de vote subalterne en circulation.

Le tableau qui suit présente la dilution des actions à droit de vote subalterne offertes en vertu du présent prospectus en fonction de l'actif corporel net combiné pro forma de la Société en date du 30 septembre 1999.

## Dilution par action à droit de vote subalterne

Prix d'offre .....	●	\$
Actif corporel net combiné pro forma par action en date du 30 septembre 1999 (1) .....	●	\$
Augmentation de l'actif corporel net combiné pro forma par action attribuable au placement (1)(2) .....	●	\$
Actif corporel net combiné pro forma par action après le placement (1)(2) .....	●	\$
Dilution pour les souscripteurs par action (1) .....	●	\$
Pourcentage de dilution par rapport au prix d'offre (2) .....	●	%

### Notes :

- (1) Une fois la réorganisation et l'échange complété. Voir les rubriques intitulées « Réorganisation » et « Membres de la direction et autres personnes intéressées dans des opérations importantes ».
- (2) Si l'option pour attributions excédentaires est levée en totalité, l'augmentation de l'actif corporel net combiné pro forma attribuable au placement et à la levée de l'option pour attributions excédentaires sera de ● \$ par action à droit de vote subalterne et l'actif corporel net combiné pro forma après le placement et la levée de l'option pour attributions excédentaires sera de ● \$ par action à droit de vote subalterne, ce qui représente un facteur de dilution de ● % par rapport au prix d'offre ou ● \$ par action à droit de vote subalterne.

## ENDETTEMENT DES ADMINISTRATEURS ET DES HAUTS DIRIGEANTS

À l'exception de ce qui est divulgué sous la rubrique « Rémunération des membres de la direction », aucun des administrateurs ou hauts dirigeants de la Société n'est actuellement ni n'a été, au cours de l'exercice financier complété le plus récent, endetté envers la Société

Certains des actionnaires des sociétés d'exploitation sont endettés envers Maxxcom en un montant en capital total s'élevant à 3 800 000 \$ dans le cadre de prêts qui leur ont fournis pour acheter des actions dans leurs sociétés d'exploitation respectives.

## MEMBRES DE LA DIRECTION ET AUTRES PERSONNES INTÉRESSÉES DANS DES OPÉRATIONS IMPORTANTES

Les seules opérations importantes au cours des trois dernières années, dans lesquelles les administrateurs, hauts dirigeants ou le principal actionnaire de Maxxcom, ou les personnes avec qui ils ont des liens ou les membres du même groupe, ont ou ont eu un intérêt qui est important pour la Société sont les suivantes :

1. Aux termes du régime incitatif de la haute direction de MDC et Maxxcom approuvé par le comité de rémunération de l'actionnaire principal, l'actionnaire principal, avant la clôture du placement, octroiera à certains hauts dirigeants de l'actionnaire principal et de la Société des options pour acheter jusqu'à ● actions à droit de vote subalterne pouvant être émises lors de la conversion des actions à droit de vote multiples détenues par l'actionnaire principal à un prix d'exercice égal à ● \$ par action et jusqu'à ● actions à droit de vote subalterne pouvant être émises lors de la conversion des actions à droit de vote multiple détenues par l'actionnaire principal à un prix d'exercice égal au prix d'offre. Les options seront acquises (sauf dans le cas d'un décès, d'un incapacité ou d'une mise à pied sans motif du haut dirigeant, auquel cas les options seront acquises immédiatement) jusqu'à concurrence de 20 % par année à la fin de chacune des première et deuxième années suivant la clôture du placement et le solde au troisième anniversaire de la clôture du placement et peuvent être levées en tout temps par la suite jusqu'au dixième anniversaire de la clôture du placement. Les options stipuleront que, si l'actionnaire principal ne peut en vertu de la loi, d'un contrat ou autrement, émettre des actions à droit de vote subalterne aux porteurs lors de la levée de l'option, il versera aux porteurs un montant égal à la différence entre la juste valeur marchande des actions à droit de vote subalterne qui doivent être émises et le prix d'exercice total des options levées.
2. Immédiatement avant la clôture du placement, la Société émettra ● actions à droit de vote subalterne à certains des actionnaires des sociétés d'exploitation en échange d'une partie des actions de ces filiales (l'« échange »). La conséquence de l'échange sera d'augmenter la part des revenus d'exploitation de Maxxcom pour la période de neuf mois pro forma terminée le 30 septembre 1999 par ● \$. Les actions à droit de vote subalterne émises par la Société lors de l'échange aux actionnaires des sociétés d'exploitation au Canada seront déposées auprès du fiduciaire d'entiercement et ne pourront être vendues jusqu'à ce qu'elles aient été libérées

de l'entiercement. La moitié des actions à droit de vote subalterne seront libérées de l'entiercement annuellement à partir du premier anniversaire de la clôture du placement. Les actions à droit de vote subalterne émises par la Société lors de l'échange aux actionnaires des sociétés d'exploitation aux États-Unis seront assujetties à des restrictions de revente contractuelles au même effet.

3. L'actionnaire principal fournira des services à la Société de temps à autre, au besoin, dans le cadre des conseils de fusions et d'acquisitions et d'autres services selon des modalités sans lien de dépendance. Les modalités de ces services seront examinées et approuvées par le comité de la régie d'entreprise. De plus, l'actionnaire principal fournira à la Société certains services administratifs et avantages, notamment des services de support dans les domaines des salaires, de l'assurance, des avantages sociaux aux employés, de la comptabilité générale, de la fiscalité ainsi que dans d'autres domaines administratifs. L'actionnaire principal a convenu de fournir ces services à la Société en contrepartie d'honoraires de 10 000 \$ par mois.

## **FACTEURS DE RISQUE**

Les investisseurs éventuels devraient examiner attentivement les facteurs de risque décrits ci-dessous ainsi que les autres facteurs énoncés dans le présent prospectus avant d'investir dans les actions à droit de vote subalterne offertes en vertu des présentes.

### **Concurrence**

L'industrie des communications et des services en marketing est hautement concurrentielle. La Société fait face à de la concurrence dans tous les principaux marchés dans lesquels elle exerce ses activités de la part de concurrents qui sont d'importantes multinationales et même de petites et moyennes agences. La Société doit compétitionner avec ces sociétés, firmes et agences afin de maintenir ses relations existantes avec ses clients et d'obtenir de nouveaux clients et contrats. Les facteurs de concurrence incluent la réputation créative, la direction, les relations personnelles, la qualité et la fiabilité des services et l'expertise dans des créneaux particuliers du marché. Même si le prix des services peut être un facteur de concurrence dans l'obtention de nouveaux clients, il est généralement de moindre importance une fois que la relation avec un client a été établie. Voir la rubrique intitulée « *Activités de la Société — Concurrence* ».

### **Dépendance envers du personnel clé**

Le succès de la Société a été par le passé et il devrait continuer à être dépendant de l'esprit d'initiative propre à un certain nombre de membres de la direction clés. Si l'un de ces individus quitte la Société, les relations qu'il a avec les clients de la Société pourraient être perdues. De plus, la capacité de la Société à générer des revenus dépend du nombre et de l'expertise des individus qu'elle a pour travailler sur des projets. La concurrence pour obtenir des employés expérimentés et capables est, et elle devrait continuer à être, intense. Par conséquent, si la Société est dans l'impossibilité de retenir des employés existants ou d'engager de nouveaux employés lorsque cela est nécessaire, les activités, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société pourraient être affectés de façon défavorable et importante.

Même si certains membres de la haute direction de sociétés d'exploitation de Maxxcom ont conclu des contrats d'emploi et des conventions de non-concurrence et de non sollicitation, et même si certain membres de la haute direction ont conclu des conventions entre actionnaires en vertu desquelles ils peuvent être assujettis à des conséquences défavorables à titre d'actionnaires s'ils quittent leur emploi volontairement, ces conventions peuvent ne pas être efficaces pour aider la Société à retenir du personnel qualifié.

### **Disponibilité et intégration des cibles d'acquisition**

La stratégie d'acquisition de la Société dépend de sa capacité à identifier et à acquérir des entreprises convenables. Rien ne garantit que la Société sera en mesure d'identifier des cibles d'acquisition convenables ou, si elles sont identifiées, de négocier leur acquisition avec succès. Si la Société ne réussit pas à mettre en application sa stratégie d'acquisition, cela pourrait limiter son potentiel de croissance et avoir des conséquences défavorables sur ses résultats d'exploitation.

La concurrence pour des cibles d'acquisition peut faire en sorte qu'il y ait moins d'occasions d'acquisition à la disposition de la Société de même que des modalités d'acquisition moins avantageuses. De plus, plusieurs entreprises qui font concurrence à la Société pour ces acquisitions sont des entreprises plus importantes et mieux

connues, ayant beaucoup plus de ressources que la Société. Ces facteurs peuvent faire monter les coûts d'acquisition à des niveaux qui excèdent la capacité financière de la Société ou ils peuvent faire en sorte que la Société soit obligée de réunir des capitaux additionnels au moyen d'un financement public ou privé. Rien ne garantit qu'un financement par actions ou par emprunt, advenant qu'il soit disponible, se fasse selon des modalités qui conviendront à la Société.

### **Incertitude économique**

L'industrie des communications et des services de marketing est cyclique et est assujettie aux effets des récessions économiques. La Société est également exposée aux risques que les clients changent leurs plans d'activités ou réduisent leur budget de commercialisation. Par conséquent, les activités, la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société pourraient être affectés de façon défavorable et importante.

### **Consolidation des comptes**

Récemment, les organismes multinationaux ont montré une tendance à consolider leurs fournisseurs de services de communications et de commercialisation afin qu'une seule firme les fournisse au niveau international. Par conséquent, les fournisseurs de services de communications et de commercialisation avec une étendue géographique plus vaste qui les positionne mieux pour fournir des services qui répondent à ces besoins peuvent avoir plus de succès à maintenir des entreprises existantes ou nouvelles. Dans la mesure où Maxxcom ne peut capitaliser sur cette tendance, les activités, la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société peuvent être affectés de manière défavorable et importante.

### **Risque de défaut de paiement à l'égard des comptes média**

La Société engage des dépenses pour le compte de clients afin de garantir une variété de temps et d'espace média pour lesquels elle reçoit des honoraires. La différence entre le coût brut des médias et le revenu net revenant à la Société peut être importante. Même si la Société prend toutes les précautions contre des défauts de paiement pour ces services (tels que la facturation à l'avance des clients) et qu'elle a historiquement un taux de défaut très bas, elle demeure quand même exposée au risque que des montants à recevoir importants soient irrécouvrables.

### **Relation avec l'actionnaire principal**

Une fois le placement complété, l'actionnaire principal détiendra en propriété véritable environ ● % des titres de participation en circulation (environ ● % si l'option pour attributions excédentaires est levée en totalité). À la suite de l'obtention de cette propriété, l'actionnaire principal sera capable d'exercer un contrôle sur toutes les questions requérant l'approbation des actionnaires, incluant l'élection des administrateurs et l'approbation de diverses transactions générales de même que certaines questions qui requièrent l'approbation par voie d'une résolution extraordinaire en vertu du droit corporatif telles que certains changements fondamentaux. Cette concentration de propriété peut avoir pour effet de retarder ou d'empêcher un changement de contrôle de la Société. Voir la rubrique intitulée « *Actionnaire principal* ».

L'actionnaire principal fournira des services à la Société de temps à autre, au besoin, dans le cadre de conseils en fusions et en acquisitions et d'autres services sans lien de dépendance. La Société a mis sur pied un comité de régie d'entreprise dont le mandat inclut l'approbation et la surveillance de toutes les opérations avec une personne reliée de la Société, incluant tout arrangement entre Maxxcom et l'actionnaire principal. Voir la rubrique intitulée « *Administrateurs et dirigeants — Comité du conseil d'administration* ».

Le président du conseil de la Société est également un membre de la haute direction et un administrateur de l'actionnaire principal. Il est envisagé que ce dirigeant dépensera une majorité de son temps dans le cadre des activités et des affaires de l'actionnaire principal. Ce dirigeant sera également impliqué dans des activités pour le compte de l'actionnaire principal non reliés directement aux activités de la Société. Quatre administrateurs et un haut dirigeant de la Société (incluant le président du conseil) agissent également à titre d'administrateurs de l'actionnaire principal.

### **Fluctuations des taux de change**

Une partie importante des revenus de la Société provient des États-Unis et celle-ci publie ses résultats en dollars canadiens. Par conséquent, des fluctuations importantes des taux de change pourraient avoir un effet défavorable important sur les activités, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

### **Absence de dividende**

La Société ne prévoit actuellement pas verser de dividendes dans un avenir rapproché. L'intention actuelle de la Société est de réinvestir ses bénéfices pour financer sa croissance à long terme. Voir la rubrique intitulée « *Relevé des dividendes versés et politique* ».

### **Absence potentielle de marché**

Il n'existe actuellement aucun marché organisé sur lequel négocier les actions à droit de vote subalterne et rien ne garantit qu'un marché pour la négociation de ces actions sera développé ou maintenu après le placement. Le prix d'offre a été établi par voie de négociations entre la Société et les preneurs fermes, sur la base d'un certain nombre de facteurs, dont notamment l'historique et les perspectives des activités de la Société, l'industrie dans laquelle elle compétitionne et une évaluation de la direction, des activités et des résultats financiers de la Société.

### **Facteur de dilution**

Les acheteurs des actions à droit de vote subalterne offertes en vertu des présentes subiront une dilution immédiate et importante de l'actif corporel net consolidé pro forma par action à droit de vote subalterne par rapport au prix du premier appel public à l'épargne. Voir la rubrique intitulée « *Dilution pro forma* ».

### **An 2000**

La Société utilise des systèmes informatiques et échange des données financières et d'autres renseignements avec des fournisseurs, des clients et d'autres contrepartistes. La Société utilise également des logiciels et des systèmes d'information fournis par des tiers pour ses systèmes de comptabilité, d'activités et de placement. Les risques liés à l'an 2000, tels qu'ils sont ordinairement connus, sont le résultat de programmes informatiques qui ont été écrits en utilisant deux chiffres plutôt que quatre pour définir l'année applicable. Tout programme informatique utilisé par la Société qui a des logiciels sensibles aux dates peut reconnaître une date utilisant 00 comme l'année 1900 plutôt que l'année 2000. Cela pourrait avoir pour conséquence de causer des défaillances de systèmes ou des erreurs de calculs causant des dérèglements des activités, dont, entre autres choses, une incapacité temporaire à effectuer les transactions, à faire les paiements ou à exercer d'autres activités normales.

La Société a développé et mis sur pied un plan conçu pour s'attaquer à l'impact prévu des risques liés à l'an 2000 sur la Société. La Société a en grande partie complété toutes les phases de son programme de l'an 2000, y compris l'examen et l'évaluation de l'inventaire, les actions correctives et les essais de conformité. Une évaluation de la préparation des tiers, tels que les clients, les fournisseurs et autres, est en cours. Nonobstant ce qui précède, rien ne garantit que les systèmes exploités par d'autres sociétés sur lesquels la Société compte, incluant les fournisseurs et autres, seront conformes à l'an 2000 en temps opportun, s'ils le sont. De plus, les activités, la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société pourraient être affectés de façon importante par l'incapacité des systèmes et des applications internes de la Société à traiter ou à gérer adéquatement des données au-delà de 1999.

## **MODE DE PLACEMENT**

Aux termes d'une convention de prise ferme datée du ● 2000 (la « convention de prise ferme ») conclue entre Marchés mondiaux CIBC Inc. et RBC Dominion valeurs mobilières Inc. (collectivement, les « preneurs fermes ») et la Société, la Société a convenu d'émettre et de vendre ● actions à droit de vote subalterne et les preneurs fermes ont chacun convenu d'acheter individuellement, à titre de contrepartistes, sous réserve des conditions énoncées dans la convention de prise ferme, à la date de clôture, le total seulement, à moins d'indication contraire ci-dessous, de ces actions à droit de vote subalterne à un prix de ● \$ par action à droit de vote subalterne payable en espèces à la Société sur livraison des certificats attestant des actions à droit de vote subalterne, en considération de quoi les honoraires des preneurs fermes s'élèveront à ● \$ par action à droit de vote subalterne.

Les souscriptions pour les actions à droit de vote subalterne seront reçues sous réserve de leur rejet ou de leur attribution, en totalité ou en partie, et sous réserve du droit de clore les registres de souscription en tout temps sans préavis. Il est prévu que les certificats définitifs représentant les actions à droit de vote subalterne seront disponibles aux fins de livraison à la clôture du placement qui est prévue le ou vers le ● 2000 ou à toute autre date dont

Maxxcom et les preneurs fermes pourront convenir, mais dans tous les cas au plus tard le ● 2000 (la « date de clôture »).

La Société a octroyé aux preneurs fermes une option pour attributions excédentaires leur permettant d'acheter jusqu'à un maximum de ● actions à droit de vote subalterne additionnelles à un prix de ● \$ par action à droit de vote subalterne payables en espèces à la Société sur livraison de ces actions à droit de vote subalterne. L'option pour attributions excédentaires peut être levée en totalité ou en partie durant une période de ● jours débutant à partir de la date de clôture, uniquement afin de couvrir les attributions excédentaires, le cas échéant, effectuée par les preneurs fermes dans le cadre du placement. Si cette option pour attributions excédentaires est levée en totalité, les preneurs fermes recevront des honoraires de ● \$ par action à droit de vote subalterne additionnelle achetée aux termes de cette option pour attributions excédentaires. Le présent prospectus vise la distribution des actions à droit de vote subalterne pouvant être émises lors de l'exercice de l'option pour attributions excédentaires.

Les obligations des preneurs fermes en vertu de la convention de prise ferme sont individuelles et ils peuvent y mettre fin à leur gré en fonction de leur évaluation des marchés financiers, dans le cadre de certaines circonstances précises et lorsque surviennent certains événements déclarés. Cependant, les preneurs fermes sont obligés de prendre livraison et d'effectuer le paiement de la totalité des actions à droit de vote subalterne offertes en vertu du présent prospectus si l'une quelconque des actions à droit de vote subalterne sont achetées en vertu de la convention de prise ferme. La Société a convenu d'indemniser les preneurs fermes en rapport avec certaines responsabilités, y compris celles découlant des lois sur les valeurs mobilières applicables.

Aux termes des instructions générales de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et de la Commission des valeurs mobilières du Québec, les preneurs fermes ne peuvent, pendant la durée du placement en vertu du présent prospectus, offrir d'acheter ou acheter des actions à droit de vote subalterne. Cette restriction est assujettie à certaines exceptions, à la condition que l'offre ou l'achat ne soit pas fait dans le but de créer des activités réelles ou apparentes sur les actions à droit de vote subalterne ou de faire monter leur cours. Ces exceptions incluent une offre ou un achat permis en vertu des règlements et des règles de la Bourse de Toronto concernant la stabilisation du cours et les activités de maintien passif du marché, ainsi qu'une offre ou un achat fait pour un client ou pour le compte de celui-ci lorsque l'ordre n'a pas été sollicité pendant la période du placement. Sous réserve de ce qui précède et des lois applicables, les preneurs fermes peuvent procéder à des répartitions excédentaires ou effectuer des opérations qui stabilisent ou maintiennent le prix des actions ordinaires à des niveaux autres que ceux qui auraient par ailleurs prévalu sur le marché libre. Ces opérations, une fois qu'elles sont entreprises, peuvent être interrompues en tout temps.

Le présent prospectus vise également le placement de ● actions à droit de vote subalterne qui seront émises aux actionnaires des sociétés d'exploitation en échange d'actions de filiales de la Société aux termes de l'échange et les actions à droit de vote multiple pouvant être émises à l'actionnaire principal sans paiement additionnel lors de la conversion des titres convertibles aux termes de la réorganisation et dans le cadre de la conversion de toute dette les concernant. Voir les rubriques intitulées « *Membres de la direction et autres personnes intéressées dans des opérations importantes* » et « *Réorganisation* ».

Les actions à droit de vote subalterne offertes aux présentes n'ont pas été ni ne seront enregistrées aux termes de la loi des États-Unis intitulée *Securities Act of 1933*, en sa version modifiée (la « Loi de 1933 »), et, sous réserve de certaines exceptions, elles ne peuvent être offertes ni vendues aux États-Unis. La convention de prise ferme permet aux preneurs fermes d'offrir et de revendre les actions à droit de vote subalterne qu'ils ont acquises aux termes de la convention de prise ferme à certains acheteurs institutionnels admissibles aux États-Unis, à condition que ces nouvelles offres et ces nouvelles ventes soient effectuées conformément à la règle 144A prise en vertu de la Loi de 1933. De plus, jusqu'à 40 jours suivant le début du placement des actions à droit de vote subalterne offertes dans les présentes, une offre ou une vente de ces actions à droit de vote subalterne aux États-Unis par un courtier (qu'il participe ou non au placement) peut violer les exigences d'enregistrement de la Loi de 1933 si cette offre ou cette vente est effectuée autrement que conformément à la règle 144A prise en vertu de la Loi de 1933.

Marchés mondiaux CIBC Inc. et RBC Dominion valeurs mobilières Inc. sont des filiales en propriété exclusive de banques à charte canadienne qui ont accordé des facilités de crédit à durée prolongée à l'actionnaire principal. Par conséquent, la Société peut être considérée comme un émetteur associé des preneurs fermes en vertu des lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables. Marchés mondiaux CIBC Inc. et RBC Dominion valeurs

mobilières Inc. ne recevront aucun avantage dans le cadre du placement, à l'exception de leur partie de la rémunération des preneurs fermes.

### CONTRATS IMPORTANTS

Les seuls contrats importants que la Société a conclus au cours des deux dernières années ou qu'elle conclura avant la clôture du placement et qui peuvent être considérés comme étant actuellement importants, à l'exception des contrats conclus dans le cours ordinaire des affaires, sont les suivants :

- (a) la convention de fiducie mentionnée sous la sous la rubrique intitulée « *Description du capital-actions* »;
- (b) la convention d'entiercement mentionnée sous la rubrique intitulée « *Actions entières* »; et
- (c) la convention de prise ferme mentionnée sous la rubrique « *Mode de placement* ».

Des exemplaires de ces contrats importants peuvent être examinés au siège social de la Société situé au 35A, avenue Hazelton, Toronto (Ontario) au cours des heures normales de bureau pendant la période de placement des actions à droit de vote subalterne aux termes du placement.

### PLACEMENTS ANTÉRIEURS DE TITRES

Au cours des 12 derniers mois, la Société a émis des titres convertibles en un total de ● actions à droit de vote multiple dans le cadre de la réorganisation, comme décrit sous la rubrique intitulée « *Réorganisation* » et émettra un total de ● actions à droit de vote subalterne dans le cadre de l'échange, comme décrit sous la rubrique intitulée « *Membres de la direction et autres personnes intéressées dans des opérations importantes* », incluant celles qu'elle émettra à la date de clôture ou immédiatement avant cette date.

Les seuls placements d'actions à droit de vote subalterne ou de titres convertibles en actions à droit de vote subalterne ou donnant des droits d'acquérir des actions à droit de vote subalterne au cours des 12 derniers mois sont les suivants :

- (a) les émissions décrites dans le paragraphe précédent;
- (b) l'octroi par l'actionnaire principal d'options à certains hauts dirigeants de l'actionnaire principal et de la Société d'options pour acheter un total de ● actions à droit de vote subalterne. Voir la rubrique intitulée « *Membres de la direction et autres personnes intéressées dans des opérations importantes* »; et
- (c) l'octroi, le ● 2000, d'options d'achat d'actions pour acquérir jusqu'à ● actions à droit de vote subalterne aux termes du régime. Voir la rubrique intitulée « *Régime d'options d'achat d'actions* ».

### PROMOTEUR

L'actionnaire principal peut être considéré comme étant le promoteur de la Société au sens où l'entendent les lois sur les valeurs mobilières applicables en raison des initiatives qu'il a prises en fondant et en organisant la Société. Voir les rubriques intitulées « *Réorganisation* » et « *Membres de la direction et autres personnes intéressées dans des opérations importantes* ».

### QUESTIONS D'ORDRE JURIDIQUE

Certaines questions d'ordre juridique concernant le placement ont été examinées pour le compte de la Société par Fogler, Rubinoff, les conseillers juridiques de la Société, et pour le compte des preneurs fermes par Tory Tory, les conseillers juridiques des preneurs fermes. En date des présentes, les associés de Fogler, Rubinoff détiennent, directement ou indirectement, moins de 1 % des actions à droit de vote subalterne en circulation. En date des présentes, les membres des cabinets d'avocats qui composent la firme Tory Haythe détiennent, directement ou indirectement, des actions à droit de vote subalterne de la façon suivante : les associés de Tory Tory détiennent moins de 1 % des actions à droit de vote subalterne en circulation et les associés de Tory Haythe (New York) détiennent moins de 1 % des actions à droit de vote subalterne en circulation.

## **VÉRIFICATEURS, AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES**

Les vérificateurs de la Société sont BDO Dunwoody, LLC, comptables agréés, 60, Columbia Way, bureau 400, Markham (Ontario) L3R 0C9.

L'agent chargé de la tenue des registres et des transferts pour les actions à droit de vote subalterne et les actions à droit de vote multiple au Canada est la Compagnie Trust CIBC Mellon à ses bureaux principaux dans les villes de Toronto, Montréal et Vancouver.

### **DROITS DE RÉOLUTION ET SANCTIONS CIVILES**

Les lois sur les valeurs mobilières dans plusieurs provinces du Canada confèrent aux acquéreurs un droit de résolution qui ne peut être exercé que dans les deux jours suivant la réception ou la réception présumée d'un prospectus et des modifications qui ont été apportées à celui-ci. Dans certaines provinces, les lois sur les valeurs mobilières permettent également à l'acquéreur de demander la nullité ou, dans certaines juridictions, des dommages-intérêts par suite d'opérations de placement effectuées avec un prospectus et des modifications contenant des informations fausses et trompeuses ou par suite de leur non-transmission. Toutefois, ces actions doivent être exercées dans les délais déterminés par les lois sur les valeurs mobilières applicables. On se reportera aux dispositions applicables des lois sur les valeurs mobilières dans la province de résidence de l'acquéreur pour les particularités de ces droits ou on consultera éventuellement un conseiller juridique.

## RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux administrateurs de  
MAXXCOM INC.

Nous avons vérifié les bilans combinés de Maxxcom Inc. aux 31 décembre 1998 et 1997 et les états combinés des résultats et du surplus et des flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 décembre 1998. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers combinés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la société aux 31 décembre 1998 et 1997 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 décembre 1998 selon les principes comptables généralement reconnus au Canada.

Comptables agréés  
Le 30 novembre 1999

**MAXXCOM INC.**

**BILANS COMBINÉS**  
(en milliers de dollars canadiens)

	<u>30 septembre</u> <u>1999</u>	<u>31 décembre</u>	
	(non vérifié)	<u>1998</u>	<u>1997</u>
<b>ACTIF</b>			
Court terme			
Espèces et quasi-espèces .....	15 605 \$	15 121 \$	4 714 \$
Débiteurs (note 2) .....	66 141	34 379	19 872
Frais payés d'avance et divers .....	<u>2 232</u>	<u>784</u>	<u>488</u>
	83 978	50 284	25 074
Immobilisations et autres actifs (note 3) .....	11 493	6 428	2 748
Achalandage (note 4) .....	<u>60 518</u>	<u>46 062</u>	<u>17 949</u>
	<u><u>155 989 \$</u></u>	<u><u>102 774 \$</u></u>	<u><u>45 771 \$</u></u>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>			
Court terme			
Dette bancaire .....	5 321 \$	1 017 \$	860 \$
Fournisseurs et passifs courus .....	43 016	27 411	9 867
Revenu reportés .....	11 821	9 638	6 132
Portion à court terme de la dette à long terme .....	<u>265</u>	<u>225</u>	<u>127</u>
	60 423	38 291	16 986
Dette à long terme (note 5) .....	3 334	1 716	792
Impôts reportés .....	<u>90</u>	<u>92</u>	<u>83</u>
	63 847	40 099	17 861
Part des actionnaires sans contrôle .....	<u>3 327</u>	<u>2 179</u>	<u>1 190</u>
	<u>67 174</u>	<u>42 278</u>	<u>19 051</u>
Capitaux propres			
Capital contribué .....	77 029	53 095	21 929
Ajustement de change cumulatif .....	(2 550)	(698)	—
Surplus .....	<u>14 336</u>	<u>8 099</u>	<u>4 791</u>
	<u>88 815</u>	<u>60 496</u>	<u>26 720</u>
	<u><u>155 989 \$</u></u>	<u><u>102 774 \$</u></u>	<u><u>45 771 \$</u></u>

Pour le Conseil

(Signé) BEVERLEY MORDEN  
Administrateur

(Signé) MILES S. NADAL  
Administrateur

Le sommaire des conventions comptables significatives et les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

MAXXCOM INC.

ÉTATS COMBINÉS DES RÉSULTATS ET DU SURPLUS  
(en milliers de dollars canadiens)

	Neuf mois terminés le 30 septembre		Exercice terminé le 31 décembre		
	1999	1998	1998	1997	1996
	(non vérifiés)				
Facturation brute .....	245 896 \$	113 346 \$	161 264 \$	71 814 \$	51 672 \$
Coûts directs .....	138 473	59 713	92 249	35 298	23 180
Bénéfice brut .....	107 423	53 633	69 015	36 516	28 492
Frais d'opérations .....	87 149	43 089	55 548	29 216	24 091
Bénéfice d'opérations .....	20 274	10 544	13 467	7 300	4 401
Autres charges					
Amortissement .....	3 621	1 547	2 537	1 053	823
Intérêts .....	28	346	281	155	52
Actionnaires sans contrôle (note 6) .....	5 712	3 292	4 414	2 060	994
	9 361	5 185	7 232	3 268	1 869
Bénéfice avant impôts .....	10 913	5 359	6 235	4 032	2 532
Impôts (note 7) .....	4 676	2 407	2 927	2 008	1 307
Bénéfice net de la période .....	6 237	2 952	3 308	2 024	1 225
Surplus, au début de la période .....	8 099	4 791	4 791	2 767	1 542
Surplus, à la fin de la période .....	14 336 \$	7 743 \$	8 099 \$	4 791 \$	2 767 \$

Le sommaire des conventions comptables significatives et les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

MAXXCOM INC.

ÉTATS COMBINÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE  
(en milliers de dollars canadiens)

	Neuf mois terminés le 30 septembre		Exercice terminé le 31 décembre		
	1999	1998	1998	1997	1996
	(non vérifiés)				
<b>Flux de trésorerie provenant des (utilisés par les)</b>					
Activités d'exploitation					
Bénéfice net de la période .....	6 237 \$	2 952 \$	3 308 \$	2 024 \$	1 225 \$
Ajustements pour concilier le bénéfice net aux espèces provenant des activités d'exploitation					
Amortissement .....	3 621	1 547	2 537	1 053	823
Autres .....	1 148	833	989	13	36
Variations dans les éléments non monétaires du fonds de roulement .....	(12 993)	1 949	1 634	(860)	(2 156)
Flux de trésorerie provenant des (utilisés par les) activités d'exploitation .....	(1 987)	7 281	8 468	2 230	(72)
Activités d'investissement					
Investissements et autres acquisitions .....	(21 424)	(15 096)	(25 389)	(3 223)	(385)
Immobilisations et autres actifs .....	(3 973)	(2 467)	(4 002)	(1 620)	(752)
Flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement .....	(25 397)	(17 563)	(29 391)	(4 843)	(1 137)
Activités de financement					
Dette à court terme .....	5 170	221	(709)	292	182
Dette à long terme .....	(9)	1 041	1 000	182	(510)
Contributions de capital .....	23 177	25 143	31 166	4 902	1 595
Flux de trésorerie provenant des activités de financement .....	28 338	26 405	31 457	5 376	1 267
Perte de change sur espèces libellées en monnaie étrangère .....	(470)	(130)	(127)	—	—
Augmentation des espèces et quasi-espèces de l'exercice .....	484	15 993	10 407	2 763	58
Espèces et quasi-espèces, au début de la période .....	15 121	4 714	4 714	1 951	1 893
Espèces et quasi-espèces, à la fin de la période .....	<u>15 605 \$</u>	<u>20 707 \$</u>	<u>15 121 \$</u>	<u>4 714 \$</u>	<u>1 951 \$</u>

Le sommaire des conventions comptables significatives et les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

## MAXXCOM INC.

### SOMMAIRES DES CONVENTIONS COMPTABLES SIGNIFICATIVES

31 décembre 1998, 1997 et 1996  
30 septembre 1999 et 1998 (non vérifiés)

#### Base de présentation

Ces états financiers comprennent le bilan combiné et l'état combiné des résultats des sociétés opérant formellement sous la division MDC Corporation Inc. (MDC) — Communications and Marketing Services. Collectivement, ces entités sont connues comme « Maxxcom Inc. ». Maxxcom Inc. a des unités d'opérations au Canada et aux États-Unis et opèrent dans différents secteurs de marché.

Maxxcom Inc. est une filiale à 100 % de MDC. La Société a été incorporée par MDC le 2 novembre 1998. La propriété de ces sociétés a été transférée à l'entité en vertu de la section 85 de la Loi de l'impôt sur le revenu canadienne à leur coût fiscal respectif.

La valeur aux livres des actifs et passifs enregistrée dans ces états financiers est la même que celle qui était enregistrée aux états financiers de la société précédente.

Ces états financiers reflètent les bilans combinés de Maxxcom Inc. aux 31 décembre 1998 et 1997 et les états combinés des résultats pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 décembre 1998. Le bilan combiné au 30 septembre 1999 est non vérifié. Les états financiers non vérifiés, de l'opinion de la direction, comprennent tous les ajustements (constitués seulement des ajustements récurrents réguliers) nécessaires pour présenter fidèlement l'information financière pour ces périodes non vérifiées.

Ces états financiers ont été préparés à partir d'information historique sur les opérations qui comprennent Maxxcom Inc.

Les filiales opérantes de la Société, ainsi que leur pays d'incorporation, sont les suivantes :

Accumark Promotions Group Inc. (Canada)  
Ambrose Carr Linton Carroll Inc. (Canada)  
Bryan Mills Group (Canada)  
Campbell & Partners Communications Inc. (Canada)  
Colle & McVoy Inc. (É.-U.)  
Cormark Communications Inc. (Canada)  
Cybersight, LLC (É.-U.)  
Integrated Healthcare Communications Inc. (Canada)  
LBJ-FRB Communications Inc. (Canada)  
Margeotes/Fertitta & Partners Inc., LLC (É.-U.)  
McManus Elliott Communications Inc. (Canada).  
News Canada Inc. (Canada)  
Northstar Research Partners Inc. (Canada)  
Source Marketing, LLC (É.-U.)  
Strategies International (Canada)  
Veritas Communications Inc. (Canada)

#### Immobilisations

Les immobilisations sont enregistrées au coût. L'amortissement est calculé comme suit :

Immeuble . . . . .	4 % solde dégressif
Ordinateurs, mobilier et agencement et équipement de bureau . . . . .	20-50 % solde dégressif
Améliorations locatives . . . . .	Linéaire sur la durée du bail

<b>Frais reportés</b>	La Société capitalise les coûts directs relatifs au démarrage des opérations jusqu'au début de la commercialisation des opérations. À partir de ce moment, les coûts sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie utile estimée.
<b>Impôts reportés</b>	Les impôts reportés résultent du report pour fins fiscales des revenus provenant des travaux en cours et de l'écart entre l'amortissement comptable et l'allocation du coût en capital réclamée pour fins fiscales.
<b>Conversions des devises étrangères</b>	<p>À l'exception des filiales étrangères de la Société, les actifs et passifs libellés en devises étrangères enregistrés au prix courant sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la fin de la période, les autres éléments d'actifs et de passifs sont convertis en utilisant le taux de change effectif à la date de la transaction, les éléments des produits et charges sont convertis au taux de change mensuel moyen pour la période, sauf pour l'amortissement des immobilisations et autres actifs qui est converti au taux historique des actifs concernés. Les comptes des opérations des filiales étrangères autonomes sont convertis au taux de change en vigueur à la fin de la période.</p> <p>Les gains et les pertes de change non réalisés lors de la conversion des comptes des filiales étrangères sont enregistrés comme un élément distinct des capitaux propres.</p>
<b>Achalandage</b>	L'achalandage représente l'écart entre le prix payé et la valeur au marché des actifs nets tangibles au moment de l'acquisition. L'achalandage est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur des périodes variant de 10 à 40 ans. La valeur aux livres de l'achalandage est révisée annuellement en comparaison avec les flux futurs estimés non escomptés des opérations de la Société. Toute baisse de nature permanente de la valeur aux livres de l'achalandage est passée en charge au cours de la période où la baisse est constatée.
<b>Constataion des produits</b>	<p>Les produits sont enregistrés en utilisant la méthode de l'avancement des travaux en regard des contrats ayant une période de temps déterminée pour l'exécution des services. Les travaux en cours sont estimés comme la portion des produits qui ont été gagnés mais non facturés. La facturation d'avance des clients est enregistrée comme produits reportés. Les pertes potentielles, s'il y a lieu, sur les travaux en cours sont enregistrées dès qu'elles sont connues.</p> <p>Tous les autres produits sont enregistrés lorsque le service est donné et/ou les marchandises livrées.</p>
<b>Instruments financiers</b>	<p>Les instruments financiers de la Société sont constitués des espèces et quasi-espèces, des débiteurs, de la dette bancaire, des fournisseurs et passifs courus et de la dette à long terme.</p> <p><b>Risque de crédit</b></p> <p>Les actifs financiers de la Société qui sont exposés à un risque de crédit sont principalement les espèces et quasi-espèces et les débiteurs. La concentration du risque de crédit pour ce qui est des débiteurs est limitée en prenant en considération le nombre de clients desservis par la Société et les courtes périodes de remboursement généralement accordées.</p> <p><b>Juste valeur</b></p> <p>La valeur aux livres de la dette à long terme qui porte intérêt à des taux fixes est basée sur les flux monétaires futurs escomptés en utilisant les taux en vigueur pour des dettes ayant des termes et des échéances similaires. La valeur aux livres des autres instruments financiers, espèces et quasi-espèces,</p>

débiteurs, dette bancaire et fournisseurs et passifs courus est équivalente à leur juste valeur étant donné les échéances à court terme.

**Espèces et quasi-espèces**

La Société considère l'encaisse et les placements facilement convertible en espèces ayant des échéances lors de l'acquisition de trois mois et moins comme des espèces et des quasi-espèces.

La Société détient son encaisse dans des comptes de dépôts bancaires qui, à certains moments, peut excéder la limite assurée au fédéral. La Société n'a encouru aucune perte dans ces comptes et considère qu'elle n'est pas exposée à un risque de crédit important sur ses espèces et quasi-espèces.

**Estimés comptables**

La préparation des états financiers en conformité avec les principes comptables généralement reconnus exige de la direction des estimés et des hypothèses qui affectent les montants indiqués comme actifs et passifs et les montants indiqués comme produits et charges au cours de la période concernée. Les résultats réels peuvent différer de ceux estimés.

## MAXXCOM INC.

### NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS COMBINÉS (en milliers de dollars canadiens, à l'exception des montants par action)

31 décembre 1998, 1997 et 1996  
30 septembre 1999 et 1998 (non vérifiés)

#### 1. Acquisitions

Les acquisitions qui ont eu lieu au cours de la période sont les suivantes. Ces acquisitions ont été enregistrées selon la méthode de l'achat pur et simple et consolidés à compter de la date effective d'acquisition.

##### Acquisitions de 1996 :

Effectif le 1 janvier 1996, la Société a acquis un intérêt additionnel de 11 % de Ambrose, Carr, Linton, Carroll Inc.

##### Acquisitions de 1997 :

Effectif le 1 mars 1997, la Société a acquis 100 % de News Canada Inc.

Effectif le 1 juin 1997, la Société a acquis FRB Communications et l'a fusionné avec LBJ Advertising Ltd. pour former LBJ.FRB Communications Inc. La Société détient 50,1 % de LBJ.FRB Communications Inc.

##### Acquisitions de 1998 :

Effectif le 1 janvier 1998, la Société a acquis 60 % de Integrated Health Care Communication Inc.

Effectif le 1 avril 1998, la Société a acquis 80 % de Margeotes Fertitta + Partners LLC.

Effectif le 25 septembre 1998, la Société a acquis 78.9 % de Cybersight LLC.

Effectif le 15 octobre 1998, la Société a acquis 81.5 % de Source Marketing LLC.

##### Acquisitions de 1999 :

Effectif le 1 avril 1999, la Société a acquis 80 % de Colle & McVoy, Inc.

Les actifs et les considérations données sont les suivantes :

	<u>30 septembre</u> <u>1999</u>	<u>31 décembre</u>	
	(non vérifiés)	<u>1998</u>	<u>1997</u>
Actifs nets acquis, à la juste valeur			
Actifs, net des passifs .....	5 475 \$	928 \$	368 \$
Achalandage .....	<u>15 949</u>	<u>29 088</u>	<u>3 527</u>
	<u>21 424 \$</u>	<u>30 016 \$</u>	<u>3 895 \$</u>
Considération			
Espèces et notes promissaires .....	20 396 \$	27 714 \$	3 633 \$
Autres considérations .....	—	1 260	—
Autres coûts d'acquisition .....	<u>1 028</u>	<u>1 042</u>	<u>262</u>
	<u>21 424 \$</u>	<u>30 016 \$</u>	<u>3 895 \$</u>

En plus de la somme d'argent versée par la société quant à ses acquisitions, des considérations supplémentaires sont payables basées sur la réalisation d'un certain niveau de bénéfices et d'autres conditions. Advenant ce cas où les niveaux de bénéfices pour les sociétés acquises sont atteints, la considération approximative suivant serait payable pour chacune des années suivantes :

2000 .....	8 325 \$
2001 .....	8 992
2002 .....	6 267
2003 .....	298

Des considérations supplémentaires pour une des acquisitions sont également payable basé sur le niveau des bénéfices.

## 2. Débiteurs

	<u>30 septembre</u> <u>1999</u>	<u>31 décembre</u>	
		<u>1998</u>	<u>1997</u>
	(non vérifiés)		
Clients .....	49 543 \$	27 059 \$	13 993 \$
Travaux en cours non facturés .....	11 842	4 368	4 247
Notes à recevoir .....	4 756	2 952	1 632
	<u>66 141 \$</u>	<u>34 379 \$</u>	<u>19 872 \$</u>

Les notes à recevoir comprennent des montants dus par des directeurs et des administrateurs de filiales de la Société. Les notes portent intérêts à des taux variant de 3 % (fixe) au taux préférentiel plus ½ %, remboursables par la distribution des bénéfices filiales de la Société et sont garanties par des actions des filiales respectives de la Société.

## 3. Immobilisations et autres actifs

	<u>30 septembre</u> <u>1999</u>		<u>31 décembre</u>			
	<u>Coût</u>	<u>Amortissement</u> <u>cumulé</u>	<u>1998</u>		<u>1997</u>	
			<u>Coût</u>	<u>Amortissement</u> <u>cumulé</u>	<u>Coût</u>	<u>Amortissement</u> <u>cumulé</u>
	(non vérifiés)					
<b>(a) Immobilisations</b>						
Terrain .....	315 \$	— \$	204 \$	— \$	102 \$	— \$
Immeubles .....	1 263	211	619	172	309	78
Ordinateurs, mobilier et agencement et équipement de bureau .....	16 506	9 934	9 140	6 211	5 306	3 805
Améliorations locatives .....	3 248	1 692	2 695	1 099	691	213
	<u>21 332</u>	<u>11 837</u>	<u>12 658</u>	<u>7 482</u>	<u>6 408</u>	<u>4 096</u>
<b>(b) Autres actifs</b>						
Frais reportés .....	2 245	247	1 357	105	436	—
	<u>23 577</u>	<u>12 084</u>	<u>14 015</u>	<u>7 587</u>	<u>6 844</u>	<u>4 096</u>
Coûts moins amortissement cumulé .....		<u>11 493 \$</u>		<u>6 428 \$</u>		<u>2 748 \$</u>

Les immobilisations comprennent des actifs loués en vertu de contrats de location-acquisition ayant un coût de 366 \$ (31 décembre 1998 — 366 \$, 31 décembre 1997 — 323 \$) et un amortissement cumulé de 238 \$ (31 décembre 1998 — 183 \$, 31 décembre 1997 — 108 \$).

## 4. Achalandage

	<u>30 septembre</u> <u>1999</u>	<u>31 décembre</u>	
		<u>1998</u>	<u>1997</u>
	(non vérifiés)		
Coût .....	65 289 \$	49 340 \$	20 252 \$
Amortissement cumulé .....	4 771	3 278	2 303
	<u>60 518 \$</u>	<u>46 062 \$</u>	<u>17 949 \$</u>

## 5. Dette à long terme

	<u>30 septembre</u> <u>1999</u>	<u>31 décembre</u>	
		<u>1998</u>	<u>1997</u>
	(non vérifiés)		
Emprunt hypothécaire de premier rang, intérêt au taux annuel de 7,68 %, garanti par du terrain et un immeuble, remboursable par versements mensuel de 3 \$, capital et intérêts, échéant en avril 2004 .....	344 \$	362 \$	186 \$
Emprunts bancaires à termes .....	805	845	—
Billet à payer, intérêt à 4,5 %, échéant en février 2004 .....	560	543	519
Emprunt hypothécaire, remboursable par versements de capital de 6 \$, échéant en 2004 .....	561		
Emprunt à payer, intérêt à 8,5 %, échéant en 2003 .....	281		
Obligations courues en vertu d'un contrat de location .....	755		
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition, garanties par de l'équipement, échéant entre octobre 1999 et septembre 2001 .....	293	191	214
	<u>3 599</u>	<u>1 941</u>	<u>919</u>
Moins : Portion à court terme .....	265	225	127
	<u>3 334 \$</u>	<u>1 716 \$</u>	<u>792 \$</u>

Les emprunts bancaires à terme, échéant le 31 décembre 2003, portent intérêts au taux préférentiel plus  $\frac{3}{4}$  %. Un montant de 340 \$ est remboursable par des versements mensuels en capital de 5 \$ plus les intérêts. Pour le solde des emprunts de 540 \$, les intérêts sont remboursables mensuellement et le capital est remboursable par des versements annuels minimum comme suit :

1999.....	75 \$
2000.....	85 \$
2001.....	120 \$
2002.....	125 \$
2003.....	135 \$

Les emprunts bancaires à terme sont garantis par un transport général des débiteurs, une entente de garantie couvrant tous les actifs présents et futurs des filiales de la Société et une lettre d'intention de MDC Corporation Inc.

Les versements en capital exigibles au cours des cinq prochains exercices sont approximativement les suivants :

1999.....	225 \$
2000.....	601 \$
2001.....	190 \$
2002.....	186 \$
2003.....	196 \$
Subséquentement.....	543 \$

#### 6. Actionnaires sans contrôle

Ces montants représentent la rémunération versée aux actionnaires-directeurs de filiales en accord avec les ententes respectives entre actionnaires et les ajustements à la position des actionnaires sans contrôle.

#### 7. Impôts

La provision d'impôt de la Société comprend les éléments suivants :

La conciliation avec le taux statutaire est la suivante :

	30 septembre		31 décembre		
	1999	1998	1998	1997	1996
	(non vérifiés)				
Provision d'impôts établie selon le taux de base combiné fédéral et provincial canadien de 44,3 % .....	4 834 \$	2 374 \$	2 765 \$	1 788 \$	1 123 \$
Augmentations des impôts relatives à :					
Écarts permanents .....	221	33	265	220	184
Avantage des taux d'impôts plus faibles des É.-U. ....	(379)	—	(103)	—	—
Provision totale .....	<u>4 676 \$</u>	<u>2 407 \$</u>	<u>2 927 \$</u>	<u>2 008 \$</u>	<u>1 307 \$</u>

#### 8. Engagement

(a) La Société loue des biens immobiliers et de l'équipement aux taux de base annuels approximatifs suivant :

1999.....	2 612 \$
2000.....	2 769
2001.....	2 610
2002.....	2 594
2003.....	415

(b) La Société, en vertu des termes d'ententes entre actionnaires, peut devoir se porter acquéreur d'une partie ou de tous les intérêts des actionnaires sans contrôle à un montant basé sur le bénéfice net respectif des filiales concernées.

(c) La Société, en vertu de certaines ententes d'achat et de vente, peut devoir verser des considérations additionnelles à un montant à être basé sur la performance future des entités respectives.

#### 9. Éventualités

Au 31 décembre 1998, des réclamations contre la Société existent à des montants variés. Il n'est pas possible de déterminer les montants qui pourraient éventuellement être exigés de la Société relativement à ces réclamations. Cependant, la direction est d'avis qu'aucune de ces réclamations n'aurait un impact important sur les affaires ou la situation financière de la Société.

#### 10. Événements subséquents

Subséquentement au 30 septembre 1999, la Société a acquis les sociétés suivantes :

- (1) 50,1 % de Accent Marketing Services, Inc. pour une considération monétaire de 10 000 \$ US, plus une contrepartie conditionnelle.
- (2) 70 % de Fletcher Martin Associates Inc. pour une considération monétaire de 2 500 \$ US.

La Société a signée une entente pour l'acquisition de 50,1 % de Allard et Associates, Inc. pour une considération monétaire de 2 700 \$, plus une contrepartie conditionnelle.

Le montant des considérations éventuelles pour ces trois acquisitions est basé sur les bénéfices pour chacune des années terminées le 31 décembre 2000 et les 31 décembre 2001 et 2002. Pourvu que les compagnies acquises maintiennent des bénéfices annuels équivalents à ceux de la période de 12 mois terminée le 30 septembre 1999, les considérations additionnelles approximatives suivantes seraient payables au cours des exercices suivants :

2001 .....	5 453 \$
2002 .....	2 617
2003 .....	3 182

La Société a été incorporée le 2 novembre 1998 sous la loi de la province d'Ontario. Sous les articles d'amendement datant du 29 octobre 1999, le capital autorisé a été modifié comme suit :

Un nombre illimité d'actions spéciales participantes et votantes convertibles au gré du détenteur en une action ordinaire pour chaque action spéciale.

Un nombre illimité d'actions ordinaires.

#### 11. Incertitude découlant du problème du passage à l'an 2000

Le passage à l'an 2000 pose un problème parce que de nombreux systèmes informatiques utilisent deux chiffres plutôt que quatre pour identifier l'année. Les systèmes sensibles aux dates peuvent confondre l'an 2000 avec l'année 1900 ou une autre date, ce qui entraîne des erreurs lorsque des informations faisant intervenir des dates de l'an 2000 sont traitées. En outre, des problèmes semblables peuvent se manifester dans des systèmes qui utilisent certaines dates de l'année 1999 pour représenter autre chose qu'une date. Les répercussions du problème du passage à l'an 2000 pourront se faire sentir le 1<sup>er</sup> janvier de l'an 2000, ou encore avant ou après cette date.

Si la Société et ses principaux clients, fournisseurs et autres tiers ne remédient pas au problème du passage à l'an 2000, les conséquences pour la Société sur l'exploitation et l'information financière peuvent aller d'erreurs mineures à une défaillance importante des systèmes qui pourrait nuire à la capacité de la Société d'exercer normalement ses activités. Il n'est pas possible d'être certain que tous les aspects du problème du passage à l'an 2000 qui ont une incidence sur la Société, y compris ceux qui ont trait aux efforts déployés par les clients, les fournisseurs ou autres tiers, seront entièrement résolus.

#### 12. Information sectorielle

##### INFORMATION GÉOGRAPHIQUE

	<u>Canada</u>	<u>États-Unis</u>	<u>Total</u>
Facturation brute			
Neuf mois terminés			
30 septembre 1999 .....	95 810 \$	150 086 \$	245 896 \$
30 septembre 1998 .....	72 319	41 027	113 346
Exercice terminé			
31 décembre 1998 .....	95 213 \$	66 051 \$	161 264 \$
31 décembre 1997 .....	71 814	—	71 814
31 décembre 1996 .....	51 672	—	51 672
Immobilisations et achalandage			
30 septembre 1999 .....	24 923 \$	47 088 \$	72 011 \$
30 septembre 1998 .....	23 944	16 631	40 575
31 décembre 1998 .....	22 930 \$	29 560 \$	52 490 \$
31 décembre 1997 .....	20 697	—	20 697
31 décembre 1996 .....	16 651	—	16 651

## **RAPPORT DE COMPILATION**

Aux administrateurs de  
MAXXCOM INC.

Nous avons procédé à un examen portant uniquement sur la compilation des états financiers combinés pro forma de Maxxcom Inc. (« Maxxcom ») comprenant le bilan combiné pro forma au 31 décembre 1998 et l'état des résultats combinés pro forma pour l'exercice terminé à cette date qui ont été préparés pour inclusion dans le prospectus relatif à l'émission d'actions votantes subordonnées catégorie A. À notre avis, les états financiers combinés pro forma ont été compilés correctement pour refléter les opérations et les hypothèses décrites dans les notes complémentaires.

Comptables agréés

Markham, Ontario  
Le 2 décembre 1999

MAXXCOM INC.

BILAN COMBINÉ PRO FORMA

31 décembre 1998

(en milliers de dollars canadiens)

					31 janvier 1999	31 mars 1998	30 septembre 1998		
	Maxxcom	Colle & McVoy	Accent	Fletcher Martin	Allard	Margeotes/ Fertitta	Source	Ajustements Pro forma	Pro forma
	(vérifiés)	(vérifiés)	(vérifiés)	(vérifiés)	(vérifiés)	(vérifiés)	(non vérifiés)	(non vérifiés)	(non vérifiés)
<b>ACTIF</b>									
<b>Court terme</b>									
Encaisse et dépôts à court terme . . . . .	15 121 \$	1 620 \$	948 \$	213 \$	1 928 \$	1 074 \$	23 \$	765 \$	21 692 \$
Débiteurs . . . . .	34 379	15 097	6 197	13 878	3 346	—	—	—	72 897
Frais payés d'avance . . . . .	784	44	367	189	70	—	—	—	1 454
	<u>50 284</u>	<u>16 761</u>	<u>7 512</u>	<u>14 280</u>	<u>5 344</u>	<u>1 074</u>	<u>23</u>	<u>765</u>	<u>96 043</u>
Immobilisations et autres actifs . . . . .	6 428	3 185	3 990	2 629	418	—	—	—	16 650
Achalandage . . . . .	46 062	—	—	—	35	—	—	36 735	82 832
	<u>102 774 \$</u>	<u>19 946 \$</u>	<u>11 502 \$</u>	<u>16 909 \$</u>	<u>5 797 \$</u>	<u>1 074 \$</u>	<u>23 \$</u>	<u>37 500 \$</u>	<u>195 525 \$</u>
<b>Passif et capitaux propres</b>									
<b>Court terme</b>									
Dette bancaire . . . . .	1 017 \$	— \$	1 907 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	2 924 \$
Fournisseurs . . . . .	27 411	8 873	4 150	14 715	3 839	—	—	—	58 988
Produits reportés . . . . .	9 638	3 245	15	1 681	—	—	—	—	14 579
Portion à court terme de la dette à long terme . . . . .	225	107	859	676	157	—	—	—	2 024
	<u>38 291</u>	<u>12 225</u>	<u>6 931</u>	<u>17 072</u>	<u>3 996</u>	<u>—</u>	<u>—</u>	<u>—</u>	<u>78 515</u>
<b>Dette à long terme . . . . .</b>	<b>1 716</b>	<b>1 628</b>	<b>1 856</b>	<b>1 429</b>	<b>102</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>67 310</b>
<b>Impôts reportés . . . . .</b>	<b>92</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>92</b>
	<u>40 099</u>	<u>13 853</u>	<u>8 787</u>	<u>18 501</u>	<u>4 098</u>	<u>—</u>	<u>—</u>	<u>—</u>	<u>85 330</u>
<b>Actionnaires sans contrôle . . . . .</b>	<b>2 179</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>2 008</b>	<b>4 187</b>
	<u>42 278</u>	<u>13 853</u>	<u>8 787</u>	<u>18 501</u>	<u>4 098</u>	<u>—</u>	<u>—</u>	<u>2 008</u>	<u>89 521</u>
<b>Capitaux propres</b>									
Capital-actions . . . . .	53 095	1 087	141	45	1 021	—	—	(39 012)	94 406
Ajustement de change cumulatif . . . . .	(698)	—	—	—	—	—	—	—	(698)
Bénéfices non répartis . . . . .	8 099	5 006	2 574	(1 637)	678	1 074	23	(3 525)	12 292
	<u>60 496</u>	<u>6 093</u>	<u>2 715</u>	<u>(1 592)</u>	<u>1 699</u>	<u>1 074</u>	<u>23</u>	<u>(35 496)</u>	<u>106 000</u>
	<u>102 774 \$</u>	<u>19 946 \$</u>	<u>11 502 \$</u>	<u>16 909 \$</u>	<u>5 797 \$</u>	<u>1 074 \$</u>	<u>23 \$</u>	<u>37 500 \$</u>	<u>195 525 \$</u>

Pour le conseil

(Signé) BEVERLEY MORDEN  
Administrateur

(Signé) MILES S. NADAL  
Administrateur

MAXXCOM INC.

ÉTAT COMBINÉ DES RÉSULTATS PRO FORMA

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 1998

(en milliers de dollars canadiens)

					Douze mois terminés le 31 janvier 1999	Trois mois terminés le 31 mars 1998	Neuf mois terminés le 30 septembre 1998	Ajustements Pro forma	Pro forma
	Maxxcom (vérifiés)	Colle & McVoy (vérifiés)	Accent (vérifiés)	Fletcher Martin (vérifiés)	Allard (vérifiés)	Margeotes/ Fertiitta (vérifiés)	Source (non vérifiés)	(non vérifiés)	(non vérifiés)
Chiffres d'affaires .....	161 264 \$	88 631 \$	37 708 \$	68 611 \$	20 422 \$	23 355 \$	5 335 \$	— \$	405 326 \$
Coûts directs .....	92 249	57 516	10 819	55 569	13 463	17 901	1 796	—	249 313
Marge brute .....	69 015	31 115	26 889	13 042	6 959	5 454	3 539	—	156 013
Charge d'opérations .....	55 548	30 243	23 581	11 433	5 698	4 311	3 500	(6 339)	127 975
Bénéfice d'opérations .....	13 467	872	3 308	1 609	1 261	1 143	39	6 339	28 038
Amortissement .....	2 537	592	929	681	132	66	48	1 160	6 145
Intérêts, net .....	281	13	330	175	31	(36)	(32)	—	762
Réduction de valeur de l'achalandage .....	—	—	—	255	—	—	—	—	255
Part des actionnaires sans contrôle .....	4 414	—	—	—	—	—	—	3 236	7 650
	7 232	605	1 259	1 111	163	30	16	4 396	14 812
Bénéfice avant impôts .....	6 235	267	2 049	498	1 098	1 113	23	1 943	13 226
Impôts .....	2 927	128	24	—	347	39	—	2 338	5 803
Bénéfice net .....	3 308 \$	139 \$	2 025 \$	498 \$	751 \$	1 074 \$	23 \$	(395)\$	7 423 \$

## MAXXCOM INC.

### NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS COMBINÉS PRO FORMA

(en milliers de dollars canadiens)  
(Non vérifiés)

31 décembre 1998

#### 1. Base de présentation

Le bilan combiné pro forma non vérifié et l'état combiné des résultats pro forma non vérifié ont été préparés en se basant sur les bilans et les états des résultats de Maxxcom Inc. (« Maxxcom ») (vérifiés), Accent Marketing Services, Inc. (« Accent ») (vérifiés), Colle & McVoy, Inc. (« Colle & McVoy ») (vérifiés) et Fletcher Martin Associates, LLC (« Fletcher Martin ») (vérifiés) au et pour l'exercice terminé le 31 décembre 1998, le bilan et l'état des résultats de Allard et Associés Inc. (« Allard ») (vérifiés) au et pour l'exercice terminé le 31 janvier 1999, le bilan et l'état des résultats de Margeotes / Fertitta & Partners, Inc. (« Margeotes / Fertitta ») (vérifiés) au et pour la période de trois mois terminée le 31 mars 1998 et le bilan et l'état des résultats de Source Marketing Inc. (« Source ») (non vérifiés) au et pour la période de neuf mois terminée 30 septembre 1998.

Les états financiers combinés pro forma non vérifiés reflètent les acquisitions de Accent, Allard, Colle & McVoy, Fletcher Martin et Source. Les états financiers pro forma non vérifiés sont fournis à titre d'information seulement et ne se veulent pas une indication des résultats d'exploitation de la Société qui auraient été réalisés si les acquisitions avaient été effectuées à la date des présents états financiers ou pour l'exercice présenté, ou qui pourraient être obtenus dans le futur.

Les états financiers combinés pro forma non vérifiés devraient être lus conjointement avec les états financiers historiques et les notes y afférentes des sociétés respectives, qui sont inclus dans le prospectus.

L'état des résultats historique de Accent, Colle & McVoy, Fletcher Martin, Margeotes / Fertitta et de Source sont établis en dollars américains et ont été convertis pour les fins de l'état des résultats pro forma en dollars canadiens au taux change de 1,00 \$US = 1,4896 \$Cdn.

#### 2. Hypothèses pour le pro forma

Le bilan combiné pro forma au 31 décembre 1998 reflète les opérations décrites ci-dessous comme si elles avaient eu lieu à cette date, et l'état combiné des résultats pro forma pour l'exercice terminé le 31 décembre 1998 reflète les mêmes opérations comme si elles avaient eu lieu en date du 1 janvier 1998.

- (i) L'acquisition des actions de Allard, Accent, Colle & McVoy et Fletcher Martin par Maxxcom. Les acquisitions seront comptabilisées selon la méthode de l'achat pur et simple. Le coût d'acquisition, incluant les coûts d'acquisition, est alloué comme suit :

	<u>Allard</u>	<u>Accent</u>	<u>Colle &amp; McVoy</u>	<u>Fletcher Martin</u>
Coût d'acquisition .....	2 700 \$	15 333 \$	19 523 \$	3 833 \$
Actifs nets acquis.....	475 \$	346 \$	4 763 \$	(2 090)\$
Achalantage .....	2 225	14 987	14 760	5 923
	<u>2 700 \$</u>	<u>15 333 \$</u>	<u>19 523 \$</u>	<u>3 833 \$</u>

### 3. Ajustements pour le pro forma

Le sommaire des ajustements apportés au bilan pro forma est le suivant :

<u>Référence</u>	<u>Encaisse</u>	<u>Amortissement</u>	<u>Actionnaires sans contrôle</u>	<u>Apports de capitaux</u>	<u>Bénéfices non répartis</u>
(A)	— \$	14 987 \$	344 \$	15 192 \$	(549)\$
(B)	—	2 225	473	1 679	73
(C)	—	5 923		3 710	2 213
(D)	—	14 760	1 191	18 436	(4 867)
(E)	—	(212)	—	—	(212)
(F)	—	(948)	—	—	(948)
(G)	(2 338)	—	—	—	(2 338)
(H)	6 128	—	—	—	6 128
(I)	211	—	—	—	211
(J)	<u>(3 236)</u>	<u>—</u>	<u>—</u>	<u>—</u>	<u>(3 236)</u>
	<u>765 \$</u>	<u>36 735 \$</u>	<u>2 008 \$</u>	<u>39 017 \$</u>	<u>(3 525)\$</u>

- (A) Enregistrement de l'acquisition de Accent.
- (B) Enregistrement de l'acquisition de Allard.
- (C) Enregistrement de l'acquisition de Fletcher Martin.
- (D) Enregistrement de l'acquisition de Colle McVoy.
- (E) Amortissement de l'achalandage provenant des acquisitions de Margeotes / Fertitta et Source.
- (F) Amortissement de l'achalandage provenant d'acquisitions selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 40 ans.
- (G) Réduction des charges d'opérations relatives aux dépenses d'actionnaires qui excèdent les montants prévus aux nouveaux contrats pour la direction.
- (H) Enregistrement de la quote-part des bénéfices des actionnaires sans contrôle.

Les ajustements à l'état des résultats pro forma sont les suivants :

- (i) Augmentation de l'amortissement (voir Note 3 (E) et (F))
- (ii) Ajustement de l'impôt (voir Note 3 (G))
- (iii) Ajustements des charges d'opérations (voir Note 3 (H) et (I))
- (iv) Quote-part des bénéfices des actionnaires sans contrôle (voir Note 3 (J))

## RAPPORT DE COMPILATION

Aux administrateurs de  
MAXXCOM INC.

Nous avons procédé à un examen portant uniquement sur la compilation des états financiers combinés pro forma de Maxxcom Inc. (« Maxxcom ») comprenant le bilan combiné pro forma au 30 septembre 1999 et l'état des résultats combinés pro forma pour l'exercice terminé à cette date qui ont été préparés pour inclusion dans le prospectus relatif à l'émission d'actions votantes subordonnées catégorie A. À notre avis, les états financiers combinés pro forma ont été compilés correctement pour refléter les opérations et les hypothèses décrites dans les notes complémentaires.

Comptables agréés

Markham, Ontario  
Le 2 décembre 1999

MAXXCOM INC.

BILAN COMBINÉ PRO FORMA

30 septembre 1999

(en milliers de dollars canadiens)

(non vérifiés)

	<u>Maxxcom</u>	<u>Accent</u>	<u>Fletcher Martin</u>	<u>Allard</u>	<u>Colle &amp; McVoy</u>	<u>Ajustements Pro forma</u>	<u>Pro forma</u>
<b>ACTIF</b>							
<b>Court terme</b>							
Encaisse et quasi-espèces .....	15 605 \$	3 \$	1 721 \$	955 \$	(577)\$	(1 443)\$	16 264 \$
Débiteurs .....	66 141	6 750	12 262	4 780	—	—	89 933
Frais payée d'avance et autres .....	2 232	131	153	56	—	—	2 572
	<u>83 978</u>	<u>6 884</u>	<u>14 136</u>	<u>5 791</u>	<u>(577)</u>	<u>(1 443)</u>	<u>108 789</u>
Immobilisations et autres actifs .....	11 493	5 426	2 139	460	—	—	19 518
Achalandage .....	60 518	—	—	32	—	21 144	81 694
	<u>155 989 \$</u>	<u>12 310 \$</u>	<u>16 275 \$</u>	<u>6 283 \$</u>	<u>(577)\$</u>	<u>19 701 \$</u>	<u>209 981 \$</u>
<b>Passif et capitaux propres</b>							
<b>Court terme</b>							
Dette bancaire .....	5 321 \$	2 315 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	7 636 \$
Fournisseurs et passifs courus .....	43 016	3 045	14 410	3 950	—	—	64 421
Produits reportés.....	11 821	22	973	—	—	—	12 816
Portion à court terme de la dette à long terme .....	265	1 121	509	68	—	—	1 963
	<u>60 423</u>	<u>6 503</u>	<u>15 892</u>	<u>4 018</u>	<u>—</u>	<u>—</u>	<u>85 836</u>
<b>Dette à long terme</b> .....	3 334	1 900	1 122	68	—	—	6 424
<b>Impôts reportés</b> .....	90	—	—	—	—	—	90
	<u>63 847</u>	<u>8 403</u>	<u>17 014</u>	<u>4 086</u>	<u>—</u>	<u>—</u>	<u>93 350</u>
<b>Actionnaires sans contrôle</b> .....	3 327	—	—	—	—	1 413	4 740
	<u>67 174</u>	<u>8 403</u>	<u>17 014</u>	<u>4 086</u>	<u>—</u>	<u>1 413</u>	<u>98 090</u>
<b>Capitaux propres</b>							
Capital-actions .....	77 029	135	117	774	—	20 008	98 063
Ajustement de change cumulatif .....	(2 550)	—	—	—	—	—	(2 550)
Surplus .....	14 336	3 772	(856)	1 423	(577)	(1 720)	16 378
	<u>88 815</u>	<u>3 907</u>	<u>(739)</u>	<u>2 197</u>	<u>(577)</u>	<u>18 288</u>	<u>111 891</u>
	<u>155 989 \$</u>	<u>12 310 \$</u>	<u>16 275 \$</u>	<u>6 283 \$</u>	<u>(577)\$</u>	<u>19 701 \$</u>	<u>209 981 \$</u>

Pour le conseil

(Signé) BEVERLEY MORDEN  
Administrateur

(Signé) MILES S. NADAL  
Administrateur

MAXXCOM INC.

ÉTAT COMBINÉ DES RÉSULTATS PRO FORMA

Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 1999  
(en milliers de dollars canadiens)

(non vérifiés)

	Trois mois terminés le 31 mars 1999				8 mois terminés le 30 septembre 1999		
	Maxxcom	Colle & McVoy	Accent	Fletcher Martin	Allard	Pro Forma Ajustements	Pro Forma
Chiffres d'affaires .....	245 896 \$	30 501 \$	33 296 \$	57 001 \$	14 592 \$	— \$	381 286 \$
Coûts directs .....	138 473	21 500	9 700	45 993	9 713	—	225 379
Marge brute .....	107 423	9 001	23 596	11 008	4 879	—	155 907
Charges d'opérations .....	87 149	9 427	19 811	9 094	3 539	(2 127)	126 893
Bénéfice d'opérations .....	20 274	(426)	3 785	1 914	1 340	2 127	29 014
Bénéfice avant postes suivants .....	14 562	(426)	3 785	1 914	1 340	(406)	20 769
Amortissement .....	3 621	169	1 000	563	103	470	5 926
Intérêts, net .....	28	34	298	93	5	—	458
Part des actionnaires sans contrôle .....	5 712	—	—	—	—	2 533	8 245
	9 361	203	1 298	656	108	3003	14 629
Bénéfice avant impôts .....	10 913	(629)	2 487	1 258	1 232	(876 0)	14 385
Impôts .....	4 676	(52)	—	—	445	1 037	6 106
Bénéfice net .....	6 237 \$	(577)\$	2 487 \$	1 258 \$	787 \$	(1 913)\$	8 279 \$

## MAXXCOM INC.

### NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS COMBINÉS PRO FORMA

(en milliers de dollars canadiens)

(Non vérifiés)

30 septembre 1999

#### 1. Base de présentation

Le bilan combiné pro forma non vérifié et l'état combiné des résultats pro forma non vérifié ont été préparés en se basant sur les bilans et les états des résultats non vérifiés de Maxxcom Inc. (« Maxxcom »), Accent Marketing Services, Inc. (« Accent »), Allard et Associés, Inc. (« Allard »), Colle & McVoy, Inc. (« Colle & McVoy ») et Fletcher Martin Associates, LLC (« Fletcher Martin ») au et pour la période terminée le 30 septembre 1999.

Les états financiers combinés pro forma non vérifiés reflètent les acquisitions de Accent, Allard, Colle & McVoy et Fletcher Martin. Les états financiers pro forma non vérifiés sont fournis à titre d'information seulement et ne se veulent pas une indication des résultats d'exploitation de la Société qui auraient été réalisés si les acquisitions avaient été effectuées à la date des présents états financiers ou pour la période présentée, ou qui pourraient être obtenus dans le futur.

Les états financiers combinés pro forma non vérifiés devraient être lus conjointement avec les états financiers historiques et les notes y afférentes des sociétés respectives, qui sont inclus dans le prospectus.

L'état des résultats historique de Accent, Colle & McVoy et de Fletcher Martin sont établis en dollars américains et ont été convertis pour les fins de l'état des résultats pro forma en dollars canadiens au taux change de 1,00 \$US = 1,4667 \$Cdn.

#### 2. Hypothèses pour le pro forma

Le bilan combiné pro forma au 30 septembre 1999 reflète les opérations décrites ci-dessous comme si elles avaient eu lieu à cette date, et l'état combiné des résultats pro forma pour la période terminée le 30 septembre 1999 reflète les mêmes opérations comme si elles avaient eu lieu en date du 1 janvier 1999.

(i) L'acquisition des actions de Allard, Accent, Colle & McVoy et Fletcher Martin par Maxxcom. Les acquisitions seront comptabilisées selon la méthode de l'achat pur et simple. Le coût d'acquisition, incluant les coûts d'acquisition, est alloué comme suit :

	<u>Allard</u>	<u>Accent</u>	<u>Fletcher Martin</u>
Coût d'acquisition .....	2 700 \$	14 667 \$	3 667 \$
Actifs nets acquis .....	706 \$	711 \$	(1 997)\$
Achalandage .....	1 994	13 956	5 664
	<u>2 700 \$</u>	<u>14 667 \$</u>	<u>3 667 \$</u>

#### 3. Ajustements pour le pro forma

Le sommaire des ajustements apportés au bilan pro forma est le suivant :

<u>Référence</u>	<u>Encaisse</u>	<u>Amortissement</u>	<u>Actionnaires sans contrôle</u>	<u>Apports de capitaux</u>	<u>Bénéfices non répartis</u>
(A)	— \$	13 956 \$	709 \$	14 532 \$	(1 285)\$
(B)	—	1 994	704	1 926	(636)
(C)	—	5 664	—	3 550	2 114
(D)	—	(65)	—	—	(65)
(E)	—	(405)	—	—	(405)
(F)	(1 037)	—	—	—	(1 037)
(G)	2 127	—	—	—	2 127
(H)	(2 533)	—	—	—	(2 533)
	<u>(1 443)\$</u>	<u>21 144 \$</u>	<u>1 413 \$</u>	<u>20 008 \$</u>	<u>(1 720)\$</u>

(A) Enregistrement de l'acquisition de Accent.

(B) Enregistrement de l'acquisition de Allard.

(C) Enregistrement de l'acquisition de Fletcher Martin.

(D) Amortissement pour une période de trois mois de l'achalandage provenant de l'acquisition de Colle & McVoy.

(E) Amortissement de l'achalandage provenant d'acquisitions selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 40 ans.

(F) Impôts sur les ajustements au bénéfice net calculé au taux statutaire combiné individuel des sociétés.

(G) Réduction des charges d'opérations due à la cessation des paiements au régime d'actionnariat des employés et de la portion des gratifications à la direction qui excède les montants prévus aux nouveaux contrats pour la direction.

(H) Enregistrement de la quote-part des bénéfices des actionnaires sans contrôle.

Les ajustements à l'état des résultats pro forma sont les suivants :

- (i) Augmentation de l'amortissement (voir Note 3 (D) et (E))
- (ii) Ajustement de l'impôt (voir Note 3 (F))
- (iii) Ajustements des charges d'opérations (voir Note 3 (G))
- (iv) Quote-part des bénéfices des actionnaires sans contrôle (voir Note 3 (H))

## RAPPORT DE COMPILATION

Aux administrateurs de  
MAXXCOM INC.

Nous avons procédé à un examen portant uniquement sur la compilation de l'état des résultats combinés pro forma de Maxxcom Inc. (« Maxxcom ») pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 1998 qui a été préparé pour inclusion dans le prospectus relatif à l'émission d'actions votantes subordonnées catégorie A. À notre avis, l'état financier combiné pro forma a été compilé correctement pour refléter les opérations et les hypothèses décrites dans les notes complémentaires.

Comptables agréés

Markham, Ontario  
Le 2 décembre 1999

MAXXCOM INC.

ÉTAT COMBINÉ DES RÉSULTATS PRO FORMA  
 Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 1998  
 (en milliers de dollars canadiens)

(non vérifié)

					Huit mois terminés le 30 septembre 1998	Trois mois terminés le 31 mars 1998	Ajustements		Pro Forma
	Maxxcom	Colle & McVoy	Accent	Fletcher Martin	Allard	Margeotes/ Fertitta	Source	Pro Forma	
Chiffres d'affaires.....	113 346 \$	63 275 \$	25 304 \$	49 171 \$	12 205 \$	23 355 \$	5 280 \$	— \$	291 936 \$
Coûts directs .....	59 713	41 729	7 339	38 964	7 964	17 901	1 778	—	175 388
Marge brute .....	53 633	21 546	17 965	10 207	4 241	5 454	3 502	—	116 548
Charges d'opérations .....	43 089	20 033	15 983	8 940	3 079	4 311	3 464	(3 313)	95 586
Bénéfice d'opérations .....	10 544	1 513	1 982	1 267	1 162	1 143	38	3 313	20 962
<b>Autres charges</b>									
Amortissement .....	1 547	399	607	448	96	66	48	868	4 079
Intérêts, nets .....	346	16	247	105	8	(36)	(32)	—	654
Part des actionnaires sans contrôle...	3 292	—	—	—	—	—	—	2 346	5 638
	5 185	1 098	854	553	104	30	16	3 254	10 411
Bénéfice avant impôts .....	5 359	600	1 128	714	1 058	1 113	22	59	10 551
Impôts .....	2 407	—	—	—	389	39	—	1 148	4 583
Bénéfice net de la période.....	2 952 \$	498 \$	1 128 \$	714 \$	669 \$	1 074 \$	22 \$	(1 089)\$	5 968 \$

## MAXXCOM INC.

### NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS COMBINÉS PRO FORMA

(en milliers de dollars canadiens)

(Non vérifiés)

30 septembre 1998

#### 1. Base de présentation

L'état combiné des résultats pro forma non vérifié a été préparé en se basant sur les états des résultats non vérifiés de Maxxcom Inc. (« Maxxcom »), Accent Marketing Services, Inc. (« Accent »), Colle & McVoy, Inc. (« Colle & McVoy »), Fletcher Martin Associates, Inc. (« Fletcher Martin ») et de Source Marketing Inc. (« Source ») pour la période terminée le 30 septembre 1998, l'état des résultats non vérifiés de Allard et Associés, Inc. (« Allard ») pour la période de six mois terminée le 30 septembre 1998 et l'état des résultats non vérifiés de Margeotes/Fertitta & Partners, Inc. (« Margeotes/Fertitta ») pour la période de trois mois terminée le 31 mars 1998.

L'état financier combiné pro forma non vérifié reflète les acquisitions de Accent, Allard, Colle & McVoy, Fletcher Martin et de Source. L'état financier pro forma non vérifié est fourni à titre d'information seulement et ne se veut pas une indication des résultats d'exploitation de la Société qui auraient été réalisés si les acquisitions avaient été pour l'exercice présenté, ou qui pourraient être obtenus dans le futur.

L'état financier combiné pro forma non vérifié devrait être lu conjointement avec les états financiers historiques et les notes y afférentes des sociétés respectives, qui sont inclus dans le prospectus.

L'état des résultats historique de Accent, Colle & McVoy, Fletcher Martin et de Source sont établis en dollars américains et ont été convertis pour les fins de l'état des résultats pro forma en dollars canadiens au taux change de 1,00 \$US = 1,4745 \$Cdn.

#### 2. Hypothèses pour le pro forma

Le bilan combiné pro forma au 30 septembre 1998 reflète les opérations décrites ci-dessous comme si elles avaient eu lieu à cette date, et l'état combiné des résultats pro forma pour la période terminée le 30 septembre 1998 reflète les mêmes opérations comme si elles avaient eu lieu en date du 1 janvier 1998.

- (i) L'acquisition des actions de Allard, Accent, Colle & McVoy, Fletcher Martin et de Source par Maxxcom. Les acquisitions seront comptabilisées selon la méthode de l'achat pur et simple. Le coût d'acquisition, incluant les coûts d'acquisition, est alloué comme suit :

	<u>Allard</u>	<u>Accent</u>	<u>Colle &amp; McVoy</u>	<u>Fletcher Martin</u>	<u>Source</u>
Coût d'acquisition .....	2 700 \$	15 321 \$	19 507 \$	3 830 \$	6 504 \$
Actifs nets acquis .....	477 \$	1 215 \$	3 351 \$	(307) \$	527 \$
Achalandage .....	2 223	14 106	16 156	4 137	5 977
	<u>2 700 \$</u>	<u>15 321 \$</u>	<u>19 507 \$</u>	<u>3 830 \$</u>	<u>6 504 \$</u>

#### 3. Ajustements pour le pro forma

Les ajustements à l'état des résultats pro forma sont les suivants :

- (i) Augmentation de l'amortissement de l'achalandage provenant des nouvelles acquisitions.
- (ii) Ajustement de l'impôt calculé au taux statutaire combiné individuel des sociétés.
- (iii) Ajustements des charges d'opérations due à la cessation des paiements au régime d'actionnariat des employés et de la portion des gratifications à la direction qui excède les montants prévus aux nouveaux contrats pour la direction.
- (iv) Quote-part des bénéfices des actionnaires sans contrôle.

## RAPPORT D'EXAMEN DES EXPERTS-COMPTABLES

Aux Conseil d'administration et aux actionnaires

ACCENT MARKETING SERVICES INC. ET FILIALE

Louisville, Kentucky

Nous avons procédé à l'examen des bilans consolidés de Accent Marketing Services Inc. et filiale (Corporations S) aux 30 septembre 1999 et 1998 et les états consolidés des résultats, des variations dans les capitaux propres et des flux de trésorerie pour les neuf mois terminés à ces dates, en accord avec le « Statements on Standards for Accounting and Review Services » émis par l'American Institute of Certified Public Accountants. Toute l'information comprise dans ces états financiers consolidés provient de la direction de Accent Marketing Services Inc. et filiale.

Un examen consiste essentiellement en prises de renseignements auprès du personnel de la Société et de procédés analytiques appliqués sur les informations financières. Cela exige considérablement moins de travail que pour une vérification en vertu des normes de vérification généralement reconnues dont l'objectif est d'exprimer une opinion sur les états financiers pris dans leur ensemble. Conséquemment, nous n'exprimons pas une telle opinion.

En se basant sur notre examen, nous n'avons relevé aucune modification importante qui devrait être effectuée aux états financiers consolidés ci-joints afin de les rendre conformes aux principes comptables généralement reconnus.

Louisville, Kentucky

Le 5 novembre 1999

**ACCENT MARKETING SERVICES, INC. ET FILIALE**

**BILANS CONSOLIDÉS**

(Non vérifiés)  
(établis en dollars américains)

	<u>30 septembre</u>	
	<u>1999</u>	<u>1998</u>
<b>ACTIF</b>		
<b>Actif à court terme</b>		
Encaisse .....	1 871 \$	58 623 \$
Débiteurs, net .....	4 465 948	3 476 980
Stocks .....	685 762	461 731
Autres actifs à court terme .....	92 714	132 772
Dus par des apparentés .....	227 479	—
<b>Total de l'actif à court terme</b> .....	<u>5 473 774</u>	<u>4 130 106</u>
<b>Immobilisations, net</b> .....	<u>3 945 008</u>	<u>2 417 113</u>
<b>Autres actifs</b>		
Valeur de rachat de police d'assurance-vie .....	25 193	—
Autres .....	10 225	10 424
	<u>35 418</u>	<u>10 424</u>
	<u>9 454 200 \$</u>	<u>6 557 643 \$</u>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>		
<b>Passif à court terme</b>		
Chèques émis en excédant des soldes en banque .....	765 556 \$	— \$
Fournisseurs .....	982 996	536 443
Dépôts sur frais postaux .....	529 627	207 553
Portion à court terme de la dette à long terme .....	582 924	631 521
Frais courus .....	909 009	1 769 404
Produits reportés .....	86 967	115 436
Portion à court terme des obligations en vertu de contrats de location-acquisition .....	188 601	—
<b>Total du passif à court terme</b> .....	<u>4 045 680</u>	<u>3 260 357</u>
<b>Dette à long terme, moins portion à court terme</b> .....	786 127	1 367 705
<b>Obligations en vertu de contrats de location-acquisition, moins portion à court terme</b> .....	528 215	—
<b>Crédit bancaire renouvelable</b> .....	<u>1 800 000</u>	<u>200 000</u>
<b>Total du passif</b> .....	<u>7 160 022</u>	<u>4 828 062</u>
<b>Capitaux propres</b>		
Actions ordinaires, sans valeur nominale, 2 000 actions autorisées, 1 300 actions émises et en circulation .....	2 299	2 299
Surplus d'apport .....	89 580	89 580
Bénéfices non répartis .....	<u>2 202 299</u>	<u>1 637 702</u>
	<u>2 294 178</u>	<u>1 729 581</u>
	<u>9 454 200 \$</u>	<u>6 557 643 \$</u>

Voir le rapport d'examen des experts-comptables et les notes complémentaires aux états financiers consolidés.

**ACCENT MARKETING SERVICES, INC. ET FILIALE**

**ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS**

(Non vérifiés)  
(établis en dollars américains)

	Neuf mois terminés le 30 septembre			
	1999	Pourcentage	1998	Pourcentage
<b>Produits</b>				
Marketing direct.....	11 370 984 \$	41,72 %	11 315 609 \$	55,44 %
Services aux clients intérieurs.....	10 994 818	40,34	5 845 173	28,63
Marketing de contrats de services .....	4 890 610	17,94	3 251 953	15,93
<b>Total des produits</b> .....	<b>27 256 412</b>	<b>100,00</b>	<b>20 412 735</b>	<b>100,00</b>
<b>Coûts des produits</b>				
Marketing direct.....	9 025 951	33,11	8 756 002	42,89
Services aux clients intérieurs.....	4 948 811	18,16	2 703 279	13,25
Contrats de services.....	4 014 393	14,73	2 797 823	13,71
Amortissement .....	308 598	1,13	249 360	1,22
<b>Total des coûts des produits</b> .....	<b>18 297 753</b>	<b>67,13</b>	<b>14 506 464</b>	<b>71,07</b>
<b>Marge brute</b> .....	<b>8 958 659</b>	<b>32,87</b>	<b>5 906 271</b>	<b>28,93</b>
<b>Charges d'opérations</b> .....	<b>7 522 094</b>	<b>27,60</b>	<b>4 800 220</b>	<b>23,51</b>
<b>Bénéfice d'opérations</b> .....	<b>1 436 565</b>	<b>5,27</b>	<b>1 106 051</b>	<b>5,42</b>
<b>Autres produits (charges)</b>				
Charge d'intérêts .....	(232 566)	(0,85)	(168 495)	(0,83)
Autres .....	(76 304)	(0,28)	1 311	0,01
<b>Total des autres charges</b> .....	<b>(308 870)</b>	<b>(1,13)</b>	<b>(167 184)</b>	<b>(0,82)</b>
<b>Bénéfice avant impôts</b> .....	<b>1 127 695</b>	<b>4,14</b>	<b>938 867</b>	<b>4,60</b>
<b>Impôts</b> .....	<b>23 900</b>	<b>0,09</b>	<b>11 800</b>	<b>0,06</b>
<b>Bénéfice net</b> .....	<b>1 103 795 \$</b>	<b>4,05 %</b>	<b>927 067 \$</b>	<b>4,54 %</b>

Voir le rapport d'examen des experts-comptables et les notes complémentaires aux états financiers consolidés.

**ACCENT MARKETING SERVICES, INC. ET FILIALE**

**ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DANS LES CAPITAUX PROPRES**

(Non vérifiés)  
(établis en dollars américains)

	<u>Actions ordinaires</u>	<u>Surplus d'apport</u>	<u>Bénéfices non répartis</u>	<u>Total</u>
<b>Solde au 31 décembre 1997</b> .....	2 299	89 580 \$	885 278 \$	977 157 \$
Bénéfice net .....	—	—	927 067	927 067
Distributions .....	—	—	(174 643)	(174 643)
<b>Solde au 30 septembre 1998</b> .....	<u>2 299</u>	<u>89 580 \$</u>	<u>1 637 702 \$</u>	<u>1 729 581 \$</u>
<b>Solde au 31 décembre 1998</b> .....	2 299	89 580 \$	1 445 017 \$	1 536 896 \$
Bénéfice net .....	—	—	1 103 795	1 103 795
Distributions .....	—	—	(346 513)	(346 513)
<b>Solde au 30 septembre 1999</b> .....	<u>2 299</u>	<u>89 580 \$</u>	<u>2 202 299 \$</u>	<u>2 294 178 \$</u>

Voir le rapport d'examen des experts-comptables et les notes complémentaires aux états financiers consolidés

**ACCENT MARKETING SERVICES, INC. ET FILIALE**

**ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE**

(Non vérifiés)  
(établis en dollars américains)

	<u>Neuf mois terminés le 30 septembre</u>	
	<u>1999</u>	<u>1998</u>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>		
Bénéfice net .....	1 103 795 \$	927 067 \$
Ajustements pour concilier le bénéfice net aux flux générés par les activités d'exploitation		
Amortissement .....	745 138	443 618
Provision pour créances douteuses .....	8 730	—
Augmentation de la valeur de rachat de polices d'assurance-vie .....	(12 400)	—
Variations dans les actifs et les passifs		
Débiteurs .....	(546 225)	(1 148 572)
Dus par des apparentés .....	(227 479)	6 594
Stocks .....	(402 681)	(261 824)
Fournisseurs .....	(1 321 834)	(45 108)
Dépôts .....	304 152	(614 705)
Autres actifs et passifs .....	537 322	1 727 087
	<u>(915 277)</u>	<u>107 090</u>
<b>Espèces et quasi-espèces provenant des activités d'exploitation .....</b>	188 518	1 034 157
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>		
Acquisition d'immobilisations .....	(2 012 131)	(1 193 629)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		
Produits nets du crédit bancaire renouvelable .....	500 000	(150 000)
Produits de la dette à long terme .....	—	1 258 594
Versements sur la dette à long terme .....	(418 757)	(571 454)
Produits nets de cession-bail .....	793 271	—
Versements sur les obligations en vertu de contrats de location-acquisition	(105 845)	—
Chèques émis en excédant des soldes en banque .....	765 556	(156 669)
Distributions aux actionnaires .....	(346 513)	(174 643)
<b>Espèces et quasi-espèces provenant des activités de financement .....</b>	<u>1 187 712</u>	<u>205 828</u>
<b>Augmentation (diminution) nette des espèces et quasi-espèces .....</b>	(635 901)	46 356
<b>Espèces et quasi-espèces, au début de la période .....</b>	637 772	12 267
<b>Espèces et quasi-espèces, à la fin de la période .....</b>	<u><u>1 871 \$</u></u>	<u><u>58 623 \$</u></u>

Voir le rapport d'examen des experts-comptables et les notes complémentaires aux états financiers consolidés

## ACCENT MARKETING SERVICES INC. ET FILIALE

### NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

30 septembre 1999 et 1998

(Non vérifiés)

(établis en dollars américains)

#### NOTE A — SOMMAIRE DES CONVENTIONS COMPTABLES SIGNIFICATIVES

La Société suit les politiques comptables suivantes qui sont en accord avec les principes comptables généralement reconnus aux États-Unis et qui ne diffèrent pas de façon importante des principes comptables généralement reconnus au Canada.

*Nature des opérations :* Accent Marketing Services Inc. et sa filiale, Service Net, Inc. (consolidés référant à la Société) offrent des services de gestion intégrée à ses clients. La Société se concentre sur trois produits principaux : i) contrats de garantie et de services sur des biens de consommation durables; ii) campagnes de marketing direct continues pour les secteurs d'activités de services reliés; iii) programmes de services aux clients intérieurs avec capacités extérieures. Les clients de la Société sont situés à travers les États-Unis et font généralement partie de la liste de 500 sociétés de Fortune.

*Principes de consolidation :* Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Accent Marketing Services Inc. et de sa filiale en propriété exclusive, Service Net, Inc. Toutes les opérations et les soldes inter-sociétés importants sont éliminés lors de la consolidation.

*Espèces et quasi-espèces :* Aux fins de l'état des flux de trésorerie, la Société considère les placements facilement convertible en espèces ayant des échéances lors de l'acquisition de trois mois et moins comme des quasi-espèces. Les espèces versés pour les intérêts au cours des neuf mois terminés les 30 septembre 1999 et 1998 ne diffèrent pas de façon importante des montants indiqués à l'états des résultats.

*Débiteurs :* La Société considère que tous les débiteurs sont pleinement encaissables au 30 septembre 1999 et 1998. Conséquemment, aucune provision pour créances douteuses n'a été enregistrée.

*Stocks :* Les stocks sont constitués principalement d'enveloppes et de brochures, évalués au coût moyen et conservés dans des entrepôts d'imprimeries situés à travers les États-Unis.

*Immobilisations :* Les immobilisations sont comptabilisées au coût, moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile (5 à 7 ans) des actifs respectifs.

*Dépôts sur frais postaux :* La Société détient des dépôts pour frais postaux pour l'expédition de brochures et d'enveloppes. Tous les fonds perçus qui correspondent à des envois non effectués ne sont pas gagnés et ne sont reconnus comme produits qu'au moment où les services sont rendus.

*Impôts :* La Société a choisi le statut de Corporation S par lequel tous les bénéfices imposables sont transférés directement aux actionnaires. Aucune dépense pour impôt fédéral n'a été enregistrée dans ces états financiers suite à ce choix. La dépense d'impôts représente l'imposition des bénéfices par les autorités locales qui ne reconnaissent pas le statut de Corporation S, et l'impôt composé d'état, versé pour les actionnaires. Aux 30 septembre 1999 et 1998, la Société a des montants de 3 200 \$ et de 9 600 \$, respectivement, d'inclus dans les passifs courus pour le passif d'impôt.

*Constataion des produits :* Les produits relatifs aux services de marketing sont reconnus au cours de la période où les services sont rendus.

*Utilisation d'estimés :* La préparation des états financiers en conformité avec les principes comptables généralement reconnus exige de la direction des estimés et des hypothèses qui affectent les montants indiqués comme actifs et passifs et la divulgation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que les montants indiqués comme produits et charges au cours de la période concernée. Les résultats réels peuvent différer de ceux estimés.

*Reclassement :* Certains reclassements ont été effectués pour la présentation des états financiers consolidés des 30 septembre 1999 et 1998 comparativement aux présentations précédentes. Ces reclassements comprennent principalement des modifications au niveau des sections des produits et du coût des produits à l'état des résultats. La direction est d'avis que l'élément « marketing direct » devrait comprendre toutes les activités de marketing direct, incluant les activités liées au marketing des contrats de services. Conséquemment, la portion de marketing direct des produits de marketing de contrats de service, et les charges relatives à ces produits ont été reclassées sous marketing direct aux 30 septembre 1999 et 1998.

#### NOTE B — IMMOBILISATIONS

Les immobilisations aux 30 septembre 1999 et 1998 se détaillent comme suit :

	1999	1998
Équipement .....	4 054 555 \$	2 674 826 \$
Mobilier et agencement .....	1 042 699	553 340
Améliorations locatives .....	928 193	365 976
	6 025 447	3 594 142
Moins : Amortissement cumulé .....	(2 080 439)	(1 177 029)
	3 945 008 \$	2 417 113 \$

## NOTE C — DETTE

La dette à long terme aux 30 septembre 1999 et 1998 se détaille comme suit :

	30 septembre	
	1999	1998
Billet à terme à payer à la banque, échéant en août 2001, remboursable par versements mensuels comprenant les intérêts au taux de 8,92 %, garanti par des immobilisations .....	503 767 \$	819 294 \$
Billet à terme à payer, remboursable par versements mensuels, comprenant les intérêts au taux de 8,70 % jusqu'en juin 2002, garanti par des équipements et des stocks .....	865 284	1 179 932
	1 369 051	1 999 226
Moins : portion à court terme .....	(582 924)	(631 521)
	<u>786 127 \$</u>	<u>1 367 705 \$</u>

Au 30 septembre 1999, la dette à long terme vient à échéance comme suit :

2000.....	582 924 \$
2001.....	550 141
2002.....	235 986
	<u>1 369 051 \$</u>

En vertu d'une entente d'emprunt renouvelable avec la banque de trois ans, précédemment une marge de crédit, la Société peut emprunter jusqu'à 2 100 000 \$ qui est remboursable en entier le 1 mai 2002. Les intérêts sont payables mensuellement au taux préférentiel de 8,25 % aux 30 septembre 1999 et 1998. L'emprunt est garanti par les débiteurs et les stocks de la Société et par une garantie personnelle d'un actionnaire de la Société. Cet emprunt est renouvelable annuellement le 1 mai pour une année additionnelle à la discrétion de la banque. Aux 30 septembre 1999 et 1998, le montant en circulation de cet emprunt renouvelable était de 1 800 000 \$ et de 200 000 \$, respectivement.

Certaines obligations comprennent des clauses restrictives, incluant des ratios financiers et autres restrictions. La Société respecte ces clauses pour 1999.

## NOTE D — RÉGIME DE PENSION

La Société commande un régime de retraite qui couvre la quasi totalité des employés et prévoit une entente de salaires reportés en vertu de la Section 401 (k) de l'IRC. En vertu de l'entente de salaires reportés, les employés peuvent contribuer jusqu'à un maximum de 15 % de leur rémunération. Les contributions de la Société au régime sont effectuées à la discrétion du conseil d'administration. Les contributions cumulées au régime et passées en charge s'élevaient à approximativement 44 600 \$ et 31 100 \$ pour les neuf mois terminés les 30 septembre 1999 et 1998, respectivement.

La Société a un plan de participation aux bénéfices qui fait partie de l'entente de salaires reportés. Aux 30 septembre 1999 et 1998, la Société a comptabilisé une contribution pour la participation aux bénéfices de 50 000 \$ et de 120 000 \$ respectivement. Ce montant est inclus dans les frais courus au bilan consolidé.

## NOTE E — OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La Société a utilisé une société à responsabilité limitée apparentée (en vertu d'un contrôle commun), comme courtier pour la promotion et la mise en marché des contrats de garantie prolongée contre une commission basée sur les taux courants du marché. Des montants approximatifs de 574 000 \$ et de 336 000 \$ ont été enregistrés au coût des produits pour les neuf mois terminés les 30 septembre 1999 et 1998, respectivement. Des montants à payer d'approximativement 61 000 \$ et 28 000 \$ sont compris dans les fournisseurs pour les services de courtage aux 30 septembre 1999 et 1998, respectivement.

La société a utilisé une société incorporée apparentée (en vertu d'un contrôle commun) comme gestionnaire pour la promotion et la mise en marché des contrats de garantie prolongée. Le montant approximatif passé en charge à titre de commissions et de frais administratifs s'élève à 227 000 \$ au 30 septembre 1999.

## NOTE F — CONCENTRATIONS

Au cours des neuf mois terminés le 30 septembre 1999, la Société a eu quatre clients qui totalisaient approximativement 67 % des produits totaux.

La Société place ses espèces et quasi-espèces dans des banques situées à Louisville, Kentucky, et Kansas City, Missouri. Les soldes sont assurés par la Federal Deposit Insurance Corporation jusqu'à un montant de 100 000 \$ par banque. Aux 30 septembre 1999 et 1998, en excluant les éléments en circulation, la portion non assurée des soldes en banque de la Société s'élevait à 131 047 \$ et à NIL\$, respectivement.

## NOTE G — PRODUITS REPORTÉS

La Société fait la mise en marché de contrats de garantie prolongée. Les produits provenant de ces services sont reportés jusqu'à ce que le contrat soit établi entre un tiers et le détenteur de la garantie. Les produits sont reconnus lorsque le contrat est complet.

#### NOTE H — ÉVENTUALITÉS

La Société maintient une lettre de crédit de 425 000 \$ avec une banque pour prolonger les termes d'un contrat de location-exploitation. La garantie personnelle de l'actionnaire de la Société est utilisée à titre de collatéral. Aux 30 septembre 1999 et 1998, il n'y avait aucun montant en circulation sur la lettre de crédit.

#### NOTE I — CONTRATS DE LOCATION

La Société a vendu certains actifs pour approximativement 780 000 \$ en 1999. Ces actifs ont été subséquemment loués de l'acquéreur pour une période de quatre ans. Cette transaction est comptabilisé comme une entente financière et le gain d'approximativement 29 500 \$ en résultant est amorti sur la période de location, soit quatre ans.

Les versements minimums annuels requis en vertu de ce contrat et en vertu de contrats de location-exploitation non résiliables au 30 septembre 1999 sont les suivants :

	<u>Exploitation</u>	<u>Capital</u>
2000 .....	783 778 \$	235 955 \$
2001 .....	670 573	235 955
2002 .....	460 358	235 955
2003 .....	211 507	102 000
2004 et subséquemment .....	<u>46 744</u>	<u>7 013</u>
Versements minimums totaux .....	<u>2 172 960 \$</u>	816 878
Intérêts imputés .....		<u>(100 062)</u>
Valeur actualisée des paiements de location capitalisés .....		716 816
Moins : portion à court terme .....		<u>188 601</u>
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition à long terme .....		<u>528 215 \$</u>

La charge totale de location s'élevait à 741 952 \$ pour les neuf mois terminés le 30 septembre 1999.

Les immobilisations détenues en vertu de contrats de location-acquisition au 30 septembre 1999, sont les suivants :

Équipement .....	482 267 \$
Mobilier et agencement .....	146 029
Améliorations locatives .....	164 977
	793 273
Moins : amortissement cumulé .....	<u>(85 164)</u>
	<u>708 109 \$</u>

**ACCENT MARKETING SERVICES, INC. ET FILIALE**  
**ANNEXES CONSOLIDÉES DES CHARGES D'OPÉRATIONS**

(Non vérifiés)  
(exprimés en dollars américains)

	Neuf mois terminés le 30 septembre	
	1999	1998
<b>Charges d'opérations</b>		
Salaires .....	3 834 530 \$	2 255 782 \$
Frais de location .....	741 952	601 176
Impôts sur salaires .....	598 284	275 744
Services publics .....	460 661	343 498
Amortissement .....	436 540	194 258
Bénéfices marginaux .....	403 606	294 266
Divers .....	248 212	134 392
Fournitures de bureau .....	154 738	157 120
Déplacements .....	143 130	104 719
Taxes et permis .....	111 636	50 070
Avantages incitatifs aux employés .....	105 183	107 683
Entretien et réparations .....	92 932	67 878
Services professionnels .....	87 613	101 084
Assurance .....	49 787	65 121
Repas et divertissements .....	44 560	31 510
Mauvaises créances .....	8 730	15 919
	7 522 094 \$	4 800 220 \$

Voir le rapport d'examen des experts-comptables.

## RAPPORT DES VÉRIFICATEURS INDÉPENDANTS

Aux actionnaires

ACCENT MARKETING SERVICES INC. ET FILIALE  
Louisville, Kentucky

Nous avons vérifié les bilans consolidés de Accent Marketing Services Inc. et filiale (Corporations S) aux 31 décembre 1998 et 1997 et les états consolidés des résultats, des variations dans les capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers. Nous croyons que nos vérifications constituent une base raisonnable à notre opinion.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière consolidée de Accent Marketing Services Inc. et filiale aux 31 décembre 1998 et 1997 ainsi que des résultats consolidés de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus.

Nos vérifications ont été effectuées afin de donner une opinion sur les états financiers consolidés pris dans leur ensemble. L'information supplémentaire comprise à la page 10 est présentée aux fins d'analyses additionnelles et ne fait pas partie intégrante des états financiers consolidés. Cette information a été assujettie aux procédés de vérification appliqués dans le cadre de la vérification des états financiers consolidés et, à notre avis, donne une image fidèle, à tous les égards importants en relation avec les états financiers consolidés pris dans leur ensemble.

Louisville, Kentucky

Le 29 janvier 1999

(le 12 novembre 1999 pour la Note J)

**ACCENT MARKETING SERVICES, INC. ET FILIALE**

**BILANS CONSOLIDÉS**

(exprimés en dollars américains)

	<u>31 décembre</u>	
	<u>1998</u>	<u>1997</u>
<b>ACTIF</b>		
<b>Actif à court terme</b>		
Encaisse .....	637 772 \$	12 267 \$
Débiteurs, net .....	3 928 453	2 328 408
Avances aux actionnaires .....	—	6 594
Stocks .....	283 081	199 907
Autres actifs à court terme .....	<u>239 452</u>	<u>131 566</u>
<b>Total de l'actif à court terme</b> .....	<u>5 088 758</u>	<u>2 678 742</u>
<b>Immobilisations, net</b> .....	<u>2 648 625</u>	<u>1 667 102</u>
<b>Autres actifs</b>		
Valeur de rachat de police d'assurance-vie .....	12 793	—
Autres .....	<u>10 226</u>	<u>10 424</u>
	<u>23 019</u>	<u>10 424</u>
	<u><u>7 760 402 \$</u></u>	<u><u>4 356 268 \$</u></u>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>		
<b>Passif à court terme</b>		
Chèques préparés en excédant des soldes en banque .....	— \$	156 669 \$
Fournisseurs .....	2 304 830	581 551
Marge de crédit .....	—	350 000
Dépôts sur frais postaux .....	260 926	467 634
Portion à court terme de la dette à long terme .....	564 627	313 828
Frais courus .....	518 426	364 100
Portion à court terme des produits reportés .....	<u>51 516</u>	<u>147 071</u>
<b>Total du passif à court terme</b> .....	3 700 325	2 380 853
<b>Dette à long terme, moins portion à court terme</b> .....	1 223 181	998 258
<b>Crédit bancaire renouvelable</b> .....	<u>1 300 000</u>	—
<b>Total du passif</b> .....	6 223 506	3 379 111
<b>Éventualités</b> .....	—	—
<b>Capitaux propres</b>		
Actions ordinaires, sans valeur nominale, 2 000 actions autorisées, 1 300 actions émises et en circulation .....	2 299	2 299
Surplus d'apport .....	89 580	89 580
Bénéfice non répartis .....	<u>1 445 017</u>	<u>885 278</u>
	<u>1 536 896</u>	<u>977 157</u>
	<u><u>7 760 402 \$</u></u>	<u><u>4 356 268 \$</u></u>

Voir le rapport des vérificateurs indépendants et les notes complémentaires aux états financiers consolidés.

**ACCENT MARKETING SERVICES, INC. ET FILIALE**

**ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS**

(exprimés en dollars américains)

	Exercice terminé le 31 décembre			
	1998	Pourcentage	1997	Pourcentage
<b>Produits</b>				
Marketing direct.....	18 026 682 \$	61,15 %	13 446 296 \$	68,89 %
Services aux clients intérieurs.....	7 287 633	24,72	4 057 119	20,79
Marketing de contrats de services.....	4 163 946	14,13	2 014 055	10,32
<b>Total des produits</b> .....	29 478 261	100,00	19 517 470	100,00
<b>Coûts des produits</b>				
Marketing direct.....	13 655 325	46,32	9 888 611	50,66
Services aux clients intérieurs.....	3 334 813	11,31	1 835 368	9,40
Contrats de services.....	3 417 949	11,59	1 621 160	8,31
Amortissement.....	343 418	1,16	298 206	1,53
<b>Total des coûts des produits</b> .....	20 751 505	70,40	13 643 345	69,90
<b>Marge brute</b> .....	8 726 756	29,60	5 874 125	30,10
<b>Charges d'opérations</b> .....	7 309 785	24,80	4 948 649	25,35
<b>Bénéfice d'opérations</b> .....	1 416 971	4,81	925 476	4,74
<b>Autres produits (charges)</b>				
Perte sur disposition d'équipement.....	—	—	(168 944)	(,87)
Charge d'intérêts.....	(224 413)	(-,76)	(114 107)	(-,58)
Revenus d'intérêts.....	1 772	,01	3 621	,02
Autres.....	1 111	—	17 876	,09
<b>Total des autres produits (charges)</b> .....	(221 530)	(-,75)	(261 554)	(1,34)
<b>Bénéfice avant impôts</b> .....	1 195 441	4,06	663 922	3,40
<b>Impôts</b> .....	15 802	,05	26 395	,14
<b>Bénéfice net</b> .....	1 179 639 \$	4,00 %	637 527 \$	3,27 %

Voir le rapport des vérificateurs indépendants et les notes complémentaires aux états financiers consolidés.

**ACCENT MARKETING SERVICES, INC. ET FILIALE**

**ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DANS LES CAPITAUX PROPRES**

(exprimés en dollars américains)

	<u>Actions ordinaires</u>	<u>Surplus d'apport</u>	<u>Bénéfices non répartis</u>	<u>Total</u>
<b>Solde au 31 décembre 1996</b> .....	2 299 \$	89 567 \$	474 449 \$	566 315 \$
Bénéfice net .....	—	—	637 527	637 527
Surplus d'apport supplémentaire .....	—	13	—	13
Distributions pour payer les passifs d'impôts .....	—	—	<u>(226 698)</u>	<u>(226 698)</u>
<b>Solde au 31 décembre 1997</b> .....	2 299	89 580	885 278	977 157
Bénéfice net .....	—	—	1 179 639	1 179 639
Distributions .....	—	—	<u>(619 900)</u>	<u>(619 900)</u>
<b>Solde au 31 décembre 1998</b> .....	<u>2 299 \$</u>	<u>89 580 \$</u>	<u>1 445 017 \$</u>	<u>1 536 896 \$</u>

Voir le rapport d'examen des experts-comptables et les notes complémentaires aux états financiers consolidés

**ACCENT MARKETING SERVICES, INC. ET FILIALE**

**ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE**

(exprimés en dollars américains)

	<u>Exercice terminé le 31 décembre</u>	
	<u>1998</u>	<u>1997</u>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>		
Bénéfice net . . . . .	1 179 639 \$	637 527 \$
Ajustements pour concilier le bénéfice net aux flux générés par les activités d'exploitation		
Amortissement . . . . .	628 093	421 249
Perte sur disposition d'immobilisations . . . . .	—	168 944
Provision pour créances douteuses . . . . .	(16 342)	16 342
Augmentation de la valeur de rachat de polices d'assurance-vie . . . . .	(12 793)	—
Variations dans les actifs et les passifs		
Débiteurs . . . . .	(1 583 703)	(850 170)
Stocks . . . . .	(83 174)	119 158
Fournisseurs . . . . .	1 723 279	54 087
Dépôts . . . . .	(302 263)	43 990
Autres actifs et passifs . . . . .	46 638	126 727
	<u>399 735</u>	<u>100 327</u>
<b>Espèces et quasi-espèces provenant des activités d'exploitation . . . . .</b>	<b>1 579 374</b>	<b>737 854</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>		
Acquisition d'immobilisations . . . . .	(1 609 616)	(1 240 920)
Produits de certificat de dépôt . . . . .	—	50 000
<b>Espèces et quasi-espèces provenant des activités d'investissement . . . . .</b>	<b>(1 609 616)</b>	<b>(1 190 920)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		
Produits (versements) nets de la marge de crédit . . . . .	950 000	(284 282)
Produits de la dette à long terme . . . . .	1 258 593	1 400 000
Versements sur la dette à long terme . . . . .	(782 871)	(536 253)
Versements sur les obligations en vertu de contrats de location-acquisition . . . . .	—	(85 707)
Chèques préparés en excédant des soldes en banque . . . . .	(156 669)	156 669
Distributions aux actionnaires . . . . .	(619 900)	(226 698)
Avances aux actionnaires . . . . .	6 594	—
Surplus d'apport contribué . . . . .	—	13
<b>Espèces et quasi-espèces provenant des activités de financement . . . . .</b>	<b>655 747</b>	<b>423 742</b>
<b>Augmentation (diminution) nette des espèces et quasi-espèces . . . . .</b>	<b>625 505</b>	<b>(29 324)</b>
<b>Espèces et quasi-espèces, au début de l'exercice . . . . .</b>	<b>12 267</b>	<b>41 591</b>
<b>Espèces et quasi-espèces, à la fin de l'exercice . . . . .</b>	<b><u>637 772 \$</u></b>	<b><u>12 267 \$</u></b>

Voir le rapport des vérificateurs indépendants et les notes complémentaires aux états financiers consolidés

## ACCENT MARKETING SERVICES INC. ET FILIALE

### NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 1998 et 1997  
(établis en dollars américains)

#### NOTE A — SOMMAIRE DES CONVENTIONS COMPTABLES SIGNIFICATIVES

La Société suit les politiques comptables suivantes qui sont en accord avec les principes comptables généralement reconnus aux États-Unis et qui ne diffèrent pas de façon importante des principes comptables généralement reconnus au Canada.

*Nature des opérations :* Accent Marketing Services Inc. et sa filiale, Service Net, Inc. (consolidés référant à la Société) offrent des services de gestion intégrée à ses clients. La Société se concentre sur trois produits principaux : i) contrats de garantie et de services sur des biens de consommation durables; ii) campagnes de marketing direct continues pour les secteurs d'activités de services reliés; iii) programmes de services aux clients intérieurs avec capacités extérieures. Les clients de la Société sont situés à travers les États-Unis et font généralement partie de la liste de 500 sociétés de Fortune.

*Principes de consolidation :* Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Accent Marketing Services Inc. et de sa filiale en propriété exclusive, Service Net, Inc. Toutes les opérations et les soldes inter-sociétés importants sont éliminés lors de la consolidation.

*Espèces et quasi-espèces :* Aux fins de l'état des flux de trésorerie, la Société considère les placements facilement convertible en espèces ayant des échéances lors de l'acquisition de trois mois et moins comme des quasi-espèces. Les espèces versés pour les intérêts au cours des exercices terminés les 31 décembre 1998 et 1997 ne diffèrent pas de façon importante des montants indiqués à l'états des résultats.

*Débiteurs :* La Société considère que tous les débiteurs sont pleinement encaissables au 31 décembre 1998. Cependant, au cours de 1997, la Société a pris une provision pour un client spécifique au montant de 16 342 \$. Cette provision a été renversée en 1998.

*Stocks :* Les stocks sont constitués principalement d'enveloppes et de brochures, évalués au coût moyen et conservés dans des entrepôts d'imprimeries situés à travers les États-Unis.

*Immobilisations :* Les immobilisations sont comptabilisées au coût, moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile (5 à 7 ans) des actifs respectifs.

*Dépôts sur frais postaux :* La Société détient des dépôts pour frais postaux pour l'expédition de brochures et d'enveloppes. Tous les fonds perçus qui correspondent à des envois non effectués ne sont pas gagnés et ne sont reconnus comme produits qu'au moment où les services sont rendus.

*Impôts :* La Société a choisi le statut de Corporation S par lequel tous les bénéfices imposables sont transférés directement aux actionnaires. Aucune dépense pour impôt fédéral n'a été enregistrée dans ces états financiers suite à ce choix. La dépense d'impôts représente l'imposition des bénéfices par les autorités locales qui ne reconnaissent pas le statut de Corporation S, et l'impôt composé d'état, versé pour les actionnaires. Au 31 décembre 1998 et 1997, la Société a des montants de 11 400 \$ et de 500 \$, respectivement, d'inclus dans les passifs courus pour le passif d'impôt.

*Constatation des produits :* Les produits relatifs aux services de marketing sont reconnus au cours de la période où les services sont rendus.

*Utilisation d'estimés :* La préparation des états financiers en conformité avec les principes comptables généralement reconnus exige de la direction des estimés et des hypothèses qui affectent les montants indiqués comme actifs et passifs et la divulgation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que les montants indiqués comme produits et charges au cours de la période concernée. Les résultats réels peuvent différer de ceux estimés.

*Reclassement :* Certains éléments des états financiers de 1997 ont été reclassés pour se conformer à la présentation de 1998.

#### NOTE B — IMMOBILISATIONS

Les immobilisations aux 31 décembre 1997 et 1996 se détaillent comme suit :

	1998	1997
Équipement .....	2 862 773 \$	1 780 756 \$
Mobilier et agencement .....	664 250	392 763
Améliorations locatives .....	486 295	225 181
	4 013 318	2 398 700
Moins : Amortissement cumulé .....	(1 364 693)	(731 598)
	2 648 625 \$	1 667 102 \$

## NOTE C — DETTE

La dette à long terme aux 31 décembre 1998 et 1997 se détaille comme suit :

	<u>1998</u>	<u>1997</u>
Billet à terme à payer à la banque, échéant en décembre 2001, remboursable par versements mensuels comprenant les intérêts au taux de 8,95 %, garanti par des immobilisations .....	— \$	400 000 \$
Billet à terme à payer à la banque, échéant en août 2001, remboursable par versements mensuels comprenant les intérêts au taux de 8,92 %, garanti par des immobilisations .....	686 538	912 086
Billet à terme à payer, remboursable par versements mensuels, comprenant les intérêts au taux de 8,70 % jusqu'en juin 2002, garanti par des équipements et des stocks .....	<u>1 101 270</u>	<u>—</u>
	1 787 808	1 312 086
Moins : portion à court terme .....	<u>(564 627)</u>	<u>(313 828)</u>
	<u>1 223 181 \$</u>	<u>998 258 \$</u>

Au 31 décembre 1998, la dette à long terme vient à échéance comme suit :

1999.....	564 627 \$
2000.....	585 638
2001.....	480 120
2002.....	<u>157 423</u>
	<u>1 787 808 \$</u>

En vertu d'une entente d'emprunt renouvelable avec la banque, précédemment une marge de crédit, la Société peut emprunter jusqu'à 1 600 000 \$ qui est remboursable en entier le 1 mai 2001. Les intérêts sont payables mensuellement au taux préférentiel plus ,75 % (taux effectifs de 9,0 % et de 9,25 % aux 31 décembre 1998 et 1997 respectivement). L'emprunt est garanti par les débiteurs et les stocks de la Société et par une garantie personnelle d'un actionnaire de la Société. Cet emprunt est renouvelable annuellement le 1<sup>er</sup> mai à la discrétion de la banque. Le montant en circulation de cet emprunt était de 1 300 000 \$ au 31 décembre 1998. Au 31 décembre 1997, la marge de crédit utilisée était de 350 000 \$.

Certaines obligations comprennent des clauses restrictives, incluant des ratios financiers et autres restrictions. La Société respecte ces clauses pour 1998 et 1997.

## NOTE D — RÉGIME DE PENSION

La Société commande un régime de retraite qui couvre la quasi totalité des employés et prévoit une entente de salaires reportés en vertu de la Section 401 (k) de l'IRC. En vertu de l'entente de salaires reportés, les employés peuvent contribuer jusqu'à un maximum de 15 % de leur rémunération. Les contributions de la Société au régime sont effectuées à la discrétion du conseil d'administration. Les contributions cumulées au régime et passées en charge s'élevaient à approximativement 43 000 \$ et à 28 000 \$ pour les exercices terminés les 31 décembre 1998 et 1997 respectivement.

La Société a un plan de participation aux bénéfices qui fait partie de l'entente de salaires reportés. Aux 31 décembre 1998 et 1997, la Société a comptabilisé une contribution pour la participation aux bénéfices de 386 000 \$ et de 103 000 \$ respectivement. Ce montant est inclus dans les frais courus au bilan consolidé.

## NOTE E — OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La Société a utilisé une société à responsabilité limitée apparentée (en vertu d'un contrôle commun), comme courtier pour la promotion et la mise en marché des contrats de garantie prolongée contre une commission basée sur les taux courants du marché. Des montants approximatifs de 503 000 \$ et de 253 000 \$ ont été enregistrés au coût des produits pour les exercices terminés les 31 décembre 1998 et 1997 respectivement. Des montants à payer d'approximativement 48 000 \$ et 30 000 \$ sont compris dans les fournisseurs pour les services de courtage aux 31 décembre 1998 et 1997 respectivement.

La société a utilisé une société incorporée apparentée (en vertu d'un contrôle commun) comme gestionnaire pour la promotion et la mise en marché des contrats de garantie prolongée. Le montant approximatif passé en charge à titre de commissions et de frais administratifs s'élève à 230 000 \$ au 31 décembre 1998.

## NOTE F — CONCENTRATIONS

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 1998, la Société a eu deux clients qui totalisaient approximativement 44 % des produits totaux.

La Société place ses espèces et quasi-espèces dans des banques situées à Louisville, Kentucky, et Kansas City, Missouri. Les soldes sont assurés par la Federal Deposit Insurance Corporation jusqu'à un montant de 100 000 \$ par banque. Au 31 décembre 1998, en excluant les éléments en circulation, la portion non assurée des soldes en banque de la Société s'élevait à approximativement 814 000 \$.

## NOTE G — PRODUITS REPORTÉS

La Société fait la mise en marché de contrats de garantie prolongée. Les produits provenant de ces services sont reportés jusqu'à ce que le contrat soit établi entre un tiers et le détenteur de la garantie. Les produits sont reconnus lorsque le contrat est complet.

**NOTE H — ÉVENTUALITÉS**

La Société maintient une lettre de crédit de 425 000 \$ avec une banque pour prolonger les termes d'un contrat de location-exploitation. La garantie personnelle de l'actionnaire de la Société est utilisée à titre de collatéral. Au 31 décembre 1998, il n'y avait aucun montant en circulation sur la lettre de crédit.

**NOTE I — CONTRATS DE LOCATION-EXPLOITATION**

La Société a signé des contrats de location non résiliables pour des automobiles, de l'équipement de bureau, du mobilier et de l'agencement, et des espaces à bureaux, venant à échéance à diverses dates jusqu'en 2002.

Les versements minimums annuels requis en vertu de ces contrats sont les suivants :

1999.....	676 269 \$
2000.....	534 597
2001.....	326 795
2002.....	<u>61 055</u>
	<u>1 598 716 \$</u>

La charge totale de location s'élevait à approximativement 802 000 \$ et 732 000 \$ pour les exercices terminés les 31 décembre 1998 et 1997 respectivement.

**NOTE J — RECLASSEMENTS**

Certains reclassements ont été effectués aux états financiers consolidés pour la présentation de 1998 et 1997 comparativement aux états financiers consolidés émis précédemment. Ces reclassements comprennent principalement des modifications au niveau des sections des produits et du coût des produits à l'état des résultats. La direction est d'avis que l'élément « marketing direct » devrait comprendre toutes les activités de marketing direct, incluant les activités liées au marketing des contrats de services. Conséquemment, la portion de marketing direct des produits de marketing de contrats de service, et les charges relatives à ces produits ont été reclassés sous marketing direct au 31 décembre 1998 et 1997.

**ACCENT MARKETING SERVICES, INC. ET FILIALE**  
**ANNEXES CONSOLIDÉES DES CHARGES D'OPÉRATIONS**  
(exprimés en dollars américains)

	<u>Exercice terminé le 31 décembre</u>	
	<u>1998</u>	<u>1997</u>
<b>Charges d'opérations</b>		
Salaires .....	3 518 233 \$	2 558 375 \$
Frais de location .....	802 724	732 392
Services publics .....	450 427	332 458
Bénéfices marginaux .....	386 364	210 083
Impôts sur salaires .....	369 189	217 886
Amortissement .....	287 867	123 043
Mauvaises créances .....	247 860	126 615
Fournitures de bureau .....	212 459	154 009
Dépenses d'opérations .....	211 490	100 897
Services professionnels .....	159 154	77 480
Avantages incitatifs aux employés .....	157 607	98 823
Déplacements .....	149 050	66 842
Taxes et permis .....	106 531	71 180
Assurance .....	103 399	31 779
Entretien et réparations .....	94 309	36 124
Repas et divertissements .....	53 122	10 663
	<u>7 309 785 \$</u>	<u>4 948 649 \$</u>

Voir le rapport des vérificateurs indépendants.

## RAPPORT DES VÉRIFICATEURS INDÉPENDANTS

Aux actionnaires

ACCENT MARKETING SERVICES INC. ET FILIALE  
Louisville, Kentucky

Nous avons vérifié les bilans consolidés de Accent Marketing Services Inc. et filiale (Corporations S) aux 31 décembre 1997 et 1996 et les états consolidés des résultats, des variations dans les capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers. Nous croyons que nos vérifications constituent une base raisonnable à notre opinion.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière consolidée de Accent Marketing Services Inc. et filiale aux 31 décembre 1997 et 1996 ainsi que des résultats consolidés de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus.

Nos vérifications ont été effectuées afin de donner une opinion sur les états financiers consolidés pris dans leur ensemble. L'information supplémentaire comprise à la page 11 est présentée aux fins d'analyses additionnelles et ne fait pas partie intégrante des états financiers consolidés. Cette information a été assujettie aux procédés de vérification appliqués dans le cadre de la vérification des états financiers consolidés et, à notre avis, donne une image fidèle, à tous les égards importants en relation avec les états financiers consolidés pris dans leur ensemble.

Louisville, Kentucky

Le 30 janvier 1998

(le 12 novembre 1999 pour la Note L)

**ACCENT MARKETING SERVICES, INC. ET FILIALE**

**BILANS CONSOLIDÉS**

(exprimés en dollars américains)

	<u>31 décembre</u>	
	<u>1997</u>	<u>1996</u>
<b>ACTIF</b>		
<b>Actif à court terme</b>		
Encaisse .....	12 267 \$	41 591 \$
Débiteurs, net. ....	2 328 408	1 400 685
Avances aux actionnaires .....	6 594	93 895
Stocks .....	199 907	319 065
Autres actifs à court terme .....	<u>131 566</u>	<u>88 165</u>
<b>Total de l'actif à court terme</b> .....	<u>2 678 742</u>	<u>1 943 401</u>
<b>Immobilisations, net</b> .....	<u>1 667 102</u>	<u>1 016 375</u>
<b>Autres actifs</b>		
Certificat de dépôt .....	—	50 000
Autres .....	<u>10 424</u>	<u>23 810</u>
	<u>10 424</u>	<u>73 810</u>
	<u><u>4 356 268 \$</u></u>	<u><u>3 033 586 \$</u></u>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>		
<b>Passif à court terme</b>		
Chèques préparés en excédant des soldes en banque .....	156 669 \$	— \$
Fournisseurs .....	581 551	527 464
Marge de crédit .....	350 000	634 282
Dépôts sur frais postaux .....	467 634	570 715
Portion à court terme de la dette à long terme .....	313 828	216 083
Frais courus .....	364 100	122 764
Portion à court terme des produits reportés .....	147 071	72 000
Portion à court terme des obligations en vertu de contrats de location-acquisition .....	<u>—</u>	<u>48 493</u>
<b>Total du passif à court terme</b> .....	<u>2 380 853</u>	<u>2 191 801</u>
<b>Dette à long terme, moins portion à court terme</b> .....	998 258	232 256
<b>Obligations en vertu de contrats de location-acquisition, moins portion à court terme</b> .....	—	37 214
<b>Produits reportés à long terme, moins portion à court terme</b> .....	—	6 000
<b>Engagements et éventualités</b> .....	—	—
<b>Capitaux propres</b>		
Actions ordinaires, sans valeur nominale, 2 000 actions autorisées, 1 300 actions émises et en circulation .....	2 299	2 299
Surplus d'apport .....	89 580	89 567
Bénéfices non répartis .....	<u>885 278</u>	<u>474 449</u>
	<u>977 157</u>	<u>566 315</u>
	<u><u>4 356 268 \$</u></u>	<u><u>3 033 586 \$</u></u>

Voir le rapport des vérificateurs indépendants et les notes complémentaires aux états financiers.

**ACCENT MARKETING SERVICES, INC. ET FILIALE**

**ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS**

(exprimés en dollars américains)

	<u>Exercice terminé le 31 décembre</u>	
	<u>1997</u>	<u>1996</u>
<b>Produits</b>		
Marketing direct .....	13 446 296 \$	10 251 546 \$
Services aux clients intérieurs .....	4 057 119	1 257 636
Marketing de contrats de services .....	<u>2 014 055</u>	<u>208 009</u>
<b>Total des produits</b> .....	19 517 470	11 717 191
<b>Coûts des produits</b>		
Marketing direct .....	9 888 611	7 212 755
Services aux clients intérieurs .....	1 835 368	624 935
Contrats de services .....	1 621 160	159 768
Amortissement .....	<u>298 206</u>	<u>220 213</u>
<b>Total des coûts des produits</b> .....	<u>13 643 345</u>	<u>8 217 671</u>
<b>Marge brute</b> .....	5 874 125	3 499 520
<b>Charges d'opérations</b> .....	<u>4 948 649</u>	<u>3 466 732</u>
<b>Bénéfice d'opérations</b> .....	<u>925 476</u>	<u>32 788</u>
<b>Autres produits (charges)</b>		
Perte sur disposition d'équipement .....	(168 944)	—
Charge d'intérêts .....	(114 107)	(102 447)
Revenus d'intérêts .....	3 621	971
Autres .....	17 876	186 448
Revenus de commissions .....	<u>—</u>	<u>14 287</u>
<b>Total des autres produits (charges)</b> .....	<u>(261 554)</u>	<u>99 259</u>
<b>Bénéfice avant impôts</b> .....	663 922	132 047
<b>Impôts</b> .....	<u>26 395</u>	<u>1 600</u>
<b>Bénéfice net</b> .....	<u><u>637 527 \$</u></u>	<u><u>130 447 \$</u></u>

Voir le rapport des vérificateurs indépendants et les notes complémentaires aux états financiers.

**ACCENT MARKETING SERVICES, INC. ET FILIALE**

**ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DANS LES CAPITAUX PROPRES**

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 1997 et 1998

(exprimés en dollars américains)

	<u>Actions ordinaires</u>	<u>Surplus d'apport</u>	<u>Bénéfices non répartis</u>	<u>Total</u>
<b>Solde au 31 décembre 1995</b> .....	2 299 \$	89 567 \$	390 917 \$	482 783 \$
Bénéfice net .....	—	—	130 447	130 447
Distributions pour payer les passifs d'impôts .....	—	—	(46 915)	(46 915)
<b>Solde au 31 décembre 1996</b> .....	2 299	89 567	474 449	566 315
Bénéfice net .....	—	—	637 527	637 527
Surplus d'apport supplémentaire .....	—	13	—	13
Distributions pour payer les passifs d'impôts .....	—	—	(226 698)	(226 698)
<b>Solde au 31 décembre 1997</b> .....	<u>2 299 \$</u>	<u>89 580 \$</u>	<u>885 278 \$</u>	<u>977 157 \$</u>

Voir le rapport des vérificateurs indépendants et les notes complémentaires aux états financiers.

**ACCENT MARKETING SERVICES, INC. ET FILIALE**

**ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE**

(exprimés en dollars américains)

	<u>Exercice terminé le 31 décembre</u>	
	<u>1997</u>	<u>1996</u>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>		
Bénéfice net.....	637 527 \$	130 447 \$
Ajustements pour concilier le bénéfice net aux flux générés par les activités d'exploitation		
Amortissement .....	421 249	296 799
Perte sur disposition d'immobilisations .....	168 944	—
Provision pour créances douteuses .....	16 342	—
Variations dans les actifs et les passifs		
Débiteurs .....	(850 170)	118 262
Stocks .....	119 158	(125 501)
Fournisseurs.....	54 087	(93 335)
Dépôts .....	43 990	289 737
Autres actifs et passifs .....	126 727	(86 448)
	<u>100 327</u>	<u>399 514</u>
<b>Espèces et quasi-espèces provenant des activités d'exploitation.....</b>	<b>737 854</b>	<b>529 961</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>		
Acquisition d'immobilisations .....	(1 240 920)	(370 343)
Produits de certificat de dépôt .....	50 000	—
<b>Espèces et quasi-espèces provenant des activités d'investissement.....</b>	<b>(1 190 920)</b>	<b>(370 343)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		
Produits (versements) nets de la marge de crédit .....	(284 282)	74 164
Produits de la dette à long terme .....	1 400 000	250 000
Versements sur la dette à long terme.....	(536 253)	(276 133)
Versements sur les obligations en vertu de contrats de location-acquisition .....	(85 707)	(25 248)
Chèques préparés en excédant des soldes en banque .....	156 669	—
Distributions aux actionnaires .....	(226 698)	(46 915)
Avances aux actionnaires .....	—	(93 895)
Surplus d'apport contribué.....	13	—
<b>Espèces et quasi-espèces provenant des activités de financement .....</b>	<b>423 742</b>	<b>(118 027)</b>
<b>Augmentation (diminution) nette des espèces et quasi-espèces .....</b>	<b>(29 324)</b>	<b>41 591</b>
<b>Espèces et quasi-espèces, au début de l'exercice .....</b>	<b>41 591</b>	<b>—</b>
<b>Espèces et quasi-espèces, à la fin de l'exercice .....</b>	<b><u>12 267 \$</u></b>	<b><u>41 591 \$</u></b>

Voir le rapport des vérificateurs indépendants et les notes complémentaires aux états financiers.

## ACCENT MARKETING SERVICES INC. ET FILIALE

### NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 1997 et 1996  
(exprimés en dollars américains)

#### NOTE A — SOMMAIRE DES CONVENTIONS COMPTABLES SIGNIFICATIVES

La Société suit les politiques comptables suivantes qui sont en accord avec les principes comptables généralement reconnus aux États-Unis et qui ne diffèrent pas de façon importante des principes comptables généralement reconnus au Canada.

*Nature des opérations :* Accent Marketing Services Inc. et sa filiale, Service Net, Inc. (consolidés référant à la Société) offrent des services directs de marketing à ses clients. Cela comprend les services d'envois postaux directs, de télé-marketing et d'internet. Ses clients sont situés à travers les États-Unis et font généralement partie de la liste de 500 sociétés de Fortune.

*Principes de consolidation :* Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Accent Marketing Services Inc. et de sa filiale en propriété exclusive, Service Net, Inc. Toutes les opérations et les soldes inter-sociétés importants sont éliminés lors de la consolidation.

*Espèces et quasi-espèces :* Aux fins de l'état des flux de trésorerie, la Société considère les placements facilement convertible en espèces ayant des échéances lors de l'acquisition de trois mois et moins comme des quasi-espèces. En 1996, le certificat de dépôt est donné en garantie d'une lettre de crédit sur un contrat de location. Les espèces versés pour les intérêts au cours des exercices terminés les 31 décembre 1997 et 1996 ne diffèrent pas de façon importante des montants indiqués à l'états des résultats.

*Débiteurs :* La Société maintient une provision pour créances douteuses au montant de 16 342 \$ pour 1997 et de NIL\$ pour 1996.

*Stocks :* Les stocks sont constitués principalement d'enveloppes et de brochures, évalués au coût moyen et conservés dans des entrepôts d'imprimeries situés à travers les États-Unis. Au cours des exercices précédents, les stocks étaient évalués au moindre du coût et de la valeur au marché (selon la méthode de l'épuisement successif) qui ne diffère pas de façon significative de la méthode du coût moyen.

*Immobilisations :* Les immobilisations sont comptabilisées au coût, moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile (5 à 7 ans) des actifs respectifs.

*Dépôts sur frais postaux :* La Société détient des dépôts pour frais postaux pour l'expédition de brochures et d'enveloppes. Tous les fonds perçus qui correspondent à des envois non effectués ne sont pas gagnés et ne sont reconnus comme produits qu'au moment où les services sont rendus.

*Impôts :* La Société a choisi le statut de Corporation S par lequel tous les bénéfices imposables sont transférés directement aux actionnaires. Aucune dépense pour impôt fédéral n'a été enregistrée dans ces états financiers suite à ce choix. La dépense d'impôts représente l'imposition des bénéfices par les autorités locales qui ne reconnaissent pas le statut de Corporation S, et l'impôt composé d'état, versé pour les actionnaires. Au 31 décembre 1997 et 1996, la Société a des montants de 500 \$ et de 1 600 \$, respectivement, d'inclus dans les passifs courus pour le passif d'impôt.

*Constatation des produits :* Les produits relatifs aux services de marketing sont reconnus au cours de la période où les services sont rendus.

*Utilisation d'estimés :* La préparation des états financiers en conformité avec les principes comptables généralement reconnus exige de la direction des estimés et des hypothèses qui affectent les montants indiqués comme actifs et passifs et la divulgation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que les montants indiqués comme produits et charges au cours de la période concernée. Les résultats réels peuvent différer de ceux estimés.

#### NOTE B — IMMOBILISATIONS

Les immobilisations aux 31 décembre 1997 et 1996 se détaillent comme suit :

	1997	1996
Équipement .....	1 780 756 \$	1 511 295 \$
Mobilier et agencement .....	392 763	82 711
Améliorations locatives .....	225 181	75 480
	2 398 700	1 669 486
Moins : Amortissement cumulé .....	(731 598)	(653 111)
	1 667 102 \$	1 016 375 \$

## NOTE C — DETTE

La dette à long terme aux 31 décembre 1997 et 1996 se détaille comme suit :

	<u>1997</u>	<u>1996</u>
Billet à terme à payer à la banque, échéant en décembre 2001, remboursable par versements mensuels comprenant les intérêts au taux de 8,95 %, garanti par des immobilisations .....	400 000 \$	— \$
Billet à terme à payer à la banque, échéant en août 2001, remboursable par versements mensuels comprenant les intérêts au taux de 8,92 %, garanti par des immobilisations .....	912 086	—
Billet à terme à payer à la banque, échéant en août 2001, remboursable par versements mensuels comprenant les intérêts au taux de 9,04 %, garanti par des immobilisations .....	—	233 297
Billet à terme à payer à la banque, remboursable par versements mensuels comprenant les intérêts au taux de 9,75 % au 31 décembre 1996, jusqu'en juillet 1997, garanti par une garantie à 80 % du Small Business Administration, Inventory et par une garantie personnelle d'un actionnaire de la Société .....	—	110 175
Billet à terme à payer à la banque, remboursable par versements mensuels comprenant les intérêts au taux de 9,04 %, échéant en août 2001, garanti par les débiteurs et les stocks et par une garantie personnelle d'un actionnaire de la société .....	—	95 833
Billet à terme à payer, remboursable par versements mensuels de 3 057 \$, comprenant les intérêts au taux de 9,75 % jusqu'en avril 1997, garanti par des logiciels .....	—	9 034
	<u>1 312 086</u>	<u>448 339</u>
Moins : portion à court terme .....	<u>(313 828)</u>	<u>(216 083)</u>
	<u>998 258 \$</u>	<u>232 256 \$</u>

Au 31 décembre 1997, la dette à long terme vient à échéance comme suit :

1998 .....	313 828 \$
1999 .....	343 559
2000 .....	375 520
2001 .....	279 179
2002 et subséquemment .....	—
	<u>1 312 086 \$</u>

En vertu d'une entente d'emprunt avec la banque, la Société peut emprunter jusqu'à 1 600 000 \$ pour financer ses besoins de liquidités à court terme. Les intérêts sont payables mensuellement au taux préférentiel plus ,75 % (taux effectifs de 9,5 % et de 9,25 % aux 31 décembre 1997 et 1996 respectivement). L'emprunt est garanti par les débiteurs et les stocks de la Société et par une garantie personnelle d'un actionnaire de la Société. Cette marge de crédit est renouvelable annuellement le 1 mai à la discrétion de la banque. Les montants en circulation de la marge de crédit étaient de 350 000 \$ et de 634 282 \$ aux 31 décembre 1997 et 1996 respectivement.

Certaines obligations comprennent des clauses restrictives, incluant des ratios financiers et autres restrictions. La Société respecte ces clauses pour 1997 et 1996.

## NOTE D — OBLIGATIONS EN VERTU DE CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION

En 1996, la Société a loué de l'équipement informatique en vertu de contrats de location-acquisition. Ces contrats ont été rachetés en 1997. L'analyse des actifs détenus en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations aux 31 décembre 1997 et 1996 est comme suit :

	<u>1997</u>	<u>1996</u>
Équipement informatique de télé-communication .....	— \$	192 190 \$
Moins : Amortissement cumulé .....	—	<u>(92 892)</u>
	<u>— \$</u>	<u>99 298 \$</u>

## NOTE E — RÉGIME DE PENSION

La Société commande un régime de retraite qui couvre la quasi totalité des employés et prévoit une entente de salaires reportés en vertu de la Section 401 (k) de l'IRC. En vertu de l'entente de salaires reportés, les employés peuvent contribuer jusqu'à un maximum de 15 % de leur rémunération. Les contributions de la Société au régime sont effectuées à la discrétion du conseil d'administration. Les contributions cumulées au régime et passées en charge s'élevaient à approximativement 103 000 \$ et à 31 000 \$ pour les exercices terminés les 31 décembre 1997 et 1996 respectivement.

## NOTE F — CONTRATS DE LOCATION-EXPLOITATION

La Société a signé des contrats de location non résiliables pour des automobiles, de l'équipement de bureau, du mobilier et de l'agencement, et des espaces à bureaux, venant à échéance à diverses dates jusqu'en 2000.

Les versements minimums annuels requis en vertu de ces contrats sont les suivants :

1998 .....	610 903 \$
1999 .....	313 307
2000 .....	75 680
2001 .....	—
	<u>999 890 \$</u>

La charge totale de location s'élevait à approximativement 730 000 \$ et 561 000 \$ pour les exercices terminés les 31 décembre 1997 et 1996 respectivement.

#### **NOTE G — CONCENTRATIONS**

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 1997, la Société a eu deux clients qui totalisaient approximativement 42 % des produits totaux et 30 % de la marge brute.

La Société place ses espèces et quasi-espèces dans des banques situées à Louisville, Kentucky, et Kansas City, Missouri. Les soldes sont assurés par la Federal Deposit Insurance Corporation jusqu'à un montant de 100 000 \$ par banque. Au 31 décembre 1997, en excluant les éléments en circulation, la portion non assurée des soldes en banque de la Société s'élevait à approximativement 852 000 \$.

#### **NOTE H — PRODUITS REPORTÉS**

La Société fait la mise en marché de contrats de garantie prolongée. Les produits provenant de ces services sont reportés jusqu'à ce que le contrat soit établi entre un tiers et le détenteur de la garantie. Les produits sont reconnus lorsque le contrat est complet.

#### **NOTE I — ÉVENTUALITÉS**

La Société maintient une lettre de crédit de 100 000 \$ avec une banque pour prolonger les termes d'un contrat de location-exploitation. La garantie personnelle de l'actionnaire de la Société est utilisée à titre de collatéral. Aux 31 décembre 1997 et 1996, il n'y avait aucun montant en circulation sur la lettre de crédit.

#### **NOTE J — AJUSTEMENT AUX COMPTES FOURNISSEURS**

La Société a enregistré un coût des produits et le passif y relatif au cours d'une période précédente d'approximativement 150 000 \$. Au cours de 1996, de l'opinion de la Société et de ses conseillers légaux, cette provision n'était plus considérée comme un passif de la Société et tout paiement subséquent effectué par la Société relativement à ce passif n'excéderait pas 10 000 \$. Ce montant a été passé aux résultats de la Société en 1996.

#### **NOTE K — OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS**

Au cours de 1997, la Société a utilisé une société à responsabilité limitée apparentée (en vertu d'un contrôle commun), comme courtier pour la promotion et la mise en marché des contrats de garantie prolongée contre une commission basée sur les taux courants du marché. Au cours de 1997, un montant approximatif de 253 000 \$ a été enregistré au coût des produits et un compte à payer d'un montant approximatif de 30 000 \$ est compris dans les fournisseurs pour les services de courtage.

#### **NOTE L — RECLASSEMENTS**

Certains reclassements ont été effectués aux états financiers consolidés pour la présentation de 1997 et 1996 comparativement aux états financiers consolidés émis précédemment. Ces reclassements comprennent principalement des modifications au niveau des sections des produits et du coût des produits à l'état des résultats. La direction est d'avis que l'élément « marketing direct » devrait comprendre toutes les activités de marketing direct, incluant les activités liées au marketing des contrats de services. Conséquemment, la portion de marketing direct des produits de marketing de contrats de service, et les charges relatives à ces produits ont été reclassés sous marketing direct au 31 décembre 1997 et 1996.

**ACCENT MARKETING SERVICES, INC. ET FILIALE**  
**ANNEXES CONSOLIDÉES DES CHARGES D'OPÉRATIONS**  
(exprimés en dollars américains)

	Exercice terminé le 31 décembre	
	1997	1996
<b>Charges d'opérations</b>		
Salaires .....	2 558 375 \$	1 782 763 \$
Frais de location .....	732 392	561 466
Services publics .....	332 458	256 175
Divers .....	227 512	96 256
Impôts sur salaires .....	217 886	103 771
Bénéfices marginaux .....	210 083	137 662
Fournitures de bureau .....	154 009	97 287
Amortissement .....	123 043	76 586
Avantages incitatifs aux employés .....	98 823	45 899
Services professionnels .....	77 480	50 182
Taxes et permis .....	71 180	51 969
Déplacements .....	66 842	46 989
Entretien et réparations .....	36 124	112 999
Assurance .....	31 779	36 033
Repas et divertissements .....	10 663	10 695
	4 948 649 \$	3 466 732 \$

Voir le rapport des vérificateurs indépendants.

## **RAPPORT DES VÉRIFICATEURS AUX ACTIONNAIRES**

Nous avons vérifié les bilans consolidés de Allard et Associés Inc. aux 31 janvier 1999, 1998 et 1997 et les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis, du surplus d'apport et des flux de trésorerie de chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 janvier 1999. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la société aux 31 janvier 1999, 1998 et 1997 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 janvier 1999 selon les principes comptables généralement reconnus.

Comptables agréés

Montréal, Canada  
Le 21 avril 1999

**ALLARD ET ASSOCIÉS INC.**

**BILANS CONSOLIDÉS**

	30 septembre		31 janvier		
	1999	1998	1999	1998	1997
	(non vérifié)				
<b>Actif</b>					
Actif à court terme :					
Encaisse .....	955 263 \$	558 620 \$	177 645 \$	610 424 \$	1 384 007 \$
Placement à court terme.....	—	1 000 000	1 750 000	—	—
Débiteurs (note 2) .....	3 957 491	1 974 818	3 207 709	3 894 344	3 117 003
Travaux en cours .....	822 333	658 302	137 822	113 887	753 762
Charges payées d'avance.....	56 333	25 206	70 431	11 205	52 646
	<u>5 791 420</u>	<u>4 216 946</u>	<u>5 343 607</u>	<u>4 629 860</u>	<u>5 307 418</u>
Immobilisations (note 3) .....	445 291	316 399	403 559	310 242	331 012
Impôts sur le revenu reportés .....	14 867	26 892	14 867	26 892	—
Écart d'acquisition .....	31 683	36 467	34 883	39 669	49 600
	<u>6 283 261 \$</u>	<u>4 596 704 \$</u>	<u>5 796 916 \$</u>	<u>5 006 663 \$</u>	<u>5 688 030 \$</u>
<b>Passif et avoir des actionnaires</b>					
Passif à court terme :					
Créditeurs et charges à payer....	3 767 358 \$	2 509 235 \$	3 734 412 \$	3 390 062 \$	3 651 956 \$
Impôts sur le revenu .....	182 162	105 059	104 457	64 959	7 483
Tranche à court terme de la dette à long terme (note 4) .....	67 950	101 775	157 526	205 725	84 825
	<u>4 017 470</u>	<u>2 716 069</u>	<u>3 996 395</u>	<u>3 660 746</u>	<u>3 744 264</u>
Impôts sur le revenu reportés .....	—	—	—	—	12 556
Dette à long terme (note 4) .....	67 950	259 301	101 775	262 301	221 205
Avoir des actionnaires :					
Capital-actions (note 5) .....	469 001	709 369	715 702	729 434	618 495
Surplus d'apport.....	305 424	305 424	305 424	305 424	305 424
Bénéfices non répartis .....	1 423 416	606 541	677 620	48 758	786 086
	<u>2 197 841</u>	<u>1 621 334</u>	<u>1 698 746</u>	<u>1 083 616</u>	<u>1 710 005</u>
Engagements (note 7)					
	<u>6 283 261 \$</u>	<u>4 596 704 \$</u>	<u>5 796 916 \$</u>	<u>5 006 663 \$</u>	<u>5 688 030 \$</u>

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

**ALLARD ET ASSOCIÉS INC.**

**ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS**

	30 septembre		31 janvier		
	1999	1998	1999	1998	1997
	(non vérifié) (8 mois)				
Facturation brute .....	14 591 796 \$	12 205 467 \$	20 421 776 \$	20 749 066 \$	23 554 485 \$
Coûts directs .....	9 847 969	8 167 409	13 765 831	14 930 887	16 788 586
Commissions et honoraires ...	4 743 827	4 038 058	6 655 945	5 818 179	6 765 899
Autres produits .....	135 432	203 897	303 160	180 577	244 861
	<u>4 879 259</u>	<u>4 241 955</u>	<u>6 959 105</u>	<u>5 998 756</u>	<u>7 010 760</u>
Charges d'exploitation :					
Salaires, honoraires et					
charges sociales .....	2 683 269	2 375 216	4 389 017	3 846 867	4 743 580
Administration .....	657 338	588 406	1 008 180	925 147	1 246 616
Communication et					
représentation .....	301 116	211 190	432 456	444 862	580 414
Financières .....	4 670	7 953	30 793	20 230	34 334
	<u>3 646 393</u>	<u>3 182 765</u>	<u>5 860 446</u>	<u>5 237 106</u>	<u>6 604 944</u>
Bénéfice avant les impôts sur					
le revenu .....	1 232 866	1 059 190	1 098 659	761 650	405 816
Impôts sur le revenu					
(note 8) :					
Exigibles .....	445 000	389 267	334 697	258 500	161 027
Reportés .....	—	—	12 025	(22 975)	(90 395)
	<u>445 000</u>	<u>389 267</u>	<u>346 722</u>	<u>235 525</u>	<u>70 632</u>
Bénéfice net .....	<u><u>787 866 \$</u></u>	<u><u>669 923 \$</u></u>	<u><u>751 937 \$</u></u>	<u><u>526 125 \$</u></u>	<u><u>335 184 \$</u></u>

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

**ALLARD ET ASSOCIÉS INC.**

**ÉTATS CONSOLIDÉS DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS**

	30 septembre		31 janvier		
	1999	1998	1999	1998	1997
	(non vérifié) (8 mois)				
Bénéfices non répartis au début					
de la période .....	677 620 \$	48 758 \$	48 758 \$	786 086 \$	731 772 \$
Bénéfice net .....	787 866	669 923	751 937	526 125	335 184
Dividendes .....	(14 745)	(19 395)	(19 395)	—	(30 403)
Impôts remboursables .....	—	—	—	—	1 311
Excédent du prix de rachat sur la valeur comptable des actions .....	(27 325)	(92 745)	(103 680)	(1 194 263)	(251 778)
Frais relatifs à la fusion, déduction faite des impôts sur le revenu de 21 000 \$ .....	—	—	—	(69 190)	—
Bénéfices non répartis à la fin de la période .....	<u>1 423 416 \$</u>	<u>606 541 \$</u>	<u>677 620 \$</u>	<u>48 758 \$</u>	<u>786 086 \$</u>

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

ALLARD ET ASSOCIÉS INC.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU SURPLUS D'APPORT

	30 septembre		31 janvier		
	1999	1998	1999	1998	1997
		(non vérifié) (8 mois)			
Solde au début de la période.....	305 424 \$	305 424 \$	305 424 \$	305 424 \$	— \$
Surplus d'apport découlant de la cession d'un placement à une partie apparentée .....	—	—	—	—	305 424
Solde à la fin de la période .....	<u>305 424 \$</u>	<u>305 424 \$</u>	<u>305 424 \$</u>	<u>305 424 \$</u>	<u>305 424 \$</u>

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

ALLARD ET ASSOCIÉS INC.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

	30 septembre		31 janvier		
	1999	1998	1999	1998	1997
		(non vérifié) (8 mois)			
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :					
Bénéfice net .....	787 866 \$	669 923 \$	751 937 \$	526 125 \$	335 184 \$
Éléments n'ayant aucune incidence sur l'encaisse :					
Amortissement des immobilisations .....	99 360	93 031	127 166	130 758	213 371
Amortissement de l'écart d'acquisition .....	3 200	3 202	4 786	4 785	8 159
Gain à la cession d'un placement .....	—	—	—	—	(8 200)
Impôts sur le revenu reportés	—	—	12 025	(18 448)	(90 395)
Autres .....	—	—	—	(12 546)	126
Variations nettes des éléments hors caisse du fonds de roulement lié à l'exploitation (note 9) .....	(1 309 544)	520 383	987 322	(300 443)	(66 002)
	(419 118)	1 286 539	1 883 236	330 231	392 243
Flux de trésorerie liés aux activités de financement :					
Augmentation de la dette à long terme .....	—	—	—	951 353	169 125
Remboursement de la dette à long terme .....	(123 401)	(106 950)	(208 725)	(789 357)	(223 344)
Rachat d'actions des catégories A et E .....	(274 026)	(194 345)	(208 147)	(1 406 572)	(395 968)
Émission d'actions de catégorie A .....	—	81 535	90 735	323 248	—
Frais relatifs à la fusion .....	—	—	—	(90 190)	—
Dividendes versés .....	(14 745)	(19 395)	(19 395)	—	(30 403)
Impôts remboursables reçus .....	—	—	—	—	6 745
Impôts remboursables payés .....	—	—	—	—	(5 434)
	(412 172)	(239 155)	(345 532)	(1 011 518)	(479 279)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement :					
Produit de la cession d'immobilisations .....	—	—	16 249	—	2 122
Acquisition d'immobilisations .....	(141 092)	(99 188)	(236 732)	(92 296)	(34 868)
Produit de la cession d'un placement à court terme .....	—	—	—	—	199 500
Produit de la cession d'un placement .....	—	—	—	—	443 083
Augmentation des avances et effets à recevoir de sociétés sous contrôle commun .....	—	—	—	—	(442 704)
	(141 092)	(99 188)	(220 483)	(92 296)	167 133
Augmentation (diminution) de l'encaisse et du placement à court terme .....	(972 382)	948 196	1 317 221	(773 583)	80 097
Encaisse et placement à court terme au début de la période .....	1 927 645	610 424	610 424	1 384 007	1 303 910
Encaisse et placement à court terme à la fin de la période .....	955 263 \$	1 558 620 \$	1 927 645 \$	610 424 \$	1 384 007 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

## ALLARD ET ASSOCIÉS INC.

### NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 janvier 1999, 1998 et 1997  
(Les renseignements aux 30 septembre 1999 et 1998 et pour les périodes de huit  
mois arrêtées à ces dates ne sont pas vérifiés.)

La société, qui a été constituée le 7 février 1997 en vertu de la Partie IA de la *Loi sur les compagnies* du Québec, exploite une agence de publicité de même qu'un studio d'arts graphiques.

#### 1. Principales conventions comptables

##### a) Mode de présentation

Le 7 février 1997, Natcom Publicité-Promotion Inc. (« Natcom »), exerçant des activités dans le secteur des communications, et 9001-1800 Québec Inc. (« 9001 »), exploitant une agence de publicité et un studio d'arts graphiques, ont conclu une convention de fusion (la « convention ») en vue de former une nouvelle société portant le nom de Allard et Associés Inc. (« Allard »).

Immédiatement avant la fusion, la valeur comptable de chacune des sociétés était la suivante :

	<b>Natcom</b>	<b>9001</b>
Actif .....	2 721 778 \$	3 205 334 \$
Passif .....	1 709 005	2 508 102
Avoir des actionnaires .....	1 012 773 \$	697 232 \$

Tel que le prévoyait la convention :

- i) les porteurs des 2 000 actions de catégorie A de Natcom ont reçu 84 880 actions de catégorie A de Allard;
- ii) les porteurs des 11 206 actions de catégorie B de Natcom ont reçu 36 619 actions de catégorie A de Allard;
- iii) les porteurs des 2 actions de catégorie F de Natcom ont reçu 1 action de catégorie A de Allard;
- iv) les porteurs des 60 590 actions de catégorie G de Natcom ont reçu 551 275 actions de catégorie A de Allard;
- v) les porteurs des 672 775 actions de catégorie A de 9001 ont reçu 672 775 actions de catégorie A de Allard;
- vi) les porteurs des 38 695 actions de catégorie D de 9001 ont reçu 38 695 actions de catégorie A de Allard.

À la suite de la fusion, les porteurs des actions de Natcom détenaient 50 % des actions comportant droit de vote de Allard et les porteurs des actions de 9001 détenaient l'autre tranche de 50 %.

La fusion des deux sociétés a été comptabilisée selon la méthode de la fusion d'intérêts communs. Par conséquent, les chiffres correspondants de l'exercice précédent comprennent les comptes des deux sociétés fusionnées comme si l'opération avait eu lieu au début de l'exercice.

Les frais relatifs à la fusion de 69 190 \$, déduction faite des impôts sur le revenu reportés connexes de 21 000 \$, ont été constatés en réduction des bénéfices non répartis.

##### b) Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la société et ceux de sa filiale en propriété exclusive.

##### c) Constatation des produits

Les produits tirés des services de publicité et des services connexes se composent des commissions et des honoraires découlant de la facturation aux clients des activités liées aux médias et à la production.

Les produits tirés des annonces passées dans les médias sont comptabilisés à la date de parution. Les produits tirés de la production de messages publicitaires sont comptabilisés à la fin du contrat. Les travaux en cours relatifs à ces deux types de produits sont comptabilisés au prix coûtant. Les honoraires sont comptabilisés à un taux de facturation en fonction du degré d'avancement des travaux. Toute perte prévue sur les travaux en cours est constatée dans l'exercice où il est déterminé qu'une perte sera subie.

##### d) Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites au prix coûtant, déduction faite de l'amortissement cumulé et des crédits reportés y afférents. La société constitue une provision pour l'amortissement des immobilisations en fonction de la durée de vie utile estimative, selon la méthode de l'amortissement linéaire (sauf pour le mobilier et le matériel de bureau qui sont amortis selon la méthode dégressive), aux taux annuels suivants :

<u>Élément d'actif</u>	<u>Durée/taux</u>
Matériel informatique .....	4 ans
Mobilier et matériel de bureau .....	20 %
Améliorations locatives et crédits reportés y afférents .....	Durée du bail

e) Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition est comptabilisé au prix coûtant et il est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de dix ans.

De façon continue, la direction passe en revue l'évaluation et l'amortissement de l'écart d'acquisition, en tenant compte de tous les événements et circonstances qui pourraient en avoir réduit la juste valeur. L'écart d'acquisition est ramené à la juste valeur lorsque les baisses de valeur sont considérées comme étant permanentes en regard des flux de trésorerie prévus.

2. Débiteurs

	30 septembre		31 janvier		
	1999	1998	1999	1998	1997
	(non vérifié)				
Comptes clients .....	3 937 138 \$	1 928 961 \$	3 188 109 \$	3 800 112 \$	2 073 728 \$
Sociétés sous contrôle commun .....	—	—	—	—	739 947
Avances à un employé pour l'achat d'actions, sans intérêt .....	—	—	9 200	89 000	—
Autres .....	20 353	45 857	10 400	5 232	303 328
	<u>3 957 491 \$</u>	<u>1 974 818 \$</u>	<u>3 207 709 \$</u>	<u>3 894 344 \$</u>	<u>3 117 003 \$</u>

3. Immobilisations

	30 septembre			
	1999	1998		
	(non vérifié)			
	<b>Prix coûtant</b>	<b>Amortissement cumulé</b>	<b>Valeur comptable nette</b>	<b>Valeur comptable nette</b>
Matériel informatique .....	344 027 \$	96 720 \$	247 307 \$	171 470 \$
Mobilier et matériel de bureau .....	618 982	420 998	197 984	144 929
	<u>963 009 \$</u>	<u>517 718 \$</u>	<u>445 291 \$</u>	<u>316 399 \$</u>
			31 janvier	
	<b>Prix coûtant</b>	<b>Amortissement cumulé</b>	<b>Valeur comptable nette</b>	<b>Valeur comptable nette</b>
Matériel informatique .....	1 031 138 \$	769 425 \$	261 713 \$	199 904 \$
Mobilier et matériel de bureau .....	781 599	639 753	141 846	148 800
Améliorations locatives .....	—	—	—	208 520
Crédits reportés .....	—	—	—	(226 212)
	<u>1 812 737 \$</u>	<u>1 409 178 \$</u>	<u>403 559 \$</u>	<u>331 012 \$</u>

#### 4. Dette à long terme

	30 septembre		31 janvier		
	1999	1998	1999	1998	1997
	(non vérifié)				
Effet à payer portant intérêt au taux préférentiel bancaire, remboursable en versements annuels de 33 825 \$, échéant en janvier 2001 .....	— \$	101 475 \$	67 650 \$	101 475 \$	135 300 \$
Emprunt portant intérêt au taux préférentiel bancaire, garanti par du matériel informatique, remboursable en versements mensuels de capital de 3 000 \$, échéant en février 1999 .....	—	—	—	39 000	75 000
Effet à payer à un ancien actionnaire lors du rachat d'actions de catégorie A, portant intérêt au taux préférentiel bancaire, remboursable en un paiement de 67 950 \$ en février 1998, suivi de trois versements annuels égaux de 67 950 \$ à compter du 31 janvier 1999 .....	135 900	203 850	135 900	271 800	—
Effets à payer à des actionnaires, sans intérêt, remboursables au plus tard le 31 mars 1999 .....	—	55 751	55 751	55 751	80 730
Emprunt portant intérêt au taux préférentiel bancaire, garanti par du matériel, remboursable en versements mensuels de 1 250 \$ .....	—	—	—	—	15 000
	135 900	361 076	259 301	468 026	306 030
Tranche à court terme .....	67 950	101 775	157 526	205 725	84 825
	<u>67 950 \$</u>	<u>259 301 \$</u>	<u>101 775 \$</u>	<u>262 301 \$</u>	<u>221 205 \$</u>

Les paiements de capital sur la dette à long terme pour les deux prochains exercices sont les suivants :

Exercice se terminant le 31 janvier	
2000 .....	67 950 \$
2001 .....	67 950

#### 5. Capital-actions

Autorisé :

Un nombre illimité d'actions de catégorie A, sans valeur nominale, avec droit de vote et privilège de participation

Un nombre illimité d'actions de catégorie B, sans valeur nominale, sans droit de vote, sans privilège de participation, à dividende cumulatif de 6 % de la valeur de rachat, ayant priorité sur les actions de catégorie E, rachetables au gré de la société ou du porteur à la valeur déterminée lors de la fusion

Un nombre illimité d'actions de catégorie C, avec droit de vote, sans privilège de participation, à dividende cumulatif de ½ de 1 % de la valeur de rachat, rachetables au gré de la société ou du porteur à la valeur déterminée lors de la fusion

63 500 actions de catégorie D, sans valeur nominale, sans droit de vote, sans dividende, rachetables au gré de la société au prix de 1,92 \$ l'action, donnant droit de recevoir en priorité 1,92 \$ par action en cas de dissolution ou de liquidation

Un nombre illimité d'actions de catégorie E, sans valeur nominale, sans droit de vote, sans privilège de participation, à dividende cumulatif de 6 % de la valeur de rachat, rachetables au gré de la société ou du porteur à la valeur nominale par tranches annuelles correspondant à 25 % du nombre d'actions détenues par l'actionnaire à compter de la date du premier anniversaire de l'émission des actions

	30 septembre		31 janvier		
	1999	1998	1999	1998	1997
	(non vérifié)				
Émis et versé :					
989 785 actions de catégorie A (994 050 en 1999; 1 012 050 en 1998; 1 345 550 en 1997) .....	469 001 \$	466 933 \$	473 266 \$	406 186 \$	544 202 \$
Aucune action de catégorie D (aucune en 1999; aucune en 1998; 38 695 en 1997) .....	—	—	—	—	74 293
Aucune action de catégorie E (136 200 en 1999; 181 600 en 1998; aucune en 1997) .....	—	242 436	242 436	323 248	—
	<u>469 001 \$</u>	<u>709 369 \$</u>	<u>715 702 \$</u>	<u>729 434 \$</u>	<u>618 495 \$</u>

Au cours de la période de huit mois arrêlée au 30 septembre 1999, la société a racheté 4 265 actions de catégorie A pour une contrepartie en espèces de 31 590 \$, dont une tranche de 27 325 \$ a été portée en réduction des bénéfices non répartis.

Également au cours de cette période, la société a racheté 136 200 actions de catégorie E pour une contrepartie en espèces de 242 436 \$.

Au cours de l'exercice terminé le 31 janvier 1999, la société a émis 39 450 actions de catégorie A pour une contrepartie en espèces de 90 735 \$.

Au cours du même exercice, la société a racheté 39 450 actions de catégorie A pour une contrepartie totale de 90 735 \$, dont une tranche de 74 509 \$ a été portée en réduction des bénéfices non répartis.

Durant cet exercice, la société a racheté 18 000 actions de catégorie A conformément à la convention de rachat d'actions (note 7 a)), pour une contrepartie de 36 600 \$, dont une tranche de 29 171 \$ a été portée en réduction des bénéfices non répartis.

Au cours de cet exercice, la société a racheté 45 400 actions de catégorie E pour une contrepartie de 80 812 \$.

Au cours de l'exercice terminé le 31 janvier 1998, la société a émis 181 600 actions de catégorie E pour une contrepartie en espèces de 323 248 \$.

Au cours de cet exercice, la société a racheté 333 500 actions de catégorie A pour une contrepartie en espèces de 627 878 \$, dont une tranche de 492 995 \$ a été portée en réduction des bénéfices non répartis.

Au cours de cet exercice, Natcom a racheté, avant la fusion, 6 133 actions de catégorie B pour une contrepartie en espèces de 35 684 \$, dont une tranche de 33 537 \$ a été portée en réduction des bénéfices non répartis, ainsi que 643 869 actions de catégorie F pour une contrepartie en espèces de 643 869 \$, dont une tranche de 642 883 \$ a été portée en réduction des bénéfices non répartis.

Toujours au cours de l'exercice terminé le 31 janvier 1998, la société a racheté des actions conformément à la convention de rachat d'actions (note 7 a)). L'excédent de 24 848 \$ du prix de rachat par rapport à la valeur comptable des actions a été porté en réduction des bénéfices non répartis.

Au cours de cet exercice, la société a racheté 38 695 actions de catégorie D pour une contrepartie de 74 293 \$.

## 6. Opérations entre apparentés

Dans le cours normal des affaires, la société a conclu les opérations suivantes avec une des sociétés actionnaires à la valeur d'échange :

	30 septembre		31 janvier		
	1999	1998	1999	1998	1997
	(non vérifié) (8 mois)				
Facturation brute .....	— \$	— \$	— \$	1 004 605 \$	1 380 985 \$
Salaires, honoraires et charges sociales .....	—	—	—	5 675	—
Coûts directs .....	—	—	—	—	31 402

## 7. Engagements

### a) Convention de rachat d'actions

Si un porteur d'actions de catégorie A cessait d'être un employé de la société ou de toute société associée, la société doit racheter les actions détenues par l'employé et ce, à la valeur déterminée par le conseil d'administration.

### b) Contrats de location-exploitation

Les paiements minimums de location à effectuer aux termes de contrats de location-exploitation pour les locaux à bureaux, échéant en décembre 2000, et pour le matériel, échéant en décembre 2001, s'établissent comme suit :

2000 .....	282 230 \$
2001 .....	214 782
	<u>497 012 \$</u>

Ces contrats comprennent des ententes de location prévoyant des frais annuels supplémentaires de location fondés sur un pourcentage du coût des impôts fonciers et de certaines charges d'exploitation.

## 8. Impôts sur le revenu

Le rapprochement entre le taux d'imposition réel et le taux d'imposition prévu par la loi se détaille comme suit :

	30 septembre		31 janvier		
	1999	1998	1999	1998	1997
	(non vérifié) (8 mois)				
Taux fédéral et provincial combinés .....	38 %	38 %	38 %	38 %	38 %
Crédit d'impôt pour fabrication et transformation .....	(5) %	(4) %	(5) %	(5) %	(10) %
Déduction accordée aux petites entreprises .....	—	(3) %	(4) %	(5) %	(9) %
Frais non déductibles .....	2 %	3 %	3 %	3 %	2 %
Rajustements sur exercices antérieurs .....	—	—	—	—	(4) %
Autres .....	1 %	3 %	—	—	—
	<u>36 %</u>	<u>37 %</u>	<u>32 %</u>	<u>31 %</u>	<u>17 %</u>

## 9. Variations des éléments hors caisse du fonds de roulement lié à l'exploitation

	30 septembre		31 janvier		
	1999	1998	1999	1998	1997
	(non vérifié) (8 mois)				
Diminution (augmentation) :					
Débiteurs .....	(749 782)\$	1 919 526 \$	686 635 \$	(777 341)\$	448 619 \$
Travaux en cours .....	(684 511)	(544 415)	(23 935)	639 875	124 470
Charges payées d'avance .....	14 098	(14 001)	(59 226)	41 441	(2 658)
Augmentation (diminution) :					
Créditeurs et charges à payer .....	32 946	(880 827)	344 350	(261 894)	(567 299)
Impôts sur le revenu .....	77 705	40 100	39 498	57 476	(69 134)
	<u>(1 309 544)\$</u>	<u>520 383 \$</u>	<u>987 322 \$</u>	<u>(300 443)\$</u>	<u>(66 002)\$</u>
Renseignements supplémentaires :					
Intérêts payés .....	888 \$	3 396 \$	23 853 \$	13 380 \$	25 000 \$
Impôts sur le revenu payés .....	367 295	339 900	285 932	209 331	125 000

## 10. Instruments financiers

Les instruments financiers de la société présentés au bilan se composent des placements à court terme, des débiteurs, des créditeurs et des charges à payer et de la dette à long terme. La juste valeur marchande de ces instruments financiers se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur courte durée, ou eu égard à la dette à long terme, en raison du taux d'intérêt variable.

## 11. Information sectorielle

La société mène ses activités dans un seul secteur au Canada. Ses trois clients les plus importants comptent pour environ 44 % du total des produits tirés des commissions et des honoraires pour la période de huit mois arrêtée au 30 septembre 1999.

## 12. Incertitude découlant du problème du passage à l'an 2000

Le passage à l'an 2000 pose un problème parce que de nombreux systèmes informatiques utilisent deux chiffres plutôt que quatre pour identifier l'année. Les systèmes sensibles aux dates peuvent confondre l'an 2000 avec l'année 1900 ou une autre date, ce qui entraîne des erreurs lorsque des informations faisant intervenir des dates de l'an 2000 sont traitées. En outre, des problèmes semblables peuvent se manifester dans des systèmes qui utilisent certaines dates de l'année 1999 pour représenter autre chose qu'une date. Les répercussions du problème du passage à l'an 2000 pourront se faire sentir le 1<sup>er</sup> janvier de l'an 2000, ou encore avant ou après cette date, et, si l'on n'y remédie pas, les conséquences sur l'exploitation et l'information financière peuvent aller d'erreurs mineures à une défaillance importante des systèmes qui pourrait nuire à la capacité de la société d'exercer normalement ses activités. Il n'est pas possible d'être certain que tous les aspects du problème du passage à l'an 2000 qui ont une incidence sur la société, y compris ceux qui ont trait aux efforts déployés par les clients, les fournisseurs ou d'autres tiers, seront entièrement résolus.

## RAPPORT DES VÉRIFICATEURS INDÉPENDANTS

Aux directeurs et aux actionnaires

COLLE & McVOY, INC.

Minneapolis, Minnesota

Nous avons vérifié les bilans de Colle & McVoy, Inc. au 31 mars 1999 et au 31 décembre 1998 et les états des résultats, des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les trois mois terminés le 31 mars 1999 et l'exercice terminé le 31 décembre 1998. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers. Nous croyons que nos vérifications constituent une base raisonnable à notre opinion.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de Colle & McVoy, Inc. au 31 mars 1999 et au 31 décembre 1998 ainsi que des résultats de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour les trois mois et l'exercice terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus.

St. Paul, Minnesota

Le 14 mai 1999

**COLLE & McVOY, INC.**

**BILANS**

**31 MARS 1999 ET 31 DÉCEMBRE 1998**

(en dollars américains)

	<b>1999</b>	<b>1998</b>
<b>ACTIF</b>		
<b>ACTIF À COURT TERME</b>		
Encaisse .....	— \$	1 056 229 \$
Clients .....	9 150 107	7 939 272
Travaux en cours .....	3 405 564	1 801 848
À recevoir des employés .....	241 495	—
Frais payés d'avance .....	60 646	28 913
Impôts à recevoir .....	80 000	104 712
Portion à court terme des impôts reportés .....	54 000	—
Total de l'actif à court terme .....	12 991 812	10 930 974
<b>IMMOBILISATIONS</b>		
Mobilier et équipement .....	1 017 781	814 744
Équipement électronique .....	2 120 551	2 100 844
Améliorations locatives .....	67 044	67 044
Terrain .....	75 000	—
Immeuble .....	439 088	—
Construction en cours .....	—	566 422
Total .....	3 719 464	3 549 054
Moins : Amortissement cumulé .....	(1 874 902)	(1 771 645)
Total des immobilisations (au coût amorti) .....	1 844 562	1 777 409
<b>AUTRES ACTIFS</b>		
Impôts reportés (net de la portion à court terme ci-haut) .....	100 000	100 000
Autres .....	190 001	200 000
Total des autres actifs .....	290 001	300 000
Total de l'actif .....	15 126 375 \$	13 008 383 \$

Voir les notes complémentaires aux états financiers.

	<u>1999</u>	<u>1998</u>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>		
<b>PASSIF À COURT TERME</b>		
Fournisseurs .....	7 698 098 \$	4 476 718 \$
Dépôts des clients .....	2 078 361	2 116 337
Chèques émis en excédant de l'encaisse .....	121 116	—
Portion à court terme de la dette à long terme .....	66 573	69 654
Portion à court terme des loyers courus .....	32 388	32 388
Portion à court terme des impôts reportés .....	—	6 000
Taxes et autres charges courues.....	<u>213 877</u>	<u>1 271 468</u>
Total du passif à court terme .....	10 210 413	7 972 565
Loyers courus .....	516 048	524 145
Dette à long terme (nette de la portion à court terme ci-haut) .....	<u>533 956</u>	<u>537 938</u>
Total du passif .....	<u>11 260 417 \$</u>	<u>9 034 648 \$</u>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Actions ordinaires, sans valeur nominale, 1 000 000 d'actions autorisées, 334 637 actions émises et en circulation au 31 mars 1999 et 31 décembre 1998 .....	708 679	708 679
Bénéfices non répartis .....	<u>3 414 537</u>	<u>3 802 043</u>
Total .....	4 123 216	4 510 722
Billets à recevoir des employés pour des actions .....	<u>(257 258)</u>	<u>(536 987)</u>
Total des capitaux propres .....	<u>3 865 958</u>	<u>3 973 735</u>
Total du passif et des capitaux propres .....	<u><u>15 126 375 \$</u></u>	<u><u>13 008 383 \$</u></u>

COLLE & McVOY, INC.

ÉTATS DES RÉSULTATS

POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE 31 MARS 1999  
ET L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1998

(exprimés en dollars américains)

	1999		1998	
	Montant	Pourcentage des ventes	Montant	Pourcentage des ventes
<b>Produits</b>				
Ventes aux médias . . . . .	8 727 690 \$	100,0 %	20 674 480 \$	100,0 %
Coût des ventes aux médias . . . . .	8 505 251	97,5	19 717 298	95,4
Marge brute sur médias . . . . .	222 439	2,5	957 182	4,6
Ventes de productions et de créations . . . . .	11 697 201	100,0	38 648 360	100,0
Coût des ventes de productions et de créations . . . . .	5 937 064	50,8	18 894 646	48,9
Marge brute sur productions et créations . . . . .	5 760 137	49,2	19 753 714	51,1
Honoraires de services et autres produits . . . . .	46 397		141 746	
Produits d'escomptes nettes . . . . .	17 287		35 347	
Total des produits d'agence . . . . .	6 046 260	100,0	20 887 989	100,0
<b>Charges d'opérations</b>				
Salaires . . . . .	3 958 805	65,5	13 482 661	64,5
Contributions au régime de retraite . . . . .	49 015	0,8	821 879	3,9
Assurance-groupe . . . . .	168 497	2,8	584 431	2,8
Frais de vente . . . . .	303 952	5,0	1 311 872	6,3
Frais généraux . . . . .	1 733 352	28,7	3 916 415	18,8
Fournitures de bureau . . . . .	166 544	2,8	368 077	1,8
Provision pour mauvaises créances . . . . .	65 429	1,1	214 650	1,0
Total des charges d'opérations . . . . .	6 445 594	106,6	20 699 985	99,1
<b>(Perte) bénéfice d'opérations . . . . .</b>	<b>(399 334)</b>	<b>(6,6)</b>	<b>188 004</b>	<b>0,9</b>
<b>Autres charges</b>				
Charge d'intérêts . . . . .	(23 172)	0,4	(9 050)	—
<b>(Perte) bénéfice avant impôts . . . . .</b>	<b>(422 506)</b>	<b>(7,0)</b>	<b>178 954</b>	<b>0,9</b>
<b>(Bénéfice d') provision pour impôts . . . . .</b>	<b>(35 000)</b>	<b>0,4</b>	<b>86 000</b>	<b>0,4</b>
<b>(Perte nette) bénéfice net . . . . .</b>	<b>(387 506)\$</b>	<b>0,4</b>	<b>92 954 \$</b>	<b>0,4</b>
<b>(Perte) bénéfice par action . . . . .</b>	<b>(1,16)\$</b>		<b>0,29 \$</b>	

Voir les notes complémentaires aux états financiers.

COLLE & McVOY, INC.

ÉTATS DES CAPITAUX PROPRES

POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE 31 MARS 1999  
ET L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1998

(exprimés en dollars américains)

	Nombre d'actions	Actions ordinaires	Bénéfices non répartis	Billet à recevoir des employés pour actions	Total
<b>Solde, 31 décembre 1997</b> .....	323 958	363 327 \$	3 709 089 \$	(177 512)\$	3 894 904 \$
Bénéfice net .....	—	—	92 954	—	92 954
Rachat d'actions ordinaires et remboursement de billets à recevoir d'employés .....	(9 561)	(309 209)	—	188 981	(120 228)
Émission d'actions ordinaires non votantes ....	20 240	654 561	—	(548 456)	106 105
<b>Solde, 31 décembre 1998</b> .....	334 637	708 679 \$	3 802 043 \$	(536 987)\$	3 973 735 \$
Bénéfice net .....	—	—	(387 506)	—	(387 506)
Conversion de billets à recevoir d'employés à court terme en billets à recevoir d'employés	—	—	—	241 495	(241 495)
Remboursement de billets à recevoir d'employés .....	—	—	—	38 234	38 234
<b>Solde, 31 mars 1999</b> .....	<u>334 637</u>	<u>708 679 \$</u>	<u>3 414 537 \$</u>	<u>(257 258)\$</u>	<u>3 865 958 \$</u>

Voir notes complémentaires aux états financiers.

COLLE & McVOY, INC.

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE  
 POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE 31 MARS 1999  
 ET L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1998

(exprimés en dollars américains)

	<u>1999</u>	<u>1998</u>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
Rentrées de fonds — Clients .....	19 239 764 \$	60 334 624 \$
Sorties de fonds — Fournisseurs et membres du personnel .....	(20 204 672)	(60 040 857)
Intérêts reçus .....	56 321	171 441
Intérêts versés .....	(8 403)	(9 050)
Impôts payés .....	—	(122 722)
Espèces et quasi-espèces provenant des (utilisées par les activités d'exploitation) .....	<u>(916 990)</u>	<u>333 436</u>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisition d'immobilisations .....	(170 410)	(461 242)
Construction en cours .....	—	(566 422)
Espèces et quasi-espèces utilisées par les activités d'investissement ...	<u>(170 410)</u>	<u>(1 027 664)</u>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Paiements sur achats d'actions .....	—	(42 688)
Versements sur la dette à long terme .....	(7 063)	(92 212)
Encaissement sur les billets à recevoir des employés .....	38 234	188 981
Produits de la dette à long terme .....	—	408 000
Produits de l'émission d'actions .....	—	106 105
Espèces et quasi-espèces provenant des activités de financement .....	<u>31 171</u>	<u>568 186</u>
<b>AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DES ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES</b> .....	(1 056 229)	(126 042)
Espèces et quasi-espèces, au début de l'exercice .....	1 056 229	1 056 229
<b>ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES, À LA FIN DE L'EXERCICE</b> .....	<u>0 \$</u>	<u>930 187 \$</u>
<b>CONCILIATION DU BÉNÉFICE NET AVEC LES ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES PROVENANT DES (UTILISÉES PAR LES) ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
Bénéfice net .....	(387 508)\$	92 954 \$
Ajustements pour concilier le bénéfice net aux flux générés par les activités d'exploitation		
Amortissement .....	113 258	397 190
Diminution (augmentation) nette des actifs à court terme		
Clients .....	(1 210 835)	903 392
Travaux en cours .....	(1 603 716)	(527 419)
Frais payés d'avance .....	(31 733)	(20 594)
Impôts à recevoir .....	(10 288)	(74 968)
Impôts reportés .....	(25 000)	38 000
Augmentation (diminution) nette des passifs à court terme		
Chèques émis en excédant de l'encaisse .....	121 116	—
Fournisseurs .....	3 221 380	1 080 783
Paiements d'avance à recevoir .....	(37 976)	(1 217 972)
Frais courus .....	(1 065 688)	(337 858)
	<u>(916 990)\$</u>	<u>333 436 \$</u>

Voir les notes complémentaires aux états financiers.

## COLLE & McVOY, INC.

### NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 mars 1999 et 31 décembre 1998

(exprimés en dollars américains)

#### NOTE 1 SOMMAIRE DES CONVENTIONS COMPTABLES SIGNIFICATIVES

##### *Nature des opérations*

Colle & McVoy, Inc. est une agence de publicité du Minnesota qui dessert des clients situés à travers les États-Unis.

##### *Constatation des produits*

La politique de la Société est de facturer progressivement le travail effectué tout au long du cycle de travail. Les produits sont constatés dans la mesure de la facturation du temps et des déboursés encourus pour chaque projet.

##### *Espèces et quasi-espèces*

La Société investit ses placements monétaires à court terme dans une institution financière. À certaines périodes de l'exercice, ces placements peuvent excéder la limite assurable par la Federal Deposit Insurance Corporation. La Société considère ses instruments du marché monétaire qui ne sont pas assujettis à des restrictions relatives aux retraits et au rachat à court terme comme des quasi-espèces.

##### *Clients*

Les comptes clients sont présentés à la valeur nette de réalisation. Conséquemment, la Société maintient une provision pour créances douteuses. Au 31 mars 1999 et au 31 décembre 1998, la provision pour créances douteuses s'élevait à 150 000 \$.

##### *Travaux en cours*

Les travaux en cours représentent les charges encourues pour les projets de production non facturés. Lorsque ces projets sont facturés, le coût des travaux en cours est transféré au coût des ventes de productions et de créations. Au 31 mars 1999 et au 31 décembre 1998, la provision pour travaux en cours non recouvrables s'élevait à 100 000 \$.

##### *Immobilisations*

Les acquisitions d'immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement est calculé sur la durée de vie utile de chaque catégorie d'immobilisations et d'ordinateurs selon la méthode de l'amortissement linéaire et la méthode de l'amortissement accéléré. Pour les trois mois terminés le 31 mars 1999 et l'exercice terminé le 31 décembre 1998, l'amortissement accéléré n'a pas excédé de façon significative l'amortissement linéaire.

##### *Construction en cours*

Au cours de décembre 1998, la Société a entériné une entente d'achat pour l'acquisition d'un terrain et la construction d'un immeuble en Arizona. L'immeuble était disponible pour occupation au janvier 1999.

##### *Autres actifs*

Les montants dans les autres actifs comprennent les éléments intangibles comme les listes de clients potentiels et les cotisations corporatives. Ces actifs sont présentés nets de l'amortissement cumulé de 50 000 \$ et de 40 000 \$ au 31 mars 1999 et au 31 décembre 1998.

##### *Utilisation d'estimés*

La préparation des états financiers en conformité avec les principes comptables généralement reconnus exige de la direction des estimés et des hypothèses qui affectent les montants indiqués comme actifs et passifs et la divulgation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que les montants indiqués comme produits et charges au cours de la période concernée. Les résultats réels peuvent différer de ceux estimés.

##### *Bénéfice par action*

Le bénéfice par action a été calculé en divisant le bénéfice net par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation. Le nombre moyen pondéré utilisé pour calculer le bénéfice par action était de 334 637 et 332 633 pour les trois mois terminés le 31 mars 1999 et l'exercice terminé le 31 décembre 1998, respectivement. Les actions détenues par le régime d'actionnariat des employés sont comprises dans le calcul du bénéfice par actions.

#### NOTE 2 FLUX DE TRÉSORERIE

Il n'y a eu aucune transaction sur les actions au cours des trois mois terminés le 31 mars 1999. Au cours de 1998, la Société a vendu 20 240 actions de son capital-actions en échange d'un acompte monétaire et de billets à recevoir totalisant 548 456 \$. Au cours de 1998, la Société a également racheté 9 561 actions de son capital-actions en échange d'un acompte monétaire et d'un billet à payer de 265 890 \$.

### NOTE 3 BILLET À PAYER À LA BANQUE

La Société a un billet à demande non garanti à payer à la banque. La Société peut emprunter jusqu'à 2 000 000 \$, à la discrétion de la banque, sur ce billet au taux préférentiel de la banque plus ,25 % (7,75 % au 31 mars 1999). Il n'y avait aucun montant en circulation sur ce billet au 31 mars 1999 ni au 31 décembre 1998.

### NOTE 4 DETTE À LONG TERME

	<u>1999</u>	<u>1998</u>
Billet à payer par un ancien employé, intérêt à 8,5 %, remboursable en cinq versements annuels de capital de 47 974 \$, et les intérêts courus, débutant le 30 juin 1998.....	191 895 \$	191 895 \$
Billet à payer par un ancien employé, intérêt à 7,0 %, remboursables par versements mensuels de 1 566 \$, capital et intérêts .....	3 106	7 697
Emprunt hypothécaire sur les biens immobiliers en Arizona, intérêts à 7,4 % pour la première année et à 2,75 % au dessus du taux moyen courant sur les obligations américaines, remboursables par versements mensuels de 3 783 \$ pour une période de cinq ans se terminant le 1 janvier 2004. Solde remboursable au 1 janvier 2004. ....	405 528	408 000
Sous total .....	600 529	607 592
Moins : portion à court terme .....	66 573	69 654
	<u>533 956 \$</u>	<u>537 938 \$</u>

Les versements en capital requis au cours des prochains exercices sont les suivants :

<u>Exercice se terminant le 31 décembre</u>	<u>Montant</u>
2000.....	66 573 \$
2001.....	64 671
2002.....	65 968
2003.....	67 365
2004.....	20 897
Subséquentement.....	315 055
Total .....	<u>600 529 \$</u>

### NOTE 5 RÉGIMES DE RETRAITE

La Société a un régime de participation aux bénéfices qualifié qui est combiné à un régime de retraite en vertu de la Section 401(k) de l'Internal Revenue Code. Le régime couvre pratiquement tous les employés qui ont travaillé pour des périodes de temps spécifiques et qui ont atteint un âge minimum. Le régime prévoit qu'il revient au conseil d'administration d'approuver la contribution discrétionnaire relativement à la participation aux bénéfices. Pour les trois mois terminés le 31 mars 1999 et l'exercice terminé le 31 décembre 1998, la Société a contribué 49 015 \$ et 121 879 \$, respectivement, au régime de participation aux bénéfices comme contribution équivalente en vertu de 401(k).

La Société a un régime d'actionnariat pour ses employés. L'objectif de ce régime est de fournir un régime de retraite qualifié qui détient des actions de la Société à titre de placements. La société peut contribuer des actions et/ou des liquidités au régime, la contribution étant déterminée par le conseil d'administration seulement. La Société est dans l'obligation de racheter toute action du capital-actions distribuée par le régime d'actionnariat aux participants du régime en règlements de tout passif du régime d'actionnariat. Il n'y a eu aucune distribution d'actions pour les trois mois terminés le 31 mars 1999 et l'exercice terminé le 31 décembre 1998. Les contributions de la Société pour les trois mois terminés le 31 mars 1999 et l'exercice terminé le 31 décembre 1998 ont été de NIL\$ et 700 000 \$, respectivement. En 1998, toutes les contributions ont été effectuées en argent et aucune action supplémentaire n'a été émise pour financer les contributions.

Au 31 mars 1999 et au 31 décembre 1998, le régime d'actionnariat pour les employés détenait 196 614 actions de la Société, respectivement. La juste valeur marchande de ces actions, tel que déterminé par l'évaluation indépendante la plus récente, s'élevait à 54,43 \$ par action au 31 décembre 1998.

### NOTE 6 ENTENTE DE RACHAT D'ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ

Les règlements de la Société limitent la possession d'actions de la société principalement aux employés et prévoient un droit de premier refus pour le rachat d'actions par la Société. L'entente contient des clauses pour la détermination du prix et des termes de rachat. Le prix par action est déterminé par une évaluation indépendante annuelle.

## NOTE 7 BILLETS À RECEVOIR DES EMPLOYÉS POUR DES ACTIONS

La Société a aidé les employés pour l'acquisition d'actions de son capital-actions ordinaire. Les termes exigent une mise de fonds et prévoient le remboursement du solde sur une période de cinq ans plus les intérêts variant de 5,33 % à 8 %. Le capital remboursable en vertu de ces ententes est le suivant :

<u>Exercice se terminant le 31 décembre</u>	<u>Montant</u>
2000 .....	70 586 \$
2001 .....	63 848
2002 .....	57 194
2003 .....	58 703
2004 .....	6 927
Total .....	<u>257 258 \$</u>

## NOTE 8 IMPÔTS

La conciliation de l'impôt au taux statutaire avec le taux effectif de la Société est comme suit :

	<u>Pour les trois mois terminés le 31 mars 1999</u>		<u>Pour l'exercice terminé le 31 décembre 1998</u>	
Calculé au taux statutaire anticipé .....	(144 000)\$	(34,0)%	61 000 \$	34,0 %
Exemption de surtaxe .....	—	0,0 %	(7 000)	(3,9)%
Charges non déductibles .....	121 000	28,5 %	15 000	8,4 %
Impôts d'État — Net des avantages fiscaux fédéraux .....	(17 000)	(4,0)%	12 000	6,7 %
Charges minimales d'enregistrement de l'état .....	5 000	1,2 %	5 000	2,8 %
Charge d'impôts totale .....	<u>(35 000)\$</u>	<u>8,3 %</u>	<u>86 000 \$</u>	<u>45,2 %</u>

Les impôts reportés proviennent des écarts temporaires suivants au :

	<u>31 mars 1999</u>	<u>31 décembre 1998</u>
Excédent de l'amortissement fiscal sur l'amortissement comptable .....	(104 000)\$	(118 000)\$
Excédent de la provision comptable sur la déduction fiscale pour les loyers reportés .....	198 000	218 000
Provision pour créances douteuses .....	59 000	59 000
Provision pour travaux en cours non facturables .....	40 000	—
Excédent de la déduction fiscale sur la provision comptable pour l'évaluation des comptes clients à la valeur du marché .....	(44 000)	(65 000)
Bénéfice du report de pertes d'état .....	5 000	—
Impôts reportés nets .....	154 000 \$	94 000 \$
Portion à court terme des impôts reportés .....	54 000 \$	(6 000)\$
Portion à long terme des impôts reportés .....	100 000	100 000
	<u>154 000 \$</u>	<u>94 000 \$</u>

## NOTE 9 CONTRATS DE LOCATION

La Société loue ses espaces à bureaux en vertu d'un bail qui prévoit un loyer comportant un montant mensuel de base plus les charges d'opérations ainsi que les taxes foncières. Les loyers reportés ont été comptabilisés pour ce bail afin de refléter l'impact des avantages relatifs aux premiers mois de location gratuite et à des paiements de loyers réduits. La charge de loyer comprend les charges d'opérations et les taxes foncières calculées au pro rata de l'espace occupé dans l'immeuble.

La société louait précédemment certains équipements de bureau en vertu de contrats de location-exploitation. Ces contrats viennent à échéance à diverses dates jusqu'en 2002.

La charge de location en vertu de ces baux s'élevait à 445 095 \$ et à 1 556 550 \$ pour les trois mois terminés le 31 mars 1999 et l'exercice terminé le 31 décembre 1998, respectivement.

Les versements annuels minimums futurs requis en vertu de ces contrats de location sont les suivants :

<u>Exercice se terminant le 31 mars</u>	<u>Montant</u>
2000.....	902 068 \$
2001.....	903 435
2002.....	971 910
2003.....	916 494
2004.....	921 653
Subséquentement.....	2 630 508
Total.....	<u>7 246 068 \$</u>

#### NOTE 10 ENGAGEMENTS

La Société a entériné un contrat de service pour de l'équipement de poste et de photocopie et du personnel pour le service de photocopie. Le contrat prévoit des charges mensuelles de service de 17 500 \$ à compter de septembre 1998 jusqu'en septembre 2003. Ce contrat prévaut sur les contrats de location d'équipement précédents.

Les versement minimums futurs exigibles pour les charges en vertu de ce contrat sont les suivants :

<u>Exercice se terminant le 31 mars</u>	<u>Montant</u>
2000.....	210 000 \$
2001.....	210 000
2002.....	210 000
2003.....	210 000
2004.....	87 500
Total.....	<u>927 500 \$</u>

#### NOTE 11 CLIENTS IMPORTANTS

Pour les trois mois terminés le 31 mars 1999 et l'exercice terminé le 31 décembre 1998, approximativement 63 % et 65 %, respectivement, du total des produits d'agence de la Société provenait de 32 et 70 divisions de deux clients, respectivement. Au 31 mars 1999 et au 31 décembre 1998, 64 % et 60 %, respectivement, du total des comptes clients provenaient de ces mêmes clients.

#### NOTE 12 OPÉRATIONS SUR LES CAPITAUX PROPRES

Le 24 mars 1999, la majorité des actionnaires et les participants au régime d'actionnariat ont approuvé une opération de regroupement d'entreprises avec MDC Communications Corporations (MDC), une corporation de l'Ontario et sa filiale CMI Acquisition Co. La fusion est effective après la clôture des affaires le 31 mars 1999 et, à ce moment, la Société est devenue une filiale détenue majoritairement par MDC.

**RAPPORT DES VÉRIFICATEURS INDÉPENDANTS  
SUR L'INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE**

Aux directeurs  
COLLE & McVOY, INC.  
Minneapolis, Minnesota

Notre rapport sur nos vérifications des états financiers de base de Colle & McVoy Inc. au 31 mars 1999 et au 31 décembre 1998 apparaît à la page 1. Ces vérifications ont été effectuées afin de donner une opinion sur les états financiers pris dans leur ensemble. L'information supplémentaire sur la page suivante est présentée aux fins d'analyses additionnelles et ne fait pas partie intégrante des états financiers consolidés. Cette information a été assujettie aux procédés de vérification appliqués dans le cadre de la vérification des états financiers et, à notre avis, donne une image fidèle, à tous les égards importants en relation avec les états financiers pris dans leur ensemble.

Saint Paul, Minnesota  
Le 14 mai 1999

**COLLE & McVOY, INC.**

**DÉTERMINATION SPÉCIALE DU FONDS DE ROULEMENT**

**31 MARS 1999**

(exprimés en dollars américains)

En accord avec l'entente et le plan de fusion par et avec CMI Acquisitions Co, MDC Communications Corporation and Colle & McVoy, Inc. au 24 mars 1999 :

Actifs à court terme .....	12 991 812 \$
Passifs à court terme .....	(10 210 413)
Fonds de roulement .....	<u>2 781 399 \$</u>
Taxes d'accise courues, tel que défini au paragraphe 2.1(l)viii .....	<u>228 662</u>
Fonds de roulement au 31 mars 1999, tel que défini au paragraphe 2.2(a) .....	3 010 061 \$
Fonds de roulement minimal, tel que défini au paragraphe 2.1(e) .....	<u>(1 000 000)</u>
Paiement d'ajustement du fonds de roulement .....	2 010 061
Actions en circulation au 31 mars 1999 .....	<u>334 637</u>
Paiement d'ajustement du fonds de roulement par action .....	<u><u>6,01 \$</u></u>

## **RAPPORT DES VÉRIFICATEURS INDÉPENDANTS**

Aux directeurs et aux actionnaires

COLLE & McVOY, INC.

Minneapolis, Minnesota

Nous avons vérifié les bilans de Colle & McVoy, Inc. aux 31 décembre 1998 et 1997 et les états des résultats, des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers. Nous croyons que nos vérifications constituent une base raisonnable à notre opinion.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de Colle & McVoy, Inc. aux 31 décembre 1998 et 1997 ainsi que des résultats de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus.

St-Paul, Minnesota

Le 22 janvier 1999

**COLLE & McVOY, INC.**

**BILANS**

**31 DÉCEMBRE 1998 ET 1997**

(en dollars américains)

	1998	1997
<b>ACTIF</b>		
<b>ACTIF À COURT TERME</b>		
Encaisse .....	1 056 229 \$	1 182 271 \$
Clients .....	7 939 272	8 837 012
Travaux en cours .....	1 801 848	1 274 357
Frais payés d'avance .....	28 913	—
Impôts à recevoir .....	104 712	29 744
Portion à court terme des impôts reportés .....	—	37 000
Total de l'actif à court terme .....	10 930 974	11 360 384
<b>IMMOBILISATIONS</b>		
Mobilier et équipement .....	814 744	696 285
Équipement électronique .....	2 100 844	1 758 061
Améliorations locatives .....	67 044	67 044
Construction en cours .....	566 422	—
Total .....	3 549 054	2 521 390
Moins : Amortissement cumulé .....	(1 771 645)	(1 414 455)
Total des immobilisations (au coût amorti) .....	1 777 409	1 106 935
<b>AUTRES ACTIFS</b>		
Impôts reportés (net de la portion à court terme ci-haut) .....	100 000	95 000
Dépôts sur location .....	—	1 909
Autres .....	200 000	252 064
Total des autres actifs .....	300 000	348 973
Total de l'actif .....	13 008 383 \$	12 816 292 \$
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>		
<b>PASSIF À COURT TERME</b>		
Fournisseurs .....	4 476 718 \$	3 395 937 \$
Portion à court terme de la dette à long terme .....	69 654	17 586
Portion à court terme des loyers courus .....	32 388	—
Portion à court terme des impôts reportés .....	6 000	—
Dû au régime d'actionnariat des employés .....	—	200 000
Dépôts des clients .....	2 116 337	3 234 309
Taxes et autres charges courues .....	1 271 468	1 428 850
Total du passif à court terme .....	7 972 565	8 378 682
<b>LOYERS COURUS</b> .....	524 145	537 009
<b>DETTE À LONG TERME (nette de la portion à court terme ci-haut)</b> ....	537 938	7 697
Total du passif .....	9 034 648	8 921 388
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Actions ordinaires, sans valeur nominale, 1 000 000 actions autorisées, 334 637 et 323 958 actions émises et en circulation aux 31 décembre 1998 et 1997 respectivement .....	708 679	363 327
Bénéfices non répartis .....	3 802 043	3 709 089
Total .....	4 510 722	4 072 416
Billets à recevoir des employés pour des actions .....	(536 987)	(177 512)
Total des capitaux propres .....	3 973 735	3 894 904
Total du passif et des capitaux propres .....	13 008 383 \$	12 816 292 \$

Voir les notes complémentaires aux états financiers.

COLLE & McVOY, INC.

ÉTATS DES RÉSULTATS

POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE 1998 ET 1997

(exprimés en dollars américains)

	1998		1997	
	Montant	Pourcentage des ventes	Montant	Pourcentage des ventes
<b>PRODUITS</b>				
Ventes aux médias . . . . .	20 674 480 \$	100,0 %	25 693 406 \$	100,0 %
Coût des ventes aux médias . . . . .	19 717 298	95,4	24 391 218	94,9
Marges brute sur médias . . . . .	957 182	4,6	1 302 188	5,1
Ventes de productions et de créations . . . . .	38 648 360	100,0	35 826 233	100,0
Coût des ventes de productions et de créations . . . . .	18 894 646	48,9	18 283 648	51,0
Marge brute sur productions et créations . . . . .	19 753 714	51,1	17 542 585	49,0
Honoraires de services et autres produits . . . . .	141 746		140 162	
Produits d'escomptes nettes . . . . .	35 347		72 735	
Total des produits d'agence . . . . .	20 887 989	100,0	19 057 670	100,0
<b>CHARGES D'OPÉRATIONS</b>				
Salaires . . . . .	13 482 661	64,5	12 134 305	63,7
Contributions au régime de retraite . . . . .	821 879	3,9	1 062 602	5,6
Assurance-groupe . . . . .	584 431	2,8	514 653	2,7
Frais de vente . . . . .	1 311 872	6,3	1 015 389	5,3
Frais généraux . . . . .	3 916 415	18,8	3 289 962	17,3
Fournitures de bureau . . . . .	368 077	1,8	351 803	1,8
Provision pour mauvaises créances . . . . .	214 650	1,0	73 205	0,4
Total des charges d'opérations . . . . .	20 699 985	99,1	18 441 899	96,8
<b>BÉNÉFICE D'OPÉRATIONS</b> . . . . .	188 004	0,9	615 771	3,2
<b>AUTRES CHARGES</b>				
Charge d'intérêts . . . . .	(9 050)	—	(4 639)	—
<b>BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS</b> . . . . .	178 954	0,9	611 132	3,2
<b>PROVISION POUR IMPÔTS</b> . . . . .	86 000	0,4	260 800	1,4
<b>BÉNÉFICE NET</b> . . . . .	92 954 \$	0,4	350 332 \$	1,8
<b>BÉNÉFICE PAR ACTION</b> . . . . .	0,29 \$		1,08 \$	

Voir les notes complémentaires aux états financiers.

COLLE & McVOY, INC.

ÉTATS DES CAPITAUX PROPRES

POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE 1998 ET 1997

(exprimés en dollars américains)

	<u>Nombre d'actions</u>	<u>Actions ordinaires</u>	<u>Bénéfices non répartis</u>	<u>Billets à recevoir des employés pour actions</u>	<u>Total</u>
<b>Solde, 31 décembre 1996</b> .....	324 258	369 721 \$	3 358 757 \$	(238 281)\$	3 490 197 \$
Bénéfice net .....	—	—	350 332	—	350 332
Rachat d'actions ordinaires .....	(2 310)	(55 860)	—	78 488	22 628
Émission d'actions ordinaires non votantes .....	<u>2 010</u>	<u>49 466</u>	<u>—</u>	<u>(17 719)</u>	<u>31 747</u>
<b>Solde, au 31 décembre 1997</b> .....	323 958	363 327	3 709 089	(177 512)	3 894 904
Bénéfice net .....	—	—	92 954	—	92 954
Rachat d'actions ordinaires .....	(9 561)	(309 209)	—	188 981	(120 228)
Émission d'actions ordinaires .....	<u>20 240</u>	<u>654 561</u>	<u>—</u>	<u>(548 456)</u>	<u>106 105</u>
<b>Solde, au 31 décembre 1998</b> .....	<u>334 637</u>	<u>708 679 \$</u>	<u>3 802 043 \$</u>	<u>(536 987)\$</u>	<u>3 973 735 \$</u>

Voir notes complémentaires aux états financiers.

COLLE & McVOY, INC.

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE

POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE 1998 ET 1997

(exprimés en dollars américains)

	<u>1998</u>	<u>1997</u>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
Rentrées de fonds — Clients .....	60 334 624 \$	61 678 063 \$
Sorties de fonds — Fournisseurs et membres du personnel .....	(60 040 857)	(59 959 831)
Intérêts reçus .....	171 441	140 162
Intérêts versés .....	(9 058)	(4 639)
Impôts payés .....	<u>(122 722)</u>	<u>(490 127)</u>
Espèces et quasi-espèces provenant des activités d'exploitation .....	<u>333 436</u>	<u>1 363 628</u>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisition d'immobilisations .....	(461 242)	(402 008)
Construction en cours .....	<u>(566 422)</u>	<u>(51 313)</u>
Espèces et quasi-espèces utilisées par les activités d'investissement ...	<u>(1 027 664)</u>	<u>(453 321)</u>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Paiements sur achats d'actions .....	(42 688)	(53 580)
Versements sur la dette à long terme .....	(92 212)	(16 400)
Encaissement sur les billets à recevoir des employés .....	188 981	76 208
Produits de la dette à long terme .....	408 000	—
Produits de l'émission d'actions .....	<u>108 105</u>	<u>31 747</u>
Espèces et quasi-espèces provenant des activités de financement .....	<u>568 186</u>	<u>37 975</u>
<b>AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DES ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES</b> .....	(126 042)	948 282
Espèces et quasi-espèces, au début de l'exercice .....	<u>1 182 271</u>	<u>233 989</u>
<b>ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES, À LA FIN DE L'EXERCICE</b> .....	<u><u>1 056 229 \$</u></u>	<u><u>1 182 271 \$</u></u>
<b>CONCILIATION DU BÉNÉFICE NET AVEC LES ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES PROVENANT DES (UTILISÉES PAR LES) ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
Bénéfice net .....	57 867 \$	350 332 \$
Ajustements pour concilier le bénéfice net aux flux générés par les activités d'exploitation		
Amortissement .....	397 190	412 274
Diminution (augmentation) nette des actifs à court terme		
Clients .....	903 392	85 689
Travaux en cours .....	(527 491)	178 695
Frais payés d'avance .....	(20 594)	(1 909)
Impôts à recevoir .....	(74 968)	(129 744)
Impôts reportés .....	38 000	93 000
Augmentation (diminution) nette des passifs à court terme		
Fournisseurs .....	1 115 888	(1 498 582)
Paiements d'avance à recevoir .....	(1 217 972)	2 382 134
Impôts à payer .....	—	(192 583)
Frais courus .....	<u>(337 858)</u>	<u>(315 678)</u>
	<u><u>333 434 \$</u></u>	<u><u>1 363 628 \$</u></u>

Voir les notes complémentaires aux états financiers.

## COLLE & McVOY, INC.

### NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 décembre 1998 et 1997

(exprimés en dollars américains)

#### NOTE 1 SOMMAIRE DES CONVENTIONS COMPTABLES SIGNIFICATIVES

##### *Nature des opérations*

Colle & McVoy, Inc. est une agence de publicité du Minnesota qui dessert des clients situés à travers les États-Unis.

##### *Constatation des produits*

La politique de la Société est de facturer progressivement le travail effectué tout au long du cycle de travail. Les produits sont constatés dans la mesure de la facturation du temps et des déboursés encourus pour chaque projet.

##### *Espèces et quasi-espèces*

La Société investit ses placements monétaires à court terme dans une institution financière. À certaines périodes de l'exercice, ces placements peuvent excéder la limite assurée par la Federal Deposit Insurance Corporation. La Société considère ses instruments du marché monétaire qui ne sont pas assujettis à des restrictions relatives aux retraits et au rachat à court terme comme des quasi-espèces.

##### *Clients*

Les comptes clients sont présentés à la valeur nette de réalisation. Conséquemment, la Société maintient une provision pour créances douteuses. Aux 31 décembre 1998 et 1997, la provision pour créances douteuses s'élevait à 150 000 \$ et 100 000 \$.

##### *Travaux en cours*

Les travaux en cours représentent les charges encourues pour les projets de production non facturés. Lorsque ces projets sont facturés, le coût des travaux en cours est transféré au coût des ventes de productions et de créations. Aux 31 décembre 1998 et 1997, la provision pour travaux en cours non recouvrables s'élevait à 100 000 \$ et NIL\$.

##### *Immobilisations*

Les acquisitions d'immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement est calculé sur la durée de vie utile de chaque catégorie d'immobilisations et d'ordinateurs selon la méthode de l'amortissement linéaire et la méthode de l'amortissement accéléré. Pour les exercices terminés les 31 décembre 1998 et 1997, l'amortissement accéléré n'a pas excédé de façon significative l'amortissement linéaire.

##### *Construction en cours*

Au cours de décembre 1998, la Société a entériné une entente d'achat pour l'acquisition d'un terrain et la construction d'un immeuble en Arizona. Au 31 décembre 1998, l'immeuble était pratiquement complété et sera disponible pour occupation au début de 1999.

##### *Autres actifs*

Les montants dans les autres actifs comprennent les éléments intangibles comme les listes de clients potentiels et les cotisations corporatives. Ces actifs sont présentés nets de l'amortissement cumulé de 40 000 \$ et NIL\$ pour les exercices terminés les 31 décembre 1998 et 1997.

##### *Utilisation d'estimés*

La préparation des états financiers en conformité avec les principes comptables généralement reconnus exige de la direction des estimés et des hypothèses qui affectent les montants indiqués comme actifs et passifs et la divulgation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que les montants indiqués comme produits et charges au cours de la période concernée. Les résultats réels peuvent différer de ceux estimés.

##### *Bénéfice par action*

Le bénéfice par action a été calculé en divisant le bénéfice net par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation. Le nombre moyen pondéré utilisé pour calculer le bénéfice par action était de 332 633 et 324 233 en 1998 et 1997, respectivement. Les actions détenues par le régime d'actionnariat des employés sont comprises dans le calcul du bénéfice par actions.

#### NOTE 2 FLUX DE TRÉSORERIE

Au cours de 1998, la Société a vendu 20 240 actions de son capital-actions en échange d'un acompte monétaire et de billets à recevoir totalisant 548 456 \$. Au cours de 1997, la Société a vendu 2 010 actions de son capital-actions en échange d'un acompte monétaire et de billets à recevoir totalisant 17 719 \$. Au cours de 1998, la Société a également racheté 9 561 actions de son capital-actions en échange d'un acompte monétaire et d'un billet à payer de 265 890 \$.

### NOTE 3 BILLET À PAYER À LA BANQUE

La Société a un billet à demande non garanti à payer à la banque. La Société peut emprunter jusqu'à 2 000 000 \$, à la discrétion de la banque, sur ce billet au taux préférentiel de la banque plus ,25 % (8,00 % au 31 décembre 1998). Il n'y avait aucun montant en circulation sur ce billet au 31 décembre 1998 ni au 31 décembre 1997.

### NOTE 4 DETTE À LONG TERME

	<u>1998</u>	<u>1997</u>
Billet à payer par un ancien employé, intérêt à 8,5 %, remboursable en cinq versements annuels de capital de 47 974 \$, et les intérêts courus, débutant le 30 juin 1998 .....	191 895 \$	— \$
Billet à payer par un ancien employé, intérêt à 7,0 %, remboursables par versements mensuels de 1 566 \$, capital et intérêts .....	7 697	25 283
Emprunt hypothécaire sur les biens immobiliers en Arizona, intérêts à 7,4 % pour la première année et à 2,75 % au dessus du taux moyen courant sur les obligations américaines, remboursables par versements mensuels de 3 783 \$ pour une période de cinq ans se terminant le 1 <sup>er</sup> janvier 2004. Solde remboursable au 1 <sup>er</sup> janvier 2004 .....	408 000	—
Sous total .....	<u>607 592</u>	<u>25 283</u>
Moins : portion à court terme .....	<u>69 654</u>	<u>17 586</u>
	<u>537 938 \$</u>	<u>7 697 \$</u>

Les versements en capital requis au cours des prochains exercices sont les suivants :

<u>Exercice se terminant le 31 décembre</u>	<u>Montant</u>
1999 .....	69 654 \$
2000 .....	64 362
2001 .....	65 634
2002 .....	67 006
2003 .....	20 510
Subséquemment .....	<u>320 426</u>
Total .....	<u>607 592 \$</u>

### NOTE 5 RÉGIMES DE RETRAITE

La Société a un régime de participation aux bénéfices qualifié qui est combiné à un régime de retraite en vertu de la Section 401(k) de l'Internal Revenue Code. Le régime couvre pratiquement tous les employés qui ont travaillé pour des périodes de temps spécifiques et qui ont atteint un âge minimum. Le régime prévoit qu'il revient au conseil d'administration d'approuver la contribution discrétionnaire relativement à la participation aux bénéfices. Pour les exercices terminés les 31 décembre 1998 et 1997, la Société a contribué 121 879 \$ et 112 602 \$, respectivement, au régime de participation aux bénéfices comme contribution équivalente en vertu de 401(k).

La Société a un régime d'actionnariat pour ses employés. L'objectif de ce régime est de fournir un régime de retraite qualifié qui détient des actions de la Société à titre de placements. La société peut contribuer des actions et/ou des liquidités au régime, la contribution étant déterminée par le conseil d'administration seulement. La Société est dans l'obligation de racheter toute action du capital-actions distribuée par le régime d'actionnariat aux participants du régime en règlements de tout passif du régime d'actionnariat. Il n'y a eu aucune distribution d'actions en 1998 et 1997. Les contributions de la Société pour les exercices terminés les 31 décembre 1998 et 1997 ont été de 700 000 \$ et de 950 000 \$, respectivement. En 1998 et 1997, toutes les contributions ont été effectués en argent et aucune action supplémentaire n'a été émise pour financer les contributions.

Aux 31 décembre 1998 et 1997, le régime d'actionnariat pour les employés détenait 196 614 et 149 006 actions de la Société, respectivement. La juste valeur marchande de ces actions, tel que déterminé par l'évaluation indépendante la plus récente, s'élevait à 54,43 \$ par action au 31 décembre 1998.

### NOTE 6 ENTENTE DE RACHAT D' ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ

Les règlements de la Société limitent la possession d'actions de la société principalement aux employés et prévoient un droit de premier refus pour le rachat d'actions par la Société. L'entente contient des clauses pour la détermination du prix et des termes de rachat. Le prix par action est déterminé par une évaluation indépendante annuelle.

## NOTE 7 BILLETS À RECEVOIR DES EMPLOYÉS POUR DES ACTIONS

La Société a aidé les employés pour l'acquisition d'actions de son capital-actions ordinaire. Les termes exigent une mise de fonds et prévoient le remboursement du solde sur une période de cinq ans plus les intérêts variant de 5,33 % à 8 %. Le capital remboursable en vertu de ces ententes est le suivant :

<u>Exercice se terminant le 31 décembre</u>	<u>Montant</u>
1999 .....	140 674 \$
2000 .....	139 679
2001 .....	114 890
2002 .....	104 505
2003 .....	37 239
Total .....	<u>536 987 \$</u>

## NOTE 8 IMPÔTS

La conciliation de l'impôt au taux statutaire avec le taux effectif de la Société est comme suit :

	<u>1998</u>		<u>1997</u>	
Calculé au taux statutaire anticipé .....	61 000 \$	34,0 %	208 000 \$	34,0 %
Exemption de surtaxe .....	(7 000)	(3,9) %	—	—
Charges non déductibles .....	15 000	8,4 %	8 800	1,5 %
Impôts d'État — Net des avantages fiscaux fédéraux .....	12 000	6,7 %	3 900	6,4 %
Charges minimales d'enregistrement de l'état .....	5 000	2,8 %	5 000	0,8 %
Charge d'impôts totale .....	<u>86 000 \$</u>	<u>48,0 %</u>	<u>260 800 \$</u>	<u>42,7 %</u>

Les impôts reportés proviennent des écarts temporaires suivants au 31 décembre :

	<u>1998</u>	<u>1997</u>
Excédent de l'amortissement fiscal sur l'amortissement comptable .....	(118 000) \$	(110 000) \$
Excédent de la déduction fiscale sur la provision comptable pour l'évaluation des comptes clients à la valeur du marché .....	(65 000)	—
Provision pour créances douteuses .....	59 000	37 000
Excédent de la provision comptable sur la déduction fiscale pour les loyers reportés .....	218 000	205 000
Impôts reportés nets .....	<u>94 000 \$</u>	<u>132 000 \$</u>
Portion à court terme des impôts reportés .....	(6 000) \$	37 000 \$
Portion à long terme des impôts reportés .....	100 000	95 000
	<u>94 000 \$</u>	<u>132 000 \$</u>

## NOTE 9 CONTRATS DE LOCATION

La Société loue ses espaces à bureaux en vertu d'un bail qui prévoit un loyer comportant un montant mensuel de base plus les charges d'opérations ainsi que les taxes foncières. Les loyers reportés ont été comptabilisés pour ce bail afin de refléter l'impact des avantages relatifs aux premiers mois de location gratuite et à des paiements de loyers réduits. La charge de loyer comprend les charges d'opérations et les taxes foncières calculées au pro rata de l'espace occupé dans l'immeuble.

La société louait précédemment certains équipements de bureau en vertu de contrats de location-exploitation. Ces contrats ont été arrêtés et remplacés par le contrat de service mentionné à la note sur les engagements.

La charge de location en vertu de ces baux s'élevait à 1 556 550 \$ et à 1 255 353 en 1998 et 1997, respectivement.

Les versements annuels minimums futurs requis en vertu de ces contrats de location sont les suivants :

<u>Exercice se terminant le 31 décembre</u>	<u>Montant</u>
1999 .....	825 705 \$
2000 .....	847 399
2001 .....	856 915
2002 .....	906 816
2003 .....	911 783
Subséquemment .....	2 669 457
Total .....	<u>7 018 075 \$</u>

**NOTE 10 ENGAGEMENTS**

La Société a entériné un contrat de service pour de l'équipement de poste et de photocopie et du personnel pour le service de photocopie. Le contrat prévoit des charges mensuelles de service de 17 500 \$ à compter septembre 1998 jusqu'en septembre 2003. Ce contrat prévaut sur les contrats de location d'équipement précédents.

Les versement minimums futurs exigibles pour les charges en vertu de ce contrat sont les suivants :

<u>Exercice se terminant le 31 décembre</u>	<u>Montant</u>
1999.....	210 000 \$
2000.....	210 000
2001.....	210 000
2002.....	210 000
2003.....	<u>148 750</u>
Total .....	<u>988 750 \$</u>

**NOTE 11 CLIENTS IMPORTANTS**

Pour les exercices terminés les 31 décembre 1998 et 1997, approximativement 65 % et 60 %, respectivement, du total des produits d'agence de la Société provenait de 70 et 45 divisions de deux clients, respectivement. Au 31 décembre 1998 et 1997, 60 % et 79 %, respectivement, du total des comptes clients provenaient de ces mêmes clients.

**NOTE 12 ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT**

Subséquent au 31 décembre 1998 les administrateurs du régime d'actionnariat pour les employés et certains actionnaires de la Société ont entériné une lettre d'entente pour céder leurs actions du trésor à une société publique. Les détails de cette vente sont en cours de finalisation et il n'est pas possible, à ce jour, de déterminer si la transaction se concrétisera.

## RAPPORT DES VÉRIFICATEURS INDÉPENDANTS

Aux directeurs et aux actionnaires

COLLE & McVOY, INC.

Minneapolis, Minnesota

Nous avons vérifié les bilans de Colle & McVoy, Inc. aux 31 décembre 1997 et 1996 et les états des résultats et des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers. Nous croyons que nos vérifications constituent une base raisonnable à notre opinion.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de Colle & McVoy, Inc. aux 31 décembre 1997 et 1996 ainsi que des résultats de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus.

Minneapolis, Minnesota

Le 26 janvier 1998

**COLLE & McVOY, INC.**

**BILANS**

**31 DÉCEMBRE 1997 ET 1996**

(en dollars américains)

	<u>1997</u>	<u>1996</u>
<b>ACTIF</b>		
<b>ACTIF À COURT TERME</b>		
Encaisse .....	1 182 271 \$	233 989 \$
Clients .....	8 837 012	8 922 701
Travaux en cours .....	1 274 357	1 453 052
Impôts à recevoir .....	29 744	—
Portion à court terme des impôts reportés .....	37 000	37 000
Total de l'actif à court terme .....	<u>11 360 384</u>	<u>10 646 742</u>
<b>IMMOBILISATIONS</b>		
Mobilier et équipement .....	696 285	643 648
Équipement électronique .....	1 758 061	1 417 884
Améliorations locatives .....	67 044	67 850
Total .....	2 521 390	2 119 382
Moins : Amortissement cumulé .....	<u>(1 414 455)</u>	<u>(1 082 181)</u>
Total des immobilisations (au coût amorti) .....	<u>1 106 935</u>	<u>1 037 201</u>
<b>AUTRES ACTIFS</b>		
Impôts reportés (net de la portion à court terme ci-haut) .....	95 000	88 000
Dépôts sur location .....	1 909	80 000
Autres .....	282 064	50 751
Total des autres actifs .....	<u>348 973</u>	<u>218 751</u>
Total de l'actif .....	<u><u>12 810 292 \$</u></u>	<u><u>11 902 694 \$</u></u>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>		
<b>PASSIF À COURT TERME</b>		
Fournisseurs .....	3 395 937 \$	4 894 519 \$
Portion à court terme de la dette à long terme .....	17 586	16 400
Impôts à payer .....	—	192 583
Dû au Trust d'actionariat des employés .....	200 000	600 000
Dépôts des clients .....	3 334 309	952 175
Taxes et autres charges courues .....	1 428 850	1 233 552
Total du passif à court terme .....	8 376 682	7 889 229
<b>LOYERS COURUS</b> .....	537 009	497 985
<b>DETTE À LONG TERME (nette de la portion à court terme ci-haut)</b> .....	<u>7 697</u>	<u>25 283</u>
Total du passif .....	<u>8 921 388</u>	<u>8 412 497</u>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Actions ordinaires, sans valeur nominale, 1 000 000 actions autorisées, 323 958,2 et 324 258,2 actions émises et en circulation aux 31 décembre 1997 et 1996 respectivement .....	363 327	369 721
Bénéfices non répartis .....	<u>3 709 089</u>	<u>3 358 757</u>
Total .....	4 072 416	3 728 478
Billets à recevoir des employés pour des actions .....	<u>(117 512)</u>	<u>(238 281)</u>
Total des capitaux propres .....	<u>3 894 904</u>	<u>3 490 197</u>
Total du passif et des capitaux propres .....	<u><u>12 816 292 \$</u></u>	<u><u>11 902 694 \$</u></u>

Voir les notes complémentaires aux états financiers.

COLLE & McVOY, INC.

ÉTATS DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS  
POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE 1997 ET 1996

(exprimés en dollars américains)

	1997		1996	
	Montant	Pourcentage des ventes	Montant	Pourcentage des ventes
<b>PRODUITS</b>				
Ventes aux médias . . . . .	25 693 406 \$	100,0 %	17 639 447 \$	100,0 %
Coût des ventes aux médias . . . . .	24 391 216	94,9	16 283 560	92,2
Marges brute sur médias . . . . .	1 302 186	5,1	1 375 887	7,8
Ventes de productions et de créations . . . . .	35 826 233	100,0	29 744 550	100,0
Coût des ventes de productions et de créations . . . . .	18 283 648	51,0	14 337 210	48,2
Marge brute sur productions et créations . .	17 542 585	49,0	15 407 340	51,8
Honoraires de services et autres produits . . . .	140 162		229 602	
Produits d'escomptes nettes . . . . .	72 735		44 637	
Total des produits d'agence . . . . .	19 057 670	100,0	17 057 466	100,0
<b>CHARGES D'OPÉRATIONS</b>				
Salaires . . . . .	12 134 305	68,7	10 377 368	60,8
Contributions au régime de retraite . . . . .	1 062 602	15,6	694 864	4,1
Assurance-groupe . . . . .	514 653	2,7	450 682	2,6
Frais de vente . . . . .	1 015 369	5,3	914 370	5,4
Frais généraux . . . . .	3 289 962	17,3	2 932 914	17,2
Fournitures de bureau . . . . .	351 803	1,8	258 974	1,5
Provision pour mauvaises créances . . . . .	73 205	0,4	149 141	0,9
Total des charges d'opérations . . . . .	18 441 899	85,8	15 778 313	92,5
<b>BÉNÉFICE D'OPÉRATIONS</b> . . . . .	615 771	3,2	1 279 153	7,5
<b>AUTRES CHARGES</b>				
Charge d'intérêts . . . . .	(4 639)	—	(3 504)	—
<b>BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS</b> . . . . .	611 132	3,2	1 275 649	7,6
<b>PROVISION POUR IMPÔTS</b> . . . . .	260 800	1,4	575 000	3,4
<b>BÉNÉFICE NET</b> . . . . .	350 332	1,6	700 649	4,1
Bénéfices non répartis, au début . . . . .	3 358 757		2 658 108	
<b>BÉNÉFICES NON RÉPARTIS À LA FIN</b> . .	3 709 080 \$		3 358 767 \$	
<b>BÉNÉFICE PAR ACTION</b> . . . . .	1,08 \$		2,16 \$	

Voir les notes complémentaires aux états financiers.

**COLLE & McVOY, INC.**

**ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE  
POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE 1997 ET 1996**

(exprimés en dollars américains)

	<b>1997</b>	<b>1996</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
Rentrées de fonds — Clients .....	61 678 063 \$	44 732 340 \$
Sorties de fonds — Fournisseurs et membres du personnel .....	(59 959 831)	(44 270 278)
Intérêts reçus .....	140 162	29 354
Intérêts versés .....	(4 639)	(3 504)
Impôts payés .....	(490 127)	(560 022)
Espèces et quasi-espèces provenant des (utilisées par les) activités d'exploitation .....	1 363 628	(72 110)
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisition d'immobilisations .....	(402 008)	(412 106)
Acquisition d'autres actifs .....	(51 313)	(31 921)
Espèces et quasi-espèces utilisées par les activités d'investissement . . .	(453 321)	(444 027)
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Paiements sur achats d'actions .....	(53 580)	(24 159)
Versements sur la dette à long terme .....	(16 400)	(15 235)
Encaissement sur les billets à recevoir des employés .....	76 208	75 506
Produits de l'émission d'actions .....	31 747	41 388
Espèces et quasi-espèces provenant des activités de financement .....	37 975	77 500
<b>AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DES ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES</b> .....	948 282	(438 637)
Espèces et quasi-espèces, au début de l'exercice .....	233 989	672 626
<b>ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES, À LA FIN DE L'EXERCICE</b> .....	1 182 271 \$	233 989 \$
<b>CONCILIATION DU BÉNÉFICE NET AVEC LES ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES PROVENANT DES (UTILISÉES PAR LES) ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
Bénéfice net .....	350 332 \$	700 649 \$
Ajustements pour concilier le bénéfice net aux flux générés par les activités d'exploitation		
Amortissement .....	412 274	424 722
Diminution (augmentation) nette des actifs à court terme		
Clients .....	85 689	(2 947 518)
Travaux en cours .....	178 695	(759 482)
Frais payés d'avance .....	(1 909)	160 000
Impôts à recevoir .....	(129 744)	—
Impôts reportés .....	93 000	4 000
Augmentation (diminution) nette des passifs à court terme		
Fournisseurs .....	(1 498 582)	977 161
Paiements d'avance à recevoir .....	2 382 134	(109 024)
Impôts à payer .....	(192 583)	1 466 404
Frais courus .....	(315 678)	10 978
	1 363 628 \$	(72 110) \$

Voir les notes complémentaires aux états financiers.

## COLLE & McVOY, INC.

### NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 décembre 1997 et 1996

(exprimés en dollars américains)

#### NOTE 1 — SOMMAIRE DES CONVENTIONS COMPTABLES SIGNIFICATIVES

##### *Nature des opérations*

Colle & McVoy, Inc. est une agence de publicité du Minnesota qui dessert des clients situés à travers les États-Unis.

##### *Constatation des produits*

La politique de la Société est de facturer progressivement le travail effectué tout au long du cycle de travail. Les produits sont constatés dans la mesure de la facturation du temps et des déboursés encourus pour chaque projet.

##### *Espèces et quasi-espèces*

La Société investit ses placements monétaires à court terme dans une institution financière. À certaines périodes de l'exercice, ces placements peuvent excéder la limite assurée par la Federal Deposit Insurance Corporation. La Société considère ses instruments du marché monétaire qui ne sont pas assujettis à des restrictions relatives aux retraits et au rachat à court terme comme des quasi-espèces.

##### *Clients*

Les comptes clients sont présentés à la valeur nette de réalisation. Conséquemment, la Société maintient une provision pour créances douteuses. Au 31 décembre 1997 et 1996, la provision pour créances douteuses s'élevait à 100 000 \$.

##### *Travaux en cours*

Les travaux en cours représentent les charges encourues pour les projets de production non facturés. Lorsque ces projets sont facturés, le coût des travaux en cours est transféré au coût des ventes de productions et de créations.

##### *Immobilisations*

Les acquisitions d'immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement est calculé sur la durée de vie utile de chaque catégorie d'immobilisations et d'ordinateurs selon la méthode de l'amortissement linéaire et la méthode de l'amortissement accéléré. Pour les exercices terminés les 31 décembre 1997 et 1996, l'amortissement accéléré n'a pas excédé de façon significative l'amortissement linéaire.

##### *Autres actifs*

Les montants dans les autres actifs comprennent les éléments intangibles comme les listes de clients potentiels et les cotisations corporatives. Ces actifs sont présentés nets de l'amortissement cumulé de NIL\$ et 156 240 \$ pour les exercices terminés les 31 décembre 1997 et 1996.

##### *Reclassements*

Les états financiers de 1996 ont été reclassés pour se conformer à la présentation de 1997. Les dépôts de clients qui étaient déduits des comptes clients précédemment, ont été reclassés comme passif à court terme.

##### *Utilisation d'estimés*

La préparation des états financiers en conformité avec les principes comptables généralement reconnus exige de la direction des estimés et des hypothèses qui affectent les montants indiqués comme actifs et passifs et la divulgation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que les montants indiqués comme produits et charges au cours de la période concernée. Les résultats réels peuvent différer de ceux estimés.

#### NOTE 2 FLUX DE TRÉSORERIE

Au cours de 1997, la Société a vendu 2 010 actions de son capital-actions en échange d'un acompte monétaire et de billets à recevoir totalisant 17 719 \$. Au cours de 1996, la Société a vendu 11 615 actions de son capital-actions en échange d'un acompte monétaire et de billets à recevoir totalisant 184 407 \$.

#### NOTE 3 BILLET À PAYER À LA BANQUE

La Société a un billet à demande non garanti à payer à la banque. La Société peut emprunter jusqu'à 2 000 000 \$, à la discrétion de la banque, sur ce billet au taux préférentiel de la banque plus ,25 % (9,00 % au 31 décembre 1997). Il n'y avait aucun montant en circulation sur ce billet au 31 décembre 1997 ni au 31 décembre 1996.

#### NOTE 4 RÉGIMES DE RETRAITE

La Société a un régime de participation aux bénéfices qualifié qui est combiné à un régime de retraite en vertu de la Section 401(k) de l'Internal Revenue Code. Le régime couvre pratiquement tous les employés qui ont travaillé pour des périodes de temps spécifiques et qui

ont atteint un âge minimum. Le régime prévoit qu'il revient au conseil d'administration d'approuver la contribution discrétionnaire relativement à la participation aux bénéfices.

Pour les exercices terminés les 31 décembre 1997 et 1996, la Société a contribué 112 602 \$ et 94 864 \$, respectivement, au régime de participation aux bénéfices comme contribution équivalente en vertu de 401(k).

La Société a un régime d'actionnariat pour ses employés. L'objectif de ce régime est de fournir un régime de retraite qualifié qui détient des actions de la Société à titre de placements. La société peut contribuer des actions et/ou des liquidités au régime, la contribution étant déterminée par le conseil d'administration seulement. Les contributions de la Société pour les exercices terminés les 31 décembre 1997 et 1996 ont été de 950 000 \$ et de 600 000 \$, respectivement.

Aux 31 décembre 1997 et 1996, le régime d'actionnariat pour les employés détenait 149 006,2 actions de la Société. La juste valeur marchande de ces actions, tel que déterminé par une évaluation indépendante, s'élevait à 32,34 \$ par action au 31 décembre 1997.

#### NOTE 5 ENTENTE DE RACHAT D'ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ

Les règlements de la Société limitent la possession d'actions de la société principalement aux employés et prévoient un droit de premier refus pour le rachat d'actions par la Société. L'entente contient des clauses pour la détermination du prix et des termes de rachat. Le prix par action est déterminé par une évaluation indépendante annuelle.

#### NOTE 6 OPÉRATIONS SUR LE CAPITAL-ACTIONS

Les opérations sur le capital-actions au cours de 1996 et 1997 sont les suivantes :

	<b>Actions en circulation</b>	<b>Émission (rachat) d'actions Total</b>
SOLDE, 1 <sup>er</sup> JANVIER 1996 .....	313 883,2	188 086 \$
Émission de 11 615 actions le 1 <sup>er</sup> mai .....	11 615,0	225 795
Rachat de 890 actions le 31 octobre .....	(890,0)	(17 355)
Rachat de 350 actions le 2 décembre .....	<u>(350,0)</u>	<u>(6 804)</u>
SOLDE, 1 <sup>er</sup> JANVIER 1997 .....	324 258,2	369 721
Rachat de 2 010 actions le 1 <sup>er</sup> août .....	(2 010,0)	(49 466)
Émission de 2 010 actions le 1 <sup>er</sup> août .....	2 010,0	49 466
Rachat de 300 actions le 4 décembre .....	<u>(300,0)</u>	<u>(6 394)</u>
SOLDE, 31 DÉCEMBRE 1997.....	<u><u>323 958,2</u></u>	<u><u>363 327 \$</u></u>

#### NOTE 7 RACHAT ET ÉMISSION DE CAPITAL-ACTIONS

La société a racheté des actions ordinaires d'un ancien employé. Le billet à payer relatif aux actions rachetées s'élevait à 25 283 \$ et à 41 683 \$ aux 31 décembre 1997 et 1996, respectivement. Le billet porte intérêt au taux de 7 % et est remboursable par versements mensuels de 1 566 \$, capital et intérêt. Les montants venant à échéance dans les prochains exercices sur ce billet sont :

<u>Exercice se terminant le 31 décembre</u>	<u>Montant</u>
1998 .....	17 586 \$
1999 .....	<u>7 697</u>
Total .....	<u><u>25 283 \$</u></u>

La Société a également aidé les employés pour l'acquisition d'actions de son capital-actions ordinaire. Les termes exigent une mise de fonds et prévoient le remboursement du solde sur une période de cinq ans plus les intérêts. Le capital remboursable en vertu de ces ententes est le suivant :

<u>Exercice se terminant le 31 décembre</u>	<u>Montant</u>
1998 .....	69 056 \$
1999 .....	51 695
2000 .....	40 233
2001 .....	15 288
2002 .....	<u>1 240</u>
Total .....	<u><u>177 512 \$</u></u>

## NOTE 8 IMPÔTS

La provision pour impôts pour les exercices terminés les 31 décembre 1997 et 1996 se détaille comme suit :

	<u>1997</u>	<u>1996</u>
Impôt fédéral .....	133 700 \$	496 000 \$
Impôt d'état .....	29 100	70 000
Impôts reportés .....	93 000	4 000
Charges minimales d'enregistrement de l'état .....	5 000	5 000
	<u>260 800 \$</u>	<u>575 000 \$</u>

Les impôts reportés sont enregistrés pour refléter l'impact fiscal sur les écarts temporaires entre les états financiers et les déclarations fiscales. Les écarts aux fins des déclarations fiscales sont principalement dus aux charges de loyers reportés enregistrées aux états financiers mais non déduites pour fin d'impôt avant le paiement. Les écarts résultent également du fait que la Société utilise la méthode de l'amortissement accélérée et des périodes d'amortissement plus courtes pour les immobilisations, et, la loi fiscale exige que la méthode de la radiation directe soit appliquée sur les comptes clients difficiles à percevoir.

## NOTE 9 BÉNÉFICE PAR ACTION

Le bénéfice par action a été calculé en divisant le bénéfice net par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation. Le nombre moyen pondéré utilisé pour calculer le bénéfice par action était de 324 233 et de 321 449 en 1997 et 1996, respectivement. Les actions détenues par le régime d'actionariat des employés mentionné à la Note 4 sont comprises dans le calcul du bénéfice par actions.

## NOTE 10 CONTRATS DE LOCATION

La Société loue ses espaces à bureaux en vertu d'un bail de douze ans. Le bail prévoit un loyer comportant un montant mensuel de base plus les charges d'opérations ainsi que les taxes foncières. Les loyers reportés ont été comptabilisés pour ce bail afin de refléter l'impact des avantages relatifs aux premiers mois de location gratuite et à des paiements de loyers réduits.

La charge de location en vertu de ces baux s'élevait à 1 255 353 \$ et à 1 021 995 en 1997 et 1996, respectivement.

La Société loue également certains équipements en vertu de contrats de location-exploitation. Les contrats viennent à échéance à diverses dates jusqu'en 1999. La charge de location pour 1997 et 1996 était de 132 879 \$ et de 94 376 \$, respectivement.

Les versements annuels minimums futurs requis en vertu de ces contrats de location sont les suivants :

<u>Exercice se terminant le 31 décembre</u>	<u>Équipement loué</u>	<u>Immeuble loué</u>	<u>Total</u>
1998 .....	189 390 \$	658 665 \$	848 055 \$
1999 .....	90 620	668 916	759 536
2000 .....	—	664 864	664 864
2001 .....	—	628 711	628 711
2002 .....	—	544 974	544 974
Subséquemment .....	—	2 043 652	2 043 652
Total .....	<u>280 010 \$</u>	<u>5 209 782 \$</u>	<u>5 489 792 \$</u>

## NOTE 11 CLIENTS IMPORTANTS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 1997 et 1996, approximativement 60 % et 64 %, respectivement, du total des produits d'agence de la Société provenait de 45 et 59 clients, respectivement. Au 31 décembre 1997 et 1996, 79 % et 55 %, respectivement, du total des comptes clients provenaient de ces mêmes clients.

## RAPPORT D'EXAMEN DES EXPERTS-COMPTABLES

Au Conseil d'administration et aux actionnaires

COLLE & McVOY, INC.

Minneapolis, Minnesota

Nous avons procédé à l'examen du bilan de Colle & McVoy, Inc. au 30 septembre 1998 et des états des résultats, des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les neuf mois terminés à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société.

Notre examen a été effectué en accord avec les normes établies par l'American Institute of Certified Public Accountants. Un examen de l'information financière intermédiaire consiste essentiellement en procédés analytiques appliqués sur les informations financières et en prises de renseignements auprès du personnel responsable des finances et de la comptabilité. Cela exige considérablement moins de travail que pour une vérification en vertu des normes de vérification généralement reconnues dont l'objectif est d'exprimer une opinion sur les états financiers pris dans leur ensemble. Conséquemment, nous n'exprimons pas une telle opinion.

En se basant sur notre examen, nous n'avons relevé aucune modification importante qui devrait être effectuée aux états financiers ci-joints afin de les rendre conformes aux principes comptables généralement reconnus.

St. Paul, Minnesota

Le 3 décembre 1999

**COLLE & McVOY, INC.**

**BILAN**

**30 SEPTEMBRE 1998**

(non vérifié)

(exprimés en dollars américains)

**ACTIF**

**ACTIF À COURT TERME**

Encaisse .....	98 182 \$
Clients .....	6 506 172
Travaux en cours .....	4 323 167
Régimes d'actionnariat et de participation aux bénéfices payés d'avance .....	250 000
Frais payés d'avance .....	80 279
Total de l'actif à court terme .....	11 257 810

**IMMOBILISATIONS**

Mobilier et équipement .....	790 490
Équipement électronique .....	2 018 360
Améliorations locatives .....	67 044
Total .....	2 875 894
Moins : Amortissement cumulé .....	(1 684 906)
Total des immobilisations (au coût amorti) .....	1 190 988

**AUTRES ACTIFS**

Impôts reportés (net de la portion à court terme ci-haut) .....	98 000
Autres .....	259 851
Total des autres actifs .....	357 851
Total de l'actif .....	12 806 649 \$

**PASSIF ET CAPITAUX PROPRES**

**PASSIF À COURT TERME**

Fournisseurs .....	4 706 267 \$
Dépôts des clients .....	2 338 859
Impôts à payer .....	218 734
Portion à court terme de la dette à long terme .....	60 148
Portion à court terme des loyers courus .....	29 171
Portion à court terme des impôts reportés .....	2 000
Gratifications courues .....	450 000
Taxes et autres charges courues .....	164 960
Total du passif à court terme .....	7 970 139

**LOYERS COURUS**

DETTE À LONG TERME (nette de la portion à court terme ci-haut) .....	522 481
Total du passif .....	8 636 577

**CAPITAUX PROPRES**

Actions ordinaires, sans valeur nominale, 1 000 000 actions autorisées, 334 437 actions émises et en circulation au 30 septembre 1998 .....	711 913
Bénéfices non répartis .....	4 047 278
Total .....	4 759 191
Billets à recevoir des employés pour des actions .....	(589 119)
Total des capitaux propres .....	4 170 072
Total du passif et des capitaux propres .....	12 806 649 \$

Voir le rapport d'examen des experts-comptables et les notes complémentaires aux états financiers.

**COLLE & McVOY, INC.**

**ÉTAT DES RÉSULTATS**

**POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE 30 SEPTEMBRE 1998**

(non vérifié)

(exprimés en dollars américains)

	<b>Montant</b>	<b>Pourcentage des ventes</b>
<b>PRODUITS</b>		
Ventes aux médias .....	15 731 056 \$	100,0 %
Coût des ventes aux médias .....	15 372 124	97,7
Marge brute sur médias .....	358 932	2,3
Ventes de productions et de créations .....	27 082 810	100,0
Coût des ventes de productions et de créations .....	12 028 183	47,7
Marge brute sur productions et créations .....	14 154 627	52,3
Honoraires de services et autres produits .....	74 154	
Produits d'escomptes nettes .....	25 010	
Total des produits d'agence .....	14 612 723	100,0
<b>CHARGES D'OPÉRATIONS</b>		
Salaires .....	8 520 674	58,3
Contributions au régime de retraite .....	539 707	3,7
Assurance-groupe .....	441 846	3,0
Frais de vente .....	869 977	6,0
Frais généraux .....	3 014 931	20,6
Fournitures de bureau .....	283 969	1,9
Provision pour mauvaises créances .....	185 383	1,3
Total des charges d'opérations .....	13 856 487	94,8
<b>BÉNÉFICE D'OPÉRATIONS</b> .....	756 236	5,2
<b>AUTRES CHARGES</b>		
Charge d'intérêts .....	11 047	0,1
<b>BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS</b> .....	745 189	5,1
<b>PROVISION POUR IMPÔTS</b> .....	407 000	2,8
<b>BÉNÉFICE NET</b> .....	338 189 \$	2,3
<b>BÉNÉFICE PAR ACTION</b> .....	1,46 \$	

Voir le rapport d'examen des experts-comptables et les notes complémentaires aux états financiers

COLLE & McVOY, INC.

ÉTAT DES CAPITAUX PROPRES

POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE 30 SEPTEMBRE 1998

(non vérifié)

(exprimés en dollars américains)

	<u>Nombre d'actions</u>	<u>Actions ordinaires</u>	<u>Bénéfices non répartis</u>	<u>Billets à recevoir des employés pour actions</u>	<u>Total</u>
<b>Solde, 31 décembre 1997</b> .....	323 958	363 327 \$	3 709 089 \$	(177 512)\$	3 894 904 \$
Bénéfice net .....	—	—	338 189	—	338 189
Rachat d'actions ordinaires et remboursements de billets à recevoir des employés .....	(9 461)	(305 975)	—	136 345	(169 630)
Émission d'actions ordinaires non .....	<u>20 240</u>	<u>654 561</u>	<u>—</u>	<u>(547 952)</u>	<u>106 609</u>
<b>Solde, 30 septembre 1998</b> .....	<u>334 737</u>	<u>711 913 \$</u>	<u>4 047 278 \$</u>	<u>(589 119)\$</u>	<u>4 170 072 \$</u>

Voir le rapport d'examen des experts-comptables et les notes complémentaires aux états financiers.

**COLLE & McVOY, INC.**

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE**

**POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE 30 SEPTEMBRE 1998**

(non vérifié)

(exprimés en dollars américains)

**FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION**

Rentrées de fonds — Clients .....	45 235 195 \$
Sorties de fonds — Fournisseurs et membres du personnel .....	(46 008 284)
Intérêts reçus .....	52 397
Intérêts versés .....	(7 161)
Impôts payés .....	(122 522)
Espèces et quasi-espèces utilisées par les activités d'exploitation .....	<u>(845 375)</u>

**FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT**

Acquisition d'immobilisations .....	<u>(354 504)</u>
-------------------------------------	------------------

**FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT**

Paiements sur achats d'actions .....	(305 975)
Versements sur la dette à long terme .....	(87 068)
Encaissement sur les billets à recevoir des employés .....	(411 607)
Produits de la dette à long terme .....	265 890
Produits de l'émission d'actions .....	654 561
Espèces et quasi-espèces provenant des activités de financement .....	<u>115 801</u>

**DIMINUTION NETTE DES ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES** ..... (1 084 079)

**ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES, AU DÉBUT DE L'EXERCICE** ..... 1 182 271

**ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES, À LA FIN DE L'EXERCICE** ..... 98 193 \$

**CONCILIATION DU BÉNÉFICE NET AVEC LES ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES  
PROVENANT DES (UTILISÉES PAR LES) ACTIVITÉS D'EXPLOITATION**

Bénéfice net .....	338 187 \$
Ajustements pour concilier le bénéfice net aux flux générés par les activités d'exploitation	
Amortissement .....	270 452
Diminution (augmentation) nette des actifs à court terme	
Clients .....	2 330 840
Travaux en cours .....	(3 048 811)
Frais payés d'avance .....	(86 156)
Impôts à recevoir .....	248 478
Impôts reportés .....	36 000
Augmentation (diminution) nette des passifs à court terme	
Fournisseurs .....	1 310 329
Paiements d'avance à recevoir .....	(995 448)
Frais courus .....	(1 249 246)
	<u>(845 375) \$</u>

Voir le rapport d'examen des experts-comptables et les notes complémentaires aux états financiers.

## COLLE & McVOY, INC.

### NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 septembre 1998

(non vérifiés)

(exprimés en dollars américains)

#### NOTE 1 SOMMAIRE DES CONVENTIONS COMPTABLES SIGNIFICATIVES

##### *Nature des opérations*

Colle & McVoy, Inc. (la Société) est une agence de publicité du Minnesota qui dessert des clients situés à travers les États-Unis.

##### *Constatation des produits*

La politique de la Société est de facturer progressivement le travail effectué tout au long du cycle de travail. Les produits sont constatés dans la mesure de la facturation du temps et des déboursés encourus pour chaque projet.

##### *Espèces et quasi-espèces*

La Société investit ses placements monétaires à court terme dans une institution financière. À certaines périodes de l'exercice, ces placements peuvent excéder la limite assurable par la Federal Deposit Insurance Corporation. La Société considère ses instruments du marché monétaire qui ne sont pas assujettis à des restrictions relatives aux retraits et au rachat à court terme comme des quasi-espèces.

##### *Clients*

Les comptes clients sont présentés à la valeur nette de réalisation. Conséquemment, la Société maintient une provision pour créances douteuses. Au 30 septembre 1998, la provision pour créances douteuses s'élevait à 100 000 \$.

##### *Travaux en cours*

Les travaux en cours représentent les charges encourues pour les projets de production non facturés. Lorsque ces projets sont facturés, le coût des travaux en cours est transféré au coût des ventes de productions et de créations. Au 30 septembre 1998, la provision pour travaux en cours non recouvrables s'élevait à NIL\$.

##### *Immobilisations*

Les acquisitions d'immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement est calculé sur la durée de vie utile de chaque catégorie d'immobilisations et d'ordinateurs selon la méthode de l'amortissement linéaire et la méthode de l'amortissement accéléré. Pour les neuf mois terminés le 30 septembre 1998, l'amortissement accéléré n'a pas excédé de façon significative l'amortissement linéaire.

##### *Autres actifs*

Les montants dans les autres actifs comprennent les éléments intangibles comme les listes de clients potentiels et les cotisations corporatives. Ces actifs sont présentés nets de l'amortissement cumulé de 30 000 \$ pour les neuf mois terminés le 30 septembre 1998.

Les montants incluent 50 000 \$ de construction en cours.

##### *Ajustements intermédiaires*

De l'opinion de la direction, les états financiers ci-joints non vérifiés comportent tous les ajustements (constitués uniquement des ajustements récurrents normaux, à l'exception du couru pour gratifications, qui ne comporte pas un équivalent pour les neuf mois à la gratification versée pour les douze mois tel qu'indiqué dans la modification de politique comptable) nécessaires à la présentation fidèle de la situation financière au 30 septembre 1998 et des résultats de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour les neuf mois terminés le 30 septembre 1998.

##### *Bénéfice par action*

Le bénéfice par action a été calculé en divisant le bénéfice net par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation. Le nombre moyen pondéré utilisé pour calculer le bénéfice par action était de 334 637 pour les neuf mois terminés le 30 septembre 1998. Les actions détenues par le régime d'actionnariat des employés sont comprises dans le calcul du bénéfice par actions.

#### NOTE 2 FLUX DE TRÉSORERIE

Au cours des neuf mois terminés le 30 septembre 1998, la Société a vendu 20 240 actions de son capital-actions en échange d'un acompte monétaire et de billets à recevoir totalisant 549 456 \$. Au cours des neuf mois terminés le 30 septembre 1998, la Société a également racheté 9 561 actions de son capital-actions en échange d'un acompte monétaire et d'un billet à payer de 265 840 \$.

### NOTE 3 BILLET À PAYER À LA BANQUE

La Société a un billet à demande non garanti à payer à la banque. La Société peut emprunter jusqu'à 2 000 000 \$, à la discrétion de la banque, sur ce billet au taux préférentiel de la banque plus ,25 % (8,00 % au 30 septembre 1998). Il n'y avait aucun montant en circulation sur ce billet au 30 septembre 1998.

### NOTE 4 DETTE À LONG TERME

La dette à long terme au 30 septembre 1998 se détaillait comme suit :

<u>Description</u>	<u>Montant</u>
Billet à payer par un ancien employé, intérêt à 8,5 %, remboursable en cinq versements annuels de capital de 47 974 \$, et les intérêts courus, débutant le 30 juin 1998 .....	191 895 \$
Billet à payer par un ancien employé, intérêt à 7,0 %, remboursables par versements mensuels de 1 566 \$, capital et intérêts .....	12 210
Sous total .....	204 105
Moins : portion à court terme .....	60 148
	<u>143 957 \$</u>

Les versements en capital requis au cours des prochains exercices sont les suivants :

<u>Exercice se terminant le 30 septembre</u>	<u>Montant</u>
1999 .....	60 148 \$
2000 .....	47 938
2001 .....	47 938
2002 .....	48 081
Total .....	<u>204 105 \$</u>

### NOTE 5 RÉGIMES DE RETRAITE

La Société a un régime de participation aux bénéfices qualifié qui est combiné à un régime de retraite en vertu de la Section 401(k) de l'Internal Revenue Code. Le régime couvre pratiquement tous les employés qui ont travaillé pour des périodes de temps spécifiques et qui ont atteint un âge minimum. Le régime prévoit qu'il revient au conseil d'administration d'approuver la contribution discrétionnaire relativement à la participation aux bénéfices. Pour les neuf mois terminés le 30 septembre 1998, la Société a contribué 89 707 \$, au régime de participation aux bénéfices comme contribution équivalente en vertu de 401(k).

La Société a un régime d'actionnariat pour ses employés. L'objectif de ce régime est de fournir un régime de retraite qualifié qui détient des actions de la Société à titre de placements. La société peut contribuer des actions et/ou des liquidités au régime, la contribution étant déterminée par le conseil d'administration seulement. La Société est dans l'obligation de racheter toute action du capital-actions distribuée par le régime d'actionnariat aux participants du régime en règlements de tout passif du régime d'actionnariat. Il n'y a eu aucune distribution d'actions pour les neuf mois terminés le 30 septembre 1998. Les contributions de la Société pour les neuf mois terminés le 30 septembre 1998 ont été de 450 000 \$. Au cours des neuf mois terminés le 30 septembre 1998, toutes les contributions ont été effectuées en argent et aucune action supplémentaire n'a été émise pour financer les contributions.

Au 30 septembre 1998, le régime d'actionnariat pour les employés détenait 196 614 actions de la Société. La juste valeur marchande de ces actions, tel que déterminé par l'évaluation indépendante la plus récente, s'élevait à 54,43 \$ par action au 31 décembre 1998.

### NOTE 6 ENTENTE DE RACHAT D'ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ

Les règlements de la Société limitent la possession d'actions de la société principalement aux employés et prévoient un droit de premier refus pour le rachat d'actions par la Société. L'entente contient des clauses pour la détermination du prix et des termes de rachat. Le prix par action est déterminé par une évaluation indépendante annuelle.

### NOTE 7 TRANSACTIONS D'ACTIONS

La cédule suivante résume les transactions durant la période de neuf mois terminée le 30 septembre 1998 :

<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 1998</b> .....	323 958	363 327 \$
Vente de 19 240 actions le 1 <sup>er</sup> mai .....	19 240	622 221
Achat de 8 241 actions le 30 juin .....	(8 241)	(266 520)
Achat de 500 actions le 15 juillet .....	(500)	(16 170)
Vente de 1 000 actions le 31 juillet .....	1 000	32 340
Achat de 320 actions le 2 septembre .....	(320)	(10 349)
Achat de 400 actions le 30 septembre .....	(400)	(12 936)
<b>Solde au 30 septembre 1998</b> .....	<u>334 737</u>	<u>711 913 \$</u>

#### NOTE 8 BILLETS À RECEVOIR DES EMPLOYÉS POUR DES ACTIONS

La Société a aidé les employés pour l'acquisition d'actions de son capital-actions ordinaire. Les termes exigent une mise de fonds et prévoient le remboursement du solde sur une période de cinq ans plus les intérêts variant de 5,33 % à 8 %. Le capital remboursable en vertu de ces ententes est le suivant :

<u>Exercice se terminant le 30 septembre</u>	<u>Montant</u>
1999 .....	157 638 \$
2000 .....	139 928
2001 .....	121 088
2002 .....	107 102
2003 .....	54 055
2004 .....	9 308
Total .....	<u>589 119 \$</u>

#### NOTE 9 IMPÔTS

La conciliation de l'impôt au taux statutaire avec le taux effectif de la Société est comme suit :

	<u>Montant</u>	<u>Pourcentage</u>
Calculé au taux statutaire anticipé .....	253 300 \$	68,3 %
Exemption de surtaxe .....	(16 300)	(4,4)
Charges non déductibles .....	94 000	25,3
Impôts d'État — Net des avantages fiscaux fédéraux .....	35 000	9,4
Charges minimales d'enregistrement de l'état .....	5 000	1,4
Charge d'impôts totale .....	<u>371 000 \$</u>	<u>100 %</u>

Les impôts reportés proviennent des écarts temporaires suivants au 31 septembre :

	<u>Montant</u>
Excédent de l'amortissement fiscal sur l'amortissement comptable .....	(104 000) \$
Excédent de la déduction fiscale sur la provision comptable pour l'évaluation des comptes clients à la valeur du marché .....	(66 000)
Excédent de la provision comptable sur la déduction fiscale pour les vacances courus .....	27 000
Excédent de la provision comptable sur la déduction fiscale pour les loyers reportés .....	202 000
Provision pour créances douteuses .....	37 000
Impôts reportés nets .....	96 000
Portion à court terme des impôts reportés .....	(2 000)
Portion à long terme des impôts reportés .....	<u>98 000 \$</u>

#### NOTE 10 CONTRATS DE LOCATION

La Société loue ses espaces à bureaux en vertu d'un bail qui prévoit un loyer comportant un montant mensuel de base plus les charges d'opérations ainsi que les taxes foncières. Les loyers reportés ont été comptabilisés pour ce bail afin de refléter l'impact des avantages relatifs aux premiers mois de location gratuite et à des paiements de loyers réduits. La charge de loyer comprend les charges d'opérations et les taxes foncières calculées au pro rata de l'espace occupé dans l'immeuble.

La société loue également certains équipements de bureau en vertu de contrats de location-exploitation. Ces contrats viennent à échéance à des dates variées jusqu'en 2002.

La charge de location en vertu de ces baux s'élevait à 1 060 000 \$ pour les neuf mois terminés le 30 septembre 1998.

Les versements annuels minimums futurs requis en vertu de ces contrats de location sont les suivants :

<u>Exercice se terminant le 30 septembre</u>	<u>Montant</u>
1999 .....	883 072 \$
2000 .....	924 781
2001 .....	951 180
2002 .....	942 068
2003 .....	924 233
Subséquent .....	2 366 514
Total .....	<u>6 991 848 \$</u>

#### NOTE 11 ENGAGEMENTS

La Société a entériné un contrat de service pour de l'équipement de poste et de photocopie et du personnel pour le service de photocopie. Le contrat prévoit des charges mensuelles de service de 17 500 \$ à compter septembre 1998 jusqu'en septembre 2003. Ce contrat prévaut sur les contrats de location d'équipement précédents.

Les versements minimums futurs exigibles pour les charges en vertu de ce contrat sont les suivants :

<u>Exercice se terminant le 30 septembre</u>	<u>Montant</u>
2000 .....	210 000 \$
2001 .....	210 000
2002 .....	210 000
2003 .....	210 000
2004 .....	<u>140 000</u>
Total .....	<u>980 000 \$</u>

**NOTE 12 CLIENTS IMPORTANTS**

Pour les neuf mois terminés le 30 septembre 1998, approximativement 67 % du total des produits d'agence de la Société provenait de 44 divisions de deux clients. Au 30 septembre 1998, 63 % du total des comptes clients provenaient de ces mêmes clients.

**NOTE 13 ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT**

Au cours de décembre 1998, la Société a entériné une entente d'achat pour l'acquisition d'un terrain et la construction d'un immeuble en Arizona. Au 31 décembre, la construction de l'immeuble était pratiquement complétée et sera en opération en janvier 1999.

Le 24 mars 1999, la majorité des actionnaires et les participants au régime d'actionnariat ont approuvé une opération de regroupement d'entreprises avec MDC Communications Corporations (MDC), une corporation de l'Ontario.

## **RAPPORT DES VÉRIFICATEURS**

Au conseil d'administration de Fletcher Martin Associates, Inc.

Nous avons vérifié le bilan de Fletcher Martin Associates, Inc. au 31 décembre 1998 et les états des résultats, du déficit et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la société au 31 décembre 1998 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus au Canada.

Comptables agréés

Toronto, Canada

Le 18 novembre 1999

**FLETCHER MARTIN ASSOCIATES, INC.**

**BILAN**

(en dollars américains)

	<b>30 septembre 1999</b>	<b>31 décembre 1998</b>
	(non vérifié)	
<b>ACTIF</b>		
Actif à court terme		
Espèces et quasi-espèces.....	1 173 676 \$	138 986 \$
Débiteurs .....	7 356 150	7 915 427
Tranche à court terme des effets à recevoir d'actionnaires (note 3) .....	453 051	429 117
Frais de production non facturés .....	550 866	706 736
Charges payées d'avance et autres éléments d'actif.....	104 423	122 997
	9 638 166	9 313 263
Immobilisations (note 2) .....	1 210 057	1 436 764
Effets à recevoir d'actionnaires (note 3) .....	248 095	277 636
	<b>11 096 318 \$</b>	<b>11 027 663 \$</b>
<b>PASSIF ET AVOIR DES ACTIONNAIRES</b>		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer.....	9 691 055 \$	9 413 062 \$
Produits reportés .....	663 099	1 096 058
Tranche à court terme des effets à payer (note 4) .....	82 500	171 075
Tranche à court terme de l'effet à payer à un actionnaire (note 5) .....	29 343	27 854
Tranche à court terme des obligations découlant des contrats de location-acquisition (note 6) .....	114 681	105 927
Tranche à court terme de la rémunération différée (note 7) .....	120 564	136 065
Incitatif à la location .....	134 120	183 568
	10 835 362	11 133 609
Effets à payer (note 4) .....	48 125	110 000
Effet à payer à un actionnaire (note 5) .....	73 962	96 159
Obligations découlant des contrats de location-acquisition (note 6) .....	244 506	272 833
Rémunération différée (note 7) .....	398 474	452 809
Avoir des actionnaires		
Actions ordinaires (note 8)		
Autorisées :		
250 000 actions d'une valeur nominale de 0,10 \$		
Émises et en circulation .....	625	625
Capital d'apport en excédent de la valeur nominale .....	79 100	79 875
Déficit .....	(583 836)	(1 067 472)
	(504 111)	(986 972)
Moins les actions de trésorerie.....	—	(50 775)
	<b>(504 111)</b>	<b>(1 037 747)</b>
	<b>11 096 318 \$</b>	<b>11 027 663 \$</b>

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

FLETCHER MARTIN ASSOCIATES, INC.

ÉTAT DES RÉSULTATS

(en dollars américains)

	Neuf mois arrêtés aux 30 septembre		Exercice terminé le 31 décembre 1998
	1999	1998	
	(non vérifié)		
Chiffre d'affaires .....	38 288 930 \$	33 347 685 \$	46 060 250 \$
Coût des ventes .....	30 894 470	26 425 232	37 304 487
Bénéfice brut .....	7 394 460	6 922 453	8 755 763
Charges d'exploitation .....	6 185 243	6 118 230	7 741 565
Bénéfice d'exploitation avant les autres charges.....	1 209 217	804 223	1 014 198
Autres charges (produits)			
Autres produits .....	(76 736)	(55 075)	(66 674)
Amortissement .....	378 363	304 113	457 026
Intérêts sur la dette à long terme .....	62 437	71 467	117 235
Dévaluation de l'écart d'acquisition (note 1 e)) .....	—	—	171 111
	364 064	320 505	678 698
Bénéfice net avant les impôts sur le revenu (note 1 f)) . . . .	845 153 \$	483 718 \$	335 500 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

FLETCHER MARTIN ASSOCIATES, INC.

ÉTAT DU DÉFICIT

(en dollars américains)

	Neuf mois arrêtés aux 30 septembre		Exercice terminé le 31 décembre 1998
	1999	1998	
	(non vérifié)		
Deficit au début de la période.....	(1 067 472)\$	(798 737)\$	(798 737)\$
Bénéfice net.....	845 153	483 718	335 500
Distributions aux actionnaires.....	<u>(361 517)</u>	<u>(364 235)</u>	<u>(604 235)</u>
Déficit à la fin de la période.....	<u><u>(583 836)\$</u></u>	<u><u>(679 254)\$</u></u>	<u><u>(1 067 472)\$</u></u>

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

FLETCHER MARTIN ASSOCIATES, INC.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en dollars américains)

	Neuf mois arrêtés aux 30 septembre		Exercice terminé le 31 décembre 1998
	1999	1998	
	(non vérifié)		
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :			
Activités d'exploitation			
Bénéfice net .....	845 153 \$	483 718 \$	335 500 \$
Rajustements aux fins du rapprochement du bénéfice net aux rentrées nettes liées aux activités d'exploitation			
Amortissement .....	378 363	304 113	457 026
Dévaluation de l'écart d'acquisition .....	—	—	171 111
Amortissement de l'incitatif à la location .....	(49 448)	(40 000)	(52 609)
Ajout à la rémunération différée .....	41 889	42 261	91 408
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement lié à l'exploitation			
Débiteurs .....	559 277	(2 081 192)	(3 094 188)
Frais de production non facturés .....	155 870	(2 649)	357 215
Charges payées d'avance et autres éléments d'actif .....	18 574	35 292	(3 418)
Créditeurs et charges à payer .....	277 993	1 610 208	2 597 230
Produits reportés .....	<u>(432 959)</u>	<u>(286 354)</u>	<u>(738 755)</u>
	1 794 712	65 397	120 520
Activités de financement			
Remboursements de capital sur les obligations découlant des contrats de location-acquisition .....	(89 888)	(66 864)	(57 407)
Produits tirés des obligations découlant des contrats de location-acquisition .....	70 315	57 503	57 503
Paiements en capital sur les effets à payer .....	(150 450)	(150 450)	(200 600)
Distributions aux actionnaires .....	(361 517)	(364 235)	(604 235)
Vente (rachat) d'actions de trésorerie .....	50 000	—	(50 775)
Paiements de rémunération différée .....	(111 725)	(106 303)	(141 718)
Paiements en capital sur l'effet à payer à un actionnaire ..	<u>(20 708)</u>	<u>(19 320)</u>	<u>(25 987)</u>
	(613 973)	(649 669)	(1 023 219)
Activités d'investissement			
Immobilisations .....	(151 656)	(457 275)	(464 418)
Effets à recevoir d'actionnaires, montant net .....	<u>5 607</u>	<u>(23 163)</u>	<u>9 195</u>
	<u>(146 049)</u>	<u>(480 438)</u>	<u>(455 223)</u>
Augmentation (diminution) des espèces et quasi-espèces ...	1 034 690	(1 064 710)	(1 357 922)
Espèces et quasi-espèces au début de la période .....	<u>138 986</u>	<u>1 496 908</u>	<u>1 496 908</u>
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période .....	<u>1 173 676 \$</u>	<u>432 198 \$</u>	<u>138 986 \$</u>
Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie			
Espèces versées pour les intérêts .....	61 127 \$	70 541 \$	117 827 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

# FLETCHER MARTIN ASSOCIATES, INC.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

(en dollars américains)

Exercice terminé le 31 décembre 1998

(Les renseignements au 30 septembre 1999 et pour les périodes de neuf mois arrêtées aux 30 septembre 1999 et 1998 ne sont pas vérifiés.)

Les principales activités de la société sont celles d'une agence de publicité et de marketing.

### 1. Principales conventions comptables

Les présents états financiers sont exprimés en dollars américains et ils ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus au Canada.

a) Espèces et quasi-espèces  
Tous les investissements dont l'échéance à l'origine est d'au plus trois mois à la date de l'acquisition sont classés à titre de quasi-espèces.

b) Constatation des produits

i) Médias

Les commissions gagnées sur les annonces passées dans les médias sont constatées au moment de la parution des annonces.

ii) Production

Les revenus de production sont constatés lorsqu'un projet est terminé conformément aux dispositions de l'entente conclue avec le client. Les achats à des tiers fournisseurs pour des services utilisés dans la production de matériel de publicité sont comptabilisés à titre de frais de production non facturés jusqu'à ce que les revenus connexes aient été constatés. Les montants facturés conformément aux contrats conclus avec le client, mais non encore gagnés, sont comptabilisés à titre de produits reportés.

c) Renseignements financiers intermédiaires

Les renseignements au 30 septembre 1999 et pour les périodes arrêtées aux 30 septembre 1999 et 1998 n'ont pas fait l'objet d'une vérification. De l'avis de la direction, les états financiers non vérifiés comprennent tous les rajustements nécessaires à une présentation fidèle des renseignements pour ces périodes non couvertes par la vérification.

d) Immobilisations

Les immobilisations sont constatées au prix coûtant, déduction faite de l'amortissement cumulé, et elles sont amorties sur leur durée de vie utile estimative. Les améliorations locatives sont comptabilisées au prix coûtant et elles sont amorties sur la durée du bail. Les frais d'entretien et de réparation sont imputés à l'état des résultats dès qu'ils sont engagés. L'amortissement est calculé selon les méthodes et sur les périodes suivantes :

<u>Bien</u>	<u>Méthode</u>	<u>Période</u>
Mobilier de bureau .....	Amortissement dégressif à taux double	7 ans
Matériel .....	Amortissement dégressif à taux double	7 ans
Améliorations locatives .....	Linéaire	5 - 10 ans

e) Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition, qui représente l'excédent du prix d'acquisition sur la juste valeur des éléments d'actif net acquis, est amorti selon la méthode linéaire sur 10 ans. De façon continue, la direction passe en revue l'évaluation et l'amortissement de l'écart d'acquisition, en tenant compte de tous les événements et circonstances qui pourraient en avoir réduit la juste valeur. L'écart d'acquisition est ramené à la juste valeur lorsque les baisses de valeur sont considérées comme étant permanentes en regard des rentrées nettes prévues provenant de l'entreprise acquise. En décembre 1998, la société a réduit la valeur de l'écart découlant de l'acquisition, en 1996, d'une agence de publicité située à Atlanta.

f) Impôts sur le revenu

Les actionnaires de la société ont adopté le statut de société appartenant à la catégorie S aux fins des impôts sur le revenu et, par conséquent, aucune charge d'impôts n'a été constatée dans les états financiers. Le bénéfice de la société est transféré aux actionnaires qui doivent l'inclure dans leur déclaration de revenus personnelle.

g) Estimations

Afin de dresser les états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus, la direction doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants déclarés de l'actif et du passif et sur la présentation de l'actif et du passif éventuels à la date des états financiers ainsi que sur les montants déclarés des produits et des charges de la période à l'étude. Il pourrait y avoir un écart entre les résultats réels et ces estimations.

## 2. Immobilisations

	<u>Prix coûtant</u>	<u>Amortissement cumulé</u>	<u>Valeur comptable nette</u>
<b>30 septembre 1999 (non vérifié)</b>			
Mobilier de bureau.....	1 067 515 \$	658 475 \$	409 040 \$
Matériel.....	1 441 780	957 118	484 662
Améliorations locatives.....	932 853	616 498	316 355
	<u>3 442 148 \$</u>	<u>2 232 091 \$</u>	<u>1 210 057 \$</u>
<b>31 décembre 1998</b>			
Mobilier de bureau.....	1 056 194 \$	612 990 \$	443 204 \$
Matériel.....	1 311 621	787 937	523 684
Améliorations locatives.....	931 565	461 689	469 876
	<u>3 299 380 \$</u>	<u>1 862 616 \$</u>	<u>1 436 764 \$</u>

Les immobilisations comprennent des biens acquis aux termes de contrats de location-acquisition d'un montant de 574 753 \$ (645 068 \$ au 30 septembre 1999). L'amortissement de ces biens compris dans la dotation aux amortissements de l'exercice terminé le 31 décembre 1998 s'est élevé à 106 871 \$ (82 992 \$ pour les neuf mois arrêtés au 30 septembre 1999, 80 545 \$ pour les neuf mois arrêtés au 30 septembre 1998).

## 3. Effets à recevoir d'actionnaires

Les effets à recevoir d'actionnaires, portant intérêt à différents taux et assortis de différentes modalités de remboursement, sont les suivants :

	<u>30 septembre 1999</u>	<u>31 décembre 1998</u>
	(non vérifié)	
Effet à recevoir échéant le 1 <sup>er</sup> février 2004, portant intérêt au taux de 6,34 %, paiements annuels de capital et d'intérêts réunis de 11 980 \$.....	50 000 \$	— \$
Effet à recevoir payable sur demande, portant intérêt au taux de 8,29 %.....	50 000	50 000
Effet à recevoir payable sur demande, portant intérêt au taux de 7 %.....	40 000	40 000
Effets à recevoir payable sur demande, portant intérêt au taux de 8,29 %.....	150 000	150 000
Effet à recevoir échéant le 1 <sup>er</sup> février 2002, portant intérêt au taux de 6,35 %, paiements annuels de capital et d'intérêts réunis de 38 377 \$.....	101 865	131 830
Effet à recevoir échéant le 2 février 2003, portant intérêt au taux de 6,34 %, paiements annuels de capital et d'intérêts réunis de 43 818 \$.....	150 661	182 885
Effet à recevoir échéant le 3 février 2003, portant intérêt au taux de 6,34 %, paiements annuels de capital et d'intérêts réunis de 7 304 \$.....	25 110	30 481
Intérêts courus.....	<u>133 510</u>	<u>121 557</u>
	701 146	706 753
Moins la tranche à court terme.....	<u>453 051</u>	<u>429 117</u>
	<u>248 095 \$</u>	<u>277 636 \$</u>

## 4. Effets à payer

Les effets à payer à des banques comprennent ce qui suit :

	<u>30 septembre 1999</u>	<u>31 décembre 1998</u>
	(non vérifié)	
Effet à payer portant intérêt au taux de 8,5 %, payable en versements mensuels de capital de 6 875 \$ plus les intérêts jusqu'au 3 mars 2001, garanti par les débiteurs, le mobilier, le matériel et l'outillage.....	130 625 \$	192 500 \$
Effet à payer portant intérêt au taux de 8,5 %, payable en versements mensuels de capital de 9 842 \$ plus les intérêts jusqu'au 24 septembre 1999, garanti par les débiteurs, le mobilier, le matériel et l'outillage.....	—	88 575
	130 625	281 075
Moins la tranche à court terme.....	<u>82 500</u>	<u>171 075</u>
	<u>48 125 \$</u>	<u>110 000 \$</u>

Les remboursements minimums futurs des effets à payer sont les suivants :

**Exercices terminés les 31 décembre**

1999 .....	171 075 \$
2000 .....	82 500
2001 .....	27 500
	<u>281 075 \$</u>

**5. Effet à payer à un actionnaire**

L'effet à payer, daté du 1<sup>er</sup> novembre 1997, représente un montant dû à un ancien actionnaire. L'effet, qui s'élève à 150 000 \$, porte intérêt au taux annuel de 7 % et est payable en 20 versements trimestriels de 8 954 \$ à compter du 1<sup>er</sup> février 1998 jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre 2002.

	<u>30 septembre 1999</u>	<u>31 décembre 1998</u>
	(non vérifié)	
Solde à payer .....	103 305 \$	124 013 \$
Moins la tranche à court terme .....	<u>29 343</u>	<u>27 854</u>
Tranche à long terme .....	<u>73 962 \$</u>	<u>96 159 \$</u>

**6. Obligations découlant des contrats de location-acquisition**

La société loue du mobilier et du matériel aux termes de contrats de location-acquisition. Les paiements minimums futurs requis aux termes des baux sont les suivants :

	<u>30 septembre 1999</u>	<u>31 décembre 1998</u>
	(non vérifié)	
1999 .....	— \$	141 965 \$
2000 .....	148 370	130 449
2001 .....	138 297	108 217
2002 .....	82 953	76 218
2003 .....	35 230	2 443
2004 .....	<u>8 964</u>	<u>—</u>
Total des paiements minimums de location .....	413 814	459 292
Moins le montant au titre des intérêts (à des taux allant de 8,8 % à 11,7 %) .....	<u>54 627</u>	<u>80 532</u>
Valeur actualisée des paiements minimums nets aux termes des contrats de location-acquisition .....	359 187	378 760
Tranche à court terme des obligations découlant des contrats de location-acquisition .....	<u>114 681</u>	<u>105 927</u>
	<u>244 506 \$</u>	<u>272 833 \$</u>

**7. Rémunération différée**

Le solde de la rémunération différée représente la valeur actualisée des avantages maintenus pour un ancien dirigeant de la société et la valeur actualisée des montants dévolus à un actionnaire et à un ancien actionnaire aux termes d'ententes de rémunération différée. La société a inscrit une charge de 63 624 \$ à ce titre au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 1998 (47 718 \$ au 30 septembre 1999). Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 1998, la société a effectué des paiements de 141 737 \$ (111 725 \$ au 30 septembre 1999) aux termes de ces ententes.

**8. Capital-actions**

Le capital-actions autorisé de la société se compose de 250 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,10 \$ par action.

Aux 31 décembre 1998 et 30 septembre 1999, la société avait émis 6 250 actions ordinaires d'une valeur attribuée de 625 \$.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 1998, la société a acquis, et a inscrit à titre d'actions de trésorerie, 312,5 actions ordinaires à un prix de 160 \$ l'action, pour un coût total de 50 000 \$ plus des charges totalisant 775 \$. Au cours de la période arrêtée au 30 septembre 1999, la société a vendu les 312,5 actions de trésorerie, pour un produit de 50 000 \$. L'écart entre le coût de 50 775 \$ et le produit de 50 000 \$ a été constaté à titre de réduction du capital d'apport en excédent de la valeur nominale.

**9. Engagements**

La société mène ses activités à partir d'installations qui sont louées aux termes d'un contrat de location-exploitation non résiliable de sept ans expirant le 30 avril 2001. Les dispositions du contrat prévoient un loyer supplémentaire pour couvrir les frais d'exploitation et les hausses des impôts fonciers.

En outre, la société a conclu une entente de permis non résiliable visant une loge de 16 sièges au Georgia Dome. L'entente prévoit dix paiements annuels de 40 000 \$ venant à échéance le 30 juin 2002.

Les paiements auxquels s'est engagée la société aux termes de ces ententes sont les suivants :

1999 .....	603 697 \$
2000 .....	611 609
2001 .....	635 584
2002 .....	614 515

#### 10. Incertitude découlant du problème du passage à l'an 2000

Le passage à l'an 2000 pose un problème parce que de nombreux systèmes informatiques utilisent deux chiffres plutôt que quatre pour identifier l'année. Les systèmes sensibles aux dates peuvent confondre l'an 2000 avec l'année 1900 ou une autre date, ce qui entraîne des erreurs lorsque des informations faisant intervenir des dates de l'an 2000 sont traitées. En outre, des problèmes semblables peuvent se manifester dans des systèmes qui utilisent certaines dates de l'année 1999 pour représenter autre chose qu'une date. Les répercussions du problème du passage à l'an 2000 pourront se faire sentir le 1<sup>er</sup> janvier de l'an 2000, ou encore avant ou après cette date, et, si l'on n'y remédie pas, les conséquences sur l'exploitation et l'information financière peuvent aller d'erreurs mineures à une défaillance importante des systèmes qui pourrait nuire à la capacité de la société d'exercer normalement ses activités. Il n'est pas possible d'être certain que tous les aspects du problème du passage à l'an 2000 qui ont une incidence sur la société, y compris ceux qui ont trait aux efforts déployés par les clients, les fournisseurs ou d'autres tiers, seront entièrement résolus.

#### 11. Instruments financiers et concentration du risque de crédit

Les instruments financiers de la société se composent des espèces et quasi-espèces, des débiteurs, des effets à recevoir d'actionnaires, des crédateurs et charges à payer, des effets à payer, de l'effet à payer à un actionnaire, des obligations découlant des contrats de location-acquisition et de la rémunération différée.

Les actifs financiers de la société qui sont exposés au risque de crédit se composent essentiellement des débiteurs. Dans le cours normal de ses activités, la société court un risque de crédit relativement à ses clients, mais elle effectue régulièrement des évaluations de crédit à cet égard. Des provisions sont constituées pour les éventuelles créances irrécouvrables, selon le risque de crédit eu égard à des clients particuliers.

Pour les neuf mois arrêtés aux 30 septembre 1999 et 1998 et pour l'exercice terminé le 31 décembre 1998, environ 80 % de la facturation brute de la société visait des sociétés sous contrôle commun. Le président de la société de portefeuille des sociétés sous contrôle commun est également un actionnaire et membre du conseil d'administration de Fletcher Martin Associates, Inc.

La société a déterminé la juste valeur de ses instruments financiers comme suit :

- a) Espèces et quasi-espèces, débiteurs, crédateurs et charges à payer :

La valeur comptable au bilan se rapproche de la juste valeur en raison de la durée relativement courte de ces instruments.

- b) Effets à payer à des actionnaires et à recevoir d'actionnaires et rémunération différée :

La juste valeur ne peut être déterminée du fait qu'il n'existe pas d'instruments semblables qui sont négociés entre des parties non apparentées.

- c) La juste valeur des autres passifs financiers inclus dans le bilan est la suivante :

	30 septembre 1999		31 décembre 1998	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
	(non vérifié)			
Effets à payer (note 4) .....	130 625 \$	168 035 \$	281 075 \$	346 684 \$
Obligations découlant des contrats de location-acquisition (note 6) .....	359 187	355 742	378 760	363 996
	<u>489 812 \$</u>	<u>523 777 \$</u>	<u>659 835 \$</u>	<u>710 680 \$</u>

Les méthodes et hypothèses suivantes ont servi à évaluer la juste valeur de chaque catégorie d'instruments financiers :

Effets à payer et obligations découlant des contrats de location-acquisition — à la valeur des paiements futurs contractuels de capital et d'intérêts, actualisée aux taux d'intérêt courants du marché dont la société peut se prévaloir pour des instruments d'emprunt identiques ou semblables.

## RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux actionnaires de

MARGEOTES/FERTITTA + PARTNERS, INC.

Nous avons vérifié les bilans de Margeotes/Fertitta + Partners, Inc. au 31 mars 1998 et aux 31 décembre 1997 et 1996 et les états des résultats et des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie pour chacune des périodes terminées à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la société au 31 mars 1998 et aux 31 décembre 1997 et 1996 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour chacune des périodes terminées à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus au Canada.

Markham, Ontario

Le 20 septembre 1999

MARGEOTES/FERTITTA + PARTNERS, INC.

**BILANS**  
(en dollars américains)

	31 mars	31 décembre	
	1998	1997	1996
<b>ACTIF</b>			
<b>Court terme</b>			
Espèces et quasi-espèces.....	3 033 849 \$	3 660 347 \$	3 922 154 \$
Débiteurs .....	7 545 746	4 178 104	3 725 450
Déboursés à facturer aux clients .....	—	62 810	305 182
Prêts à recevoir (Note 1) .....	41 922	26 900	17 100
Frais payés d'avance et dépôts .....	8 862	8 784	7 977
	<u>10 630 379</u>	<u>7 936 945</u>	<u>7 977 863</u>
<b>Immobilisations (Note 2) .....</b>	412 691	364 754	426 638
<b>Placements .....</b>	—	—	106 117
	<u>11 043 070 \$</u>	<u>8 301 699 \$</u>	<u>8 510 618 \$</u>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>			
<b>Court terme</b>			
Fournisseurs et passifs courus .....	9 174 196 \$	6 448 811 \$	7 223 162 \$
Avances de clients .....	1 044 044	1 353 549	949 097
	<u>10 218 240</u>	<u>7 802 360</u>	<u>8 172 259</u>
<b>Indemnité reportée à payer (Note 3) .....</b>	—	402 720	284 000
	<u>10 218 240</u>	<u>8 205 080</u>	<u>8 456 259</u>
<b>Capitaux propres</b>			
<b>Actions ordinaires</b>			
Catégorie A, valeur au pair de 100 \$ — 100 actions d'autorisées, 54,85 actions d'émissions .....	5 485	5 485	5 485
Catégorie B, valeur au pair de 100 \$ — 675 actions d'autorisées, 27,5 actions d'émissions .....	2 750	2 750	2 750
Surplus d'apport .....	1 765	1 765	1 765
Bénéfices non répartis .....	814 830	86 619	44 359
	<u>824 830</u>	<u>96 619</u>	<u>54 359</u>
	<u>11 043 070 \$</u>	<u>8 301 699 \$</u>	<u>8 510 618 \$</u>

Le sommaire des conventions comptables significatives et les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

MARGEOTES/FERTITTA + PARTNERS, INC.

ÉTATS DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

(exprimés en dollars américains)

	Trois mois terminés le 31 mars 1998	Exercice terminé le 31 décembre	
		1997	1996
Produits . . . . .	3 698 851 \$	13 080 726 \$	10 311 754 \$
Charges d'opérations . . . . .	2 923 597	12 612 024	9 854 222
Bénéfice d'opérations avant amortissement . . . . .	775 254	468 702	457 532
Amortissement . . . . .	45 000	163 427	175 459
Bénéfice d'opérations . . . . .	730 254	305 275	282 073
Revenus d'intérêts . . . . .	24 186	63 628	40 977
Perte sur disposition de placements . . . . .	—	(4 663)	—
Bénéfice avant impôts . . . . .	754 440	364 240	323 050
Impôts municipal et d'état . . . . .	26 229	56 980	55 777
Bénéfice net de la période . . . . .	728 211	307 260	267 273
Bénéfices non répartis, au début de la période . . . . .	86 619	44 359	15 079
Distributions aux actionnaires . . . . .	—	(265 000)	(237 993)
Bénéfices non répartis, à la fin de la période . . . . .	814 830 \$	86 619 \$	44 359 \$

Le sommaire des conventions comptables significatives et les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

MARGEOTES/FERTITTA + PARTNERS, INC.

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(exprimés en dollars américains)

	Trois mois terminés le 31 mars 1998	Exercice terminé le 31 décembre	
		1997	1996
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>			
Bénéfice net de la période .....	728 211 \$	307 260 \$	267 273 \$
Ajustements pour concilier le bénéfice net aux espèces provenant des activités d'exploitation			
Amortissement .....	45 000	163 427	175 459
Valeurs mobilières reçues d'un client au lieu d'espèces ..	—	—	(100 000)
Perte sur disposition de placements .....	—	4 663	—
Variations d'éléments non monétaires du fonds de roulement			
Débiteurs .....	(3 367 642)	(452 654)	697 674
Déboursés à facturer aux clients .....	62 810	242 372	(29 122)
Prêts à recevoir .....	(15 022)	(9 800)	—
Frais payés d'avance et dépôts .....	(78)	(807)	638
Fournisseurs et passifs courus .....	2 725 385	(774 351)	338 472
Avances de clients .....	(309 505)	404 452	288 602
Indemnité reportée à payer .....	(402 720)	118 720	110 000
	<u>(533 561)</u>	<u>3 282</u>	<u>1 748 996</u>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>			
Acquisition d'immobilisations .....	(92 936)	(101 543)	(80 142)
Diminution des prêts à recevoir des employés .....	—	—	1 414
Acquisition (disposition) de placements .....	—	101 454	(6 117)
	<u>(92 936)</u>	<u>(89)</u>	<u>(84 845)</u>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>			
Distributions aux actionnaires .....	—	(265 000)	(237 993)
<b>Augmentation (diminution) nette des espèces et quasi-espèces .....</b>			
	<b>(626 498)</b>	<b>(261 807)</b>	<b>1 426 158</b>
<b>Espèces et quasi-espèces, au début de la période .....</b>	<b>3 660 347</b>	<b>3 922 154</b>	<b>2 495 996</b>
<b>Espèces et quasi-espèces, à la fin de la période .....</b>	<b>3 033 849 \$</b>	<b>3 660 347 \$</b>	<b>3 922 154 \$</b>
<b>Information supplémentaire sur les flux de trésorerie</b>			
Espèces versées au cours de la période pour:			
Impôts .....	26 229 \$	56 980 \$	55 777 \$
Opérations d'investissement non monétaires			
En 1996, la Société a reçu des actions d'un de ses clients, au lieu d'espèces, pour des services rendus au client. Au moment de la réception de ces actions, la juste valeur marchande de ces actions s'élevait à 100 000 \$			

Le sommaire des conventions comptables significatives et les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

## MARGEOTES/FERTITTA + PARTNERS, INC.

### SOMMAIRE DES CONVENTIONS COMPTABLES SIGNIFICATIVES

31 mars 1998 et 31 décembre 1997 et 1996

(exprimés en dollars américains)

<b>Nature des opérations</b>	Margeotes/Fertitta + Partners, Inc. (La « Société ») est engagée dans la production et la distribution de publicité par le biais de divers médias. Les produits d'opérations proviennent principalement de commissions et d'honoraires gagnés pour la production et le placement de publicités.
<b>Déboursés à facturer aux clients</b>	Les déboursés à facturer aux clients représentent les coûts encourus par la Société pour des travaux non complétés. Ces déboursés sont facturés aux clients lorsque les travaux sont complétés et que les clients sont facturés pour les honoraires et les commissions correspondants.
<b>Avances de clients</b>	Les avances de clients représentent des montants facturés aux clients pour des travaux non complétés ou non diffusés. Également, ce poste comprend les montants reçus de clients en excédant des montants pouvant être facturés pour des travaux qui ont été complétés.
<b>Immobilisations</b>	<p>Les immobilisations sont comptabilisées au coût moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est basé sur la durée de vie estimative de l'actif et est calculé comme suit :</p> <p>Mobilier et équipement — 20 % sur le solde dégressif Améliorations locatives — selon la méthode linéaire sur la durée du bail</p>
<b>Espèces et quasi-espèces</b>	<p>La Société considère l'encaisse et les placements facilement convertible en espèces ayant des échéances lors de l'acquisition de trois mois et moins comme des espèces et des quasi-espèces.</p> <p>La Société détient son encaisse dans des comptes de dépôts bancaires qui, à certains moments, peuvent excéder la limite assurée au fédéral. La Société n'a encouru aucune perte dans ces comptes et considère qu'elle n'est pas exposée à un risque de crédit important sur ses espèces et quasi-espèces.</p>
<b>Estimés comptables</b>	La préparation des états financiers en conformité avec les principes comptables généralement reconnus exige de la direction des estimés et des hypothèses qui affectent les montants indiqués comme actifs et passifs et les montants indiqués comme produits et charges au cours de la période concernée. Les résultats réels peuvent différer de ceux estimés.
<b>Concentrations de risque de crédit</b>	Les instruments financiers de la Société qui sont exposés à un risque de crédit sont principalement les espèces et quasi-espèces et les débiteurs. La Société place ses espèces et quasi-espèces dans des institutions financières fiables dans des comptes qui peuvent, à certains moments, excéder la limite assurée au fédéral. La concentration du risque de crédit pour ce qui est des débiteurs est limitée en prenant en considération le nombre de clients desservis par la Société et les courtes périodes de remboursement généralement accordées.

**MARGEOTES/FERTITTA + PARTNERS, INC.**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**

31 mars 1998 et 31 décembre 1997 et 1996

(exprimés en dollars américains)

**1. Prêts à recevoir**

Les prêts à recevoir ne portent pas intérêts et sont sans garantis ni modalités spécifiques de remboursement.

**2. Immobilisations**

	31 mars		31 décembre			
	1998		1997		1996	
	Coût	Amortissement cumulé	Coût	Amortissement cumulé	Coût	Amortissement cumulé
Mobilier et équipement .....	710 253 \$	386 006 \$	617 316 \$	368 035 \$	1 050 150 \$	814 815 \$
Améliorations locatives .....	808 302	719 858	808 302	692 829	808 302	616 999
	<u>1 518 555</u>	<u>1 105 864</u>	<u>1 425 618</u>	<u>1 060 864</u>	<u>1 858 452</u>	<u>1 431 814</u>
Valeur nette .....		<u>412 691 \$</u>		<u>364 754 \$</u>		<u>426 638 \$</u>

**3. Contrat d'emploi et entente d'indemnité reportée**

La Société a entériné un contrat d'emploi avec un employé clé portant sur une période débutant le 1<sup>er</sup> juin 1994 et se terminant le 31 mai 1999. Selon les modalités du contrat, l'employé s'est engagé à accomplir certaines tâches et à prendre certaines responsabilités envers la Société, et est sujet à certaines clauses restrictives tout au long de la durée de l'entente.

Le contrat d'emploi prévoit que l'employé recevra un salaire d'au moins 350 000 \$ par année, ainsi que certains autres bénéfices et pré-requis. De plus, l'employé aura droit à une indemnité reportée calculée sur la base des produits totaux provenant d'un client donné sur la période couverte par le contrat et des produits provenant de tous les autres clients en excédant de 10 000 000 \$ au cours des douze derniers mois de la période couverte par le contrat. L'indemnité reportée acquise est payable sur une période de cinq ans débutant le 1<sup>er</sup> juin 1999. L'employé a également droit à une gratification annuelle basée sur un pourcentage des bénéfices nets de la Société.

Au cours des exercices terminés les 31 décembre 1997 et 1996, l'employé a acquis une indemnité reportée sur les produits encaissés du client donné. La valeur actuelle de l'indemnité reportée est évaluée à 402 720 \$ et à 284 000 \$ aux 31 décembre 1997 et 1996 respectivement. Les états financiers reflètent un passif à long terme équivalant à ces montants et une charge de 118 720 \$ et de 110 000 \$ en 1997 et 1996 respectivement.

**4. Impôts**

La société a choisi d'être traitée comme une corporation du sous chapitre S aux fins du fédéral et de l'état de New York. Conséquemment, aucune provision pour l'impôt fédéral n'a été enregistrée dans ces états financiers. Les états financiers ne comprennent pas la dépense de taxes pour la ville de New York et les impôts pour l'état de New York qui sont imposés en vertu de la corporation du sous chapitre S.

**5. Marge de crédit**

La Société a une marge de crédit de la Chase Bank qui pourvoit pour des emprunts n'excédant pas 500 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel plus 1 %. Au 31 mars 1998, le solde utilisé de la marge de crédit est égal à NIL\$ (31 décembre 1997 — NIL\$ et 1996 — NIL\$).

**6. Plan de participation aux bénéfices**

La Société a un plan de participation aux bénéfices qui comprend des indications quant aux contributions par réduction de salaire en vertu du Internal Revenue Code Section 401(K). Aucune contribution de la part de l'employeur n'a été effectuée à ce plan au cours de la période terminée le 31 mars 1998 et des exercices terminés les 31 décembre 1997 et 1996.

**7. Contrats de location-exploitation**

La Société loue des espaces à bureaux en vertu d'un bail qui vient à échéance le 31 décembre 2002. Le bail prévoit un loyer de base plus des clauses escalatoires pour les augmentations dans les taxes foncières et les charges d'opérations.

La Société loue également un système téléphonique, des photocopieurs et certains équipements informatiques en vertu de contrats de location venant à échéance au cours de diverses années jusqu'en août 2001.

Les paiements minimums futurs exigibles en vertu des contrats de location non révocables, ayant une échéance de plus d'un an, au cours des quatre prochains exercices sont approximativement les suivants :

**Exercice se terminant le 31 décembre**

1999.....	991 000 \$
2000.....	921 000
2001.....	864 000
2002.....	<u>849 000</u>
Total .....	<u><u>3 625 000 \$</u></u>

**8. Engagement**

La Société maintient une lettre de crédit de soutien pour un montant de 83 500 \$ pour le bénéfice du bailleur comme garantie pour le paiement du loyer.

**9. Clients importants**

Au cours de la période, approximativement 76,5 % des produits totaux de la Société proviennent de six clients. Un de ces clients représente 34,5 % des produits à lui seul.

**10. Événements subséquents**

Le 31 juillet 1998, la quasi totalité des actifs de la Société a été transférée à une société à responsabilité limitée du Delaware qui a été créée le 22 juillet 1998, Margeotes/Fertitta + Partners, LLC. Les opérations d'affaires de la Société ont été poursuivies sans changement.

Le 31 juillet 1998, le propriétaire unique de la Société et de sa société absorbante a cédé 80 % de sa participation à une autre entité en vertu d'un contrat d'achat daté du 1 avril 1998.

Dans le cadre du changement de propriétaires, la Société a entériné un contrat de travail avec le détenteur à 100 % (le « dirigeant ») de la société absorbée pour une période initiale débutant le 31 juillet 1998 et se poursuivant jusqu'au 31 décembre 2003. En vertu des termes de l'entente, le dirigeant est dans l'obligation d'accomplir certaines tâches et de prendre certaines responsabilités envers la Société. Le dirigeant recevra un salaire annuel de 350 000 \$ plus certains bénéfices marginaux.

Le dirigeant a également entériné un accord de non sollicitation avec la Société en vertu de laquelle il est assujetti à certaines clauses restrictives.

Dans le cadre du changement de propriétaires, la Société a entériné des ententes avec dix employés de la Société, toutes en date du 31 juillet 1998. En vertu des termes de ces ententes, les employés doivent accomplir les tâches et responsabilités relatives à la position qu'ils avaient dans la société absorbée et sont assujettis à certaines clauses restrictives. La rémunération à être versée aux employés ainsi que les indemnités en cas de départ sont définies dans les ententes. Les ententes prévoient l'emploi volontaire et conséquemment, l'emploi peut prendre fin en tout temps au gré de la Société ou de l'employé.

## RAPPORT DE MISSION D'EXAMEN

Aux actionnaires de  
SOURCE MARKETING INC.

Nous avons procédé à l'examen du bilan de Source Marketing Inc. au 30 septembre 1998 ainsi que de l'état des résultats et des bénéfices non répartis de la période de neuf mois terminée à cette date. Notre examen a été effectué conformément aux normes d'examen généralement reconnues et a donc consisté essentiellement en prises de renseignements, procédés analytiques et discussions portant sur les renseignements qui nous ont été fournis par la société.

Un examen ne constitue pas une vérification et, par conséquent, nous n'exprimons pas une opinion de vérificateur sur ces états financiers.

Au cours de notre examen, nous n'avons rien relevé qui nous porte à croire que ces états financiers ne sont pas conformes, à tous les égards importants, aux principes comptables généralement reconnus.

Comptables agréés

Markham, Ontario  
Le 23 décembre 1999

**SOURCE MARKETING, INC.**

**BILAN**

**30 septembre 1998**  
(en dollars américains)  
(non vérifiés)

<b>Actif</b>	
Encaisse .....	565 743 \$
Comptes clients .....	870 855
Travaux en cours .....	144 102
Frais payés d'avance .....	10 494
	<u>1 591 194</u>
<b>Immobilisations</b> .....	105 724
	<u>1 696 918 \$</u>
<b>Passif et capitaux propres</b>	
Fournisseurs et passifs courus .....	58 905 \$
Produits reportés .....	101 148
Dû à un dirigeant .....	1 100 000
	<u>1 260 053</u>
<b>Capitaux propres</b>	
Capital-actions .....	2 000
Bénéfices non répartis .....	434 865
	<u>436 865</u>
	<u>1 696 918 \$</u>

Le sommaire des conventions comptables importantes et les notes complémentaires  
font partie intégrante de ces états financiers

**SOURCE MARKETING**

**ÉTATS DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS**

**Période de neuf mois terminée le 30 septembre 1998**

(exprimés en dollars américains)

(non vérifié)

<b>Facturation brute</b> .....	3 581 197 \$
<b>Coût des ventes</b> .....	<u>1 205 894</u>
<b>Bénéfice brut</b> .....	2 375 303
<b>Frais généraux et d'administration</b> .....	<u>2 349 379</u>
<b>Bénéfice avant amortissement, intérêt et impôts</b> .....	<u>25 924</u>
Amortissement .....	32 536
Intérêts .....	<u>(21 479)</u>
	<u>11 057</u>
<b>Bénéfice avant impôt</b> .....	14 867
<b>Bénéfice non répartis, au début de la période</b> .....	<u>419 998</u>
<b>Bénéfice non répartis, à la fin de la période</b> .....	<u><u>434 865 \$</u></u>

Le sommaire des conventions comptables importantes et les notes complémentaires  
font partie intégrante de ces états financiers.

## SOURCE MARKETING, INC.

### SOMMAIRE DES CONVENTIONS COMPTABLES IMPORTANTES

30 septembre 1998

(non vérifiés)

<b>Nature des activités</b>	Source Marketing, Inc. (la « Société ») fournit des services de promotion et de marketing. Ces services comprennent également la production et la distribution de publicités dans divers médias.
<b>Immobilisations</b>	Les immobilisations sont enregistrées au coût. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie utile estimative.
<b>Avances de clients</b>	Les avances de clients représentent les montants facturés aux clients pour des travaux qui n'ont pas encore été complétés ou des publicités qui n'ont pas été diffusées.
<b>Constataion des produits</b>	<p>Les produits sont enregistrés en utilisant la méthode de l'avancement des travaux en regard des contrats ayant une période de temps déterminée pour l'exécution des services. Les travaux en cours sont estimés comme la portion des produits qui ont été gagnés mais non facturés. La facturation d'avance des clients est enregistrée comme produits reportés. Les pertes potentielles, s'il y a lieu, sur les travaux en cours sont enregistrées dès qu'elles sont connues.</p> <p>Tous les autres produits sont enregistrés lorsque le service est donné et/ou les marchandises livrées.</p>
<b>Instruments financiers</b>	<p>Les instruments financiers de la Société sont constitués des espèces et quasi-espèces, des débiteurs, des fournisseurs et passifs courus et du dû à un dirigeant.</p> <p><b>Risque de crédit</b></p> <p>Les actifs financiers de la Société qui sont exposés à un risque de crédit sont principalement les espèces et quasi-espèces et les débiteurs. La concentration du risque de crédit pour ce qui est des débiteurs est limitée en prenant en considération le nombre de clients desservis par la Société et les courtes périodes de remboursement généralement accordées.</p> <p><b>Juste valeur</b></p> <p>La valeur aux livres des espèces et quasi-espèces, débiteurs et fournisseurs et passifs courus est équivalente à leur juste valeur étant donné les échéances à court terme.</p>
<b>Espèces et quasi-espèces</b>	<p>La Société considère l'encaisse et les placements facilement convertible en espèces ayant des échéances lors de l'acquisition de trois mois et moins comme des espèces ou des quasi-espèces.</p> <p>La Société détient son encaisse dans des comptes de dépôts bancaires qui, à certains moments, peut excéder la limite assurée au fédéral. La Société n'a encouru aucune perte dans ces comptes et considère qu'elle n'est pas exposée à un risque de crédit important sur ses espèces et quasi-espèces.</p>
<b>Estimés comptables</b>	La préparation des états financiers en conformité avec les principes comptables généralement reconnus exige de la direction des estimés et des hypothèses qui affectent les montants indiqués comme actifs et passifs et les montants indiqués comme produits et charges au cours de la période concernée. Les résultats réels peuvent différer de ceux estimés.

## SOURCE MARKETING, INC.

### NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 septembre 1998

(exprimés en dollars américains)  
(non vérifiés)

#### 1. Immobilisations

	<u>Coût</u>	<u>Amortissement cumulé</u>
Automobile .....	76 240 \$	26 663 \$
Mobilier et agencement .....	36 546	12 138
Équipement informatique .....	<u>100 219</u>	<u>68 480</u>
	213 005	107 281
Valeur nette .....	<u><u>105 724 \$</u></u>	

#### 2. Régime de participation aux bénéfices

La Société a un régime de participation aux bénéfices (« le régime ») qui prévoit des clauses pour les contributions à même des réductions de salaires en vertu de la Section 401(K) de l'Internal Revenue Code et des contributions correspondantes discrétionnaires par la Société. De plus, le régime permet des contributions additionnelles discrétionnaires par la Société. Le bilan ci-joint inclus une provision pour les contributions à payer au régime de 44 330 \$ au 30 septembre 1998.

#### 3. Impôts

La Société a choisi d'être traitée comme une corporation du sous chapitre S aux fins du fédéral et de l'état du Connecticut. Conséquemment, aucune provision pour les impôts fédéral et d'état n'a été enregistrée dans ces états financiers.

#### 4. Engagements

La Société loue des espaces à bureaux en vertu d'un bail qui vient à échéance le 31 mai 1999. Le bail prévoit un loyer mensuel de 5 037 \$, plus des clauses escalatoires pour les augmentations dans les taxes foncières et les charges d'opérations.

#### 5. Événement subséquent

Le 15 octobre 1998, pratiquement tous les actifs de la Société ont été transférés à une société à responsabilité limitée de New York qui a été incorporée le 9 octobre 1998, Source Marketing, LLC. Les opérations de la Société ont été poursuivies sans modification.

Le 15 octobre 1998, le propriétaire unique de la Société et sa société absorbante ont vendu 81,5 % de leur participation à une autre entité en vertu d'une lettre d'intention datée du 23 juillet 1998.

En conjonction avec le changement de propriétaires, la Société a signé une entente d'emploi avec le propriétaire à 100 % de l'entité précédente (le « dirigeant ») pour une période initiale débutant le 15 octobre 1998 et se terminant le 31 décembre 2003. En vertu des termes de l'entente, le dirigeant sera rémunéré afin d'accomplir certaines tâches et de prendre certaines responsabilités pour la Société. La rémunération du dirigeant sera de 300 000 \$, annuellement, plus certains avantages sociaux.

Le dirigeant a également signé une entente de non sollicitation avec la Société en vertu de laquelle il est restreint par certaines clauses.

#### 6. État des flux de trésorerie

L'état des flux de trésorerie n'est pas présenté car l'information est évidente à la lecture.

## ATTESTATION DE LA SOCIÉTÉ ET DU PROMOTEUR

Le 29 décembre 1999

Le texte qui précède constitue un exposé complet, véridique et clair de tous les faits importants se rapportant aux titres offerts dans le présent prospectus, comme l'exigent la partie 9 de la loi intitulée *Securities Act* (Colombie-Britannique), la partie 8 de la loi intitulée *Securities Act* (Alberta), la partie XI de la loi intitulée *Securities Act, 1988* (Saskatchewan), la partie VII de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Manitoba), la partie XV de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Ontario), l'article 63 de la loi intitulée *Securities Act* (Nouvelle-Écosse), l'article 13 de la *Loi sur la protection contre les fraudes en matière de valeurs* (Nouveau-Brunswick), la partie 11 de la loi intitulée *Securities Act* (Île-du-Prince-Édouard) et la partie XIV de la loi intitulée *Securities Act, 1990* (Terre-Neuve), ainsi que leurs règlements d'application, et ne contient aucune information fautive ou trompeuse susceptible d'affecter la valeur ou leur cours des titres qui font l'objet du présent placement aux termes de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Québec) et du règlement y afférent.

(signé) BEVERLEY MORDEN  
Chef de la direction

(signé) JOHN MADURI  
Chef des finances

Au nom du conseil d'administration

(signé) MILES S. NADAL  
Administrateur

(signé) DAVID R. SHAW  
Administrateur

**Promoteur**

**MDC CORPORATION INC.**

(signé) MILES S. NADAL  
Président du conseil, président et  
chef de la direction

(signé) STEPHEN O. MARSHALL  
Premier vice-président,  
développement

## ATTESTATION DES PRENEURS FERMES

Le 29 décembre 1999

Au meilleur de notre connaissance, information et croyance, le texte qui précède constitue un exposé complet, véridique et clair de tous les faits importants se rapportant aux titres offerts dans le présent prospectus, comme l'exigent la partie 9 de la loi intitulée *Securities Act* (Colombie-Britannique), la partie 8 de la loi intitulée *Securities Act* (Alberta), la partie XI de la loi intitulée *Securities Act, 1988* (Saskatchewan), la partie VII de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Manitoba), la partie XV de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Ontario), l'article 63 de la loi intitulée *Securities Act* (Nouvelle-Écosse), l'article 13 de la *Loi sur la protection contre les fraudes en matière de valeurs* (Nouveau-Brunswick), la partie 11 de la loi intitulée *Securities Act* (Île-du-Prince-Édouard) et la partie XIV de la loi intitulée *Securities Act, 1990* (Terre-Neuve), ainsi que leurs règlements d'application, et ne contient aucune information fautive ou trompeuse susceptible d'affecter la valeur ou leur cours des titres qui font l'objet du présent placement aux termes de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Québec) et du règlement y afférent.

MARCHÉS MONDIAUX CIBC INC.

RBC DOMINION VALEURS MOBILIÈRES INC.

(signé) DANIEL J. MCCARTHY

(signé) ROSEMARIE N. BAKER

La liste suivante inclut le nom de chacune des personnes ayant une participation, directe ou indirecte, d'au moins 5 % dans le capital de :

MARCHÉS MONDIAUX CIBC INC.: une filiale en propriété exclusive d'une banque à charte canadienne.

RBC DOMINION VALEURS MOBILIÈRES INC.: une filiale en propriété exclusive indirecte d'une banque à charte canadienne.

**maxxcom**  
an MDC Company

**BOWNE**

IMPRIMÉ AU CANADA  
M04185